

## EN ESPAGNE

La gauche modérée  
décide de participer  
au référendum

LIBRE PAGE 2

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Argente, 1 BA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Algérie, 1 DM ; Afrique, 10 c. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 3 \$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
18 dr. ; Iran, 40 r. ; Italie, 200 L. ; Japon, 700 y. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 60 r. ; Turquie, 10 l. ;  
Tariif des abonnements page 44

5, RUE DES ÉVALUÉS  
75007 PARIS - CROIX 49  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 26 59 72  
Tél. 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

ROLF BIERMANN  
un Allemand seul

Baladin, poète, écrivain, Rolf Biermann était, est d'abord un militant communiste et un citoyen de la République démocratique allemande, qu'il avait librement choisie pour sa patrie. Son expulsion et sa déchéance de la citoyenneté est-allemande sont le signe le plus patent de la jeunesse en main inaugurée depuis la fin d'octobre par le gouvernement de M. Willy Stoph. Celui-ci entend étouffer dans l'œuf toute révolte d'une partie de la jeunesse qui se cristallise autour de quelques personnalités populaires.

C'était un piège que le visa de M. Biermann. On lui avait accordé, à M. Biermann, une tournée de lecture de ses poèmes en République fédérale. Venu de Hambourg en 1963, à l'âge de dix-sept ans, il avait été étudiant à Berlin-Est, membre du SED, qui l'exclut en 1965. Jamais ses chansons ni ses vers n'avaient égaré la critique à la bureaucratie du parti communiste ni mesuré l'expression de sa confiance dans le développement du socialisme en R.D.A. Mais les « apparitions » ne lui ont jamais pardonné la manière dont il contestait leur propre pouvoir au nom d'une vision idéale. Et l'occasion leur a été fournie de liquider cette opposition.

Sans doute M. Willy Stoph peut-il invoquer des précédents : ceux des écrivains soviétiques contestataires, déshonorés de leur nationalité en même temps qu'exilés. Du moins ces derniers savaient-ils qu'ils n'auraient jamais le visa de retour, qui avait été formellement promis au contraire à Rolf Biermann. La plupart d'entre eux se proclamaient russes mais non socialistes, tandis que Biermann se dit toujours confiant dans l'avenir du socialisme en Allemagne.

Devenir-il, comme ses confrères soviétiques, un « hématome », un sans patrie, n'ayant de choix qu'entre la Californie ou Israël ? Rejeté par la R.D.A., il est, à son corps défendant, intégré en droit dans la République fédérale, qui a toujours défendu le principe de l'unicité de la citoyenneté allemande. Mais de cette patrie-là, il ne veut pas.

Voudrait-elle d'ailleurs de lui ? Communiste, il ne pourrait avoir accès à la fonction publique. Les promesses électorales ne le reconnaissent pas pour autant comme l'un des leurs. Le voilà devenu un Allemand seul, suspect à tous, exposé à toutes les exploitations politiques.

Une fois de plus, un « cas allemand » soulève une question de principe. En République fédérale, la pratique de la loi sur les « interventions professionnelles » met sérieusement en cause les procédures de défense des régimes démocratiques. En R.D.A., le retrait de la citoyenneté à Rolf Biermann incite à se demander si le « socialisme » mis en œuvre par un Etat qui s'est toujours posé en modèle du « camp socialiste », aboutit inévitablement à un tel ostracisme.

C'est bien parce que le gouvernement Stoph apporte ainsi un argument de choix à ceux qui estiment que bureaucratie, exil ou prison sont des traits constitutifs des pays socialistes, que « l'humanité » a exprimé sa « désapprobation » et que le secrétaire des Jeunesses communistes a assuré que le « socialisme aux couleurs de la France » ne pouvait s'accommoder de telles mesures.

L'affaire Biermann soulève cependant une question de fond, et la réponse que lui donne la R.D.A. est claire : patrie, nation et Etat-S.E.D. ne font qu'un. Il n'y a pas de « vote national » possible hors de cette que dicte le parti.

OMAN  
ou le saut  
dans le vingtième siècle  
pages 9 à 17

Vingt-sept « contre-révolutionnaires »  
ont été exécutés en Éthiopie

La junte militaire est de plus en plus contestée

Condamnés à mort par un tribunal militaire spécial, dont les sentences ont été ratifiées par le général Teferi Bante, chef de l'Etat, vingt-sept « contre-révolutionnaires » viennent d'être exécutés en Éthiopie, rapporte un communiqué du conseil militaire administratif provisoire (Derg) rendu public ce jeudi 18 novembre.

Selon ce texte, qui ne précise ni le lieu ni la date des exécutions, les condamnés ont été reconnus « coupables de meurtres, sabotages et activités contre-révolutionnaires ». Il s'agissait d'« anarchistes » qui, interrogés par la Banque de France, ont répondu qu'ils prévoyaient un fléchissement de la production industrielle au cours des prochains mois.

A Paris, le franc a baissé jeudi, le cours du dollar passant de 4,985 F à 5 F.

Le déficit du commerce extérieur de la France a été de non-niveau très élevé en octobre : après correction des variations saisonnières, il a atteint 4 712 millions de francs, contre 3 554 millions de francs en septembre et 1 579 millions de francs en octobre 1975. Les importations se sont élevées à 27 977 millions de francs, ayant augmenté de 3,8 % en un mois et de 41,7 % en un an. Les exportations ont quant à elles, atteint 23 265 millions de francs, en baisse de 2,5 % par rapport à septembre, mais en hausse de 20,1 % par rapport à octobre 1975. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 83,2 % en octobre, contre 87,7 % en septembre et 92 % il y a un an.

Toutefois, le déséquilibre commercial est, en chiffres bruts, moins fort en octobre qu'un mois auparavant. Cette divergence se traduit par un changement de la structure des échanges extérieurs, que ne peuvent pas prendre immédiatement en compte les coefficients qui servent à corriger les variations saisonnières. Le déficit brut s'est élevé à 2 554 millions de francs, contre 4 088 millions en septembre et 134 en octobre 1975. Les importations ont atteint 27 213 millions de francs (+4,4 % en un mois et +34 % en un an) et les exportations 24 659 millions de francs (+11,7 % et +22,4 %). Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 90,6 %, contre 94,4 % en septembre.

Après seize années de combats, aucune perspective de solution n'apparaît en Érythrée. En dépit de la création, le 20 octobre dernier, d'une commission spéciale, forces séparatistes et membres de la commission spéciale demeurent aussi impuissants que ceux du comité gouvernemental, spécialement chargé de négocier avec les deux principaux mouvements nationalistes : le Front de libération de l'Érythrée (F.L.E.) et le Front de libération populaire (F.L.P.).

## Djibouti dans l'attente

M. Mohammed Abdallah Kamil, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a lancé, mercredi 17 novembre, à Djibouti, un appel à l'union de toutes les tendances politiques du Territoire.

A ce sujet, M. Kamil a déclaré : « Une réunion se tiendra à Paris avant la fin de l'année avec les partis politiques représentatifs du Territoire ainsi qu'avec les mouvements de libération... Nous souhaitons associer le Front de libération de la Côte française des Somalis, dont le siège est à Mogadiscio, et le Mouvement

de libération de Djibouti, dont le siège est en Éthiopie, au processus qui doit mener le Territoire à l'indépendance afin que personne ne se sente exclu de la vie politique du futur Etat. »

Les modalités de cette participation sont l'un des problèmes qu'abordera avec ses interlocuteurs M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, qui est attendu à Djibouti à la fin de cette semaine. Avant son départ, M. Stirn participera à une réunion interministérielle consacrée au T.F.A.I.

De notre envoyé spécial  
THOMAS FERENCZI

Djibouti. — A la terrasse du bar du Palmier en Zine, M. Hassan Gouled, président de la L.P.A.I. (Ligue populaire africaine pour l'indépendance), accorde consultation sur consultation. A sa vue, chacun s'arrête, s'approche, s'assoit quelques minutes à la table du « président » pour exposer un problème ou solliciter un avis. M. Gouled, l'air tranquille et le regard bienveillant du patriarcat, conseille l'un, rassure l'autre, réprimande un troisième. Le sujet de ces conversations ? Pour l'essentiel, la distribution des cartes d'identité, entreprise depuis un mois par l'administration, en application de la nouvelle loi sur la nationalité.

On en est à l'essentiel : sous le règne de M. Ali Aref, qui a dû quitter, à la mi-juillet, par suite d'un renversement de majorité, la présidence du conseil de gouvernement, la composition des listes favorisant outrageusement les Afars. Il s'agit donc d'obtenir une meilleure représentation de la population, et, en particulier, des Issas, dont le recensement, rendu difficile par leur nomadisme, et l'afflux d'immigrants de la Somalie voisine, n'a jamais été sérieusement effectué. M. Gouled, sur lequel s'appuie, de toute évidence, le nouveau haut commissaire, M. Don Camille d'Ornano, s'efforce de contrôler le processus.

L'opération, indispensable pour la révision des listes électorales, absorbe l'énergie des milieux politiques.

Son enjeu est important : sous le règne de M. Ali Aref, qui a dû quitter, à la mi-juillet, par suite d'un renversement de majorité, la présidence du conseil de gouvernement, la composition des listes favorisant outrageusement les Afars. Il s'agit donc d'obtenir une meilleure représentation de la population, et, en particulier, des Issas, dont le recensement, rendu difficile par leur nomadisme, et l'afflux d'immigrants de la Somalie voisine, n'a jamais été sérieusement effectué. M. Gouled, sur lequel s'appuie, de toute évidence, le nouveau haut commissaire, M. Don Camille d'Ornano, s'efforce de contrôler le processus.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

Rassemblement  
et chômage

Presque tous les leaders politiques traitent les Français à se « rassembler » sous leur drapeau. A la limite, chaque Français devrait ainsi être « rassemblé » plusieurs fois. Alors que, économiquement, il est sous-employé, le Français serait donc, politiquement, sur-employé.

N'y aurait-il pas là — la politique étant, comme chacun sait, un concentré d'économisme — une solution au problème du chômage, grâce à défaut d'une politique de plein emploi, à un plein emploi de la politique ?

HERBERT LAMM.

Le commerce extérieur français  
a été fortement déficitaire en octobre

Les images continuent à s'accumuler sur l'économie française. Après les médiocres résultats de l'emploi en octobre (« Le Monde » du 17 novembre), on apprenait, jeudi 18 novembre, que le commerce extérieur de la France avait été lourdement déficitaire en octobre : de 2,5 milliards de francs en données brutes, de 4,7 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. A tout cela s'ajoute le pessimisme des chefs d'entreprise qui, interrogés par la Banque de France, ont répondu qu'ils prévoyaient un fléchissement de la production industrielle au cours des prochains mois.

A Paris, le franc a baissé jeudi, le cours du dollar passant de 4,985 F à 5 F.

Le déficit du commerce extérieur de la France a été de non-niveau très élevé en octobre : après correction des variations saisonnières, il a atteint 4 712 millions de francs, contre 3 554 millions de francs en septembre et 1 579 millions de francs en octobre 1975. Les importations se sont élevées à 27 977 millions de francs, ayant augmenté de 3,8 % en un mois et de 41,7 % en un an. Les exportations ont quant à elles, atteint 23 265 millions de francs, en baisse de 2,5 % par rapport à septembre, mais en hausse de 20,1 % par rapport à octobre 1975. Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 83,2 % en octobre, contre 87,7 % en septembre et 92 % il y a un an.

Toutefois, le déséquilibre commercial est, en chiffres bruts, moins fort en octobre qu'un mois auparavant. Cette divergence se traduit par un changement de la structure des échanges extérieurs, que ne peuvent pas prendre immédiatement en compte les coefficients qui servent à corriger les variations saisonnières. Le déficit brut s'est élevé à 2 554 millions de francs, contre 4 088 millions en septembre et 134 en octobre 1975. Les importations ont atteint 27 213 millions de francs (+4,4 % en un mois et +34 % en un an) et les exportations 24 659 millions de francs (+11,7 % et +22,4 %). Le taux de couverture des achats par les ventes s'établit à 90,6 %, contre 94,4 % en septembre.

en septembre et 99,3 % en octobre 1975.

D'ores et déjà, le déficit des échanges extérieurs de la France depuis le début de l'année est nettement plus fort que ne le prévoyait le gouvernement. Le premier ministre, M. Raymond Barre, indiquait le 12 octobre que le déséquilibre dépasserait 10 milliards de francs en 1976 ; il portait ce chiffre à 12 milliards, le 4 novembre, au cours d'une interview accordée à Radio-Montecarlo. Or pour les dix premiers mois de cette année, le déficit commercial s'est élevé à 15,4 milliards de francs, après correction des variations saisonnières et à 16,1 milliards de francs en chiffres bruts.

Les résultats du commerce extérieur, qui ne cessent — en chiffres corrigés — de se dégrader depuis le mois de juin, traduisent à la fois les conséquences de la sécheresse et un gonflement difficilement compréhensible — compte tenu de l'activité des entreprises — des importations industrielles. Ainsi le solde des échanges agro-alimentaires est négatif d'environ 500 millions de francs alors qu'il est normalement positif du même montant. Cependant, les achats de produits agricoles sont importants, notamment d'être importants, une certaine spéculation venant s'ajouter à l'accroissement des besoins. Enfin les importations de produits premiers — dont les prix ont fortement augmenté — et de demi-produits sont élevées, tandis que la France maintient un volume important d'achats de biens de consommation. Face à ce gonflement de tous les postes à l'importation, les ventes à l'étranger ont amorcé — en chiffres corrigés — une légère baisse.

La mauvaise tenue du commerce extérieur n'est plus compensée — comme le mois précédent — par une bonne activité industrielle. La Banque de France confirme, dans sa dernière analyse de conjoncture, les craintes qu'on avait eues concernant une nouvelle période de stagnation économique ou de croissance très ralentie : « A court terme, le maintien du niveau actuel de l'activité est généralement assuré, mais un fléchissement est envisagé dans les entreprises où la production tend à excéder la demande. »

« L'ampleur des charges qui pèsent sur les entreprises — par lesquelles le nouveau tissu professionnel est souvent inopérant — les incite à l'expansion de la demande. Les entreprises ont donc tendance à augmenter les investissements, se conjuguant pour inciter les industriels à l'expansion, ajoute la Banque de France. »

## Man Ray est mort

Man Ray, photographe et peintre surréaliste américain, est mort ce jeudi matin 18 novembre à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Un anarchiste  
de l'image

Man Ray est mort durant son sommeil, au moment où se levait le jour. Rien ne ressemble plus à sa mort que son œuvre, pleine d'humour, de gags. Touche à tout, parfois de génie, et toujours désordonné, cet Américain de Philadelphie (où il est né en 1890), ce Parisien, par amour et par goût de la liberté, avait tout tenté avant d'en venir à l'art, dont la pratique semble avoir donné une cohérence à sa nature anarchique.

Tout à la fois peintre, photographe et cinéaste, Man Ray était le contraire d'un spécialiste. Il avait d'abord fait des études d'architecture, puis avait exercé divers métiers avant de découvrir le territoire de l'art, qui justement était en révolution. Débute confus de l'art abstrait : ces prémisses conduisent à Man Ray. Il découvre le ressort qui va faire courir, sa vie durant,

Les projets  
d'Air FranceRenouvellement  
de la flotte  
Pas de licenciements

M. Pierre Gaudet, président d'Air France, rend public, jeudi 18 novembre, les grandes lignes du nouveau « plan d'entreprise » qui va être discuté avec le personnel de la compagnie et les représentants de l'Etat.

Ce plan prévoit notamment : une modernisation complète de la flotte d'Air France ; une nouvelle politique du personnel avec plafonnement des hauts salaires, mais sans licenciements ; une plus exacte prise en charge par l'Etat des contraintes que celui-ci impose à la compagnie.

Air France, rappelle-t-elle, a, en 1975, enregistré un déficit de 354 millions de francs.

Baptisé « Premiers éléments pour 1976 », le plan, qui a été élaboré par la direction d'Air France se présente sous la forme d'un volumineux mémoire de 220 pages.

Dans la première partie, les responsables de la compagnie se livrent à « l'analyse de la situation ». Ils passent en revue les facteurs conjoncturels qui ont perturbé les calculs de toutes les entreprises de transport aérien : l'évolution considérable du prix du pétrole a fait passer la part du carburant, dans les dépenses d'exploitation d'Air France, de 8,5 % en 1972, à 21,2 % en 1974 ; la récession économique ; l'inflation généralisée ; les variations des taux de change des monnaies ; le suréquipement des compagnies trop vite pourvues d'avions « gros porteurs » comme les Boeing 747 ; la concurrence des charters, etc.

Pourtant, Air France a accru son trafic dans une proportion supérieure à celle de ses concurrents européens. Le coefficient de remplissage de ses avions figure parmi les meilleurs. Dans ces conditions, pourquoi s'est-elle perdue 97,5 millions de dollars en 1975, alors que British Airways n'en perdait que 30,1 millions et que Lufthansa en gagnait 19,5.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 20.)

UNE SEMAINE  
AVEC L'AQUITAINE

Dans la série de suppléments que « Le Monde » a consacré, durant cette semaine, à la région Aquitaine, nous publions aujourd'hui un ensemble d'articles et de reportages, notamment sur la culture, la région, l'urbanisme, et, en particulier, les problèmes qui se posent sur le campus de Bordeaux-Mérignac.

(Lire pages 21 à 28.)

## PRIX RENAUDOT 1976

MICHEL HENRY  
L'Amour  
les yeux fermés

GALLIMARD



# EUROPE

## Allemagne de l'Ouest

### Le parti libéral va tenter de renforcer sa position d'arbitre

Bonn. — Le parti libéral allemand (F.D.P.), qui tient son congrès les 18 et 19 novembre à Francfort, se trouve dans la position à la fois irremplaçable et inconfortable de tous les partis charnières. Sans son appui, pas de majorité, et donc pas de gouvernement à Bonn. Dès avant les élections du 3 octobre, il avait tranché pour la reconduction de l'alliance avec les sociaux-démocrates et il ne songe pas à revenir sur ce choix.

Peu importe qu'il n'ait pas augmenté, comme il l'espérait, le nombre de ses voix et de ses sièges. Indispensable, il entend imposer sa marque au programme gouvernemental qui sortira des négociations en cours avec le S.P.D. M. Schmidt a implicitement reconnu la position centrale du F.D.P. indiquant qu'il fallait attendre les décisions de son congrès pour élaborer le programme de la législature.

La situation des libéraux se complique dans la mesure où ils pourraient obtenir également une position d'arbitre au sein fédéral (Bundestag). Étant donnée la structure fédérale de la R.F.A., le Bundestag joue un rôle essentiel dans le travail législatif. Les Länder gouvernés par la démocratie chrétienne y disposent d'une majorité confortable de vingt-six voix contre quinze aux Länder dirigés par les sociaux-démocrates et les libéraux. Au sein de la commission de conciliation entre le Bundestag et le Bundestag, la coalition libérale-socialiste et la démocratie chrétienne se trouvent à égalité, avec onze voix chacune. L'action du gouvernement fédéral peut donc être sérieusement entravée par la démocratie chrétienne qui, à la limite, pourrait se servir du Bundestag comme d'un « contre-gouvernement ».

#### Le « chancelier secret »

En Sarre et en Basse-Saxe, pourtant, la situation des gouvernements régionaux chrétiens-démocrates est précaire. Ni l'un ni l'autre ne dispose d'une majorité à la Diète. Si le F.D.P., qui se trouve dans l'opposition à Sarrebruck comme à Hanovre, acceptait de former des coalitions avec la C.D.U., la stabilité de ces gouvernements serait assurée. En Basse-Saxe, des négociations entre les libéraux et les chrétiens-démocrates ont déjà commencé. En Sarre, le président régional du F.D.P. se bat pour les faire accepter par ses amis.

Le thème des coalitions régionales va servir de toile de fond au congrès du F.D.P., même si, officiellement, les organisations régionales sont seules souveraines. L'enjeu est d'importance. Les

De notre correspondant

adversaires des coalitions régionales avec la démocratie chrétienne craignent que le parti libéral ne retrouve son surnom de « parti-basculé » qui, en 1969, faillit le faire descendre en dessous des 5 %, ce qui menaçait de le faire disparaître de la vie politique. Ils font valoir d'autre part qu'il est difficile de s'allier avec un parti qui, lors de la dernière consultation, a misé sur la confrontation avec la coalition libérale-socialiste.

Il est probable, pourtant, qu'en Sarre comme en Basse-Saxe les libéraux passeront outre — non sans déchirement — à ces arguments. Dans les deux fédérations, l'opposition à des coalitions « bourgeoises » est très forte, mais à Hanovre, par exemple, M. Albrecht, chancelier-président, a habilement laissé des postes ministériels vacants lorsqu'il a formé son gouvernement, et l'on croit que certaines arrières-pensées de tout compromis se sont laissées séduire.

La formation de coalition C.D.U.-F.D.P. dans deux Länder ne devrait pas être considérée

comme un signe avant-coureur d'un renversement des alliances à Bonn. Au contraire, la coalition gouvernementale pourrait s'en trouver renforcée au niveau fédéral, car le parti libéral pose comme condition à une entente limitée avec la C.D.U. une attitude plus souple des représentants sarrois et bas-saxons au Bundestag. La semaine dernière déjà, ces deux gouvernements ont, pour manifester leur bonne volonté, voté avec les Länder gouvernés par les sociaux-démocrates et les libéraux.

M. Genscher, président du F.D.P. et vice-chancelier, est partisan d'alliances régionales avec la C.D.U. Elles pourraient lui que son parti n'est pas un simple « porte-manteau » du S.P.D., comme l'accuse M. Strauss, et renforceront sa position personnelle. Indispensables au Bundestag comme au Bundestag, les libéraux disposeraient d'un pouvoir dépassant de loin leur simple force numérique. M. Genscher mériterait alors le surnom de « chancelier secret » que vient de lui donner le magazine Stern.

DANIEL VERNET.

## Pays-Bas

### UN COLLECTIONNEUR D'ŒUVRES D'ART EST ACCUSÉ DE CRIMES DE GUERRE

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — L'affaire Menten commence à secouer l'opinion aux Pays-Bas. Il s'agit d'accusations de crimes de guerre portées par un journaliste néerlandais, M. Knop, contre M. Pieter Menten, un collectionneur d'objets d'art âgé de soixante-dix-sept ans. M. Menten aurait participé en 1941 à des exécutions de centaines de juifs et de Polonais dans deux villages proches de Lemberg (aujourd'hui Lwów, en UR.S.S.), Urzaz et Podhorocze.

Selon M. Wessental, directeur du centre de documentation juive à Vienne, Menten a aussi participé à l'exécution par un commando allemand de trente-neuf professeurs polonais, en 1941, à Lemberg. Cette ville et les deux villages, d'abord occupés par les troupes soviétiques en 1939, ont été pris par l'armée allemande en 1941.

La police néerlandaise a voulu arrêter M. Menten lundi 15 novembre, mais il avait quitté sa maison de la banlieue d'Amsterdam et reste introuvable.

#### De nombreux témoignages

M. Menten, né en 1899 à Rotterdam, a d'abord travaillé dans l'entreprise de commerce de son père. Il fait ensuite des voyages d'affaires en Allemagne et commence à se constituer une collection d'œuvres d'art. En 1939, il achète de vastes terrains en Galicie, où il élit domicile. Il apporte sa collection à Lemberg et, en 1941, il essaie de récupérer ses propriétés et ses œuvres d'art en agissant, de son propre aveu, « comme interprète pour les troupes allemandes ».

Des survivants des massacres de Podhorocze, en Israël et en UR.S.S., l'ont dénoncé comme « criminel de guerre ». Après la guerre, la juridiction spéciale néerlandaise le condamne seulement à huit mois de prison en 1949, pour « avoir aidé les troupes allemandes comme expert artistique ». A l'époque, des témoignages recueillis en Pologne auprès de survivants n'ont pas été pris en considération.

L'affaire rebondit en juin 1976 quand M. Menten veut vendre une partie de sa collection. Un journaliste israélien, M. Ken'Aan, accuse Menten d'avoir participé aux exécutions de 1941 et d'avoir volé des œuvres d'art. La vente publique à Amsterdam de la collection Menten est reportée et, le 9 juillet 1976, la justice néerlandaise ouvre une enquête. Mais, à l'époque, elle ne voit pas la raison d'arrêter M. Menten.

Ce dernier s'est toujours déclaré innocent, mais l'hebdomadaire néerlandais *Actualité*, et une station de télévision, ont apporté des preuves : de nombreux témoignages ont été recueillis dans les villages russes et les autorités soviétiques ont découvert des fosses communes à Podhorocze.

Trois parlementaires ont posé des questions écrites au ministre de la justice, dont une organisation juive a demandé la démission. Dans une déclaration faite à l'aéroport de Schiphol, où il est arrivé mercredi soir, après avoir échoué sa visite en Roumanie, le ministre a indiqué qu'il avait suggéré, avant son départ, qu'on confisque le passeport de M. Menten. Le procureur du royaume à Amsterdam lui avait répondu qu'il n'avait pas le moyen juridique de prendre une pareille mesure.

MARTIN VAN TRAA.

**« POLITIQUES »**  
des raisons  
**POLITIQUES**  
pour des textes  
**POLITIQUES**  
Une nouvelle collection  
dirigée par Nicos Poulantzas

**la crise DE L'ÉTAT**  
Sous la direction de  
**NICOS POULANTZAS**

**la crise ECONOMIQUE et la société AMERICAINE**  
**MANUEL CASTELLS**

**puf**

## Grande-Bretagne

### L'expulsion de MM. Agee et Hosenball est dénoncée par le principal syndicat de journalistes

De notre correspondant

Londres. — Après l'expulsion annoncée mardi 16 novembre d'un journaliste américain, M. Hosenball, ancien collaborateur du journal d'extrême gauche *Time*, les autorités britanniques ont fait savoir mercredi que la même mesure a été prise contre M. Philip Agee, un ancien agent de la C.I.A. (1).

Cette initiative renforce l'impression qu'en matière de sécurité ou de défense Londres entend motiver en évidence de la C.I.A. M. Callaghan appelait au début de la semaine sa solidarité « indéfectible » avec les États-Unis.

M. Agee réside en Grande-Bretagne depuis quatre ans. La Home Office formule en termes vagues des accusations semblables à celles qui ont été adressées à M. Hosenball. Il aurait propagé des « informations préjudiciables à la sécurité du Royaume-Uni ».

MM. Hosenball et Agee ont reçu le soutien du principal syndicat des journalistes de Grande-Bretagne, qui entretient derrière leur expulsion « un marché sordide » entre Londres et Washington.

JEAN WEIZ.

Le Home Office reproche également à M. Agee de maintenir des contacts avec des agents de renseignements étrangers. C'est là, semble-t-il, une façon de suggérer que ce citoyen américain, qui a fait partie de la C.I.A. pendant douze ans, continuerait d'être en rapport avec des membres de cette organisation.

M. Agee propose une autre explication : ses anciens « patrons » de Washington voudraient empêcher de terminer la rédaction d'un second ouvrage dénonçant les manœuvres de la C.I.A. du Chili à l'Afrique et au Proche-Orient, en passant par l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

M. Agee laisse entendre que son expulsion pourrait être en rapport avec l'arrivée à Londres d'un nouveau chef de la C.I.A., M. Edward Felt, qui serait l'un des plus hauts fonctionnaires des services secrets américains, et chargé, comme tel, de mettre un terme aux rumeurs qui seraient survenues récemment dans la capitale britannique.

MM. Hosenball et Agee ont reçu le soutien du principal syndicat des journalistes de Grande-Bretagne, qui entretient derrière leur expulsion « un marché sordide » entre Londres et Washington.

JEAN WEIZ.

(1) M. Agee a publié en janvier 1973, à Londres, un livre intitulé *Inside the Company : C.I.A. Diary* (publié en français, au Seuil, sous le titre *Dans l'ombre des secrets*), dans lequel il « critique » comme les États-Unis, arrive à la C.I.A. conduisant au « scandale » révolutionnaire de certains pays, notamment au Mexique.

M. Agee, qui a quitté la C.I.A. en 1968, a écrit des ouvrages politiques et a accusé l'organisation d'avoir contribué à freiner l'évolution récente du Portugal vers la gauche.

## Espagne

### Les formations de l'opposition modérée décident de participer au référendum et aux élections

De notre correspondant

Madrid. — Les Cortés ont repoussé jeudi 18 novembre le débat sur le projet de réforme politique du gouvernement. Mercredi, la tension était sensible en raison de l'affrontement entre les conservateurs hostiles à la réforme et les partisans de M. Suarez. Les immobilistes sont regroupés autour de l'Alliance populaire, une nouvelle formation de MM. Fraga et Lopez Rodó. L'un des dirigeants de l'Alliance, M. Martinez Cruz Esternales, ancien ministre, a demandé que le vote du projet de loi se fasse article par article et non pas globalement, comme semble le souhaiter le président des Cortés ; il a insisté sur les exigences des néo-franquistes, à savoir que les députés du futur congrès soient élus au scrutin majoritaire et que les Cortés actuelles soient chargées d'élaborer la loi électorale.

On a également noté des discours plus ou moins folkloriques de quelques membres de l'assemblée, comme M. Raimundo Fernandez-Cuesta (président « légal » du parti de la phalange, mais non reconnu comme tel par un grand nombre de phalangistes), qui affirma la nécessité de la démocratie « organique » et s'éleva contre le pluralisme des partis.

M. Torcuato Luca de Tena, membre à vie des Cortés, nommé par Franco, et président du conseil de fondation du quotidien monarchiste conservateur *A.B.C.*, se prononça en faveur des thèses de l'Alliance populaire ; il rappela que le système proportionnel en vigueur aux élections de février 1939 fut la cause de la guerre civile ; mais il se garda de rappeler que le système majoritaire avait, en 1931, amené la République en Espagne. D'autre part, il insinua que le gouvernement avait conclu un pacte avec l'opposition pour imposer le système proportionnel et il critiqua M. Torcuato Fernandez-Miranda, président des Cortés, pour la façon dont il menait les débats.

Il ne semble pas que le gouvernement soit disposé à accepter le vote des amendements présentés par les immobilistes. En effet, les deux aspects essentiels, le scrutin proportionnel pour l'élection des députés du futur congrès et la réglementation des élections qui doivent avoir lieu en 1977 sont précisément les seules cartes avec lesquelles le gouvernement pourra éventuellement négocier avec l'opposition de gauche. Si des amendements contraires au projet gouvernemental sont adoptés, le gouvernement pourrait demander au roi de dissoudre l'Assemblée et de soumettre la réforme au peuple par référendum.

D'autre part, les partis de l'opposition modérée (libéraux, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates) auxquels se sont joints la fédération des partis socialistes et le parti socialiste populaire de M. Telleria Galvan, renouent à mettre en question le référendum

et ont décliné d'engager des négociations avec le gouvernement en vue des élections. Le parti socialiste ouvrier espagnol et le parti communiste ne se sont pas associés à cet accord et maintiennent leur position ; et le gouvernement ne donne pas de garanties démocratiques pour la campagne du référendum et des élections qui recommenceraient l'abstention. Sauf révision de dernière heure, cela implique la fin de la coordination démocratique divisée d'une part, entre la gauche modérée et d'autre part, le parti socialiste ouvrier, le parti communiste, le parti carliste et plusieurs groupements d'extrême gauche.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

● Le parti communiste espagnol n'acceptera de se présenter aux prochaines élections législatives que sous son propre nom, a annoncé mardi 16 novembre, à Madrid, M. Azcarate, membre du comité exécutif du parti. Au cours d'une conférence de presse, M. Azcarate a « souligné » notamment officiellement les rumeurs qui circulaient dans les milieux politiques et selon lesquelles le P.C.E. s'apprêterait de présenter sa candidature sous l'étiquette d'une autre organisation. — (A.F.P.)

● M. Antonio Garcia Trevijano, dirigeant du groupe des démocrates indépendants au sein de la Coordination démocratique, a intenté, mardi 16 novembre, dix actions en justice pour « injures graves et calomnies » contre des revues ou journaux espagnols. Il réclame 150 millions de pesetas de dommages et intérêts. Les revues visées ont publié des informations sur les activités financières que M. Trevijano aurait eues au moment où la Guinée équatoriale accédait à l'indépendance. — (A.F.P.)

● Les Espagnols émigrés pourront voter par correspondance lors du prochain référendum, annonce l'agence Europa Press. Ils devront remplir les mêmes conditions que celles imposées en Espagne à être âgés de plus de vingt et un ans et être inscrits sur les registres électoraux. Les bulletins seront fournis par les ambassades et les consulats. — (A.F.P.)

● M. Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, se trouve clandestinement depuis quarante-huit heures à Madrid, affirme le quotidien indépendant *El País* du jeudi 18 novembre. Selon le journal, il désire diriger la stratégie du P.C. vis-à-vis du processus politique qui découlerait de l'approbation par les Cortés du projet de réforme constitutionnelle. — (A.F.P.)

### QUARANTE MILLE TRAVAILLISTES MANIFESTENT CONTRE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant)

Londres. — Près de quarante mille syndicalistes et militants du Labour ont défilé, mercredi 17 novembre, à Londres pour protester contre les mesures anti-inflationnistes. Cette manifestation d'une ampleur exceptionnelle était appuyée par le comité national exécutif du parti travailliste qui a lancé ainsi un défi au gouvernement.

L'initiative de la campagne avait été prise par le syndicat des employés des services publics, qui se sentent les plus menacés par les réductions projetées du budget de l'État.

Pour M. Callaghan, il est toutefois réconfortant que seuls une dizaine de députés travaillistes se soient joints aux manifestants.

J. W.

## Yougoslavie

### LA FIN DES ENTRETIENS BREJNEV-TITO

### Un communiqué chaleureux dans le ton et nuancé dans le contenu

De notre correspondant

Belgrade. — Les entretiens soviéto-yougoslaves, « amicaux et très francs », ont pris fin mercredi 17 novembre. M. Brejnev a regagné Moscou le même jour. Chaleureux dans le ton, nuancé et limité dans le contenu, le communiqué ne mentionne que les points sur lesquels les deux parties sont d'accord ou au sujet desquels un compromis a pu être trouvé. Pourtant les divergences ont été longuement examinées au cours des conversations ; les positions de la Yougoslavie et de son parti ont, dit-on, été exposées d'une manière à ne laisser place à « aucun malentendu, à aucune équivoque ou illusion ».

Les Yougoslaves n'ont pas prêté grande attention à l'histoire racontée par M. Brejnev — pour démentir « les faibles occidentales » — sur le « pauvre Chaperon rouge » et « le terrible loup » qui se disputent le pouvoir. Ils disent : « Nous ne sommes pas un Chaperon rouge, mais un pays indépendant, et nous ne voyons pas le loup qui voudrait nous dévorer ».

On précise que les entretiens n'ont pas porté sur des problèmes militaires, encore moins sur ceux de sécurité yougoslave. Il ne fut question ni des bases soviétiques à la côte Adriatique ni de privilèges qui seraient accordés aux navires soviétiques dans les ports yougoslaves, et dont la presse étrangère s'est faite l'écho. « Les questions de cet ordre, indique-t-on, ne sont pas du domaine de la politique internationale. Cette loi est valable pour tous ».

Le communiqué réaffirme les principes d'indépendance, de sou-

veraineté, de non-ingérence dans les affaires intérieures. Il ne se réfère à aucun moment à « l'internationalisme socialiste » que les Yougoslaves se méfient. Il fait état de la « collaboration de camaraderie internationale benévole », curieuse formule employée pour la première fois dans un document soviéto-yougoslave : le mot « internationalisme » a été violemment réprimé pour plaire à Moscou et celui de « benévole » pour satisfaire Belgrade.

Le passage sur les échanges économiques préconise la division internationale du travail et non la division socialiste du travail, qui figure dans les documents semblables signés entre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes. Il s'agit d'une concession soviétique.

Le communiqué parle du mouvement des pays non alignés comme « l'un des plus importants » de la politique mondiale. Cette formule ne donne pas satisfaction aux Yougoslaves qui considèrent le mouvement comme un facteur international « autonome et irrépressible ». Néanmoins, le rôle du mouvement des pays non alignés n'est plus réduit cette fois-ci, comme Moscou a souvent tendance à le faire, à sa seule action d'impérialisme. Le communiqué lui reconnaît des mérites dans la lutte contre « toutes les autres formes de domination et d'exploitation » et dans la création d'un système de rapports économiques et internationaux plus justes.

La visite de M. Brejnev n'a pas

## Allemagne de l'Est

### Un groupe d'étudiants proteste contre la mesure visant Rolf Biermann

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — L'affaire Biermann provoque des chahuts en Allemagne de l'Est (le Monde du 18 novembre). Dans une déclaration rendue publique, mercredi 17 novembre, un groupe d'une dizaine d'étudiants a demandé au gouvernement de la R.D.A. de revenir sur sa décision. Il n'y a pas de précédent dans ce pays d'une telle protestation d'intellectuels.

Les signataires, connus pour la plupart aussi bien en Allemagne de l'Ouest qu'à l'Est, sont : Christa Wolf, qui fut membre du comité central du parti, Stephan Hermlin, Stefan Heym, l'auteur dramatique Heiner Müller, Gunter Kunert, Sarah Kirsch, le jeune poète Volker Braun, Franz Fühmann, Rolf Schneider et Gerhard Wolf. Le sculpteur Fritz Cremer, qui a notamment érigé des monuments à la mémoire des déportés de Buchenwald et de Ravensbrück s'est joint à eux. Le père de Wolf Biermann fut lui-même déporté par les nazis et mourut à Auschwitz.

« Nous ne nous identifions pas », déclarent les signataires, « avec chaque parole ou chaque action de Biermann. Nous prenons nos distances à l'égard des tentatives faites pour utiliser cette affaire contre la R.D.A. ». Mais Biermann lui-même n'a jamais, y compris à Cologne, laissé de doute, tout en restant critique, sur le point de vue socialiste démocratique des États allemands. Il se prononçait : « Plusieurs des écrivains protestataires sont membres du P.C. et à peine un mois, M. Biermann, avait envoyé au « camarade Fritz Cremer », à l'occasion

de son soixante-dixième anniversaire, un télégramme de félicitation publié par l'organe du parti. Il lui disait notamment : « Ta riche œuvre artistique est pénétrée d'un esprit de parti communiste et de responsabilité humaniste. Elle est une part solide de notre culture nationale et socialiste et possède une grande force de rayonnement international ».

On voit mal, dans ces conditions, comment les autorités pourraient, comme elles l'ont fait avec Wolf Biermann, accuser le signataire d'être « contre la R.D.A. et contre le socialisme ».

De son côté, le professeur Robert Havemann, qui fut il y a quelques années chassé du P.C. et de sa chaire à l'université pour ses vues non conformes à la ligne du parti, a annoncé qu'il avait l'intention d'initier une procédure avec la famille du poète pour faire annuler la décision des autorités.

MANUEL LUCBERT.

● M. Pierre Zarka, membre du secrétariat du mouvement de la Jeunesse communiste de France, réprovoque, dans une déclaration, la décision des autorités de la R.D.A. « De tels agissements, qui portent ombrage à l'idéal socialiste, confirment la validité de la définition d'un socialisme démocratique aux couleurs de la France, qui exclut toute atteinte aux libertés, particulièrement à la liberté d'expression ou de création artistique et qui exclut le bannissement et la déchéance de la citoyenneté française ».

150 000 000







## A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard: vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

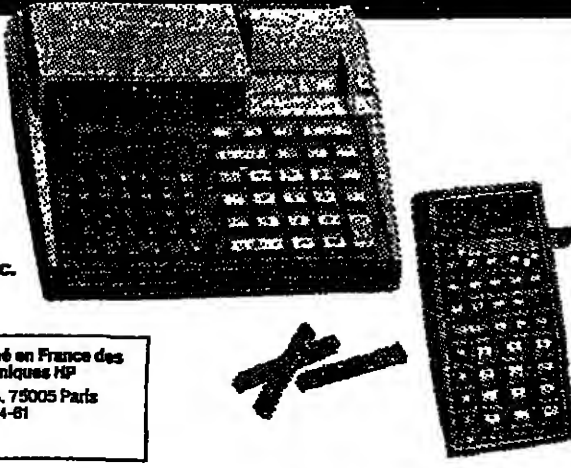
A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP 224 "signes" de programmes ou 28 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif), 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles.

le HP-67 : format de poche 3 420 F.T.T.  
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F.T.T.

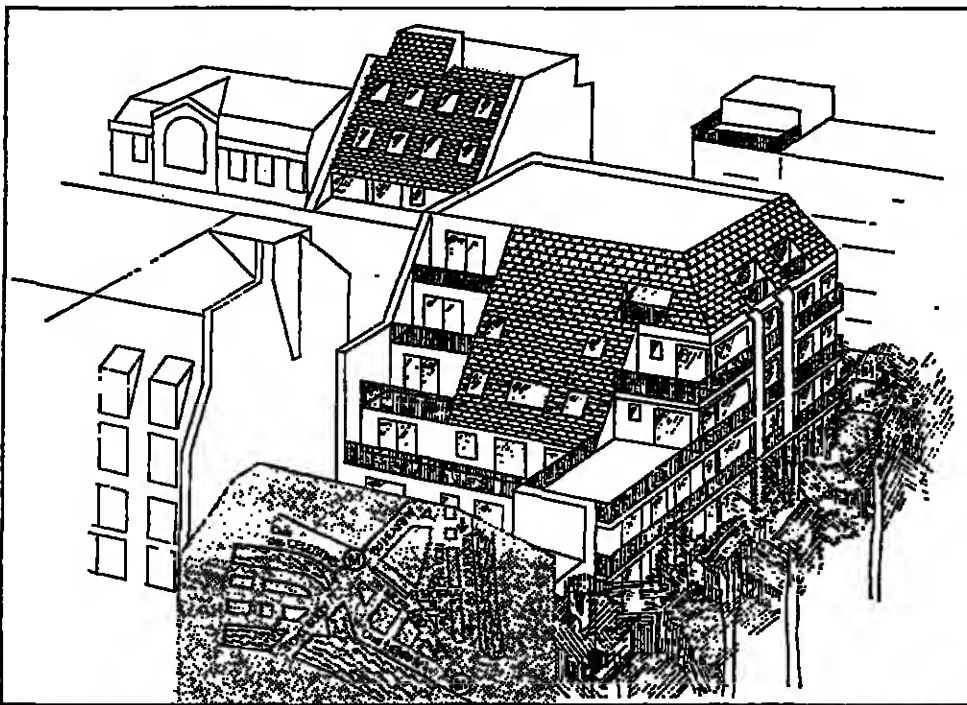


1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP  
85 Bd Saint-Germain, 75005 Paris  
Tél. 033 02-63033 34-61

HEWLETT PACKARD



## Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



### MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX<sup>e</sup> siècle peut apporter

à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente :  
15, Bd Boudouin - 75004 PARIS  
ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h.  
Tél. : 277.45.55



Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

RENSEIGNEMENTS ET VENTE  
**CORI**  
254 Bd St Germain, 75007 Paris  
Tél. : 260.38.22

## ASIE

### Vietnam

#### HANOI QUALIFIE D'« ABUS DE POUVOIR » LE VETO AMÉRICAIN A SON ADMISSION A L'ONU

Hanoi (A.F.P.). — La décision des Etats-Unis d'opposer une seconde fois leur veto à la demande d'admission du Vietnam à l'ONU est qualifiée d'« abus de pouvoir » dans une déclaration du ministre des affaires étrangères, publiée le mardi 16 novembre à Hanoi (le Monde du 17 novembre).

Hanoi indique en outre que la question des militaires américains disparus au Vietnam, « tout comme celle de l'obligation qui incombe aux Etats-Unis de contribuer à relever le pays après la guerre, selon l'accord de Paris, sont actuellement examinées par les représentants des deux parties lors des rencontres à Paris ».

La déclaration d'Hanoi semblait impliquer que les entretiens engagés le 12 novembre se poursuivaient, le département d'Etat a précisé mardi qu'aucun contact n'a eu lieu entre diplomates américains et vietnamiens depuis cette date dans la capitale française.

### Chine

Témoignant de l'« excellente situation dans le pays »

#### L'expérience atomique du 17 novembre a « porté à un nouveau degré le niveau des armements nucléaires »

De notre correspondant

Pékin. — L'expérience nucléaire qui a été réalisée le mercredi 17 novembre, selon l'agence Chine nouvelle, « porté à un nouveau degré le niveau des armements nucléaires de la Chine ». Le communiqué annonçant l'expérience ne donne aucun détail sur ses caractéristiques, mais on apprend, d'autre part, que l'explosion a eu lieu dans l'atmosphère et qu'elle a atteint la puissance de 4 mégatonnes. Elle serait la plus forte qui ait été réalisée jusqu'à présent en Chine.

D'après le décompte généralement admis, cette expérience est la vingt et unième depuis l'explosion, le 16 octobre 1964, de la première bombe atomique chinoise. C'est la quatrième depuis janvier et la troisième en moins de deux mois, ce qui fait de 1976 l'année au cours de laquelle les essais nucléaires auront été les plus nombreux en Chine, et

confirme l'impression que la République populaire intensifie ses efforts dans ce domaine. Il est assez remarquable que cette intensification coïncide avec une période de bouleversements politiques exceptionnels. Démonstration est faite que ces bouleversements ou les catastrophes naturelles qui ont marqué l'année 1976 n'ont pas affecté le secteur de la défense. Rappelons que trois satellites artificiels ont également été lancés par la Chine depuis un an.

Le communiqué de l'agence Chine nouvelle et le commentaire consacré à l'événement par le Quotidien du peuple retiennent les assurances habituelles sur les préoccupations « uniquement défensives » de la Chine. Ils rappellent que « jamais, à aucun moment ni en aucune circonstance, la Chine n'utilisera la première ces armes » (nucléaires).

Cette expérience est saluée dans un style caractéristique de la nouvelle direction. Alors que le succès des derniers essais nucléaires était d'abord attribué aux « travailleurs », l'Armée populaire de libération est citée cette fois au premier rang des artisans de ce nouveau progrès. Le Quotidien du peuple rappelle, d'autre part, une recommandation de Mao invitant à ne pas « suivre seulement les sentiers battus », mais à « rompre avec les conventions » et à « adopter autant de techniques nouvelles que possible pour faire de notre pays un puissant Etat socialiste dans un délai relativement bref ». Mais l'organe du P.C. cite également — pour la première fois — une « importante instruction » donnée par le président Hua Kuo-feng à propos de cette expérience nucléaire : « Soyez méticuleux en matière d'organisation et de direction ». Le Quotidien du peuple, comme le communiqué, souligne le fait que « le succès de cet essai de bombe à hydrogène a été obtenu grâce à l'excellente situation qui règne dans le pays » depuis « l'établissement de la « bande des quatre ». A la différence des communiqués publiés pour les expériences des 28 septembre et 17 octobre, aucune référence n'est faite à la « critique de Teng Hsiao-ping ».

ALAIN JACOB.

### Bangladesh

#### Mort du maulana Bashani, « chef historique » de la lutte pour l'indépendance

Le maulana Bashani, « chef historique » de la lutte pour l'indépendance de l'ancien Bengale oriental et fondateur de la Ligue Awami, est mort le mercredi 17 novembre à Dacca. Il était âgé de plus de quatre-vingt-dix ans.

Bashani était à la fois un personnage religieux, d'où le titre de maulana (imam), et une grande figure politique du Bangladesh. Autant que le « père de la nation » bengalaise, Mujibur Rahman, assassiné en août 1975, il avait été le fondateur de la Ligue Awami, puis le « chef historique » de la lutte pour l'indépendance, qu'il fut le premier à réclamer avant que cette lutte fût « récupérée » par les partisans de l'autonomie interne.

Abandonné, à la fin de sa vie, par ses jeunes lieutenants « radicaux » et entouré, en revanche, d'éléments franchement réactionnaires, au passé parfois douteux, Bashani semblait ne jamais vraiment quitter la scène politique de son pays, même lorsqu'il s'était retranché dans son village près de Tangail, petite localité du nord du Bengale.

Dans sa maison de tête ondulée et de planches — que l'armée pakistanaise incendia pendant la guerre civile de 1971 — ses fidèles lui baissaient les pieds ou lui apportaient des présents.

Il aura été toute sa vie un opposant. Combien de défis n'a-t-il pas lancés aux Britanniques, au Pakistan, à l'Inde, au gouvernement de M. Mujibur Rahman ! Combien de coups d'éclat, de fausses sorties n'a-t-il pas faites ! Car ce personnage, contradictoire, était trop idéaliste pour réussir en politique, trop personnel pour diriger un parti, trop âgé pour être la figure de proue efficace d'un mouvement révolutionnaire. C'était surtout un pieux organisateur,

et si certains de ses thèmes avaient quelque valeur mythique, ils demeuraient cependant flous. Il en était ainsi du « socialisme islamique », dont il se réclamait parfois et qu'il ne définissait jamais. De sorte qu'à la fin de ses jours quelques-unes de ses initiatives prélaient plutôt à l'écoulement et n'inspiraient plus le pouvoir. Ainsi menaçait-il l'Inde de jihad — de guerre sainte — lorsqu'il organisait une marche contre le barrage de Farraka. Mais, s'il dénonçait l'« expansionnisme » indien, il n'en était pas moins partisan d'un « grand Bangladesh » qui eût réuni le Bangladesh et le Bengale occidental indien, projet tout à fait irréalisable étant donné l'antagonisme séculaire entre hindous et musulmans, et celui qui oppose maintenant l'Inde et le Bangladesh.

Qualifié à tort de « maoïste », car il était moins communiste que « communaliste », — jouant sur les oppositions entre communautés religieuses, — il brandissait le Coran plus que les écrits de Marx ou de Lénine. Bashani ne craignait pas d'affirmer devant nous, entre deux prières de ramadan, quelques années après l'indépendance de son pays, que « seule la lutte armée » permettrait aux masses de se libérer de la misère et de l'oppression économique et sociale. Mais nul n'ignorait, lorsqu'il parlait de « lutte armée », que ce patriarcalisme islamogaucho n'aurait ni la volonté ni le courage d'en prendre la tête.

GÉRARD VIRATELLE.

**GEST FACILE**

**JOUEZ AU LOTO**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

## L'Amérique du Nord. Où on veut. Quand on veut.

Air France offre sur l'Amérique du Nord le plus important réseau au départ de Paris : 8 grandes villes desservies par 28 vols hebdomadaires. Et reliées immédiatement au reste du continent par des correspondances intérieures.

#### Washington en Concorde.

En exclusivité sur Air France, Washington en Concorde. Départ à 20 h (dernier vol vers les USA). Tous les mercredis, vendredis et dimanches. 3 h 55 de vol. 4 h 40 de gagnées. Correspondances pour New York, Boston, Philadelphie, Los Angeles, Atlanta, Chicago, Nashville. Arrivée à destination le soir même. Après une journée bien remplie, la nuit américaine commence.

#### Premier vol pour New York.

En exclusivité sur Air France, le premier vol de la journée à destination de New York. Départ à 10 h. Arrivée à 12 h 20, heure locale. Chaque jour, un second départ à 13 h.

#### Houston sans escale.

Une autre exclusivité Air France : tous les lundis, mercredis, jeudis, samedis, Houston sans escale. En Boeing 747.

#### Chicago et Los Angeles.

A l'est, Chicago en Boeing 747 à 11 h, les lundis, vendredis, samedis et dimanches. A l'ouest, Los Angeles en Boeing 747 : tous les jeudis, vendredis et dimanches à 16 h.

#### Toronto sans escale.

En exclusivité sur Air France, Toronto sans escale 3 fois par semaine en Boeing 747. Et Montréal 4 fois, par semaine. Egalement en Boeing 747.

#### Mexico au plus près.

Sur Air France, le vol le plus rapide vers Mexico. Avec une seule escale à Houston. Les lundis, mercredis, jeudis et samedis.

Pour être toujours présent partout en Amérique du Nord, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

## 4,10 m de plafond dans un studio. Attention: ne tombez pas du lit!

"24 Arthur Rozier" à 300 mètres du Parc des Buttes Chaumont, des studios et des deux pièces vastes, calmes, et dont la hauteur sous plafond vous réserve une bonne surprise. Des studios qui sont plus que des studios, en plein Paris dans un environnement où la qualité de la vie reste une réalité.

Appartement témoin et bureau de vente sur place  
24, rue Arthur Rozier - 75019 PARIS  
Ouvert tous les jours de 14 h à 19 h 30.

"24 Arthur Rozier". Une conception très rentable.

**im**  
39, rue de Courcelles - 75005 PARIS. Tél. : 766.13.14.

سكنى فى الامم



# LA CHINE ORPHELINE

## II. - Le disciple contre la veuve indigne

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le chagrin du peuple chinois après la mort du président Mao a été « transformé en force » grâce à la « bonne nouvelle » de la nomination de M. Hua Kuo-feng à la direction du pays (le Monde du 18 novembre). Cette nomination a consacré l'écrasement de la bande des quatre.

Tatchai. — Lors de sa première visite ici, l'année dernière, Chiang Ching ne s'est pas conduite comme doit le faire un cadre de haut rang. Elle se levait à 11 heures du matin, jouait aux cartes avec son médecin ou allait se promener à cheval. Pour nourrir toute son équipe, elle a fait couper de jeunes pousses de maïs. Elle était arrivée avec une suite de cinquante personnes et, pour le loger, elle a fait évacuer le pavillon d'accueil où il y avait cent trente personnes, dont des amis étrangers. Elle avait aussi apporté des appareils de chauffage à son usage personnel et de la nourriture spéciale, car elle ne pouvait pas manger comme nous. Elle ne se servait jamais deux fois de la même serviette. Il lui en fallait une centaine par jour. Cela nécessitait beaucoup de main-d'œuvre pour laver et repasser.

La femme qui parle en ces termes de la veuve du président Mao est une militante d'origine modeste, Mme Song Lien-ying, devenue vice-présidente du comité révolutionnaire de la brigade de production de Tatchai, ce haut lieu de la mythologie révolutionnaire chinoise dans la province du Chanshi. Ici, à 400 kilomètres de Pékin, et à 1 000 mètres d'altitude, dans les montagnes Tachang, les paysans ont entrepris des travaux titanesques pour pratiquer la culture en terrasses. En 1964, Mao avait lancé une directive, aussitôt affichée dans tous les villages chinois : « Que les paysans prennent exemple sur Tatchai ». C'est encore Tatchai qu'avait choisi comme modèle M. Hua Kuo-feng, alors vice-premier ministre, dans un discours prononcé, en octobre 1975, lors d'une conférence nationale sur l'agriculture, et considéré comme un document de base pour la compréhension des vues du nouveau maître de la Chine. Aujourd'hui, deux mille visiteurs en moyenne, venus de toute la Chine, sont accueillis chaque jour à Tatchai où ils peuvent puiser la loi révolutionnaire à bonne source.

Aussi, chaque Chinois pouvait deviner la gravité des accusations qui allaient se développer contre Mme Chiang Ching. Canton est, le 10 octobre, le journal (de Pékin) l'accusa de s'être rendue à Tatchai « pour y faire du sabotage

et y chercher par mille moyens la satisfaction de ses passions ». L'article était violent, mais parfois trop allusif pour être compréhensible. Sur place, la vice-présidente du comité révolutionnaire ne s'est pas fait prier pour nous donner des explications circonstanciées.

« Chiang Ching, ce mauvais personnage, ne connaissait rien de l'agriculture. Elle voulait faire pousser des oléagineux ici, dans la montagne. Elle disait qu'il fallait faire installer des fours solaires et autres balnéaires. Pour s'occuper de ces photographes, elle a entrepris de faire creuser une tranchée large de 1 mètre et longue de 20, qui ne pouvait être d'aucune utilité. Quand elle est enfin partie, après nous avoir dérangés pendant dix jours, les paysans ont transformé cette tranchée en porcherie, ce qui était un témoignage symbolique de l'animosité de la population. Mais voilà que Chiang Ching a fait une seconde visite ici au début de septembre, quelques jours seulement avant la mort du président Mao. Dès son arrivée, elle a demandé à Tchen Yong-kang, l'ancien secrétaire de la cellule locale, inspirateur de l'expérience de Tatchai, actuellement vice-premier ministre, était là quand on a transformé la tranchée en porcherie. On lui a dit oui. Alors, elle s'est mise en colère et a déclaré que cette fois elle était venue lutter contre nous.

« Elle voulait réduire le rendement de Tatchai, quelle que soit la cause, en toute chose, elle cherchait à prendre le contre-pied du président Mao. Son ambition était de s'emparer du pouvoir et de devenir impératrice de la Chine. Mais le président Mao était très clairvoyant. De son vivant, il a désigné le camarade Hua Kuo-feng comme premier vice-président du comité central et premier ministre. Ici, on détestait Chiang Ching ; elle était arrogante et ne parlait jamais aux paysans. »

Les responsables de Tatchai avaient-ils signalé la mauvaise conduite de la femme du président Mao aux instances suprêmes du parti avant les attaques officielles contre la « bande des quatre » (Mme Chiang Ching et ses compagnons : M. Wang Hongwen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan) ? Les gens parlent en cachette, mais il n'avait pas été question de se plaindre aux autorités supérieures. On se dit que les membres du comité central étaient au courant, car le comportement de Chiang Ching devait être le même partout.

nos interlocuteurs n'a été en mesure de formuler de griefs précis à l'égard des « quatre », se contentant d'évoquer en termes généraux les « révolutions » officielles. Il est vrai que les fonctionnaires qui nous accompagnaient n'ont pas accédé à notre désir de faire une enquête à Changhaï. Chef de la « bande des quatre », M. Li Hsien-nien avait pourtant conseillé à la délégation de journalistes français d'aller se rendre compte de la situation dans la grande métropole portuaire, et de ne pas s'en tenir aux visites organisées par les « camarades qui ne veulent parler que de nos succès ».

S'ils n'ont eux-mêmes qu'une idée très vague des raisons pour lesquelles les anciens « radicaux » doivent être « écrasés », les Chinois sont préparés à ce genre d'événement. Dans le monde marichèbre des régimes communistes l'ennemi de classe » rôde toujours.

Dans l'île de Hainan, nous avons vu manœuvrer une milice populaire, constituée par des garçons et des filles de moins de vingt ans. Des drapeaux rouges avaient été plantés dans une rivière et sur la colline qui la domine pour délimiter l'espace dangereux au cours d'un exercice de tir. Allongés devant l'école

du village, les miliciens et miliciennes tiraient au fusil de guerre sur des cibles représentant un buste humain.

Quel est le but de cet exercice ? a-t-il été demandé au cadre en présence duquel avait lieu la séance : « Se préparer à lutter contre l'ennemi intérieur et extérieur. » Que faut-il entendre par « ennemi intérieur » ? « Les anciens propriétaires fonciers qui sabotent la production et aussi les nouveaux ennemis de classe. » Invité à être précis, le cadre affirme qu'il y a plusieurs de ces « ennemis de classe » ont été arrêtés l'année dernière. Certains étaient des « saboteurs » qui avaient « tué » pour accomplir leurs noirs desseins. Le cadre

déclare ne pas pouvoir en dire davantage. Il ignore quel est le sort des coupables qui ont été « jugés par une cour de justice ».

De l'aveu même des dirigeants de Pékin, le parti ne représente pas tout le peuple, mais le « prolétariat », et c'est ce qui distingue la Chine de l'U.R.S.S. « révisionniste ». Aujourd'hui, les anciens « radicaux » sont présentés comme une émanation subtile de la « bourgeoisie » habile à camoufler son jeu. La preuve du « complot bourgeois » sera difficile à faire, mais le peuple chinois attend-il vraiment qu'on la lui apporte ? Les affaires Lin Biao, Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping ont sans doute fortement ébranlé sa capacité d'étonnement.

Présenté comme le disciple ont par Mao lui-même, M. Hua Kuo-feng annoncera-t-il d'autres disgrâces après s'être débarrassé de ceux qu'on considérait. Il y a encore quelques mois, comme les « favoris » du Grand Timonier ?

Des « agents » des « quatre » ont été démasqués en quelques endroits. Au Quotidien du peuple, il y en avait « deux ou trois ». On est en train de les aider », explique le rédacteur en chef, ce qui signifie qu'ils ont fait leur autocritique. Mais, pour le moment, la « campagne de grande critique et de grande accusation » n'a pas abouti à la mise en cause d'autres cadres du régime. Une pause est sans doute nécessaire. Trop de stupéfiantes révélations sur la « nature réelle » des dirigeants du parti ne finirait-elles pas, quand même, par semer un doute sur les fondements de l'idéologie officielle, cette idéologie encore nécessaire pour maintenir la cohésion du pays et lui faire accepter les sacrifices au prix desquels le développement se poursuit ?

Prochain article :

UN HÉRITAGE  
MAIS PAS DE TESTAMENT

### 800 ou 900 millions d'habitants ?

Si aucun responsable des unités de production visitées en Chine n'est avare de chiffres sur son entreprise, il est en revanche très difficile d'obtenir des statistiques à l'échelle nationale. La politique de la Chine est de ne pas publier ses chiffres d'affaires. Indique un responsable de la Foire internationale de Canton, interrogé sur le volume des commandes. Répondant les journalistes français invités par son gouvernement, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, leur a déclaré sans ambages qu'en Chine les chiffres relatifs à la production agricole et industrielle ne sont pas publiés.

Les dirigeants chinois sont également très réservés quand on les interroge sur la population et la natalité. A Pékin, on évalue généralement à sept cents millions le nombre des Chinois. Pour sa part, M. Li Hsien-nien déclare : « Il faut nourrir huit cents millions de bouches, ce qui est un très grave problème. On dit même que la population dépasse désormais ce chiffre. »

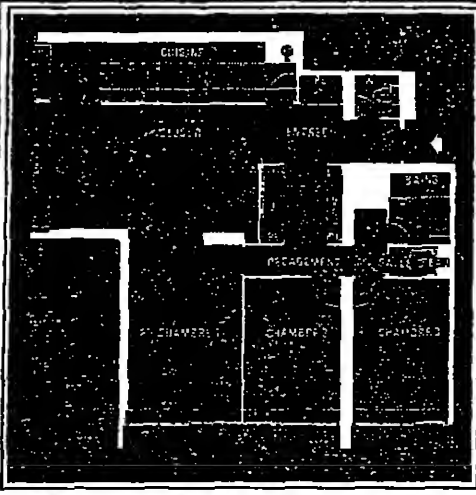
La Chine cherche à maîtriser sa croissance démographique grâce à l'éducation des masses et à l'emploi de moyens anti-conceptionnels efficaces. Dans un hôpital de l'île de Hainan, nous avons vu avec un médecin une conversation qui donne à penser que la stérilisation est aussi une méthode employée sur une échelle beaucoup plus vaste qu'on ne le dit généralement. Rappelant que l'Etat conseille aux parents de ne pas dépasser le chiffre de deux enfants, ce médecin indique que, après le premier accouchement, on demande à la mère d'attendre quelques années pour envisager une nouvelle grossesse. La pilule est surtout utilisée à cette fin. Mais, après la deuxième naissance, dans l'hôpital où nous nous trouvons, on conseille vivement la stérilisation d'un des parents. La vasectomie (sur les hommes) est pratiquée à la tubectomie (sur les femmes). En moyenne, deux cents stérilisations sont effectuées chaque année dans cet

établissement hospitalier créé pour une ferme d'Etat sur laquelle vivent dix-huit mille six cents personnes, dont dix mille six cents sont actives.

Dans cette ferme d'Etat, 60 % des couples en âge de procréer et ayant déjà deux enfants ont été stérilisés. Ce pourcentage est du même ordre dans toute la Chine. Le médecin interrogé ne veut parler que de ce qu'il connaît, mais il confirme que la stérilisation est conseillée dans toutes les provinces où la population est assez nombreuse pour l'exploitation de la terre.

L'âge du mariage préconisé ici est de vingt-sept ans pour les hommes et vingt-cinq ans pour les femmes. Quels conseils sont donnés aux célibataires qui viennent demander des contraceptifs ? « Un tel problème ne se pose pas, répond le médecin, les jeunes ont un niveau de conscience politique élevé et ils savent qu'il serait mal d'avoir des rapports sexuels hors du mariage. »

“Paris, c'est trop cher.  
La banlieue, c'est trop loin”.  
Habitez DÉFENSE 2000.



4 pièces au 15<sup>e</sup> étage - 99 m<sup>2</sup> : 356.400 f  
parc à voiture et cave inclus, soit 3.600 f le m<sup>2</sup>.

3.900 F le m<sup>2</sup>

Paris - trop cher ou banlieue - trop loin ? DÉFENSE 2000 apporte la solution : vous pouvez habiter immédiatement l'Ouest de Paris au prix de l'Est, aux portes mêmes de Paris, puisque la Défense n'est qu'à quatre minutes de l'École. Du studio au 6 pièces, des duplex aux chantiers individuels, les appartements sont exceptionnellement spacieux. Et les charges ? Nous vous en remercions et vous serez agréablement surpris.

Appartement témoin et bureau de vente ouverts tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h - Tél. 776.3114.

Quartier Bois de Boulogne, 23 rue Louis Pouéy, 92160 Nanterre, accès direct par Paris de Nanterre ou par Nanterre de Paris, zones 1 et 2, voir les fiches, (voir p. 4 du bulletin de la Défense 2000).

Je désire recevoir, sans engagement, de ma part, votre documentation sur DÉFENSE 2000.

Renseignements et Vente

**CORI**

254, Bd St Germain 75007 PARIS  
Tél. : 260.38.22

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

### La femme de César

Après cette diatribe, le représentant du ministère des affaires étrangères, qui nous accompagnait, voyant que nous avions pris des notes, nous a demandé de ne pas faire état des propos tenus par Mme Song Lien-ying, « parce que, en Chine, on n'aime pas les attaques dans lesquelles il est question de la vie privée des gens ». Depuis, ces pudeurs ne sont plus de mise. Canton est couvert d'affiches représentant Mme Chiang Ching s'adressant à ses vices. Les dessins les moins déshabillés la montrent sous les traits d'une sorcière, d'une impératrice, d'une « femme serpent », d'une « femme serpente ». Comment est-il possible de traiter ainsi dans la bonne la femme de César sans mettre en question César lui-même ? Mme Chiang Ching avait fait sur Mao une impression suffisamment forte pour qu'il répudiât sa troisième femme afin de l'épouser malgré quelques murmures au sein du parti. Rappelant la défection des journalistes français, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre, a répondu lui-même à la question. Ce qui se passe au sujet de Mme Chiang Ching peut paraître « bizarre » à des esprits non avertis, a-t-il dit. Mais, pour un marxiste-léniniste, il n'y a rien d'étonnant. Mme Chiang Ching voulait devenir président du comité central, et il ne s'agissait que d'une « manifestation de la lutte des classes » tout à fait compréhensible pour qui a une « conception marxiste » de l'univers.

A Tatchai, la secrétaire du comité local du parti, Mme Kuo Teng-nien, jeune femme de vingt ans, dont le beau visage porte les traits et les albums photographiques consacrés aux exploits de la brigade, précise la pensée du vice-premier ministre. La « bande des quatre », animée par Chiang Ching, représentait la bourgeoisie infiltrée au sein du parti. Si elle avait réussi à usurper la direction du comité central, le parti serait devenu révi-

sionniste et notre pays aurait changé de couleur. Mais le président Mao, dans ses clairvoyances, avait vu ses mauvais desseins. Il nous faut plus que jamais étudier ses œuvres ; elles permettent de distinguer le vrai marxisme du faux. La campagne de grande critique et de grande dénonciation actuellement en cours va nous permettre d'y voir plus clair dans les luttes entre les différentes lignes.

Dans tout le pays, il y a des panneaux avec des noms propres barrés d'une grande croix rouge : ce sont ceux des quatre « traîtres » votés aux gémonies. Dans les usines, les écoles, les salles de rédaction, les rues et les marchés, des milliers de caricatures mélangent les traits des quatre à la « bande des quatre » aux « complots » et aux « perversités » de Mme Chiang Ching. Des dazibaos (en chinois : affiches en gros caractères) dénoncent leurs ténébreux projets. En principe, il s'agit là d'une expression spontanée de la réprobation des « larges masses ».

Mais on trouve partout une étrange unité d'inspiration dans la facture des dessins et le style des pamphlets. « La ressemblance que vous notes s'explique par le fait que la haute des quatre est ressentie au même niveau d'intensité par toute la population », déclare d'abord le directeur d'un journal du Sud. Mais, pressé de questions sur la façon dont les dazibaos font leur apparition sur les murs de Canton, il finit par admettre qu'en général ceux-ci sont l'œuvre de militants du parti ayant montré au préalable leur facsimilé à l'autorité qualifiée.

Exprimer son « indignation » devant les « intrigues de la clique antiparti » est parfois un devoir pour les ouvriers modèles. Dans une usine de papier de la banlieue de Canton, cent emplacements ont été créés pour servir de support aux dazibaos et aux dessins. Deux cent cinquante meetings et réunions ont eu lieu au préalable pour susciter l'inspiration.

### L'éternel « ennemi de classe »

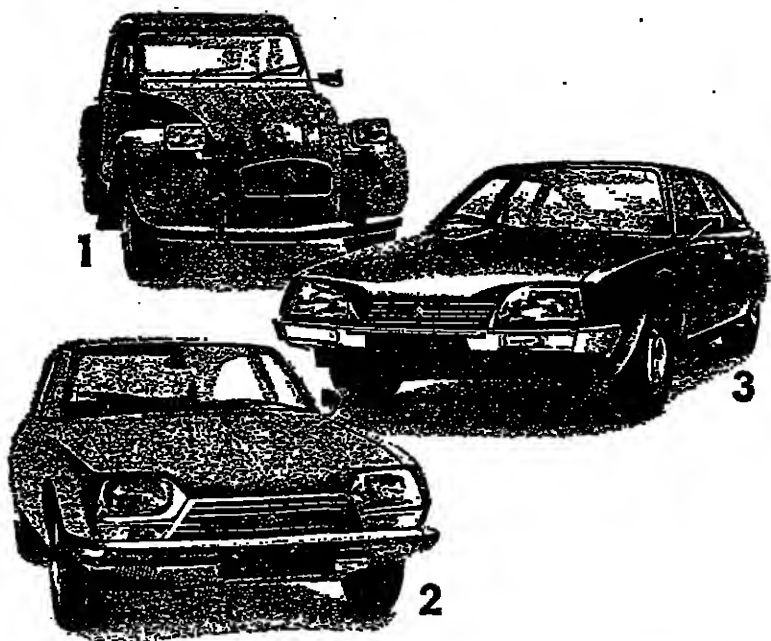
A Canton, les groupes rassemblés devant les dazibaos et les caricatures ont l'air de beaucoup « amuser ». Il semble qu'il y ait une sorte de vertige dans les critiques contre le style « impérial » de Mme Chiang Ching, même si l'exploitation qui en est faite aujourd'hui ne vole pas très haut.

Le dogmatisme des quatre « radicaux » n'était sans doute pas apprécié par la majorité de la population qui, accablant enfin à un niveau de vie satisfaisant, aspirait à une pause dans la marche en avant de la révolution. Toutefois, à l'exception de nos hôtes de Tatchai, aucun de



# ILYA DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER

## 3 EXEMPLES:



**1. 2 CV Spécial 1976 :**  
10 700 F Garantie 3 mois  
pièces et main-d'œuvre dans  
toute la France.

**2. GS Spécial 1976 :** 18 500 F  
Garantie 6 mois pièces  
et main-d'œuvre dans toute  
la France.

**3. CX 2000 1976 :** 29 000 F  
Garantie 6 mois pièces  
et main-d'œuvre dans toute  
la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN  
10, place Etienne-Pemet.  
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,  
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,  
75014 PARIS - Tél. 589.48.89

CITROËN par TOTAL

CITROËN

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

TANDIS QUE L'ENQUÊTE OFFICIELLE PIÉTINE  
La presse publie de nombreuses informations  
sur les activités du « lobby » sud-coréen

De notre correspondant

Washington. — L'enquête menée

par le département de la justice sur le lobby sud-coréen (le Monde du 30 octobre), n'a encore abouti à aucune conclusion, ni sur le caractère licite ou illicite de ses activités, ni sur le degré de culpabilité des membres du Congrès qui ont reconnu avoir reçu des « cadeaux » ou même de l'argent de personnalités ou d'organisations sud-coréennes.

L'enquête piétine à cause notamment de l'absence du principal « témoin », M. Tong Sun Park, un homme d'affaires auquel le gouvernement sud-coréen aurait versé la somme de 500 000 à 1 million de dollars sous forme d'avantages divers, cadeaux, voyages, contribution électorale, à de nombreux parlementaires (le chiffre de quatre-vingt-dix a été avancé) afin de promouvoir les

intérêts de la Corée du Sud au Capitole.

En revanche, l'enquête parallèle menée par les journaux confirme l'ampleur de l'action du lobby sud-coréen. Selon les déclarations faites au New York Times par M. Rand, ancien fonctionnaire du département d'Etat chargé des affaires coréennes de 1970 à 1974, les autorités fédérales étaient au courant depuis 1970 des activités douteuses de ce groupe de pression réunissant des diplomates et des hommes d'affaires coréens travaillant en liaison avec les agents des services spéciaux sud-coréens (K.C.I.A.). Le gouvernement Nixon, soucieux de retirer vingt mille des soldats stationnés en Corée, sans pour autant compromettre la participation de Séoul à la guerre du Vietnam, aurait fermé les yeux.

### Une « léthargie » encouragée de haut

En 1971, cependant, le département d'Etat s'était inquiété des activités de la Fondation coréenne pour la culture et la liberté, patronnant Radio Free Asia, ainsi que des versements des informations publiées par les journaux. Il ressort qu'une sorte de « léthargie bureaucratique » encouragée de haut retarda, jusqu'en 1973, l'ouverture d'une enquête qui n'entra dans une phase active qu'à la fin de 1975. Le F.B.I., saisi de l'affaire, était trop occupé, dit-on, à surveiller les agents ennemis pour s'intéresser à ceux des pays alliés.

Un ancien membre de l'ambassade sud-coréenne ayant obtenu le droit d'asile confirme que la K.C.I.A., financée par le département d'Etat, ainsi qu'une prétendue institution de recherches (Asian Forum) qui bénéficierait d'une subvention de

20 000 dollars du département du Commerce américain. En fait de recherches et de travaux académiques, cette organisation se proposait surtout, en liaison avec la K.C.I.A., de surveiller de près les milieux d'affaires coréens et de veiller à leur fidélité au régime de Séoul. De même, M. Tong Sun Park et Pak Bo Hie, principal adjoint du révérend Moon, auraient réussi, avec la complicité de prête-noms, à contrôler 46 % du capital de la Diplomat National Bank récemment créée — la première banque américano-asiatique autorisée dans le pays — dont les fonds auraient surtout servi à financer les activités du lobby sud-coréen.

HENRI PIERRE.

### Canada

PLUSIEURS MINISTRES  
PROVINCIAUX  
ÉVOQUENT LE « DÉBUT  
D'UNE ÈRE NOUVELLE »

Montréal (A.F.P.). — Les premiers ministres des provinces canadiennes ont, dans leur majorité, déclaré, le 17 novembre, que la victoire du Parti québécois (indépendantiste) aux élections québécoises « ne constituait pas un revers pour le Canada ».

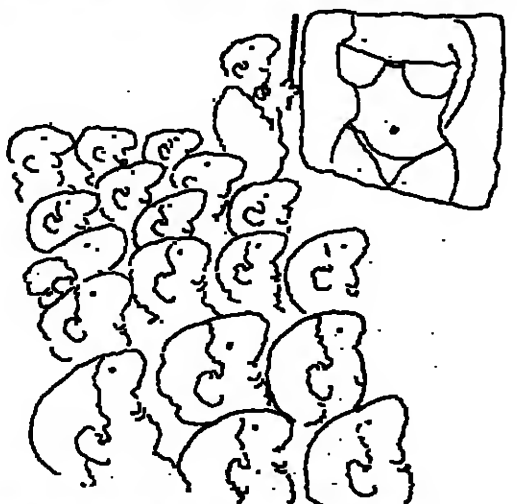
Certains ont émis des doutes sur l'avenir des pourparlers constitutionnels qui auront lieu le mois prochain à Ottawa. Mais plusieurs premiers ministres provinciaux croient que les élections du 13 novembre au Québec marquent pour le Canada « le début d'une ère nouvelle où il faudra compter avec la présence d'une province pour laquelle il conviendrait peut-être de modifier la Constitution ». Seul un ministre de la Colombie britannique a souhaité que le Québec se sépare de la confédération canadienne.

D'autre part, un porte-parole des mouvements séparatistes de l'Ouest canadien (mouvements créés l'an dernier) a estimé que l'indépendance du Québec serait suivie de celle de la Colombie britannique et de l'Alberta.

### Cuba

LE YACHT « GRANMA », à bord duquel M. Fidel Castro et ses premiers partisans ont gagné Cuba il y a vingt ans pour organiser la guérilla contre la dictature de Batista, sera transformé en monument national. Le 2 décembre, la cérémonie coïncidera avec la tenue en place de la première Assemblée nationale. — (Reuters.)

S'il n'y avait pas de salle  
de conférences  
pour faire du travail sérieux,



vous vous êtes trompé d'hôtel.  
Dommage.

Un service de conférence complet (à des conditions avantageuses) pour un nombre d'invités allant de 6 à 1 000, selon l'hôtel, voilà l'un des avantages que vous apprécierez chez Holiday Inn.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marco, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.



**Holiday Inn**  
HOTEL

Bureau de réservations :  
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles Lindbergh - 94150 Rungis  
Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

## Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

### ● Washington, Caracas et Rio : Concorde.

Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

### ● Amérique du Nord : des exclusivités.

Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

### ● Amérique du Sud : 11 villes desservies.

Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

# 153 RUE DE L'UNIVERSITE

PARIS 7<sup>e</sup>

LE QUARTIER EST  
EXCEPTIONNEL.  
LES APPARTEMENTS AUSSI.

Studios de 29 à 56 m<sup>2</sup>.  
2 pièces de 58 à 87 m<sup>2</sup>.  
3 pièces de 81 à 106 m<sup>2</sup>.  
4 pièces de 103 à 115 m<sup>2</sup>.  
5 pièces de 161 m<sup>2</sup>.

Prix fermes et définitifs.  
Renseignements et vente  
sur place, tous les jours de  
14 à 19 heures et samedi  
de 10 à 19 heures (fermeture).

dimanche et lundi). Ou  
G.E.F.C., 82, Champs-Élysées  
Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 256.98.98.  
Livraison : Été 1977.  
Une réalisation SERDI.



صكرا من الامم



## PROCHE-ORIENT

Liban

POINT DE VUE

### Vivre avec nos volcans

par CHARLES HELOU (\*)

« Une heure de paix est bonne à prendre », dit un personnage de Giraudoux. Une heure de paix, une heure d'oubli, une heure d'espoir : nous sommes prêts à les prendre toutes, ces heures, ces minutes qui éloignent de nous l'horreur de notre tragédie.

Mais nous restons — peut-on nous le reprocher ? — lucides et le cœur serré. Nous savons de quel prix, de quelle ténacité, nous devons nous payer ce pauvre répit. Nous savons aussi que ce qui arrive chez nous, ce n'est pas encore la paix, c'est la « force arabe de paix » : ce qui est tout différent, ce qui risque même d'être, un jour, tout le contraire de la paix. Car ces contingents arabes mis à la disposition du président libanais n'en restent pas moins soumis aux ordres et aux tendances politiques de leurs gouvernements respectifs. Ils dépendent également des gouvernements qui financent leur envoi et leur mission. Que ces gouvernements se retrouvent demain en conflit, les uns avec les autres, ou avec nous, sur les problèmes de la guerre et de la paix au Liban ou sur la question essentielle de la guerre et de la paix au Moyen-Orient, et nous voilà de nouveau exposés à des affrontements qui dépassent notre pays : affrontements libano-palestiniens, arabo-arabes, arabo-israéliens.

Telles sont nos perspectives actuelles. Les Libanais qui ont acquiescé ou qui se sont résignés aux résolutions des « sommets » de Riyad et du Caire, n'avaient d'autre choix que celui du moindre mal. Au cauchemar présent, ils ont sans doute eu raison de préférer les périls éventuels, les périls à terme. A Riyad et au Caire, les chefs d'Etat arabes eux-mêmes ne pensaient qu'à parer au plus pressé. Comment auraient-ils pu, de façon durable, mettre leurs pays respectifs à l'abri des menaces qui pèsent sur l'ensemble de la région ? Car le conflit israélo-arabe, avec ses aspects religieux et raciaux, qui laissent peu de place à une solution négociée, voue la région tout entière à la violence : à une violence qui prend (nous l'avons vu au cours de ces vingt-cinq dernières années) tantôt un aspect de guerre extérieure, tantôt l'aspect de conflits internes, de convulsions, de coups de force et de coups d'Etat.

Ailleurs, plus loin, dans les Antilles, on apprend aux populations menacées à vivre avec leur Souffrante. Pendant longtemps encore, il nous faut apprendre, au Moyen-Orient, à vivre avec nos volcans.

Nous pensions parfois qu'ils éparpilleraient notre Liban. Quelle erreur ! Voici qu'on nous rend, de surcroît, responsables de leur éruption, qu'on nous accuse d'être nous-mêmes les artisans de notre malheur.

Cette guerre que nous avons subie, sur le double plan politique et militaire, on s'obstine encore à lui donner le nom de « guerre civile », alors qu'elle a mobilisé, durant vingt mois, sur notre territoire, plus de combattants non libanais, venus de tous les horizons, que de combattants libanais : alors qu'elle est, de toute évidence, une des conséquences du déracinement du peuple palestinien en quête d'une patrie, l'un des aspects du drame palestinien devenu maintenant le drame libanais.

Dans la chronique des événements sanglants de cette guerre, on a pris bien injustement l'habitude, à l'étranger, d'appeler « conservateurs », « homme de droite » (les « conservateurs chrétiens », la « droite chrétienne ») des hommes coupables surtout de vouloir conserver leurs foyers et leurs libertés : on n'a pas cessé de les opposer à la fois au « progressisme » et au « gauchisme », aux qui sont les représentants authentiques, les artisans convaincus de tout progrès.

Serait-ce trop ambitieux de souhaiter plus de compréhension et plus d'équité pour une population qui a donné tant de preuves de son ouverture au monde et de sa fidélité à ses amis ?

Etre compris, se sentir aimé : souhait élémentaire, plus impérieux encore que celui d'être aidé ou secouru. Car c'est mourir deux fois que de mourir défiguré.

Liban : terre d'accueil, d'amitié, de liberté, « protégée » maintenant par des soldats qui ne sont pas les siens : « terre du lait et du miel » chantée par les prophètes, aujourd'hui couverte de cadavres, victime de ses propres dons : pays de la tolérance et de la générosité, ravagé pour avoir été trop fraternel, trop humain, dans un monde inhumain ! Ceux qui se sont acharnés contre toi, par l'action et par la parole, ceux qui se sont détournés de toi, ne tarderont pas à savoir tout ce qu'ils perdent en te perdant.

Car il n'est pas de pays, proche ou lointain, qui ne doive, être, un jour, affecté par l'entreprise de destruction de ce lieu, de ce haut lieu de rencontre des cultures et des cultes : de ce centre de libre-échange des idées et des biens : de ce pont jeté entre les hommes, entre les continents.

En affrontant, comme nous pouvons,

notre tragédie, avec ses périodes de répit et ses recommencements nous savons que son dénouement explosera hors de nos frontières. Nous n'en tirons aucune consolation. Nous recherchons, pour nous-mêmes, une raison et une façon de durer. Nous ferons face à notre épreuve actuelle, comme à toutes celles que nous avons connues au cours des siècles, en nous efforçant de mériter les justes revanches que l'histoire accorde toujours aux victimes, les revanches qu'elles nous a toujours accordées.

Ironie du sort : la force de paix est entrée à Beyrouth à quelques jours du 22 novembre, qui a été pour nous, il y a trente-trois ans, la fête de l'indépendance.

Liban, mon beau pays mis à feu et à sang, nous avons, dans le recueillement des premiers jours de novembre, prié pour ceux de les enfants morts pour toi et pour ta propre renaissance. Nous prions maintenant pour les survivants, pour nous-mêmes, afin que notre loi ne défaille pas, que notre espérance demeure, et que nous assumions avec courage le présent, en hommes venus de l'avenir.

(\*) Ancien président de la République du Liban.



Opel City

C.A.V. S.A.R.L.  
60 bis, rue de Versailles  
LE CHESNAY, Tél. 954.19.65

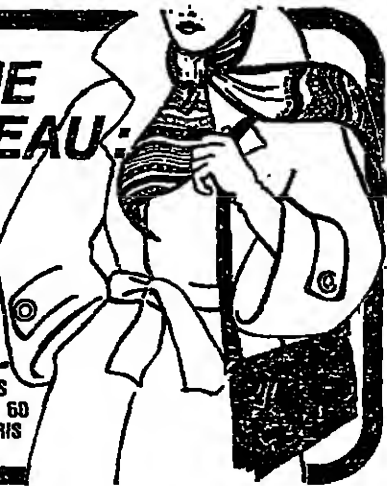


### QUINZAINE DU MANTEAU

en lama, poil de chameau, cachemire... garni fourrure, votre manteau AUTEUIL de 790 F à 2900 F

AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS  
TAILLES 44 à 60  
41, RUE LA FAYETTE - PARIS



A TOUS CEUX QUI PENSENT  
QU'OBTENIR DES COPIES  
DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE

FAXIL

de

Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

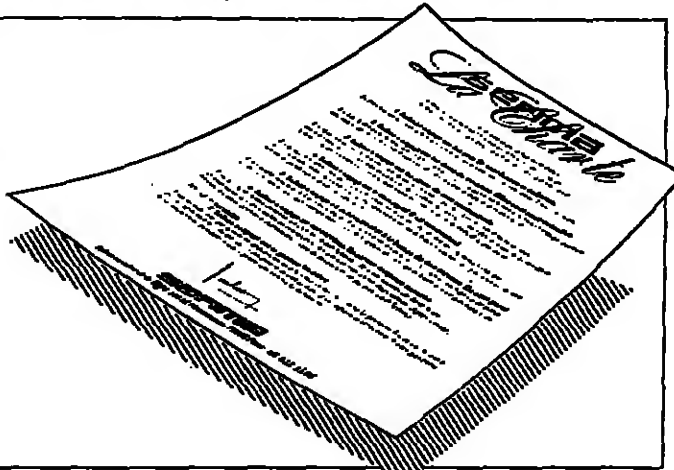
P. M. 10-11

## HALTE AUX ATTRAPE-INVESTISSEURS.

### 4. Sefima s'engage sur la gestion locative.

Tout investisseur qui achète un appartement à Sefima et lui en confie la gestion locative n'aura pas à supporter les charges de co-propriété avant la date d'occupation effective. Cette garantie sera maintenue pendant toute l'année qui suivra la livraison.

Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement, pour un investisseur, doit garantir la qualité d'un produit et surtout un service complet de gestion. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre investissement immobilier.



Une preuve de la confiance que nous avons en nos produits. Nous mettons à la disposition de tout acquéreur d'un appartement l'ensemble des services Sefima, au niveau du conseil financier et fiscal, de la location, de l'administration et, si c'est nécessaire, de la revente de son patrimoine. Voici nos conseils.

#### Pajol 1 et Pajol 2.

6/8 rue Marc-Séguin, 75018 Paris.  
Deux petits immeubles livrables immédiatement. Certains appartements sont déjà loués.  
Studio, 20 m<sup>2</sup>, au 4ème étage, exposition Sud : 104 500 F. Studio, 36 m<sup>2</sup>, au 6ème étage, exposition Sud/Est : 160 400 F. 2 pièces, 43 m<sup>2</sup>, au 4ème étage : 173 600 F.

#### Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, 75013 Paris.  
Immeuble de grand standing, à 100 m de la Place d'Italie qui vous offre piscine, sauna, solarium.  
2 pièces tout équipé, 44 m<sup>2</sup>, au 12ème étage : 258 000 F. Studio tout équipé, 23 m<sup>2</sup>, au 20ème étage : 153 000 F.

#### Pajol 3.

27 rue Pajol, 75018 Paris.  
Deux petits immeubles autour d'un jardin. Studio, 28 m<sup>2</sup>, au 5ème étage : 138 800 F. 3 pièces, 67 m<sup>2</sup>, au 4ème étage : 309 500 F. 2 pièces, 46 m<sup>2</sup>, au 4ème étage : 206 600 F.

#### Le Nouveau Paname - Côté Beaumarchais.

62/66 rue Amélie, 75011 Paris.  
La deuxième tranche de Paname qui est une réussite. 4 pièces, 84 m<sup>2</sup>, au 3ème étage : 391 600 F. Studio, 31 m<sup>2</sup>, au 5ème étage : 158 800 F. 2 pièces, 53 m<sup>2</sup>, au 1er étage sur jardin avec terrasse de 44 m<sup>2</sup> exposition Sud : 266 100 F.

#### Le Privé.

94 rue d'Aguesseau à Boulogne.  
Petit immeuble résidentiel, près du Bois de Boulogne. 2 pièces, 44 m<sup>2</sup>, au 5ème étage : 242 500 F.

#### La Dhuis.

16/18 rue de la Dhuis, 75020 Paris.  
Construit dans le quartier de la Campagne de Paris. 2 pièces, 39 m<sup>2</sup>, au 3ème étage : 207 700 F. Studio, 28 m<sup>2</sup>, au 1er étage : 150 200 F.

Nos clients de Province peuvent nous appeler en P.C.V. et, s'ils le souhaitent, recevoir chez eux l'un de nos conseillers.  
Prix indiqués ci-dessus, base 1/9/76.

SEFIMA

144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.

UN PROMOTEUR S'ENGAGE.

1000-1000-1000

SI VOUS MESUREZ

1 m 88 ou plus

(jusqu'à 2,10 m)

SI VOUS ETES FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRET-A-PORTER

Costumes, vestes

sport, blazers,

pardessus, impers.

Pantalons, jeans,

velours, pulls,

chemises 4 longueurs

de manche. Peaux

laines, blousons,

trench cuir et daim,

exclusivité

MAC DOUGLAS.

3000 VÊTEMENTS

livrés immédiatement.

40 av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.66.00



Il faut lire !

L'INTERNATIONALE  
DES CITOYENS  
D'ISRAËL

par SAMUEL FLATTO SHARON

pour que vive Israël !

15 F

Tunisie.

Avec République Tours  
c'est exceptionnel.

8 jours dans la baie de Tunis 1185 F\*

8 jours à Hammamet 1375 F\*

8 jours à Djerba 1275 F\*

8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F\*

Renseignements :

République Tours, 61, rue de Melte,  
75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30.

ou votre agent de voyages.

\* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom

Adresse

MO2

Lic. A 504






de Burberrys  
à Lanvin



le nouveau  
MASCULIN  
RIVE-GAUCHE

**LESCUR**  
au centre Maine  
Montparnasse

**Tout le monde  
a de bonnes  
raisons  
pour prendre  
Air Inter**



**L'ALLER-RETOUR  
DANS LA DEMI-JOURNÉE**

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 19 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

**PARIS ↔ BORDEAUX**  
18 liaisons quotidiennes  
(départ Only Ouest ou  
Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise  
vos déplacements  
d'affaires

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
030 25 25  
et toutes Agences  
de Voyages.

**AIR INTER**

## PROCHE-ORIENT

### L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

#### M. Tuani, ministre de l'information lance un appel à l'aide internationale

M. Ghassan Tuani, ministre libanais de l'information et des affaires sociales, de passage à Paris, a fait au Monde la déclaration suivante :

« Nous sommes aujourd'hui sur le chemin de la paix. Nous sommes conscients qu'en ces jours qui viennent, il nous faudra arracher au forçage notre destin au faillisme dans lequel on nous a enfermés. Je sais que tous nos amis en sont conscients aussi. Il y a un pays à refaire, une nation à guérir, un état à reconstruire. Je peux affirmer au nom de tous les Libanais : nous avons la volonté d'être, nous avons la volonté de repartir, nous avons la volonté de fabriquer notre destin. Tel est le sens de mon appel au monde, aux organismes internationaux, aux agences des nations unies, un appel-aller et un acte de foi : nous sommes là, nous restons. Reconstituons le Liban avec nous ! »

« Cela signifie quoi ? Je schématise en ébauchant un plan en trois phases qui doivent être déclenchées simultanément, mais qui se termineront à des périodes différentes. D'abord, en toute urgence, l'assistance monétaire : 1 700 000 Libanais se sont inscrits sur les listes de demande d'assistance alimentaire. En termes plus brutaux, 1 700 000 Libanais ont faim et ceci sans parler des besoins en soins médicaux, en médicaments, en médecins, etc. »

#### Réhabilitation et réinsertion

« La deuxième phase, qui s'étendra sur le moyen terme, sera ce qu'on pourrait appeler la réhabilitation ou la réinsertion dans la communauté nationale de ceux qui ont été obligés de s'expatrier, en remettant en marche les équipements sociaux, les écoles, les universités, les dispensaires, l'administration, les entreprises économiques, etc. Enfin, la troisième phase, la plus fondamentale et la plus difficile à réaliser : la reconstruction, des villes, des villages et la reprise économique. »

« Pour atteindre tous ces objectifs, il nous faut éviter le danger qui nous guetterait si nous devions reculer nos vieilles peurs. Il nous faut créer de nouveaux concepts, de nouveaux instruments, de nouvelles structures qui, partant des réalités libanaises, arabes et internationales, permettraient de remodeler le Liban. Ce que nous attendons de la Communauté internationale, c'est d'abord l'envoi immédiat de missions de recherche et d'information, en vue de la fourniture au Liban de matériel d'équipement et de fonds. C'est ainsi que nous pourrions déclencher un mouvement de renouveau. Les hommes sont là et ils sont prêts à aller de l'avant. »

#### Un organisme de coordination

« Les responsables de l'UNESCO avec lesquels je me suis entretenu ont décidé de lancer un appel pour la reconstruction des écoles et des universités. D'autre part, sur la demande de M. Kurt Waldheim, se tiendra à Genève le 22 novembre (date qui coïncide avec l'anniversaire de l'indépendance du Liban), une réunion groupant toutes les agences et tous les organismes internationaux invités à coordonner l'aide qu'ils fourniront au Liban. Tout en se félicitant de cette initiative, nous souhaitons, parallèlement, conserver une certaine souplesse de rapports avec chacune de ces agences, et ceci pour assurer une plus grande efficacité. Du côté libanais, un organisme est mis en place pour la coordination et pour servir d'interlocuteur à tous ceux qui nous apporteront une aide, pour guider les recherches et connaître les méthodes. »

« Pourquoi ce premier voyage en France ? En raison, évidemment, des profondes et traditionnelles relations d'amitié entre nos deux pays et, d'autre part, parce que la France est la première puissance à mettre en branle un système d'assistance technique. »

#### Les forces de droite ont investi un village près de la frontière israélienne

La situation paraît se détériorer à nouveau dans l'extrême sud du Liban. Des unités armées de la droite chrétienne, appuyées par l'armée israélienne, ont lancé mercredi matin 17 novembre une attaque contre le village de Kfar-Kalla, à l'ouest de Kfar-Sallâ, à l'annonce de l'Armée du Liban arabe (qui combat aux côtés des Palestiniens) que l'attaque, menée sur trois fronts, était soutenue par un « bombardement intensif » d'artillerie. Kfar-Sallâ se trouve à quelques kilomètres de la frontière israélienne, dans une région où les duels d'artillerie se sont poursuivis sporadiquement depuis plusieurs semaines.

On indiquait mercredi soir, de source maronite, que les forces de droite avaient conquis le village, mais le camp progressiste soutenait que les combats se poursuivaient à l'intérieur de la localité.

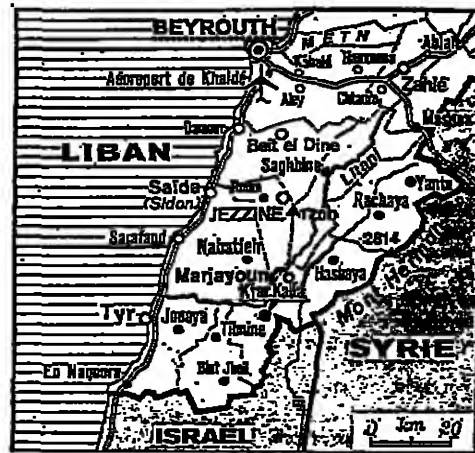
Les forces de droite se sont assurées, notamment en octobre, le contrôle d'une série de villages frontaliers qui constituent depuis une véritable « ceinture de protection » pour Israël contre les mouvements palestiniens. Ces villages, indique-t-on de bonne

source, gênent les déplacements des Palestiniens vers leurs bases de l'Arakoub.

Les correspondants militaires israéliens, retour des régions frontalières, rapportent, pour leur part, que l'armée de l'Etat juif a établi un système postal au profit des milices de droite, qui reçoivent désormais du courrier de l'étranger. Les enveloppes, présentées, sont généralement libellées de la façon suivante : « M. X... village Z, Liban, la bonne frontière, forces de défense, Israël. »

Les correspondants ont été d'une autre innovation : des plantations expérimentales ont été entreprises pour les Libanais du Sud par le ministère israélien de l'Agriculture.

Selon les statistiques publiées par les forces de défense israéliennes, quatre cent quarante Libanais, hommes et femmes, travaillent en Israël. Plusieurs centaines d'autres demandes ont été déposées. Depuis l'ouverture des dispensaires de campagne, quatorze mille Libanais y ont été soignés, et quelque deux mille journées d'hôpital ont été accordées à ceux dont l'état le nécessitait. — (A.F.P.)



#### Un seul incident entre Palestiniens a rompu le calme à Beyrouth

De notre correspondant

La restitution à la Salika d'un local qui lui avait été confisqué en juin. Le F.D.L.P. avait accepté le principe de la restitution, ce qui laisse supposer que le comité exécutif de l'O.L.P. a admis le retour de la Salika au Liban, mais avait demandé un délai.

Sept cents hommes environ de la Salika sont revenus à Beyrouth. Des contingents plus nombreux contrôlés par l'armée syrienne, notamment dans la Bekaa et l'Akkar.

A l'exception de l'incident de mercredi, la paix règne à Beyrouth. La réouverture de l'aéroport a été annoncée pour le vendredi 19 novembre. Le premier avion de la compagnie M.E.A. seule à reprendre ses vols pour le moment, doit atterrir ce jour-là à 9 h 15.

En province, la situation est également calme, sauf dans la région de Tripoli, seconde ville du pays, où la force arabe de dissuasion n'a pas encore pénétré. Des duels d'artillerie continuant d'opposer cette ville à la localité de Zghorta, d'où est originaire l'ancien président de la République, M. Frangieh.

LUCIEN GEORGE.

#### UN CONSEIL PALESTINIEN POUR LA PAIX FERA PENDANT AU CONSEIL ISRAËLIEN

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine aura bientôt son pendant palestinien à Jérusalem et en Cisjordanie. L'animateur de ce conseil palestinien est M. Mohamed Abou Chabieh, journaliste et enseignant dans le secteur arabe de Jérusalem. Il a publié il y a quelques années un livre préconisant la création d'un Etat palestinien.

M. Chabieh, qui nous a affirmé avoir réuni autour de lui un grand nombre d'intellectuels, avocats, médecins, enseignants, craint de se heurter à l'opposition des autorités israéliennes, qui interdisent la création d'organisations politiques dans les territoires occupés. Le conseil palestinien met la dernière main à la rédaction d'un manifeste qui reprendra un grand nombre des points du manifeste du conseil israélien publié avant le début des rencontres à Paris de représentants de l'O.L.P. et de personnalités israéliennes.

Dans le conseil palestinien, on ne compte aucune des personnalités élues lors des élections municipales d'avril 1975 (« auxquelles », nous a déclaré M. Chabieh, « il a été jugé préférable de ne pas s'adresser »). Si le conseil palestinien réduit les entraves de l'administration israélienne, c'est le quotidien Al Anba, journal gouvernemental israélien en langue arabe, qui lui permet de propager ses idées. Les trois autres quotidiens arabes qui affichent à des degrés divers, des positions favorables à l'O.L.P., lui ont refusé l'hospitalité de leurs colonnes.

Pour sa part, le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine se réjouit de l'encouragement que lui a adressé M. Senghor, président de la République du Sénégal. Répondant à une lettre de M. Elie Elachar, président d'honneur du conseil israélien, M. Senghor écrit dans sa lettre, datée du 11 octobre : « Après deux ans de discussions, j'ai réussi à persuader M. Arafat (de la nécessité) d'une négociation entre le gouvernement israélien et l'O.L.P. seule, malheureusement, j'ai été moins heureux avec le gouvernement israélien. »

M. Matkayahu Peled, qui a pris part à la rencontre de Paris, continue à observer la plus grande discrétion sur l'identité de ses interlocuteurs palestiniens. M. Peled est d'ailleurs aussi discret au sujet des personnalités officielles israéliennes tenues informées des entretiens de Paris.

ANDRÉ SCAMAMA.

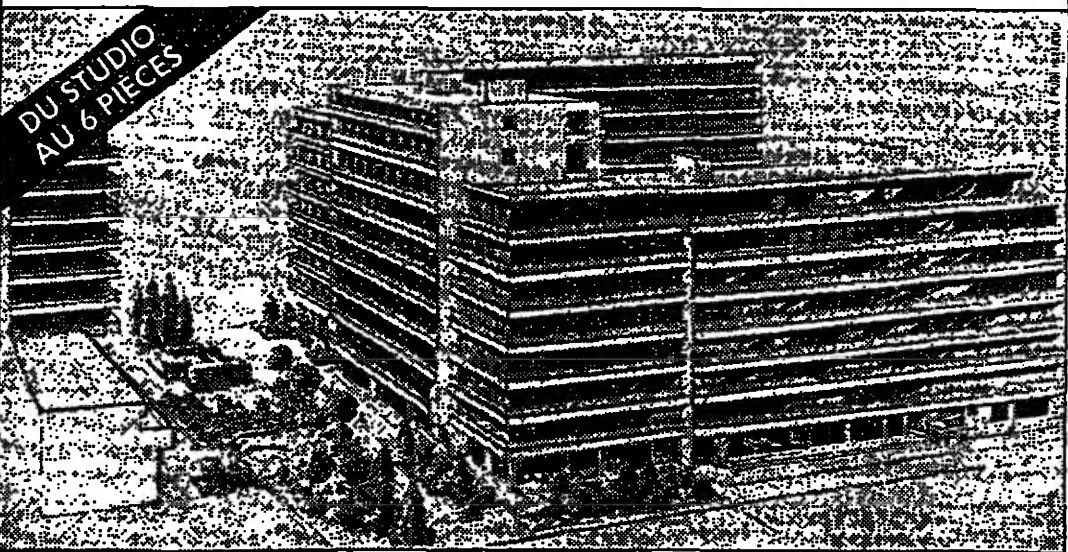
#### Iran

« TROIS TERRORISTES, dont l'un aurait été le chef du groupe des « marxistes islamiques » pour l'Iran, ont été tués à Téhéran ces derniers jours au cours de deux accrochages, et sept autres ont été arrêtés, a-t-on annoncé, mercredi 17 novembre, de source officielle. Les trois « terroristes » tués sont Mohammad Ezzat Shafieha, qui était membre du groupe depuis 1973, Bahram Aram, qui aurait été le chef des terroristes depuis 1974, et l'organisateur de l'assassinat de trois Américains à Téhéran en août, et Hassan Bagheri.

## la Belle Epoque

PARIS XI<sup>e</sup>

Le vrai calme dans le vrai Paris.



Visite sur place,  
tous les jours sauf  
le mardi de 14 h à 19 h,  
samedi et dimanche  
de 10 h à 19 h  
ou tél. : 357.33.56

**NOVIM**  
2, avenue Montaigne  
75008 Paris  
**225.98.31**

#### Prix fermes et définitifs

- Studette de 16 m<sup>2</sup> + 3 m<sup>2</sup> de balcon ..... 97.700 F
- 3 pièces de 75 m<sup>2</sup> + 12 m<sup>2</sup> de balcon ..... 343.900 F
- 5 pièces de 110 m<sup>2</sup> + 19 m<sup>2</sup> de balcon ..... 516.000 F

Appartement modèle  
avenue Jean-Aicard, Paris 75011

REALISATION



#### Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



#### LA REDUCTION « GROUPES » 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent ↔ Corse).

Air Inter favorise  
vos déplacements  
de groupe

Renseignements, réservation :  
AIR INTER PARIS  
Tél. : 328.25.25  
et toutes Agences  
de Voyages.

**AIR INTER**

#### AVANT TRAVAUX

AUJOURD'HUI  
ET JOURS SUIVANTS

de 9 h 30 à 19 heures sans interruption

## THE TUBE

TAILLEUR-CHÉMIER

93, BD SAINT-GERMAIN (6<sup>e</sup>). METRO ODEON

## LIQUIDATION TOTALE

par autorisation préfectorale (tel du 30 décembre 1964)

de ses stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

#### APERÇU DES ARTICLES

chemiserie, cravates, pulls  
**LANVIN, CARDIN,  
YVES SAINT-LAURENT**  
Pulles cashmere d'Ecosse "Fringie"  
Blazers - Vestes sport - Pantalons  
Costumes ville - Smoking - Costumes velours  
Imperméables BURBERRYS  
Par-dessus sport ou cashmere  
Vêtements cuir et peau, etc.

SACRIFIÉS A DES PRIX  
IMPOSÉS PAR L'URGENCE

صلى الله عليه وسلم



# OMAN

## ou le saut dans le XX<sup>e</sup> siècle



Le fait que la fête nationale d'Oman ait été fixée au 18 novembre pour coïncider avec la date anniversaire du souverain constitue un symbole de deux destins qui se confondent : le sultanat s'est engagé, comme on dit, dans le vingtième siècle le jour où le sultan Qabous succéda à son père, il y a un peu plus de six ans.

L'ex-sultan Saïd ben Teymour, qui souffrait apparemment d'une forme de paranoïa de persécution, avait pendant les trente-huit années de son règne enfermé son pays derrière les murailles d'un obscurantisme médiéval. Confondant progrès et subversion, civilisation et débauche, il refusait obstinément toute forme de développement, malgré les revenus qui avaient commencé d'affluer fin 1957. C'est dire avec quelle satisfaction il a accueilli le coup d'Etat du 23 juillet 1970 : par la puissance « protectrice », la Grande-Bretagne, qui s'inquiétait de la persistance et de l'ampleur de la révolution dans la province désertique du Dhofar ; par l'omniprésente société pétrolière P.D.O., qui voulait étendre, sans entraves, ses activités ; par les grandes firmes du monde industriel, en particulier anglaises, qui souhaitaient se partager la manne de l'« or noir » ; par une poignée de grands négociants, les « vingt familles », qui appelaient de leurs vœux la mise en place d'infrastructures modernes aptes à favoriser leurs affaires.

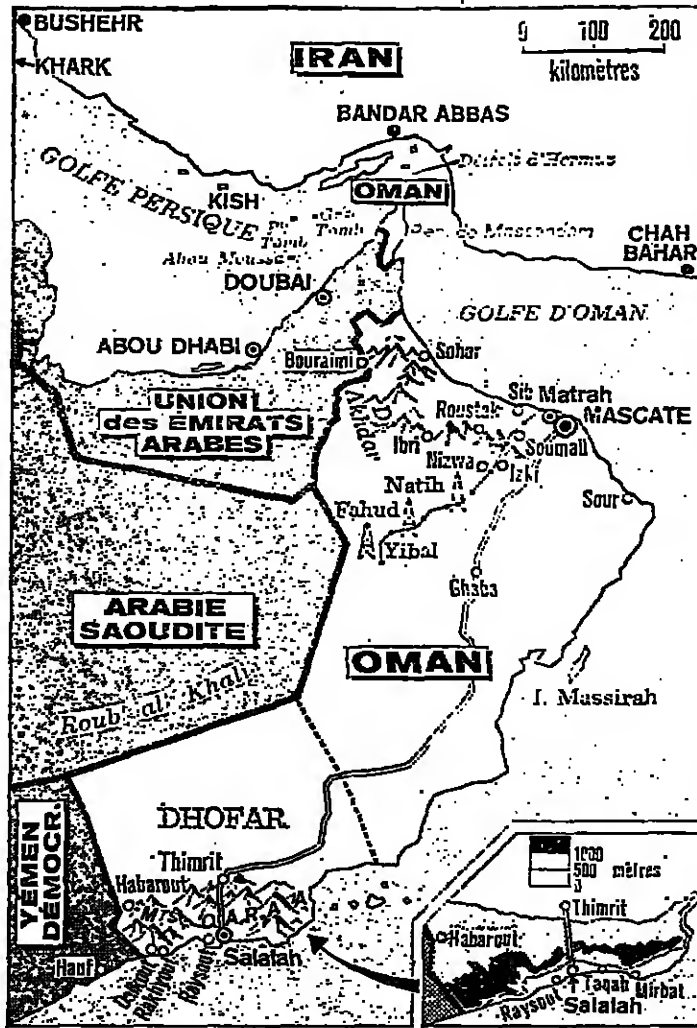
Le sultan Qabous combla de privilèges toutes les « bonnes fées » qui favorisèrent son accession au trône. Pulsant généreusement dans les caisses de l'Etat, il fit construire, à un rythme étonnant, routes, aéroports, réseaux téléphoniques, écoles, hôpitaux, stations de télévision, hôtels de luxe. Il n'hésita pas pour cela à souscrire des contrats à son gré, lui proposant des entrepreneurs étrangers. Le système ultra-libéral, digne de l'Europe du dix-neuvième siècle, qu'il instaura permit également à la bourgeoisie locale de s'enrichir rapidement et suscita la naissance d'une société à l'image de celles qui alimentent dans les pays développés la frénésie de la consommation.

Cette brusque irruption de la modernité n'a pas manqué de provoquer des traumatismes dans tous les domaines et à tous les niveaux de la société omanaise. Si les effets des chocs subis ne sont pas encore tous visibles, il n'en va pas de même des goulots d'étranglement engendrés par la croissance accélérée. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ou semi-qualifiée est l'un des problèmes les plus ardues qu'affronte le sultanat : déjà plus des trois quarts des travailleurs employés dans le secteur moderne de l'économie (cent mille personnes environ) sont d'extrême extraction étrangère, en particulier indo-pakistanaise. D'autre part, le fossé s'élargit entre la cité urbanisée, où la majorité des investissements ont été effectués, et les campagnes, où le mode de vie a très peu évolué.

Diverses mesures sont envisagées pour réduire les tensions sociales. Le nouveau plan quinquennal (1976-1980) a fixé de nouvelles priorités en tenant compte des déséquilibres suscités par un développement anarchique. D'autre part, l'« omansisation » des cadres de l'administration et de l'armée sera accélérée, mais le processus risque de se prolonger, compte tenu de la durée que nécessite la formation d'éléments valables. En attendant, on constate un léger déclin de l'influence britannique, avec l'embauche dans l'appareil de l'Etat de conseillers et de techniciens d'autres nationalités, notamment d'Américains qui, pour la première fois, occupent certains postes-clés. Le nombre des officiers anglais dans les SAF (Sultan's Armed Forces) — environ cinq cents — demeure inchangé depuis 1970, mais leur proportion a nettement baissé puisque les effectifs de l'armée sont passés depuis lors de quatre mille à près de vingt mille hommes.

A l'exception de quelques « poches » de résistance, la rébellion du Dhofar a été maîtrisée. Mais les autorités ne semblent pas pour autant rassurées, comme l'attestent le renforcement des SAF et, fait encore plus significatif, la création d'une force de police — actuellement de trois mille hommes formés, entraînés et encadrés par des Anglais — qui veillera au maintien de l'ordre, en particulier dans les villes.

E. R.



## Le sultan Qabous : mon peuple ressent le besoin d'un monarque absolu qui veille sur ses intérêts

« Si l'imagerie populaire me présente comme un monarque des Mille et Une Nuits, ce n'est pas ma faute ! », s'exclame, avec un grand éclat de rire, le sultan Qabous. La mine réjouie, il relate la coupure du New York Times que nous lui avions soumise et qui faisait état de la dernière en date de sa liste d'impôts aux Etats-Unis : sept Cadillac, six Mercedes, un hydroglisseur, des vêtements féminins pour la coquette somme de 1,5 million de dollars (quelque 1,5 millions de francs). « Cet entrefilet », ajoute-t-il ravi, « m'a valu un volumineux courrier d'admirateurs et de courtiers de tout poil... »

A l'opposé de son père, l'ex-monarque Saïd ben Teymour — qu'il a renversé en juillet 1970 — dont l'avarice était proverbiale, le sultan Qabous s'est fait une réputation de prodigalité. Après des années de répression paternelle — qui lui avait imposé une vie de reclus empreinte de frustrations —, il a donné libre cours à son goût du faste. Faisant usage tout autre de la rente que lui sert discrètement la compagnie pétrolière P.D.O. (Petroleum Development Oman) que de la liste civile que lui assure l'Etat, il s'est fait construire plusieurs résidences, dont un imposant palais dans sa capitale qui n'a pas manqué de faire jaser le Tout-Mascate.

L'édifice blanc, paré de marbre rose, dans le style indo-indien, qui s'élève sur le front de mer, contraste avec l'aridité de l'arrière-pays, par ses arbres, ses parterres de fleurs, ses jets d'eau qui le bordent. Il compte plus d'une centaine de chambres, des salons, des salles de réception dont l'aménagement a été confié à un décorateur parisien renommé. La demeure publique situe le coût de ce palais entre 15 et 50 millions de dollars.

« Ces estimations sont nettement exagérées », nous dit le sultan. Ce palais, qui n'est pas mon bien, mais celui de l'Etat, coûtera au maximum 10 millions de

dollars. Mon train de vie est modeste mais confortable. Certains grands négociants du sultanat vivent dans un luxe que j'envisage parfois. L'enceinte, par exemple, cette maison de Sib, dans laquelle nous nous trouvons, ne comporte que trois chambres à coucher. Je l'ai construite à mes propres frais, sur un terrain que j'ai hérité de mon père. »

Le palais de Sib, situé sur la côte à une quarantaine de kilomètres de la capitale, paraît pourtant à première vue presque aussi grandiose que celui de Mascate. Pour y pénétrer, il avait fallu montrer patte blanche à des policiers en armes. Dans une petite pièce attenante au hall de réception, des hommes surveillent sur un écran de télévision, les va-et-vient des fonctionnaires et serviteurs dans les couloirs conduisant aux appartements pri-

vés du sultan. Dans un coin, sur le sol, des armes à feu et une caisse de grenades sont entreposées. La pièce dans laquelle nous accueillie le souverain est tapissée de livres et de tableaux de maîtres. Le sultan Qabous, assis derrière un immense bureau, est vêtu d'une ample robe blanche, porte à la taille un khamjar (poignard recourbé) ciselé en or et est coiffé d'un turban en cachemire. Le maintien altier, le regard grave, les sourcils charbonnés et un collier de barbe dru et noir donneraient à penser qu'il est plus âgé que ses trente-six ans. L'entretien se déroule en présence de M. Tony Ashworth, ancien diplomate britannique qui fait fonction actuellement de conseiller dans les domaines de l'information et des relations publiques.

### Enrichissement licite et illicite

Le sultan évoque, non sans fierté, les réalisations économiques et sociales de son gouvernement. « En cinq ans, dit-il, nous avons rattrapé le vingtième siècle. Le pays est doté de routes, d'un réseau téléphonique moderne, d'écoles, d'hôpitaux, d'une station de télévision en couleurs... » Cependant, on reproche souvent à l'Etat d'avoir engagé des dépenses de luxe, d'avoir passé des contrats de gré à gré avec des firmes étrangères, qui en ont profité parfois pour des pratiques peu orthodoxes, pour placer leurs services à des coûts de dix à cinq fois plus élevés que ceux pratiqués dans les pays voisins. N'avez-vous pas ainsi payé un prix exorbitant pour développer le pays ?

« C'est à dessein », répond le souverain, « que nous avons payé le prix fort sans avoir eu recours aux appels d'offre internationaux. Pour aller vite en besogne, il nous fallait offrir des rémunérations attractives. Nous n'avons pas regretté les sacrifices consentis car, en fin de compte, nous avons gagné au change. En accélérant

la mise en place de nos infrastructures, nous avons échappé partiellement aux effets de l'inflation mondiale, tout en donnant une forte impulsion à notre économie. — Votre système économique n'a-t-il pas eu comme effet d'enrichir abusivement une minorité d'intermédiaires omanais d'entrepreneurs et de négociants ?

Propos recueillis par ERIC ROULEAU. (Lire la suite page 10.)

### SOMMAIRE

1. La lente évolution vers un Etat moderne ;
2. Le Dhofar : de la révolution à la pacification ;
3. La présence de la France ;
4. A la recherche de nouvelles ressources pétrolières.

## APRÈS LA GRISERIE DES DÉPENSES

## Le sultanat entre dans une période d'austérité

PEU d'agglomérations donnent à ce point l'impression de n'être qu'un vaste chantier. De l'aéroport international de Sib à Mascate, le long de 40 kilomètres de côte, ce n'est que bulldozers, travaux divers, immenses en construction qu'environnent les villages de toile de leurs habitants indiens ou pakistanaïes, le plus souvent dissimulés derrière des palissades blanches.

Prisonnière de ses remparts et de rochers gris au fond d'une crique que dominent deux forts portugais du seizième siècle — dont la redoutable prison Al Jalali — Mascate n'est d'ailleurs plus dans Mascate. Mairah, Ruvi, Medinat-el-Qabous (la ville de Qabous), sont autant d'excroissances d'une ville qui de 6 000 habitants est passée en quelques années à 80 000.

Intra muros, dans cette ville où il y a six ans encore les lourdes portes de bois sculptées étaient fermées du couchant à l'aube, interdisant à quiconque d'y pénétrer ou d'en sortir, ne résident plus que le sultan, dans un palais clinique dessiné par un architecte indien, et certains privilégiés. On y trouve aussi quelques ministères et beaucoup des dix-neuf banques que compte maintenant le petit pays.

« Il était une fois un sultan anachronique, désireux de maintenir son peuple loin des dangers du monde moderne », c'est ainsi que commencent toutes les descriptions actuelles du sultanat d'Oman. Et, de fait, le sultan Saïd ben Teymour, père de l'actuel souverain, interdisait jusqu'aux vélos ; l'instruction lui semblait inutile et l'esclavage perdurait dans ce coin d'Arabie ». Lorsqu'il fut renversé par son fils en juillet 1970, le bilan économique était facile à faire : le pétrole était entre les mains des compagnies étrangères, les oasis vivaient

en autarcie, il y avait dans l'ensemble du pays trois écoles, quelques centaines de voitures, sept kilomètres de routes goudronnées. Pour trouver du travail, les Omanais s'étaient expatriés en grand nombre dans les autres pays du Golfe.

### Une croissance rapide

Le changement en six ans est donc important : des routes ont été tracées, et de 1 827 kilomètres en 1970, elles couvrent désormais 4 532 kilomètres, plus de 200 kilomètres étant revêtus, malgré la violence des oueds à certaines périodes de l'année. Il y a maintenant plus de deux cents écoles et les hôpitaux se sont multipliés. Les lignes installées de téléphone ont plus que quadruplé et le parc automobile compte plus de vingt mille voitures (revers de ce développement, les encombrements sont de plus en plus fréquents dans le district de Mascate). Ports et aéroport ont été construits. Un système de télévision en couleurs a été installé et le pays est relié au reste du monde, téléphoniquement, par satellite. En un lustre, ce peuple de nomades et de pêcheurs est passé du Moyen Age au XX<sup>e</sup> siècle, du chameau à l'autobus, de la barque au chalutier. Grâce aux recettes pétrolières de l'Etat.

De 4,6 millions de dollars en 1967, celles-ci sont montées à 173,3 millions en 1973, 844 millions en 1974, plus de 1 milliard de dollars en 1975, et l'on en espère près de 2 milliards pour 1977, 2 000 dollars par tête, si l'on estime la population à un million d'habitants (en l'absence de statistiques, les chiffres varient de sept cent cinquante mille à un million et demi).

Cette richesse soudaine, comme le changement de régime, ont amené de nombreux Omanais à regagner leur pays. Ils ont permis

aussi à une vingtaine de « grandes familles », qui détiennent tout à la fois les portefeuilles ministériels et le gros négoce, de s'enrichir rapidement. Seuls les Omanais peuvent être propriétaires et une société étrangère ne peut espérer obtenir un marché (pendant dix ans, le principe du gré à gré a régné), si elle ne passe pas par un « sponsor » local, qui prend sa dîme au passage. « Mais ce n'est pas un partenaire dormant, explique un homme d'affaires qui justifie le système. Il est utile, ouvre les portes, règle de nombreux problèmes. »

Cependant, l'absence de contrôle en raison du manque de cadres compétents dans l'administration, l'avidité de certaines sociétés étrangères et de leurs partenaires locaux et la rapidité même de cette croissance expliquent que celle-ci ne soit pas réalisée sans anarchie.

Comment ne pas s'étonner que les dépenses de l'Etat en matière de construction aient été presque aussi importantes que celles consacrées à l'éducation et à la santé réunies ces cinq dernières années ? La région de la capitale, plus que toute autre, a bénéficié du développement : 80 % des investissements civils y ont été affectés, attirant la population de l'intérieur, vers les mirages de la ville, déséquilibrant une économie traditionnelle déjà vieillissante. La bourgeoisie locale a trop souvent préféré les placements spéculatifs de l'immobilier aux investissements productifs de la petite industrie. Au taux actuel des loyers (1 million de francs par mois pour quatre pièces à ruvi, où il faut payer un an de loyer à l'avance) n'importe quel immeuble est, il est vrai, remboursé en moins de trois ans.

BRUNO DETHOMAS. (Lire la suite page 17.)

# أكبر شبكة مصرفية فرنسية في الشرق الأوسط

Le plus important réseau bancaire français au Moyen-Orient

en OMAN, à MASCATE la Banque de Paris et des Pays-Bas met sa succursale à votre disposition (tél. 77.27.40)

### autres succursales

- Banque de Paris et des Pays-Bas ABU DHABI Tél. 43 560
- Banque de Paris et des Pays-Bas DOHA (QATAR) Tél. 26 291
- Banque de Paris et des Pays-Bas DUBAI Tél. 26 243
- Banque de Paris et des Pays-Bas BAHRAIN Tél. 53 119

### Banques affiliées

- Bank of Sharjah (SHARJAH) Tél. 23 520
- Société Arabe et Internationale de Banque Le Caire (ÉGYPTE)
- Société Nouvelle de la Banque de Syrie et du Liban Beyrouth (LIBAN) Tél. 22 06 40



Banque de Paris et des Pays-Bas 3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. 260 35 00 - poste 25 14 (France)





## Un entretien avec le sultan Qabus

(Suite de la page 9.)

— Nous vivons sous un régime de liberté. L'habileté n'est pas un vice et chacun a le droit de s'enrichir honnêtement. Nous essayons malgré tout de limiter les bénéfices qui nous paraissent exorbitants. La répartition des revenus est équitable puisque nous assurons à la population le plein emploi.

— Il n'en reste pas moins que la spéculation foncière et immobilière aggrave les inégalités et, par conséquent, les tensions sociales.

— Nous avons mis un terme à la spéculation sur les terrains de construction. Quant à la hausse vertigineuse des loyers, à laquelle vous faites allusion, elle n'est pas imputable aux propriétaires d'immeubles mais à ceux qui acceptent leurs conditions. En tout cas, c'est la loi de l'offre et de la demande qui prime en la matière.

### Un rythme moins rapide de développement

— Pensez-vous pouvoir maintenir le même rythme d'investissement alors que vous vous attendez à une nette baisse des ressources pétrolières dans les prochaines années ?

— Tout d'abord, la situation n'est pas aussi sombre qu'elle le paraît. Diverses prospections en cours nous laissent espérer la découverte de nouveaux gisements de pétrole. Mais nous ne voulons

— On prétend également que la corruption a atteint des proportions alarmantes.

— Il faudrait définir le mot de corruption. Prélever une commission est légitime dans la mesure où l'Etat n'est pas escroqué. Certains de mes ministres sont également des grands commerçants qui se livrent à de fructueuses transactions, mais ils le font en leur qualité d'hommes d'affaires. Je comprends cependant que leur double qualité suscite la confusion dans l'esprit des gens, qui s'imaginent que les membres de mon gouvernement profitent du pouvoir qu'ils détiennent pour favoriser leurs intérêts. Quand un tel cas se présente, nous n'hésitons pas à sévir. C'est ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires du ministère du développement foncier sont aux arrêts depuis plusieurs mois, en attendant la fin de l'enquête.

pas dépendre exclusivement de cette ressource. Nous allons intensifier la production minière, agricole, poissonnière, etc.

— En attendant, nous estimons que, après avoir atteint un certain niveau de développement, nous avons besoin d'une pause, d'un temps de réflexion pour établir des bilans et fixer de nouvelles priorités. Le nouveau plan quinquennal (1976-1980), par la

modestie de ses prévisions, répond à de telles préoccupations. Je vous signale à ce propos que, désormais, nous procéderons à une sélection de nos partenaires étrangers en lançant des appels d'offres internationaux.

— N'avez-vous pas l'intention de réduire vos dépenses militaires, qui absorbent plus de 40 % de vos revenus ?

— Non, car je suis déterminé à disposer de forces aptes à défendre le pays sans avoir recours à une aide étrangère, que nous recevons actuellement de pays amis et auxquels nous sommes redevables.

— Puisque vous soutenez que la rébellion du Dhofar a été définitivement vaincue et que la frontière entre cette province et la République démocratique du Yémen (du Sud) est désormais hermétiquement fermée, pourquoi avez-vous encore besoin chez vous d'un contingent de l'armée iranienne ?

— Je garderai les unités iraniennes aussi longtemps que je ne serais pas parfaitement convaincu de la bonne foi de ceux qui soutenaient les rebelles : le Yémen du Sud et ses alliés cubains, soviétiques, etc. Bien que le régime d'Aden se soit engagé,

sur l'incitation de l'Arabie Saoudite, à empêcher les terroristes dhofaris de franchir la frontière et qu'il ait l'intention, dit-on, de normaliser ses rapports avec le sultanat, comme l'a fait au début de cette année l'Irak, je demeure sur mes gardes. Il est curieux en effet que le Yémen du Sud donne toujours asile à quelque deux à trois cents rebelles, lesquels sont entraînés par des experts cubains, soviétiques, est-allemands, nord-coréens, etc.

— Et la Chine ?

— Non. Pékin n'aide pas les terroristes, à notre connaissance. Nous n'avons plus, dès lors, d'objection à l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine populaire, si celle-ci devait en exprimer le souhait.

— Les pays arabes ne vous reprochent-ils pas d'avoir fait appel aux troupes iraniennes ?

— Aucun des chefs d'Etat des pays frères ne m'a demandé de renoncer au soutien militaire de Téhéran. Je pense que mes pairs — à l'exception du colonel Eudhaf, qui aide les terroristes à travers le monde — estiment comme moi que la solidarité panarabique est tout autant légitime que le panarabisme. L'Iran est un pays musulman, ne l'oublions pas.

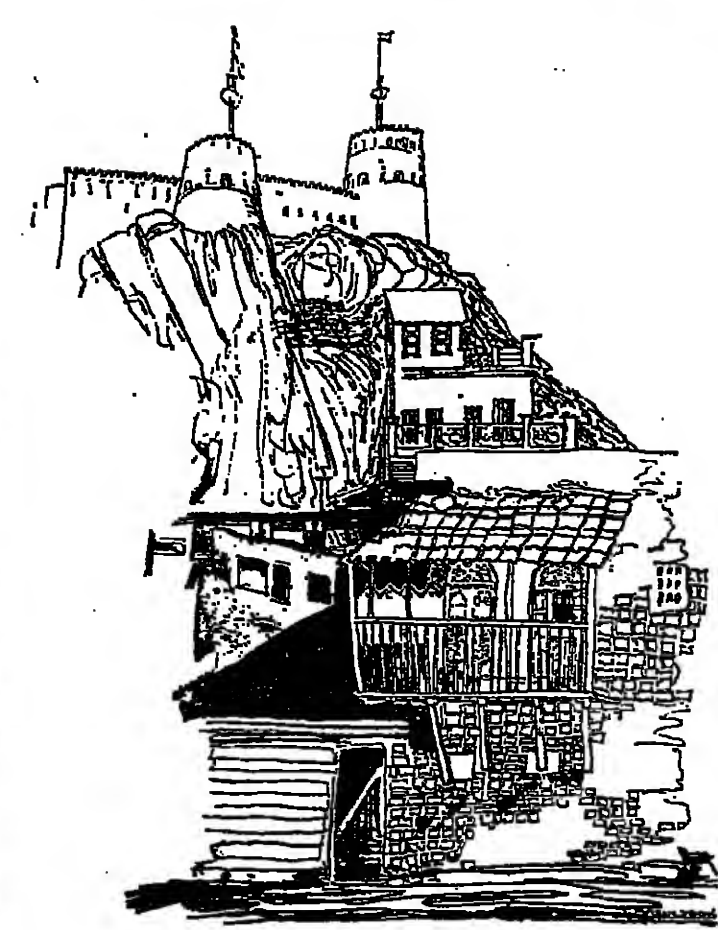
### Mon peuple veut un monarque absolu

— Ne pensez-vous pas rallier plus facilement tous les opposants en « omanisant » l'armée et l'administration, et, surtout, en restaurant une monarchie constitutionnelle ?

— Il est vrai que nous n'avons pas une Constitution dans le sens occidental du terme, mais le Coran nous sert de loi fondamentale comme dans d'autres pays, l'Arabie Saoudite par exemple. N'oubliez pas que l'Etat omanais n'est âgé que de cinq ans, et nous devons apprendre à marcher avant de courir. Il ne servirait à rien de doter le pays d'une

Constitution et d'un Parlement et que mes pouvoirs soient limités. Ce serait du cinéma. Mon peuple ressent le besoin d'avoir un chef qui assume toutes les responsabilités, d'un monarque absolu qui veille sur ses intérêts.

— Quant à l'« omanisation », elle est achevée dans l'administration au niveau de l'exécutif. Les seuls étrangers que nous employons remplissent la fonction de conseiller. Dans l'armée, le processus prendra davantage de temps, surtout dans l'aviation. Mais, d'ores et déjà, plusieurs officiers omanais, de rang de lieu-



tenant-colonel, partagent les responsabilités avec leurs camarades britanniques.

— Les Anglais ayant décidé d'évacuer leur base dans l'île de Masirah en mars prochain, avez-vous l'intention de la confier aux Américains ?

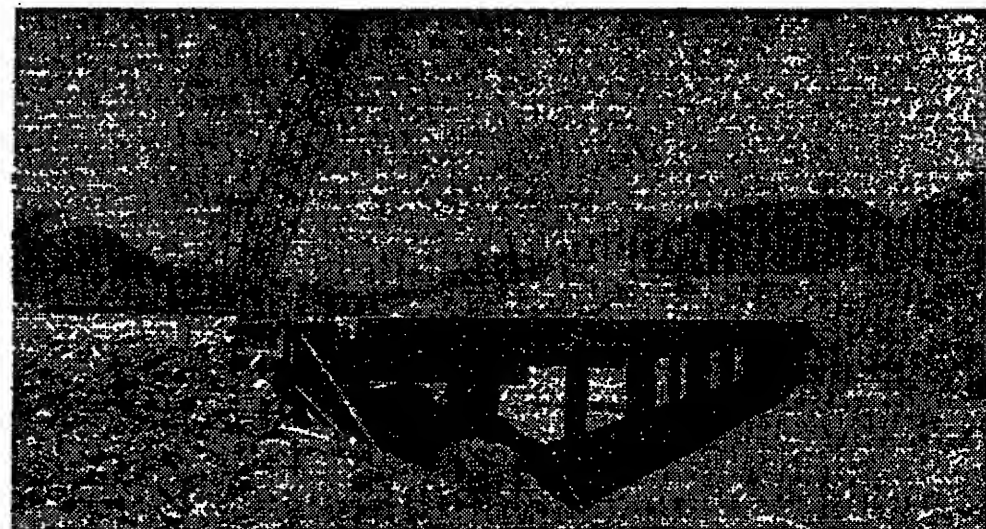
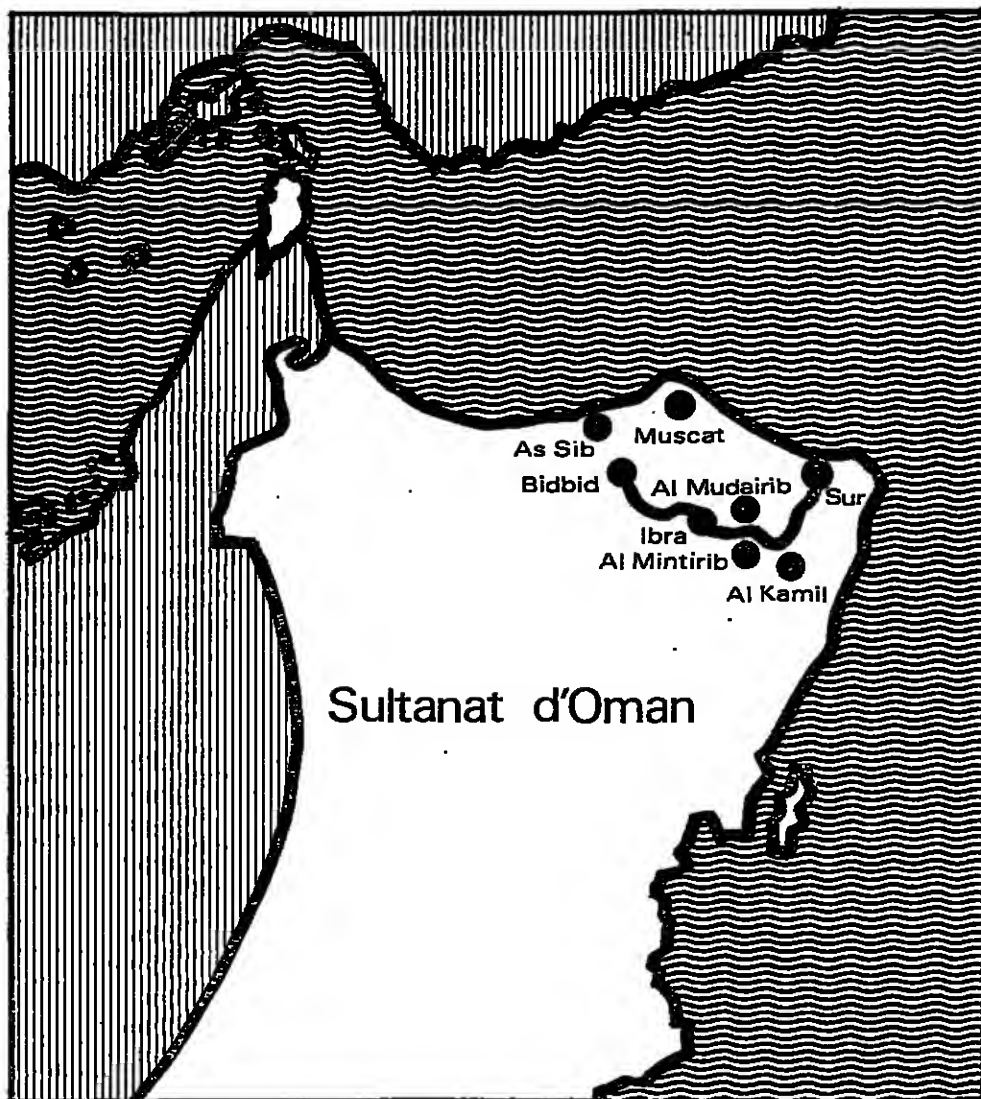
— Masirah sera essentiellement une base d'entraînement pour nos propres forces. Nous ne refuserons pas pour autant d'accorder des facilités logistiques à des pays amis, mais seulement en temps de paix. Lors de ma dernière rencontre à Washington avec le président Ford, celui-ci avait exprimé le vœu que Masirah soit utilisée par les forces armées américaines. Si la démarche devait être présentée officiellement, elle recevra toute l'attention qu'elle mérite.

— Etes-vous satisfait de l'état

des relations entre Oman et la France ?

— Oui, j'estime qu'elles se développent dans la bonne direction. J'ai accompli une brève visite en France, où j'ai eu seulement le temps de déjeuner avec le président Giscard d'Estaing. Mais diverses firmes françaises sont solidement implantées chez nous, notamment El-Brap, qui, j'espère, réussira bientôt à découvrir des gisements de pétrole. Dumez, qui est en train de réaliser d'importants projets de travaux publics, la compagnie U.T.A., dont les avions relient désormais régulièrement Paris et Mascate. Je souhaite que cette coopération avec la France puisse se développer et se consolider dans tous les domaines.

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.



**dumez**

dumez travaux publics. p.o.b 1331  
Muscat Sultanat d'Oman-tél.70-21-62 à Matrah

345 avenue Georges Clemenceau. 92000 Nanterre - tél 776 42 43

موسات الامان



## HISTOIRE



# La lente évolution vers un État moderne

La situation géographique exceptionnelle du pays d'Oman doit faire de lui un acteur privilégié de l'histoire. Il surveille, par le ras Massoudam, l'entrée du golfe, et donc le débouché de la Mésopotamie et de l'Iran. Il confine, d'une part, aux immenses déserts de la péninsule Arabique, d'autre part, aux vastes étendues maritimes de l'océan Indien. Ses côtes rudes, par endroits profondément découpées, offrent abri aux bateaux qui cingleront vers l'Afrique orientale, l'Inde et l'Asie extrême.

Pacifiques ou agressifs, hostiles ou féconds, les apports humains sont de longue date nombreux sur ce littoral. Les troglodytes Chihou de la péninsule de Massoudam constituent sans doute les derniers vestiges de la primitive ethnologie, recouverte ensuite par les vagues sémites. Mais dans la proto-histoire, la contrée n'est guère mentionnée que pour ses relations de commerce avec Sumer et Babylone; cinq siècles avant Jésus-Christ, elle est conquise par les Perses de Cyrus, premier signe relatif d'un mouvement qui se reproduira très souvent.

Le peuplement arabe de ce sol est d'abord réalisé par une branche de Qahtan, les Banou-Azd, qui étendent leur trafic maritime jusqu'à la Chine. Derechef, au VI<sup>e</sup> siècle de notre ère, une invasion iranienne, celle de Chosroès Anouchirwan, recouvre la région pour une centaine d'années; puis la chute de l'empire perse l'ouvre à la domination des califes arabes et à l'islam.

### Une originalité religieuse : le kharedjisme

Au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle se produit l'événement qui va fixer, pour longtemps, la physionomie originale de l'Oman. Djoulendah ibn Messooud, chef d'une tribu du clan Minaoui, appartenant comme les Banou-Azd à la branche de Qahtan, implante dans la région la doctrine musulmane kharedjite, dans la version plutôt modérée de l'ibadisme. Elu imam, il renforce par cette autorité spirituelle le pouvoir reçu de ses aïeux.

Les kharedjites, ce sont-ils ceux qui sont sortis : soit qu'il s'agisse des musulmans zélés qui,

conformément à l'ordre coranique (IX, 39), n'ont pas hésité à partir en campagne, soit qu'il faille entendre ceux qui, reprouvant l'attitude d'Ali s'en remettant à un arbitre pour trancher le différend califal, sont alors sortis des rangs des chélites. Quoi qu'il en soit, les kharedjites prennent en effet le contre-pied de la doctrine chélite : loin d'exiger que leur imam soit du sang du Prophète, ils entendent qu'il soit choisi parmi tous les musulmans sans exception, et que l'élection désigne ainsi le meilleur; ils se réservent d'ailleurs, en toute logique, de le déposer s'il dément. Le cas échéant, ils peuvent aussi se permettre une longue période d'hésitation, si nul candidat ne paraît suffisamment vertueux, ou entrer dans d'incessantes querelles intestines si plusieurs fractions élisent, selon leurs préférences, des imams différents, et combattent pour imposer leur choix.

Le kharedjisme engendre donc un puissant esprit d'entreprise, mais, dès qu'un chef indiscutable fait défaut, il favorise désunion, luttes de clans, anarchie. Oman défie le puissant Haroun el Rachid et résiste victorieusement aux Abbasides. Mais, au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, il subit derechef une invasion persane et doit longtemps payer tribut, et au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il voit ses ports et ses forteresses envahis et saccagés par les Portugais : Albuquerque s'empare de Mascate en 1506, et de multiples révoltes ne réussissent pas à ébranler la domination étrangère. Les Ottomans, dont la marine opère à son tour dans le Golfe et ses abords, réussissent, en 1580, à s'installer pour quelques années à Mascate. Après la chute d'Ormuz en 1622, les Portugais font de Mascate leur place capitale dans la région. Mais d'énigmatiques imams, de la tribu qahthanide de Yarouba, secouant le joug portugais et reprennent Sohar en 1643, Matrah en 1648, enfin Mascate en 1650.

La navigation omanaise et le commerce qu'elle suscitait ont été ruinés par les Portugais, mais les Yaroubides en favorisent la renaissance. Succédant aux Portugais, les marins d'Oman s'installent à Zanzibar, exploitent sans ménagements les ressources de la côte africaine, y compris la traite des esclaves; ils ravissent aussi aux Persans, pour un temps s'archipel de Bahrein, et jouent dans

la guerre de course et la piraterie, que les nations les plus diverses pratiquent alors dans le Golfe, un rôle considérable.

Mais, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les modalités kharedjites de dévolution de l'imamat suscitent de violentes luttes intestines. L'antique divinité des peuples arabes en Yéménis (Qahtan) du Sud et Qaysis (Adnan) du Nord, sous la forme locale des clans hinaoui et ghafiri, accentue alors ces divisions, qui concernent donc en cette période non seulement les Omanais kharedjites, mais aussi les Qawasim, riverains du golfe de Ras-el-Khaimah, aux alentours de Bahrein. Les Iranais ne manquent pas de tirer avantage de ces luttes confuses, mais acharnées et épuisantes, et, en 1737, ils s'emparent derechef de Mascate.

Les imams rivaux d'alors, Sultan et Seïf, s'efforcent, chacun à sa manière, de contenir l'invasion, mais, en 1743, ils meurent à quelques jours d'intervalle, et nul successeur n'est élu.

### Sous la dynastie des Bou Saïd

C'est alors qu'entre en scène, par une glorieuse et victorieuse lutte contre l'envahisseur, la dynastie actuelle régnante.

Ahmed ben Saïd, marchand caravanier des Bou Saïd, devenu gouverneur de Sohar, défend avec succès la place contre les Persans, puis compose provisoirement avec eux et se trouve en mesure, en 1747, de les évacuer de Mascate. En 1749, il est élu imam. Mais, s'il réussit à asseoir son autorité, et même à l'étendre vers les rives du Golfe, ni lui-même ni ses successeurs ne peuvent stabiliser l'imamat; en 1793, un de ses descendants, Sultan, se soulève contre l'imam, son père, et assume le pouvoir à Mascate en se donnant le titre de sayyid.

Les fervents ibadites de la montagne d'Oman ne reconnaissent guère l'autorité de ce souverain sans qualification spirituelle, mais ne réussissent que très rarement à se doter d'un imam et, tandis qu'ils demeurent dans l'anarchie, le sayyid Sultan enlève pour quelques années Bender-Abbas aux Persans, instaure une ferme souveraineté sur Zanzibar, rend aux entreprises maritimes de Mascate et de Sohar toute leur ancienne vigueur. L'Etat de Mascate-et-Oman ne peut cependant éviter d'entrer, à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la vie internationale régie par les puissances occidentales. Le gouvernement britannique persuade le sayyid Sultan que les desseins orientaux de Bonaparte menacent la sécurité de ses territoires, et le souverain s'engage à interdire l'entrée de ceux-ci à tout agent français; il passe à cette fin, en 1798, son premier traité avec la Grande-Bretagne. En 1800, il accepte de « suivre les avis » d'un représentant politique britannique.

Sous le sayyid Saïd ben Sultan, qui règne de 1807 à 1856, les relations entre Mascate et Londres s'affermissent encore; l'aide britannique est précieuse pour contenir, sur les confins désertiques, la poussée des Wahabites, qui tentent de s'implanter dans l'oasis de Bouraimi en jouant sur les rivalités locales. Le gouvernement de Londres, toutefois, ne peut persuader le sayyid de contrôler le trafic maritime en vue de mettre fin au commerce des esclaves; tout au contraire, l'enregistrement des boutres par des autorités françaises dans l'océan Indien permet à l'Oman de déjouer la surveillance britannique. Ce ne sera qu'en 1904 que, lors de l'établissement de l'Entente cordiale, la France reconnaîtra l'influence exclusive de la Grande-Bretagne sur Oman et Mascate et l'ensemble du Golfe, et acceptera de s'en remettre à un arbitrage pour le règlement de l'« affaire des boutres de Mascate ».

Entre-temps, si luttes de clans et drames familiaux dynastiques défilent à l'occasion la chro-

nique, le souci des Britanniques de se garder contre les entreprises allemandes et russes inspire, en 1891, la conclusion avec le souverain de Mascate, qui porte désormais le double titre de sultan sayyid, d'un traité obligeant celui-ci à ne consentir aucune cession de droits territoriaux à une autre puissance que la Grande-Bretagne. Zanzibar, précédemment détaché de Mascate par partage dynastique, devient à la même époque protectorat britannique.

### Un ultime sursaut ibadite (1913-1959)

Si la position internationale du sultan se trouve ainsi consolidée par un appui britannique, dont les nuances protectrices demeurent plus discrètes que dans d'autres parages du Golfe, l'agitation « légitimiste » s'accroît, au début du XX<sup>e</sup> siècle, chez les ibadites des montagnes d'Oman. Lors de l'accession au trône du sultan Teymour, en 1913, ils déclarent son pouvoir illégitime, et ils font choix d'un imam, Issa ibn Salih el Harithi, qui aussitôt se proclame indépendant et lance ses fidèles à l'assaut de Mascate.

Une fois de plus, l'aide britannique permet au souverain de rétablir la situation sur la côte, mais l'agitation se poursuit dans la montagne dissidente. Un compromis intervient en 1920 sous les auspices de la diplomatie britannique : par le traité de Sib, il est confirmé que le sultan exercera sa souveraineté sur la côte, l'imam gardant à l'intérieur une juridiction distincte, dont il n'est pas précisé si elle est cependant soumise à la suzeraineté du sultan. Il s'agit, en somme, d'un partage de fait entérinant les loyautés tribales du moment. Toutefois, c'est au nom du peuple d'Oman que l'imam a conclu; il interprète largement le texte, entretient des forces locales « de police », lève des taxes, assure une administration sommaire.

Les choses se compliquent lorsque, en 1933, le sultan Saïd ben Teymour, qui est monté sur le trône l'année précédente, agrée le principe de l'octroi de concessions pétrolières, ce à quoi se refuse, pour sa part, l'imam; elles se gâtent tout à fait lorsque, en 1935, les troupes du sultan, occupant les abords de l'oasis de Bouraimi, sont considérées par le nouvel imam, Ghaleb ibn Ali, comme empiétant sur son domaine.

L'imam proclame alors l'indépendance totale d'Oman, sollicite son admission à la Ligue arabe, entame les hostilités contre le sultan et ses alliés britanniques. L'insurrection est rapidement réprimée, mais reprend deux ans plus tard, à l'initiative surtout du cheikh Taleb, frère de l'imam, et elle nécessite de nouvelles opérations auxquelles l'aviation britannique prend une part prépondérante. Nizwa, centre de la résistance imamite, est replacée en 1937 sous le contrôle du sultan, mais des éléments dissidents poursuivent le combat jusqu'en 1939. Tandis que l'imam se réfugie au Caire auprès de la Ligue arabe, plusieurs Etats arabes obtiennent, à partir de 1960, que « la question d'Oman » soit inscrite à l'agenda de l'Assemblée générale des Nations unies, mais cette procédure reste sans effets concrets.

L'agitation se manifeste derechef, cette fois dans le Dhofar, sous une forme violente et avec un caractère révolutionnaire entièrement différent. La faiblesse prolongée du pouvoir central et l'arriération de la société expliquent pour une large part ces mouvements insurrectionnels des confins, quelle que soit leur étiquette. On peut, en effet, considérer que ce n'est que le 24 juillet 1970, par la déposition du sultan Saïd et l'accession au pouvoir de son fils le sultan Qabous, que l'Etat de Mascate-et-Oman entre décidément dans l'ère moderne.

PIERRE RONDOT.

(PUBLICITE)

شركة الرستم للتجارة والمقاولات  
**Al Haythem Trading  
& Contracting Co.**

#### REPRESENTANTS EXCLUSIFS :

BENFORD, bétonnières  
POTAIN, grues  
ESAB, équipement pour soudures  
A.C.E., monte-charges et ascenseurs  
A.B.G., rouleaux et compacteurs  
S.T.V. VIBRATECHNIQUE vibreurs pour ciment  
STEINWEG, découpeuses et pileuses  
IRMER & ELSE, air compresseurs  
WYSE POWER groupes électrogènes

TOUTS EQUIPEMENTS  
ET ACCESSOIRES ELECTRIQUES

مسقط (أوفرسيز)  
**MUSCAT (OVERSEAS)**

#### DIVISION AUTOMOBILE

GM CHEVROLET  
SPARTAN, peintures  
PRESTOLITE, équipements électriques  
WIX, filtres à air et à essence  
WARGO, produits chimiques  
MICHIGAN, roulements à billes

#### DIVISION AGRICOLE

HOLDER, machines agricoles  
WOLF TOOLS, pour pelouses et jardins  
CIBA GEIGY, engrais  
GUINARD, pompes

#### DIVISION EQUIPEMENTS LOUDS

J.C.B., pelles hydrauliques

#### DIVISION MARCHANDISES GENERALES

ARNOLDS, produits vétérinaires  
A.M.F., filtres à eau

#### DIVISION INDUSTRIELLE

WORTHINGTON, air compresseur  
ROLLS ROYCE, moteurs marins et turbines à gaz  
VOLVO PENTA, groupes électrogènes

Adresse : P.O. Box 422 Mascate Oman

tél. 722348 Mascate et 702737 à Ruwi  
Adr. téleg. Overseas, télex 323 MB

Deux Sociétés en pleine expansion et parfaitement agencées pour représenter vos intérêts dans tout le Sultanat d'Oman.

Ecrivez-nous (de préférence en anglais), vos propositions seront examinées avec beaucoup d'attention et dans les meilleurs délais.

**Vous faites des Affaires  
en Oman ?**

**Consultez la Banque Internationale  
et profitez de son expérience locale !**

Si vous faites des affaires en Oman, la Bank of Credit and Commerce International connaît les marchés locaux et les conditions commerciales d'exportation. Elle est à votre disposition grâce à ses quatre succursales sur place.

Succursale principale : P.O. Box 840  
Muttrah, Muscat  
Sultanat d'Oman  
Tél. : 317 BCCI MCT MB  
Téléphone : 701007

Autres succursales : Muttrah (Sook), Ruwi et Salalah  
Vous pouvez également bénéficier de l'expérience de ses spécialistes dans les pays suivants :

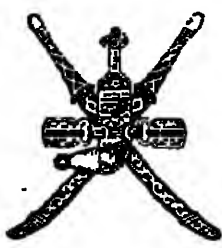
Bangladesh - Ile Caïman - France - Egypte - Hong-Kong - Indonésie - Iran - Jordanie - Kenya - Koweït - Liban - Luxembourg - Ile Maurice - Maroc - Nigéria - Yémen du Nord - Seychelles - Soudan - Tunisie - Emirats Arabes Unis - Royaume-Uni - Allemagne de l'Ouest.



**BANK OF CREDIT  
AND COMMERCE  
INTERNATIONAL**  
47, Avenue George V 75008 Paris  
Tél. 610198 Tél. 723.58.96



## LE DHOFAR : de la révolution



à la pacification

OUBLIE à l'extrémité du golfe Arabique, le sultanat de Mascate et Oman garde longtemps un certain mystère grâce à la jalouse protection de la Grande-Bretagne qui maintient le pays dans un système féodal archaïque. D'autre part, les ressources pétrolières découvertes dans son sous-sol vers les années 50 se trouvent largement éclipsées par celles des autres pays arabes de la Péninsule et ne font pas du sultanat un des riches pays exportateurs vers lesquels les yeux sont tournés. Mais, lorsque le Yémen du Sud, après avoir accédé à l'indépendance en novembre 1967 et choisi le voie marxiste-léniniste, encourage fort activement une rébellion qui se développe depuis 1965 dans une province omanaise, le Dhofar, et que le détroit d'Hormuz,

à l'entrée du Golfe, prend une importance stratégique nouvelle sur la route du pétrole, l'on commence à s'inquiéter de ce qui se passe dans cette région.

L'aide apportée aux révolutionnaires par la Chine populaire puis par l'Union soviétique et une extension de la guérilla conduisent très vite les autorités britanniques restées auprès du sultan d'Oman à intervenir militairement avant d'être renforcées par des contingents iraniens et jordaniens. A l'origine local, le mouvement tend alors à s'étendre dans le processus révolutionnaire régional qui conteste, çà et là, les forces conservatrices du Golfe. Près de douze ans après son déclenchement où en est aujourd'hui la révolution du Dhofar ?

## Une révolution aux fondements historiques lointains

Les débuts de la rébellion dans le sultanat trouvent en partie leur explication dans l'antagonisme qui va opposer les Omanais de l'intérieur à ceux de la côte. Les deux cents tribus omanaises sont en effet divisées en Hinoula, venus du Yémen et de la mer Rouge, et Ghafaris venus du Nedj et du Golfe. Appartenant à la secte islamique des Khawarizmites ibadites qui ont rompu avec les partisans du calife Ali, ils vivent repliés dans les montagnes, autour d'un imam qu'ils élisent afin de se mettre à l'abri des expéditions menées par l'orthodoxie musulmane. Pendant dix siècles, les tribus omanaises, malgré les rivalités ancestrales qui les opposent, font du djebel Akhdar un bastion pratiquement inexpugnable face aux armées arabes des califes, aux Persans et aux Mongols. L'imam s'affirme comme leur seul chef religieux et politique. Assurés de leur force, les Omanais s'enhardissent à descendre ensuite vers la côte où ils s'établissent après en avoir chassé les Portugais. Devenus excellents navigateurs, ils créent un riche empire commercial en Afrique noire et qui s'étend jusqu'à l'Inde, occupant en particulier l'île de Zanzibar. Mais, à la fin du dix-huitième siècle, Saïd Sultan, ancêtre de l'actuelle dynastie, s'installe en force à Mascate, contrôle le détroit d'Hormuz, prend pied sur la Balouchistan et renforce ses colonies africaines. De son côté, l'imam de Rustaq, qui reste le chef religieux, conserve les terres de l'intérieur. En 1783, la mort de Saïd Sultan consacre la séparation des pouvoirs spirituels, laissés à l'imam, et temporels, dévolus au sultan, qui s'installe à Mascate. La Grande-Bretagne, soucieuse de maintenir intactes ses liaisons avec son Empire, exerce son influence sur le sultan par les signatures de plusieurs traités successifs, établissant un protectorat de fait de la Couronne.

En 1915, un premier conflit oppose l'imam ibadite de Nizwa et ses tribus au sultan au profit duquel les troupes anglo-indiennes doivent intervenir. Les deux parties signent en 1920, sous les auspices de l'autorité britannique, le traité de Sib garantissant une certaine autonomie à l'imam. Les missions de prospection conduites dans les « régions hostiles » et la découverte d'indices pétroliers en 1955 dans le Dhofar et surtout dans le Nord, à Nath et à Fahud, amènent l'imam Ghaleb ben Ali à proclamer l'indépendance de l'imamat d'Oman en juin 1956. Une courte campagne militaire des troupes britanniques permet au sultan Saïd ben Teymour d'occuper le djebel Akhdar et de mettre en résidence surveillée l'imam. En 1957, nullement découragé et bénéficiant de l'aide de l'Arabie Saoudite, ce dernier, qui a su convaincre entre temps l'Egypte devenue républicaine et la Ligue arabe, entreprend une nouvelle expédition. Celle-ci échoue une fois de plus grâce à l'intervention terrestre et aérienne britannique : le 13 août 1957 la ville de Nizwa se rend tandis que l'imam trouve refuge en Arabie Saoudite. Durant quelques années à partir de ce pays les fidèles de l'imam Ghaleb regroupés en un « Conseil de commandement de la révolution de l'Etat d'Oman » tentent de maintenir la dissidence dans le djebel Akhdar.

Ces quelques tentatives malheureuses, manifestations d'antagonismes locaux, auront pourtant notablement contribué à faire connaître au monde le sultanat. En dehors de la Ligue arabe, qui suit avec attention les développements de la situation, l'Union soviétique manifeste pour la première fois son intérêt puisqu'elle porte en 1967 « la question d'Oman » devant les instances de l'ONU, accompagnée dans son initiative par l'Egypte. Mais surtout l'idée chez certains Omanais est désormais née d'une opposition armée à caractère politique qui les délivrerait de l'oppression administrative du sultan et de la tutelle britannique : seulement la doctrine va changer, les méthodes vont évoluer et les zones d'opérations se déplacer.

Entouré de ses conseillers britanniques, le vieux sultan Saïd ben Teymour, sur le trône depuis 1932, enferme son peuple par une série d'interdits destinés à le mettre à l'abri des influences nocives du monde moderne. Son pouvoir ne s'exerce en fait que sur la côte, l'intérieur échappant en grande partie à son administration et ne bénéficiant d'aucun apport sur le plan social ou économique. En 1965, dans le Yémen voisin, le Mouvement des nationalistes arabes (M.N.A.), fondé par Georges Habbache et quelques amis, est à l'origine de la création du « Front national de libération du Sud-Yémen » qui lutte pour l'indépendance. En 1964, suivant le même processus, naît le Front de libération du Dhofar

(F.L.D.). Rassemblant adhérents du M.N.A., déserteurs et fidèles de l'imam, le F.L.D., soutenu par l'Egypte, puis l'Irak et l'Arabie Saoudite, engage ses premières opérations en juin 1965. Mais c'est seulement en 1967, avec la victoire du Front national sud-yéménite, que la rébellion entre véritablement dans sa phase active.

D'inspiration nassérienne et nationaliste au départ, le Front va suivre l'évolution interne du M.N.A. qui le rapproche du marxisme-léninisme. Le deuxième congrès de Hamra, en septembre 1968, accentue cette orientation : le Front populaire de libération du golfe Arabique occupé (F.P.L.G.A.O.) succède au F.L.D. et veut désormais que l'action révolutionnaire en la radicalisant soit étendue à tous les pays du Golfe. Fortement influencés par la Chine populaire qui, à travers le Sud-Yémen, fournit armes et matériels, les révolutionnaires du Dhofar coordonnent leurs activités avec celles du Front national démocratique pour la libération d'Oman et du golfe Arabique (F.N.D.L.O.G.A.) implanté dans le djebel Akhdar, soutenu par l'Irak et entraîné par les Palestiniens. Les régions contrôlées par le Front sont organisées : des milices sont levées, la population, encadrée, est soumise à des campagnes d'explication politique, et l'économie de subsistance est réorganisée au niveau du village. En juin 1970, une révolution de palais à Mascate, préparée par la Grande-Bretagne, oblige le sultan Saïd ben Teymour à abdiquer en faveur de son fils Qabus. Celui-ci, formé aux méthodes modernes et soucieux de faire sortir son pays de son isolement, s'emploie d'abord à rassurer les investisseurs étrangers et à attirer les nombreux et riches Omanais exilés. Puis il offre l'amnistie aux révolutionnaires de façon à briser l'isolement du F.P.L.G.A.O., entreprise dans laquelle il réussit en partie : le Front marque un net recul et les opérations menées dans le djebel Akhdar entraînant la guérilla qui s'y était développée.

Un troisième congrès à Rakhuyout en

juin 1971, suivi du quatrième congrès d'Aliah en décembre de la même année, réunit toutes les forces révolutionnaires de l'Est et de l'Ouest au sein du Front populaire de libération d'Oman et du golfe Arabique (F.P.L.O.G.A.). C'est à cette époque qu'une délégation soviétique se rend au Dhofar. A l'intérieur « des zones libérées », les révolutionnaires, qui reçoivent leurs directives d'une direction collégiale, organisée en quatre commissions : politique, militaire, économique et administrative, poursuivent l'organisation politico-administrative des populations. A l'extérieur des comités de soutien et des bureaux de liaison installés dans les capitales arabes, en Europe et jusqu'aux Etats-Unis font connaître à l'opinion le combat mené par le

Front. Le sultan Qabus se trouve désormais face à une révolution de mieux en mieux structurée et qui étend son influence jusque dans des villes comme Mascate et Matrah. Il lance alors une double offensive : militaire au Dhofar pour couper l'aide sud-yéménite, diplomatique en recherchant appuis et alliances. Sur le terrain, c'est un relatif succès avec l'échec de la contre-offensive du Front menée en juillet 1972 contre Marbat. Sur le plan extérieur, la Ligue arabe accepte Oman en son sein en 1971, et l'Arabie Saoudite, longtemps réticente, signe des accords avec le sultan. Mais surtout l'appel du sultan sera entendu par l'Irak et la Jordanie qui viennent prendre une part active à la pacification de Dhofar.

L'arrivée effective de contingents jordaniens, qui fait suite à un début de coopération amorcé en 1972 et à la visite du roi Hussein à Salalah en juillet 1974, et le renforcement de l'aviation du sultan par le prêt de trente et un avions Hawker Hunter mettent le F.P.L.O. dans une situation d'autant plus difficile que les barrages aux frontières se révèlent inefficaces. Privé du soutien du Yémen du Sud, le Front doit disposer les groupes armés qu'il entretient dans le Dhofar. Dans le même temps, l'armée omanaise instruite par des spécialistes britanniques et jordaniens se développe, pour atteindre quinze mille hommes, et s'équipe de matériels modernes. La pacification du Dhofar, selon les autorités omanaises se poursuit dans de bonnes conditions malgré quelques violents affrontements qui gardent toutefois un caractère sporadique et limité. La fourniture de missiles anti-aériens du type Sam-7, particulièrement efficaces, la volonté des révolutionnaires et les résultats socio-économiques perceptibles dans les populations soumises à leur influence ne peuvent aujourd'hui pourtant freiner les progrès des forces du sultan Qabus. Après la retraite jordanaise au milieu de l'année 1975, le corps expéditionnaire iranien s'est renforcé aux côtés des quelques cinq cents officiers britanniques qui servent sous contrat. Le 11 décembre 1975, un porte-parole militaire annonce à Mascate que « la victoire est complète après une opération réussie d'encerclement ». Le sultan Qabus déclare le 11 décembre 1975 pour marquer cette date. Le F.P.L.O., sans conteste que depuis un an l'offensive gouvernementale a gagné du terrain, affirme poursuivre ses activités et garder la liaison avec ses bases arrière du Yémen.

## Les chances d'une révolution

Aujourd'hui, la révolution se trouve de nouveau isolée dans le Dhofar, ce qui accentue le caractère provincial originel de la lutte entreprise. Pour des raisons de politique extérieure et à la suite d'accords tacites entre les pays du Golfe, l'aide des pays arabes progressistes lui fait toujours défaut, si ce n'est encore celle désormais mesurée du Sud-Yémen. Un désintérêt apparent de l'Union soviétique pour Oman au profit d'une Somalie plus accueillante, les efforts déployés par le roi Khaled pour normaliser ses relations avec le régime progressiste d'Aden et l'action politique d'envergure engagée dans le Golfe par le chah, sont autant de facteurs déterminants qui peuvent hâter la révolution d'un pays qui son histoire, ancienne et son originalité rendent attrayant. Mais le développement d'une opposition de gauche à Bahrein et au Koweït, encore contrariée par le pouvoir en place, la formation d'une classe ouvrière dans les exploitations pétrolières du Golfe et la montée d'un prolétariat en Iran, peuvent à terme, provoquer des bouleversements sensibles dans la région : une conférence des organisations progressistes de Bahrein, de Koweït et d'Oman s'est tenue en juin 1976 à l'annonce du projet de « pacte de sécurité du Golfe ».

La révolution du Dhofar pourrait reprendre, dans ce vaste ensemble, la place qu'elle revendiquait au lendemain de sa naissance, dans la mesure où la pacification n'aurait pas atteint à temps ses objectifs.

PIERRE RONDOT.

(1) Chiffre donné par le F.P.L.O., probablement très surestimé.

## Pacification et aides extérieures

En 1971, les effectifs de l'Armée populaire de libération, branche militaire du Front, comptent huit mille hommes (1) regroupés en brigades légères disposant d'un armement d'origine russe ou chinoise qui ont la charge de tenir les trois « fronts » : occidental, central et oriental. En face, l'armée du sultan, encadrée par des Britanniques, aligne trois mille hommes, en majorité d'origine baloutche, mais dispose d'aviation et d'artillerie. L'Iran, répondant à son souci de rester présent militairement dans le Golfe — il occupe déjà depuis novembre 1971 les îles d'Abou-Moussa et Tomb — envoie en novembre 1975 un premier contingent de troupes suivant l'accord signé le 2 mars 1974 à Téhéran par le sultan Qabus, afin de rétablir la libre circulation sur la route stratégique Salalah-Thimrit. Les succès enregistrés et la construction de la « ligne Damawand », complétant la « ligne Horbeam », barrages destinés à isoler le Dhofar du Yémen, provoquent une deuxième intervention iranienne, chiffrée à trois mille hommes, suréquipée, à partir de novembre 1974. La base aérienne de Salalah renforcée de moyens aériens et anti-aériens iraniens et britanniques,

devient le point d'appui de cette offensive généralisée.

L'intervention armée du chah dans un pays arabe soulève la réprobation des autres pays arabes, particulièrement celle de l'Arabie Saoudite qui est inquiète de la formidable montée en puissance opérée par l'Iran dans la zone du Golfe. Le Sud-Yémen et l'Irak, jusqu'en 1975, réagissent avec encore plus de vigueur et le colonel Kadhafi menace d'intervenir directement à son tour. Un congrès extraordinaire du Front, réuni en juillet 1974, examine les nouvelles conditions qui résultent de cette situation. Il transforme le F.P.L.O.G.A. en Front populaire pour la libération d'Oman (F.P.L.O.) et situe désormais la lutte sur deux plans : une action militaire à base de guérilla rurale puis urbaine, une action politique en direction des autres pays du Golfe, susceptible de créer un courant révolutionnaire favorable. Le F.P.L.O. prend pour cadre de sa lutte uniquement le territoire omanais, laissant liberté de manœuvre aux mouvements révolutionnaires d'Iran, de Bahrein, du Koweït et des émirats pour définir leur propre méthode d'action en fonction de leurs objectifs particuliers.



MUSTAFA JAWAD TRADING CO.

Négociants - Importateurs - Exportateurs - Agents

Audio-visuel : agents exclusifs de Philips

Parfumerie : Christian Dior, Patou, etc.

Cadeaux : Christofle, Daum, Dupont

Créateurs de Taj, fameux restaurant indien

Nous désirons créer un département complet de produits alimentaires. Toutes propositions pour des produits français d'alimentation seront les bienvenues.

MUSTAFA JAWAD TRADING CO.

P.O. Box Mascate, Oman

Téléph. : 772168 et 773196 - Adr. télég. Noorulamal - Télex : MB 3291.



## Pratiquez-vous aussi bien que lui l'art de la négociation?

Apreté, finesse, habileté, goût et sens du secret, patience, maîtrise de soi, connaissance parfaite des dossiers : il aura fallu qu'éclate la récente crise du pétrole pour que soient révélés au monde occidental supérieurs les extraordinaires talents de négociateurs des Arabes.

Vous le savez, le Moyen-Orient peut représenter un immense marché pour vos produits, vos services, vos techniques. Comment donc l'aborder, le pénétrer, le conquérir ? Comment convaincre des hommes qui ont derrière eux une longue tradition de marchandage ?

Faites appel à la Société Générale. La Société Générale connaît bien les pays arabes, leurs hommes, leurs coutumes.

Présente dans la plupart des régions du Moyen-Orient, elle se trouve

particulièrement bien implantée dans les pays du Golfe.

En France, les spécialistes de ces secteurs vous informèrent sur les différents marchés, prépareront vos contacts et rédigeront les clauses financières de vos contrats.

Au Moyen-Orient, les spécialistes des agences ou des filiales de la Société Générale vous accueilleront, vous introduiront auprès des acheteurs, vous assisteront dans vos négociations et contribueront à vos succès.

Et si vous envisagez une implantation, la Société Générale vous trouvera les partenaires les plus sûrs et mettra au point, avec vous, les structures financières les plus satisfaisantes.

Commercialement ou financièrement, partout où c'est important pour vous, la Société Générale peut vous aider.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La banque française et internationale.

Membre du FIMM, European Trade Institute.

صلى الله عليه وسلم



## DIPLOMATIE :

### A la recherche de nouvelles alliances



La politique extérieure du sultanat est commandée par la situation géographique du nouvel Etat situé à l'angle oriental de l'Arabie, séparé de cette dernière par le grand désert du Rub-el-Khali (le quart vide) et la très ancienne vocation maritime des habitants. Le port de Sohar a été la porte de l'Inde pendant plus d'un millénaire, et il convient de rappeler que les Khadifs omanais ont exploité pendant dix siècles (traite des esclaves) la côte orientale de l'Afrique et qu'en 1856 Zanzibar est devenu une province semi-autonome du sultanat. Enfin, il a eu un pied sur le sous-continent indien grâce à l'enclave de Gwadar située dans le baloutchistan pakistanais.

Sur la péninsule elle-même, au siècle dernier, le Khadifisme (libéralisme) professé par les Omanais a attiré la vague wahabite et les « Ikhwan » (les Frères) du Grand Abdel Aziz Ben Saoud ne pénétrèrent pas en Oman. Cependant les rivalités et les luttes furent incessantes à la frontière du désert, près des oasis, là où les sédentaires doivent se défendre contre les razzias des bédouins. Entre 1949 et 1951 les tensions se multiplièrent autour de Bouraimi, enjeu d'intérêts pétroliers rivaux, ceux de l'I.P.C. (Grande-Bretagne) et de l'Aramco (Etats-Unis). Le Royaume-Uni devait finalement faire respecter la souveraineté omanaise sur ce territoire contesté, et, pendant encore huit ans, le gouvernement saoudien, piqué au vif par ce revers, devait soutenir en sous-main les prétentions de l'imam Ghaleb, qui dès cette époque avait partie liée avec les dissidents du Dhofar.

Le sultan Qabous, en juillet 1970, lors de son accession au trône, se devait donc de normaliser le plus rapidement possible les relations avec son puissant voisin septentrional, qui, après la disparition de Nasser, allait devenir l'arbitre du jeu politique au Proche-Orient. Cette même année, le sultan se rendait en visite à Riyad et scellait la réconciliation avec le roi Fayçal, qui décidait alors de faciliter l'admission du

dans le communiqué commun publié nouvel Etat à la fois à l'ONU et à la Ligue arabe. L'échange d'ambassadeurs entre les deux capitales ne devait cependant pas faire disparaître une certaine tension, car un élément nouveau obligeait la diplomatie omanaise à modifier ses alliances. En effet, depuis l'accession à l'indépendance, en 1967, de la R.D.Y. (République démocratique du Yémen), le régime d'Aden avait adopté le « socialisme scientifique » et apporté un soutien idéologique et logistique aux insurgés du Dhofar regroupés au sein d'un « Front de libération d'Oman » d'inspiration marxiste-léniniste. Or le gouvernement du sultan estimait, en 1972 et 1973, qu'il n'avait pas reçu des pays arabes voisins et amis tout l'appui qu'il était en droit d'attendre pour « réduire cette dissidence ».

#### L'appui de Téhéran

Riyad faisant la sourde oreille, Mascate se trouva alors obligé de faire appel à l'aide de Téhéran. L'intervention armée iranienne, fin 1973, fut très mal prise par la plupart des pays arabes, en premier lieu l'Arabie Saoudite. Cette dernière s'estime en effet la seule capable d'assurer la stabilité de la péninsule et son « homogénéisation » par touches successives, et, à cet effet, elle a conclu, en mars 1976, un accord avec le gouvernement sud-yéménite prévoyant l'établissement de relations diplomatiques et une aide financière ultérieure avec toutefois un engagement ferme de la part d'Aden de prendre ses distances à l'égard de l'U.R.S.S. et de Cuba, ce qui implique ipso facto la cessation progressive du soutien accordé aux rebelles du Dhofar. Il s'agissait aux yeux de Riyad de pratiquer une politique d'apaisement global par des voies détournées et sans l'appui extérieur iranien.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée, les 29 et 30 mars dernier, la visite officielle du roi Khalid d'Arabie à Mascate, qui a eu pour effet de resserrer les liens entre les deux monarchies et d'apporter une

caution formelle à la diplomatie du Sultan. Le monarque saoudien ne paraît pas avoir voulu gêner le sultan dans ses relations avec Téhéran (avec lequel, d'ailleurs, Ryad entretient des relations cordiales), mais, à l'issue de la visite, on peut noter que les deux pays « ont exprimé leur souci de préserver la sécurité et la stabilité de la région ».

#### La lutte contre le « communisme athée »

Cette visite du roi Khalid constitue donc une étape importante dans la vie politique du sultanat, lequel fonde des espoirs sur le fait que Ryad, reconnaissant l'importance stratégique de son territoire et son rôle dans la lutte contre le « communisme athée », ne lui ménagera pas son appui et diplomatique et financier.

Cette action extérieure tenace et dynamique s'étend à d'autres Etats de la région. Avec l'Etat des Emirats arabes unis, que préside l'émir d'Abou Dhabi, cheikh Zayed ben Sultan El Nahyane, les relations de bon voisinage sont étroites. Une route stratégique relie les villes principales et un accord de coopération économique atteste la volonté des deux souverains de s'aider mutuellement. Avec la République arabe du Yémen (du nord), il convenait de consacrer une amitié ancienne, dictée par la géographie et l'histoire, encore que les deux pays n'aient point de frontière commune. Aussi le colonel Ibrahim El Hamdi, président de la République nord-yéménite, a-t-il été reçu à Salalah (capitale du Dhofar) du 19 au 22 avril dernier avec un lustre particulier. Il a pu s'assurer ainsi de visu de la fin de la rébellion et apprécier l'effort de développement que le pouvoir central déploie sur place.

En nouant des relations diplomatiques en février dernier avec Bagdad, le gouvernement de Mascate a ainsi voulu s'assurer de la neutralité du gouvernement baasiste, qui, fidèle à sa doctrine, avait fourni un soutien aux dissidents du Dhofar entre 1971 et 1973, à une époque où le mouvement s'était intitulé fort symboliquement « Front de libération d'Oman et du Golfe occupé », ce qui correspondait bien à une conception régionaliste progressiste tout à fait conforme aux vues de Bagdad dans ce domaine. On peut donc en déduire que, en acceptant le principe d'un échange d'ambassadeurs, les dirigeants baasistes ont sanctionné la fin de la rébellion et reconnu le nouvel équilibre des forces.

Le sultan Qabous et le roi Hussein entretenaient depuis un certain temps des relations personnelles étroites. Il était naturel que le souverain hashémite vienne officiellement dans le sultanat (juillet 1975 - août 1976) et autorise certaines unités d'élite jordaniennes (aviation, troupes d'intervention) à participer aux combats du Dhofar en 1975, aux côtés des troupes omanaises. Cette coopération militaire a été accompagnée d'une appréciable aide culturelle puisque six cents instituteurs jordaniens sont détachés dans des établissements d'enseignement.

#### La médiation égyptienne

Enfin, en 1976, la diplomatie omanaise a effectué une ouverture réussie en direction du Caire. Le vice-président de la République arabe d'Egypte, le général Hosni Moubarak, était à Mascate le 6 juillet, le président Sadate y séjournera de son côté le 4 août.

Il s'agissait dans les deux cas de reconnaître à l'Egypte un rôle de médiateur, discret et efficace dans le conflit qui oppose Mascate au Sud-Yémen. Le Caire dispose auprès du gouvernement d'Aden d'un poids certain et peut jouer un rôle utile, simultanément avec l'Arabie Saoudite, en vue de normaliser le moment venu les relations entre les deux pays voisins qui séparent l'idéologie et le régime social.

Le sultanat occupant une position-clé à l'entrée du golfe Persique et dans une région sensible à l'océan indien, il était normal que, en accord avec les Etats riverains et amis de la zone, les dirigeants adoptent une position claire en matière de défense face à toute éventualité d'immixtion de forces étrangères. C'est dans cet esprit qu'il a été décidé que la Grande-Bretagne évacuerait, en mars prochain, sa base militaire dans l'île de Massirah. Simultanément, la marine américaine aura également quitté la base de Behrein, ce qui laissera aux Etats riverains du Golfe la possibilité d'assurer eux-mêmes leur sécurité et de régler le problème de la navigation dans cette région devenue le « syndicat pétrolier » du monde occidental.

Ainsi donc, six ans après l'accession au trône du sultan Qabous ben Teymour, la politique extérieure du souverain cherche surtout à consolider le régime par une action régionale stabilisante, à nouer des relations cordiales avec les autres pays arabes modérés et à dégager le sultanat de toute rivalité des grandes puissances dans l'océan indien. A ce jour, son sort ont été couronnées de succès et par voie de conséquence, l'isolement du Sud-Yémen n'en est que plus perceptible.

NOEL JEANDET.



مناسبة العيد الوطني السادس يسعدنا ان نتقدم باخلص التهاني واصدق التبريكات الى مقام حضرة صاحب الجلالة السلطان قابوس بن سعيد المعظم وإلى حكومته الرشيدة وافراد شعبه الكريم

Présent en Oman depuis près de 3 ans, ELF Aquitaine a déjà mis en évidence au large de la presqu'île de Mussandam une structure intéressante qui va être appréciée prochainement par un nouveau forage.

A terre, en association avec le groupe japonais Sumitomo, ELF Aquitaine prospecte depuis mai 1975 une région située à l'ouest du pays.



## UNION BANK OF OMAN

(O.S.C.)

Succursale principale : P.O. Box 4565, Ruwi,

Mascate

(Sultanat d'Oman)

Telex : 3434 MB Mascate

Tél. : 702444, Adresse télégr. Etihadbank

CAPITAL AUTORISÉ : R.O. 2.000.000

SOCIÉTÉ OMANAISE DONT LES ACTIONS SONT DÉTENUES PAR DE HAUTES PERSONNALITÉS, BANQUIERS ET HOMMES D'AFFAIRES DU SULTANAT D'OMAN, DU KOWEIT ET D'AUTRES ÉTATS ARABES.

Correspondants dans le monde entier

L'UNION BANK OF OMAN invite toutes les personnes intéressées à entrer en relations d'affaires au Sultanat d'Oman à nous confier leurs propositions.

## fairtrade



### Produits d'alimentation

Aliments surgelés  
Conserves en tous genres  
Produits laitiers.

### Électro-ménager — domestique et commercial

Réfrigérateurs, congélateurs  
Cuisinières  
Ustensiles de cuisine, robots  
climatiseurs

### Tout l'équipement de bureau

Machines de bureau  
Machines comptables  
Mobiliers complets pour bureau

Nous aimerions représenter des produits français de haute qualité dans le cadre des matériels et produits mentionnés.

### FAIRTRADE

P.O. Box 1436 Muttrah  
Mascate, Sultanat d'Oman  
Tél. 701767 - 702018  
tél. 332 MB. Adr. tél. : FAIRTRADE

(Ecrire en anglais si possible.)



programme de développement allait être entrepris, notamment en matière d'enseignement. Six ans après cette déclaration, on constate que des progrès considérables ont été effectivement réalisés dans ce domaine capital pour l'évolution du pays.

Les statistiques sont éloquentes: alors qu'en 1970 il n'y avait que 3 écoles en Oman, avec 900 élèves, on en compte 207, avec 65 000 élèves, en 1976; alors qu'en 1970 l'enseignement ne comportait qu'un seul niveau élémentaire, en 1976, il comporte trois niveaux: primaire, préparatoire et secondaire; alors qu'en 1970 aucune fille ne fréquentait l'école, 14 000 filles la fréquentent en 1976.

Le système scolaire adopté en Oman est un système à trois niveaux, s'étendant sur onze années d'études : primaire (six années), préparatoire (deux an-

nées) et secondaire (trois années). Les deux derniers niveaux ayant été mis progressivement en place, année par année, de 1972 à 1976, le système est complet depuis la rentrée scolaire de cette année.

Du point de vue de l'enseignement, le sultanat est divisé en sept

régions et, à la tête de chacune d'elles, se trouve un directeur qui relève du ministère de l'éducation.

Pour l'année 1975, les statistiques officielles fournissent les chiffres suivants : dans le niveau primaire, 163 écoles et 48 976 élèves ; dans le niveau préparatoire, 11 écoles et 571 élèves ; dans le niveau secondaire, 3 écoles et 82 élèves. Ces statistiques font aussi apparaître qu'un nombre relativement important d'élèves (1 936) font leurs études dans les écoles des pays arabes limitrophes : Émirats arabes unis (764), Bahrein (370), Arabie Saoudite (238) et Qatar (223).

L'enseignement professionnel n'a pas été négligé, et un institut technique omanais a été créé pour former des techniciens en mécanique, électricité, automobile, menuiserie, etc. La durée des études y est de deux années après l'école primaire, et le nombre des élèves était de 36 en 1975.

Soucieux de développer l'enseignement technique dans d'autres domaines, le ministère de l'éducation vient de décider la création de trois nouveaux instituts qui ouvriront leurs portes en 1978: un institut agricole à Mizwa, un institut d'éducation fondamentale pour les garçons à Sohâr et un

institut d'éducation fondamentale  
pour les filles à Mascate.

Les enseignants en Oman étaient au nombre de 2115 en 1975. En l'absence d'un nombre suffisant d'Omanais, il a été fait appel à des étrangers : plus de la moitié des enseignants sont des Egyptiens (1168), viennent ensuite les Jordaniens (468) ; n'arrivant qu'au troisième rang, les Omanais (354). Pour remédier à cette situation, le ministre de l'éducation a ouvert, à la rentrée de cette année, un institut de formation pour les maîtres, qui compte soixante élèves originaires des différentes provinces du sultanat.

De même, dans le domaine des méthodes (manuels et programmes), l'enseignement omansais est en grande partie tributaire des méthodes étrangères, le plus souvent égyptiennes. Le ministère vient de décider l'*« omansisation »* des méthodes d'enseignement et il a confié cette tâche à une commission qui travaillera sous l'égide d'un groupe d'experts de l'UNESCO.

Il n'existe pas encore d'enseignement du niveau supérieur dans le sultanat d'Oman. le gouvernement ayant sagement décidé de consacrer ses efforts, en priorité, au développement des trois premiers niveaux. Les universités musulmanes arabes étudient actuellement dans les universités des autres pays arabes ou des pays étrangers. Les statistiques de 1975 indiquent que 43 Omanais étudiaient dans les collèges ou les instituts de pays étrangers, dont 22 à l'étranger, 11 au Baïroun (71), le Bahrein (61), l'Arabie Saoudite (28), l'Irak (23), le Liban (15), les Etats-Unis (15).

Il est probable qu'une université sera un jour fondée à Mascate : mais, actuellement, le ministère de l'éducation envisage plutôt de participer à la création d'une université du Golfe, dont les facultés ou instituts seraient répartis dans les capitales des différents pays de cette région. Dans la conjoncture actuelle, la préférence des autorités omanaises pour ce projet réaliste semble fort raisonnable.

Une des préoccupations ma-  
jeures du ministère omanais de

L'éducation est la lutte contre l'analphabétisme par l'enseignement des adultes. A partir de 1973, il a ouvert des centres d'enseignement à l'intention des adultes, hommes et femmes. En 1975, ces centres étaient au nombre de 114, et ils étaient fréquentés par 9 228 élèves adultes. Le ministère a aussi créé, en 1974, 25 centres d'enseignement ménager, qui touchent 1 918 adultes, dans toutes les provinces du sultanat.

De même, en liaison avec les autres administrations, le ministère de l'éducation a mis au point des projets d'enseignement pour les fonctionnaires et les employés qui travaillent dans des organismes officiels ou des sociétés, comme, par exemple, la ferme expérimentale de Roumays, l'aéroport de Sib, l'hôpital de Khoulai et la société pétrolière P.D.O.

Actuellement, le nouveau ministre de l'éducation travaille à la préparation du premier plan quinquennal qui doit régler le développement de l'enseignement omanais jusqu'en 1981. Il estime que l'enseignement, qui a connu durant six ans une croissance constante et rapide en quantité, a maintenant besoin d'être encouragé à développer en qualité. Il souhaite qu'une part importante du budget de l'éducation soit consacrée, dans les années à venir, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, aussi bien dans le domaine de l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire. Il souhaite également que le salaire des enseignants soit amélioré.

En conclusion, les autorités omanaises sont conscientes de la tâche qui reste à accomplir pour permettre à l'enseignement de jouer le rôle important qui lui revient dans le développement du pays. Mais, dans un Etat où, pratiquement, tout était à faire en même temps et dans tous les domaines à la fois : santé, enseignement, administration, communications, etc., les résultats déjà obtenus sont fort appréciables dans l'immédiat, et très encourageants pour l'avenir.

**GERARD TROUPEAU,**  
*Professeur à l'Institut national  
des langues orientales*

Khalifan Bin Nasser-Building, P.O. Box 31 34, Ruwi, Sultanat d'Oman.  
télèx : 3450 M.B. téléphone : 701.044

Au service du développement de l'économie omanaise, AL BANK AL AHLI AL OMANI a pour vocation toutes les opérations commerciales et financières.

# سُرُكَةُ الْحَارِثِي

الوكلاء الوحيدون : سيارات بيجو  
دهانات فالتين  
سيما إيتال ديزل  
استثمارات عقارية

سيارات رينو  
معدات ورش فاكوم  
آر. إف للزراعة والاربعيني

نزيوت ألف  
شاحنات هارف مايل  
معدات ثقيلة فيات أليس

شرف أخلص التهامي ، وأطيب التمنيات للشعب الغاني وإلى مقام صاحب الجلالة  
السلطان قابوس بن سعيد المعظم ...  
بمناسبة العيد الوطني السادس

# AL HARTY CORPORATION

## CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS POUR LE SULTANAT D'OMAN

## Automobiles « PEUGEOT »

## Automobiles « RENAULT »

### Lubrifiants « ELF »

## Peintures « VALENTINE »

### Outillage « FACOM »

## Équipement électronique

**« FIAT - ALLIS »**

**« CIME » - « ITALDUMPERS »**

« R.F. COMMUNICATIONS »

**Camions lourds « HARTHYMATIC »**

DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER AU CENTRE DE LA VILLE POUR HABITATIONS, BUREAUX ET INDUSTRIES

**FÉLICITE SA MAJESTÉ LE SULTAN QABOUS ET LE PEUPLE D'OMAN**  
*à l'occasion de la Fête nationale*

P.O. BOX 4248 RUWI SULTANAT D'OMAN — TELEX N° 417 MASCATE — Ad. Télég. « HARTHCOR » MASCATE — TELEPHONE : 702456 - 701457

صبرنا من الابل



CULTURE



La présence de la France

La nomination d'un ambassadeur résident, l'ouverture de notre ambassade à Mascate, en 1974, et la création, dès l'année suivante, d'un poste d'attaché culturel confié à un volontaire du service national chargé de mission ont permis d'intensifier les relations culturelles et techniques entre le sultanat d'Oman et la France. Leur histoire est donc encore très récente. C'est pour quoi, il n'est possible d'établir aujourd'hui qu'un bilan encore limité. Cependant, les grandes lignes des actions déjà déployées permettent d'escompter un avenir fructueux.

Dans le domaine de la coopération culturelle, plusieurs réalisations sont d'ores et déjà en bonne voie.

C'est ainsi que pour répondre à une demande formulée, dès 1974, par le gouvernement omanais, un centre audio-visuel pour l'enseignement du français a ouvert ses portes, à Mascate, en septembre 1975. Adoptant une pédagogie moderne fondée sur l'utilisation des méthodes actives et intensives du CREDIF, cet établissement a accueilli, au cours de l'année scolaire 1975-1976, une soixantaine d'élèves recrutés pour la plupart, selon le vœu du ministère de l'éducation, parmi les "nationaux" des divers départements

ministériels de Mascate. Pour la première fois, la possibilité était offerte aux Omanais d'apprendre sur place notre langue.

Le succès encourageant de la formule permet de bien augurer de son futur développement : la proposition d'ouverture du centre sur le système scolaire faite par l'ambassade a recueilli l'accord de principe des autorités omanaises ; l'étude du français serait ainsi introduite sous forme d'option dans l'enseignement secondaire (où seul l'anglais était jusqu'alors enseigné).

Marquée d'une volonté et d'un souci évidents de bonne coopération entre les deux pays, cette opération est conduite d'un commun accord entre les deux gouvernements. La charge de l'installation et du fonctionnement du centre a été partagée entre les parties : le gouvernement omanais a offert le local abritant le centre et pris en charge le logement des professeurs, ainsi que l'équipement en matériel pédagogique et technique ; la France, pour sa part, a fait don d'un laboratoire de langues (douze cabines installées dès l'ouverture) et accepté de détacher trois puis quatre professeurs, tous volontaires du service national actif (V.S.N.A.) et qualifiés pour l'en-

seignement par méthode audio-visuelle.

Les résultats de la première année de fonctionnement ont récompensé les espoirs mis de part et d'autre dans la création du centre ; compte tenu de la nouveauté de la présence culturelle française dans un pays où elle était ignorée jusqu'ici, l'accueil fait par les élèves et le dévouement des enseignants ont été des facteurs de succès tout au long de la difficile période de mise en place et de rodage des activités du centre.

En outre, des actions de diffusion culturelle plus limitées ont été entreprises. Ainsi une petite bibliothèque — environ mille volumes — ouverte à tous, a été organisée auprès du centre audio-visuel ; elle fonctionne depuis octobre 1975 ; ses résultats sont pour l'instant modestes, mais elle sera peut-être la base d'une construction postérieure plus ambitieuse. Un fonds de cinématèque et un embryon de discothèque ont été créés ; des émissions en langue anglaise fournies par la radio française sont utilisées dans le cadre des nouvelles émissions quotidiennes en anglais diffusées par Radio-Oman. Dans ces divers domaines, le caractère récent de la présence culturelle française a constitué une limite naturelle appelée certainement à s'estomper dans l'avenir.

Parallèlement, l'ouverture en octobre 1975 d'une petite école française à Mascate a permis aux familles françaises et francophones installées en Oman de résoudre en partie les difficultés posées par la scolarisation de leurs jeunes enfants. Fonctionnant en liaison avec le Centre national de télé-enseignement, cet établissement est animé par deux instituteurs français ; il assure l'enseignement primaire et — pour certaines matières — une partie du cycle secondaire. La participation des parents d'élèves et des entreprises françaises implantées sur place (Dumes T.P., Banque de Paris et des Pays-Bas) en assure le financement. L'aide matérielle spontanée du gouvernement omanais a permis d'alléger le coût de l'opération.

Enfin, quelques bourses d'étu-

des accordées par des entreprises françaises présentes sur place (Compagnie française des pétroles, Dumes T.P., Elf) permettent à de jeunes Omanais (francophones ou non) soit d'acquiescer une pratique de notre langue, soit, pour les plus avancés, de poursuivre leurs études supérieures en France. Cette action — déjà ancienne puisqu'elle existait avant l'installation d'une ambassade permanente à Mascate — sera sans doute renforcée et diversifiée au fur et à mesure que le centre audio-visuel formera des étudiants aptes à suivre avec profit l'enseignement de nos universités et à s'intégrer à la vie française.

Des échanges d'étudiants auront lieu prochainement afin de permettre une meilleure connaissance réciproque des deux pays. D'ores et déjà, des personnalités universitaires françaises ainsi qu'un groupe d'élèves de l'Ecole nationale d'administration se sont rendus en Oman. De son côté, le sultanat a participé à plusieurs manifestations organisées en France (foires de Paris et de Rennes, expositions photographiques).

La coopération technique

C'est le domaine de l'hydrogéologie qui a fourni le premier exemple de coopération technique entre l'Oman et la France. La situation géographique particulière de l'Oman dans la péninsule arabe, son relief et sa tradition agricole ont depuis longtemps posé le problème de la maîtrise des ressources en eau. Un organe dépendant du ministère de l'agriculture, le Centre des ressources en eau, a été mis en place à Mascate en 1974 avec l'aide de la FAO et du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.). A la demande et sur financement du gouvernement omanais, quatre jeunes hydrologues et géologues français ont été détachés auprès de cet organisme en février 1975. La mission de trois d'entre eux s'est achevée en avril dernier. Le quatrième a accepté de rester à l'issue de son service national et travaille aujourd'hui à titre privé auprès de l'administration omanaise.

A la demande du gouvernement du sultanat, la coopération dans le domaine médical a commencé



en octobre 1975. Deux médecins internes des hôpitaux effectuent actuellement leur service national auprès du ministère de la santé (où ils sont ainsi les premiers représentants de la médecine française dans un pays jusqu'à présent fermé à ce domaine). L'un et l'autre ont été affectés dans des hôpitaux et des centres de soins des provinces du pays. Cette opération, dont le financement est assuré intégralement par le budget français de coopération, sera vraisemblablement intensifiée, comme le ministère de la santé omanais en a exprimé le vœu. Jusqu'à présent, l'administration et la population locales ont très favorablement accueilli nos jeunes médecins, dont la qualité et l'adaptabilité aux conditions de vie sur place ont permis de mener à bien cette première tentative de présence médicale française en Oman.

Deux experts français de haut niveau occupent au titre de la coopération multilatérale des postes de responsabilité à l'intérieur de l'administration omanaise, l'un dans le domaine du développement économique, l'autre dans celui de l'éducation. Au titre de

la coopération bilatérale, l'ensemble du personnel français de coopération est jusqu'à présent constitué uniquement de volontaires du service national actif affectés par la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des affaires étrangères. En 1975, onze volontaires effectuaient leur service en Oman.

La volonté des autorités omanaises, conscientes de leurs besoins et de l'aide que la France est susceptible d'apporter au développement de leur pays, a été à l'origine du développement de nos activités de coopération culturelle et technique depuis plus de deux ans. Le bilan peut paraître encore mince. Il ne faut cependant pas oublier que si l'Oman est un pays chargé d'histoire, le vingtième siècle n'a commencé pour lui qu'il y a six ans à peine. Ce renouveau d'un vieux pays explique et souligne en même temps la fragilité des résultats. La France, quant à elle, est désireuse de s'associer aux efforts de développement du sultanat dans le respect de la volonté et de la souveraineté du jeune Etat.

PATRICK BOURDOIS.

**VOL DIRECT PARIS-BAHREIN-MASCATE TOUS LES LUNDIS.**

**UTA**  
Le spécialiste longues distances

**MASCATE**

**UTA. LA ROUTE DIRECTE VERS LES ETATS DU GOLFE.**

**de l'exploitation des gisements à la coopération industrielle...**

Exploiter des gisements, transporter et raffiner du pétrole, commercialiser des produits. Voilà depuis cinquante ans l'affaire de la Compagnie Française des Pétroles.

Aujourd'hui, le Groupe TOTAL apporte autre chose aux pays qui accueillent ses activités : une coopération technique diversifiée au service de leur développement économique.

Huitième producteur de pétrole, neuvième marque mondiale, producteur de gaz et d'uranium, le Groupe TOTAL ne se borne plus à ses activités traditionnelles. Sous forme d'études, d'équipements ou de services, il est en mesure d'apporter maintenant aux pays producteurs son expérience et ses techniques pour la recherche et la mise en production des nouveaux champs de gaz et de pétrole, le développement de leur industrie pétrolière à tous les stades, la maîtrise de l'énergie solaire ou la mise en valeur des terres arides.

**TOTAL**  
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES  
5, rue Michel-Ange — 75781 PARIS Cedex 16



## ÉCONOMIE



## A la recherche de nouvelles ressources pétrolières

**A**VEC une production journalière de 370 000 barils de pétrole brut, le sultanat d'Oman doit faire sourdre ses richesses pétrolières. D'autant que la faible minime des gisements et les difficultés du transport jusqu'au port de Mina-al-Fahal en rendent l'exploitation plus onéreuse que dans la majorité des pays du Golfe. Actuellement, ce sont pourtant les recettes obtenues grâce à l'exploitation de ce pétrole qui financent les tentatives de développement économique du pays.

Aussi le premier plan quinquennal omanais (1976-1980) s'inscrit-il d'un déclin de la production pétrolière annoncée pour 1978. A peine plus optimiste que les experts des compagnies, qui prévoient de produire 80,2 millions de barils en 1980, les planificateurs envisagent l'exploitation à cette époque de 122 millions de barils (contre 135 millions en 1978), à défaut de nouvelles découvertes pouvant être mises rapidement en exploitation.

Pendant longtemps, les compagnies pétrolières n'ont guère attaché d'importance à ce territoire. Si la première concession fut accordée dès 1925, les véritables recherches ne commencèrent qu'au début des années 50. Et elles furent si vaines que Petroleum Development (Oman) — une branche de l'Iraq Petroleum Company — déclara, la Shell et la société indépendante de M. Gulbenkian restant les seules à poursuivre leurs efforts (la Compe-

gnie française des pétroles, après avoir quitté ce groupe, le rejoindra quelques années plus tard).

Bien leur en prit, puisque, de 1962 à 1964, furent découverts les gisements d'Ybail, Naith et Fahud. Le premier baril était exporté en août 1967 et, dès 1971, les exportations se montaient à 121 millions de barils, pour baisser les deux années suivantes. Mais la découverte de nouveaux gisements (Al Huwaleh, Ghabe, Cami Alan et Sali Nihayda) permettait à la production de reprendre et de s'accroître.

En 1973, lorsque l'Arabie Saoudite envoya à Oman un de ses conseillers pétroliers, le docteur Yousef Nimatah, le sultan et son ministre pétrole de l'époque, M. Salim Maki, ne sont pas convaincus de la nécessité de prendre une participation dans P.D.O. A l'époque, cela se faisait dans tous les Etats du Golfe, mais le souverain trouvait que cela coûtait trop cher.

### Les réserves du sultanat

Le jeune Saoudien, formé à Boston aux Etats-Unis et ancien employé de la Banque de l'Indochine à Riyad, mettra un an à étudier les réserves du sultanat, le coût de la prise de participation, et il poussera d'autant plus facilement le gouvernement omanais à prendre 25 % du capital de P.D.O. qu'il lui fournira les 80 mil-

lions de dollars nécessaires à l'opération, tout droit venus d'Arabie Saoudite. Est-ce pour cela que l'on entend parfois à Mascate que l'Oman se comporte comme le fils déshérité d'un père riche ? L'augmentation exceptionnelle du prix du pétrole fin 1973 permit même au sultan Qabous de prendre finalement une participation de 60 % dans la société pétrolière.

Oman ne rejoindra pourtant pas l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). « Nous n'avons pas d'experts capables de nous représenter », explique le ministre des affaires étrangères, M. Qals Zawati. « Mais nous suivons scrupuleusement les mesures prises par l'Organisation ». Dans les milieux pétroliers, on souligne cependant que cette non-appartenance laisse « plus de souplesse » au pays.

En ce qui concerne les réserves pétrolières, M. Zawati est d'ailleurs plus optimiste que le plan. « Calcul-ci, dit-il, est très conservateur. Il ne fait pas état d'éventuelles découvertes. Or, il y a de nombreux indices ». De son côté, M. Yousef Nimatah précise : « Certes, le déclin est prévu à partir de 1978. Mais, depuis mon arrivée, on parle tous les ans de déclin. Mais 1977 sera une très bonne année. Elle devrait rapporter à l'Etat près de 2 milliards de dollars. Et l'on ignore ce que l'on va trouver dans le sud ». La guerre du Dhofar avait en effet ralenti la prospection dans la province méridionale du sultanat. P.D.O. va d'ailleurs mettre en exploitation, avant 1978, un gisement situé à l'est du Dhofar, déjà connu, mais dont l'huile lourde n'apparaissait pas rentable avant l'augmentation des prix de 1973. Ce puits devrait fournir 30 000 barils par jour.

Plusieurs compagnies prospectent sur le territoire omanais. Eit-Aqila, sur un permis « off shore », au large de Massadam (dans le détroit d'Hormuz), a mis en évidence un gaz condensant. Un premier forage dans les eaux omanaises devrait être entrepris fin 1976. « Huile ou gaz humide, on ne sait pas de tout ce

qu'on peut trouver », dit le responsable local de la société française. Et, parce que les coûts d'une telle recherche sont élevés, il semble qu'Elh soit désireux de trouver un partenaire (« Nous souhaitons partager les risques techniques et politiques »). Mais, preuve de l'optimisme de la société, elle a transformé le 23 septembre 1976 son contrat de concession en contrat de participation, ce qui devrait lui permettre, en cas d'exploitation, de disposer, les premières années, de près de 62 % de la production de ce gisement.

Allié à la compagnie japonaise Sumitomo, Elf travaille aussi sur un permis rendu par P.D.O. à la frontière de l'Arabie Saoudite. Sun Oil, au large de l'île de Massarah, a aussi trouvé des indices. Les sociétés américaines Conlins et allemande Wintershall ont, elles aussi, des concessions. Et la concurrence qui a opposé les compagnies pour l'attribution des permis laisse penser qu'elles sont plus intéressées par ce territoire qu'elles ne voudraient le paraître.

Autre motif de satisfaction : les ventes directes du pays augmentent et sont passées de 5,8 millions de barils en 1974 à 14,2 millions en 1975.

### La diversification des sources de revenus

L'avenir n'est donc peut-être pas aussi sombre que le montre le plan. Même si le représentant d'une compagnie pétrolière affirme : « Les Omanais croient trop au pétrole ».

Et puis, les autorités peuvent placer quelques espoirs dans la découverte d'autres richesses minières. On a déjà trouvé, en quantités exploitables, du minerai de cuivre dans les mines d'Es-Est, Arjah et El-Rayda. En exploitant prochainement les 18 millions de tonnes de minerai (avec une teneur de cuivre de 2,1 %), l'Oman Mining Company (un groupe dont l'Etat détient 51 % des parts, les autres étant partagées entre une société canadienne et une américaine) va ainsi renouer avec un passé vieux de deux mille ans. L'exportation du cuivre avait alors fait la richesse du pays.

Amiante, nickel, argent, pourraient aussi être découverts si l'on en croit des traces. Manganeses et charbon aussi, mais ils nécessiteront pour leur exploitation le développement d'infrastructures routières et peut-être portuaires. Enfin, un calcaire d'excellente qualité va être utilisé prochainement dans une cimenterie.

Ainsi, bien que moins favorisés que ses voisins du Golfe en pétrole, Oman pourrait être un des rares pays du Proche-Orient à posséder des richesses minières autres. La diversification des sources de revenus ne peut être qu'un facteur favorable au développement. — B. D.

## Devenir le « grenier du Golfe » ?

**Q**UICONQUE vient de survoler les dunes sablonneuses proches de Dubaï perçoit un changement en arrivant au-dessus de la Bahra, cette longue plaine qui longe la côte de la frontière des Emirats du Nord à Mascate. Qui se rend au Dhofar — la province sud-ouest du sultanat — a la même impression. Le port a succédé au gris-béige, l'Oman a de l'eau.

Au nord, elle vient de la montagne par un itinéraire sinueux, le taladi, de plus en plus cher à entretenir cependant. Au sud, elle provient de la mousson, qui pendant quelques mois (juillet à septembre) arrose les cultures. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les Omanais soient aussi fiers de leurs deux cents espèces de dattes que les Français de leurs cinq cents fromages, et que certains experts parlent de faire du sultanat le « grenier du Golfe ». Mais on en est bien loin.

Le déclin des activités traditionnelles — agriculture et pêche dans une mer réputée particulièrement poissonneuse — a commencé, semble-t-il, dès le début des années 50. La fuite des bras, dans un pays alors désolé, a provoqué une forte baisse de la production. S'il est impossible d'avoir des statistiques précises dans le secteur agricole, une étude anglaise de 1968 estimait le poisson pêché à 100 000 tonnes. Ce chiffre est aujourd'hui tombé à 15 000 tonnes. A l'époque, la production permettait à la population de se nourrir. En 1976, le pays aura importé pour plus de 30 millions de rials (1) de produits alimentaires. Et un tiers des terres cultivables hors oasis sont encore laissées à l'abandon.

Malgré cela, l'effort gouvernemental depuis cinq ans a été faible. Priorité était don-

née aux infrastructures. De 1973 à 1975, l'Etat a déboursé moins de 10 millions de rials (2,2 % de l'ensemble des dépenses de développement) pour les deux secteurs réunis. La mise en place de quelques fermes pilotes, la distribution d'engrais et l'attribution de crédits à l'agriculture (150 000 rials) n'ont pas permis d'enrayer le phénomène de déclin. L'appel de la ville avec ses emplois salariés où les salaires sont supérieurs à Oman, a accentué la migration du monde agricole. Les enfants qui gardaient les troupeaux sont désormais scolarisés. Enfin, au Dhofar, les bombardements intensifs des pilotes américains et britanniques ont décimé les troupeaux de chèvres ou de chameaux et brûlé les terres.

Quant aux pêcheurs, la substitution du moteur à la rame n'a pas réussi à les faire repasser à un métier moins rémunérateur et plus dur qu'un emploi administratif (2).

Cela peut-il changer ? La production de dattes, de limettes (citrons verts), de tangerines ou de cédrats peut-elle s'accroître sensiblement, et la pêche repartir ? L'industrialisation de celle-ci devrait lui permettre rapidement de retrouver sa capacité passée. Un contrat signé entre l'Etat omanais et deux sociétés japonaises a autorisé celles-ci à pêcher en eaux profondes avec cinq chalutiers dont les rendements varient de 20 à 50 tonnes par jour. Les marins japonais se sont engagés à former les pêcheurs locaux et à rendre au gouvernement 40 % de leur production. L'attribution par le plan de 1976 à 1980 de 14,4 millions de rials à ce secteur économique doit contribuer à la construction de chambres froides dans les ports de Mascate et de Salalah, et à l'équipement d'une flotte moderne. Il n'y aura plus guère de place pour la pêche artisanale.

### L'irrigation des terres

En revanche, malgré l'optimisme de se heurter à de nombreux problèmes. Dans les cinq années à venir, la production agricole doit s'accroître de 164 % (de 50,5 à 133,4 millions de rials) et le produit du bétail de 181 %. Le gouvernement compte consacrer pour ce faire 26 millions de rials pour l'irrigation des terres et la mise en place de fermes pilotes. Mais, déjà, dans la Bahra, le pompage de l'eau a accru dangereusement le degré de salinité des terres. Quant à l'échec relatif de la ferme modèle de Salalah, il est évident. Destinée à la production de viande, elle n'empêche pas les importations de viande somaliennes ou d'Afrique de l'Est en raison de sa faible production.

D'autre part, les terres supplémentaires cultivables ne représentent guère plus de 3 000 hectares. Enfin, pour que vivent les troupeaux, les autorités devront surveiller le prix de la luzerne, la demande des Emirats du Nord a été si forte que les prix ont quadruplé devenant prohibitifs pour de nombreuses familles omanaises. Le sultanat a donc peu de chances de devenir le « grenier du Golfe », comme l'espèrent certains. Mais si l'agriculture et la pêche permettaient de nourrir le sultanat en 1980, déjà le plan apparaîtrait comme un succès.

B. D.

(1) 1 rial = 15 francs.  
(2) Le revenu brut annuel d'un pêcheur est estimé à 600 rials. Dans l'administration, le salaire minimum est de 60 rials par mois auxquels s'ajoutent des avantages en nature et la possibilité d'avoir d'autres activités.

Un grand marché s'ouvre à l'exportation française.

# OMAN

## عمان

Gulf Air, la Compagnie Aérienne Nationale des Etats du Golfe, relie Paris (Roissy-CDG) à Muscat deux fois par semaine : mercredi et dimanche. Vols quotidiens au départ de Londres.

Gulf Air, quand les voyages d'affaires deviennent détente.

Réservation passager : (1) 776.41.52.  
Fret : (1) 864.11.11.  
Renseignements : (1) 261.53.16 et 17.

**GULF AIR**

9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tel : (1) 263.52.16 et 17, telex 211639.

البنك الوطني العماني المحدود (ش.م.ع)  
NATIONAL BANK OF OMAN LTD. (S.A.O.)



PREMIÈRE BANQUE OMANAISE

Siège social à MASQAT - 13 succursales dans le Sultanat d'OMAN

- |                       |                         |
|-----------------------|-------------------------|
| 1. Corporate, Muttrah | 2. Muscat City          |
| 3. Muttrah Market     | 4. Ruwi                 |
| 5. Greater Muttrah    | 6. Govt. Sect., Muttrah |
| 7. Salalah            | 8. Hafa, (Salalah)      |
| 9. Soor               | 10. Sohar               |
| 11. Nizwa             | 12. Buraimi             |
| 13. Ibri              |                         |

البنك الوطني . . منكم واليكم

**N B O - VOTRE BANQUE**

Siège Social :  
P.O. Box 3751  
Ruwi - Muscat  
Sultanat d'Oman

Télex : MB 281  
phone : 701777  
701295

صكرا من الامل



## ECONOMIE



### Le sultanat entre dans une période d'austérité

(Suite de la page 9.)

Quelques entreprises étrangères ont profité abondamment du manque d'expérience du pays. Les exemples ne manquent pas. « Il y a eu un véritable pillage », affirme un expert étranger. Une fourniture d'équipements réalisée par une des plus grandes sociétés européennes a, selon l'contre-expertise d'un organisme international, été payée cinq fois la valeur réelle du produit et des services. « Aussi les 5 ou 10 % prélevés par les « armées » locales ne lui paraissent pas exorbitants. « S'ils n'existaient pas, explique-t-il, le pillage ne serait pas de 95 % mais de 100 % ».

« L'hôpital de Ruwi a bien été payé trois fois son prix », estime un autre Européen, et l'on parle encore des travaux achetés à prix d'or pour la construction d'un gazoduc.

#### Des erreurs dans les choix

A côté de ces « scandales », il y a eu des erreurs dans les choix (sans parler de la vingtaine de millions de rials dépensés pour la construction du palais du sultan ou de l'achat par celui-ci d'un certain nombre de Cadillac). « La volonté d'acquiescer à grande que l'on n'avait pas le temps d'attendre que des études soient faites », dit un important commerçant

pour justifier certaines erreurs. Pourtant une étude approfondie des ressources hydrauliques de la région de la capitale, dit-on aujourd'hui à Mascate, aurait évité de construire une usine de dessalement d'eau qui a coûté au moins 70 millions de rials — de source officielle — et qui connaît de multiples problèmes de fonctionnement. Une expertise préliminaire française ne parlait-elle pas de la possibilité d'obtenir un débit de 300 litres d'eau à la seconde à quelques dizaines de kilomètres de la ville, et un spécialiste anglais n'avance-t-il pas le chiffre de 500 litres à la seconde, soit infiniment plus que l'usine ?

Le grand stade de la police, la télévision en couleurs, par exemple, ne s'imposaient peut-être pas non plus au dire de certains. Enfin, le budget de la défense a pesé lourdement sur l'économie omanaise ces dernières années. La guerre du Dhofar — cette province montagneuse au sud-ouest du sultanat où le Front populaire de libération d'Oman (F.P.L.O.) est en rébellion contre le pouvoir central depuis 1965 — et la volonté de former une armée (encore largement dépendante des Britanniques et des baloutches) ont amené le gouvernement à donner à ce poste une large part du budget (42 % en 1975 comme en 1976, avec respectivement 203 et 275 millions de rials). L'intervention

iranienne et la fin du conflit climée par tous les officiels n'ont pourtant pas entraîné une réduction des dépenses militaires, d'autant qu'Oman doit encore payer quelque 180 millions de dollars à la British Aircraft Corporation pour l'achat d'avions Jaguar et de missiles Rapier.

#### L'accroissement des importations

Les dépenses excessives ou parfois inutiles, l'accroissement des importations de 7,5 millions de rials en 1970 à 231 millions en 1975, le déficit de la balance des paiements qui en est résulté depuis 1972, ont provoqué en 1974 une importante crise financière. Le gouvernement fut alors obligé d'emprunter 100 millions de dollars à court terme auprès des filiales locales de banques étrangères. Des prêts et des dons d'Abou Dhabi et de l'Arabie Saoudite ont ensuite permis au sultanat de résoudre la crise. En 1976, Oman devait encore faire appel au marché financier pour obtenir 150 millions de rials, et si quelques fournisseurs de l'Etat attendent six mois pour être payés, la situation financière n'en est pas moins beaucoup plus saine, selon l'avis de nombreux banquiers.

Mais à l'ère de la consommation et de la dépense à tout prix a succédé une période d'austérité et de moralisation de la vie économique.

#### La limitation des dépenses militaires

L'intervention pour certains projets des fonds de développement du Koweït et d'Abou Dhabi a eu pour conséquence le recours à des appels d'offre internationaux pour la passation de contrats. Le premier a été lancé en juin pour la construction d'un gazoduc.

D'autre part, avec l'aide d'experts étrangers, Oman vient de se doter d'un plan quinquennal de développement (1976-1980). Décret signé par le sultan Qabous, ce plan aura force de loi.

Le déclin des ressources pétro-

lières à partir de 1978 a rendu les planificateurs particulièrement pessimistes puisqu'ils prévoient un taux de croissance de l'ordre de 2,5 % par an. Les recettes de l'Etat doivent, il est vrai, tomber de 650 à 484 millions de rials dans la période couverte par le programme. Aussi le conseil de développement — organe planificateur dont le secrétaire général est égyptien — a-t-il réduit considérablement les ambitions du pays. Le ralentissement des dépenses d'infrastructures, l'abandon des grands projets, la limitation des dépenses militaires qui devraient représenter moins de 25 % du budget en 1980, marquent un plan qui prévoit aussi de donner la priorité aux petits projets agricoles et industriels, une meilleure répartition géographique des investissements, la création d'une banque de développement et une plus grande rigueur financière. Enfin, un grand espoir est placé dans le secteur privé.

Mais l'austérité ne plaît guère aux grandes sociétés internationales. Ventes dans ce pays lorsque l'argent y était facile à gagner, et ce d'autant plus qu'il n'y a d'impôt ni sur les sociétés ni sur les revenus des personnes physiques, pratiquement pas de droits de douane et aucune limite au rapatriement des capitaux, certaines d'entre elles sont déjà reparties. Et les banquiers avouent cyniquement que « dans la conjoncture actuelle, il n'est pas question de financer autre chose que du court terme ».

Plus optimistes que le plan, de nombreux ministres envisagent des nouvelles découvertes de pétrole. Ainsi, M. Zawawi, ministre des affaires étrangères, mais aussi vice-président du conseil de développement, rappelle que « le plan est fondé sur une estimation basse de nos richesses du sous-sol », et il ajoute : « Nous pouvons trouver du pétrole. Il y a de nombreux indices ». Pour M. Zawawi, « la situation financière est très saine et la dette extérieure limitée. Mais, dit-il, nous n'avons pas voulu donner une idée fautive de notre pays. La volonté des investisseurs étrangers de travailler en Oman doit dépendre de leur propre vue de notre avenir ».

BRUNO DETHOMAS.

## Groupe de sociétés GETCO vous obtiendrez des résultats

En faisant appel à

# GETCO

Divisions

1	Commerce Général	Nous nous chargeons de distribuer les plus grandes sociétés internationales du monde. Entreposage et distribution en profondeur de tous matériaux de construction.
2	Oman Aluminium	Fabricants des portes-fenêtres basculantes et coulissantes. Critel ainsi que des revêtements et doublages de toits en rouleaux. Stocks de tous produits en aluminium pour le bâtiment.
3	Division Grands Travaux	Entreprise de travaux publics. Oléoducs et gazoducs, forage et réalisation à toute échelle.
4	Société Automobile et d'Ingénierie GETCO	Distribution et service entretien d'usines et d'équipement. Grues, camions de levage à fourche, vibreurs compacts, rouleaux, etc. Distributeurs General Motors des voitures Oldsmobile et des camions Isuzu.
5	Société Nationale des Boissons	Fabricants et distributeurs d'une importante gamme de boissons non alcoolisées de marques internationales. Usine d'embouteillage et d'emballage de grande dimension.
6	Société Maritime d'Oman	Agents maritimes et affrèteurs offrant un service de dimension mondiale. Navires également disponibles pour l'affrètement entre Mascate, Salalah et tous autres ports.

GETCO

GRUPE DE SOCIETES GETCO  
P.O. Box 84, Mascate,  
Sultanat d'Oman  
Téléphone : Matrah 702.133  
Quatre lignes  
Téléc : MB 278  
Adresse télégraph. : GETCO

# MOHSIN HAIDER DARWISH GROUP OF COMPANIES

(Importateurs, grossistes, agents de marques)  
P.O. BOX 3880 - RUWI SULTANAT D'OMAN  
Téléphone : 70 1071 - 70 1072 - 70 1183  
Cable : « AREE » MASCATE - Telex : MB 3230 LUJAINA

## DARWISH & BROTHERS:

Concessionnaires exclusifs pour :

British Leyland International - Grande-Bretagne (automobiles, camions, autobus, équipements) - Land Rover - Range Rover - Rover - Austin - Morris - Jaguar - Triumph ;  
BMC Corporation - Grande-Bretagne (tracteurs Leyland) ;  
Aveling-Barford Ltd. - Grande-Bretagne (matériels pour construction et travaux publics) ;  
Michelin - France (pneumatiques) ;  
Chloride International Ltd. - Grande-Bretagne (batteries automobiles) ;  
Kismet Limited - Grande-Bretagne (équipement pour garages) ;  
Royal-Imperial International Ltd. - Allemagne Fédérale (machines à écrire, photocopieurs, calculateurs) ;  
Colgate-Palmolive Ltd. - Grande-Bretagne (cosmétiques) ;  
Pirelli General Cable Works Ltd. - Grande-Bretagne (câbles) ;  
Ferodo Limited - Grande-Bretagne (accessoires automobiles) ;  
Doulton Industrial Products - Grande-Bretagne (céramique, filtres à eau) ;  
Valor Heating Limited - Grande-Bretagne (poêles à gaz et kérosène) ;  
Smiths Industries Limited - Grande-Bretagne (bougies pour moteurs) ;  
Herbert Lomas Limited - Grande-Bretagne (ambulances Range-Rover et Land-Rover) ;  
Golden City Polyes Board Co. - Hong-Kong (sièges conditionnés pour voitures) ;  
Ingersoll-Rand International - U.S.A. (machinerie lourde) ;  
CMP Glands Ltd. - Grande-Bretagne (câbles à crémaillère) ;  
Goodenough Pumps Ltd. - Grande-Bretagne (pompes) ;  
Scottorn Trailers Limited - Grande-Bretagne (remorques, citernes) ;  
Chapre Trading - Danemark (bagages, maroquinerie) ;  
G & M Power Plant Co., Ltd. - Grande-Bretagne (groupes électrogènes) ;  
Crypton Triangle Ltd. - Grande-Bretagne (contrôle et chargeurs de batteries) ;  
Winget Limited - Grande-Bretagne (bétonnières, bennes) ;  
C. Melchers & Co. - Allemagne Fédérale (crics hydrauliques) ;

Lar Automotive Limited - Grande-Bretagne (crics hydrauliques) ;  
Sidchrome Pty - Australie (outillage) ;  
FLM Panelcraft Ltd - Grande-Bretagne (Range-Rovers 4 portes).

## ALDARWISH TRADING COMPANY

Concessionnaires exclusifs pour :

Philco - Italie (réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs) ;  
Pioneer Electronic Corporation - Japon (équipement Hi-Fi) ;  
Sony Corporation - Japon (magnétophones, radios, amplificateurs, etc.) ;  
Terramar - Allemagne Fédérale (AEG électroménager) ;  
MK Electric Limited - Grande-Bretagne (équipement électrique) ;  
Egatabe Limited - Grande-Bretagne ( TUYAUX et conduites) ;  
Link SI Ltd. - Grande-Bretagne (échauffages tubulaires démontables) ;  
Outboard Marine - Belgique (moteurs hors-board « Johnson ») ;  
Hosoda Trading Co. - Japon (ventilateurs KDK) ;  
Wilkins & Mitchell Co. - Grande-Bretagne (machines à laver « Servis ») ;  
Sunroc International Division - U.S.A. (distributeurs d'eau fraîche) ;  
GEC Limited - Grande-Bretagne (lampes et matériel d'éclairage) ;  
Garrard Engg Exports Ltd - Grande-Bretagne (électrophones) ;  
Armstrong Shanks Limited - Grande-Bretagne (équipement sanitaire) ;  
Antar Industries Inc. - U.S.A. (climatiseurs) ;  
H.D. Sheldon Inc. - U.S.A. (réfrigérateurs à kérosène).

## ALDARWISH GAS PLANTS

Concessionnaires exclusifs pour :

British Oxygen Co Ltd. - Grande-Bretagne (gaz liquéfiés, matériel pour soudure à l'arc, équipement médical) ;  
Japan Engg & Consultants Inc. - Japon (cylindres à gaz et accessoires).

## MEZOOON DEPARTMENT STORES:

Importateurs des meilleures marques mondiales de meubles, tapis, moquettes, vaisselle, coutellerie, rideaux, confection pour enfants, lampes et abat-jour, tissus.

# COMPAGNIES ASSOCIÉES

CROWN DARWISH ENGG  
Entreprise d'électricité  
P.O. Box 3729, Ruwi  
Tél. : 70 1733

DARWISH AST  
Entreprise de construction  
P.O. Box 223, Mascate  
Tél. : 70 2377  
Téléc : MB 3238 DARAST

H.G. HUCKLE & PARTNERS  
Architectes et urbanistes  
P.O. Box 3880, Ruwi  
Tél. : 70 1918  
Téléc : MB 3230 LUJAINA



## ÉDUCATION : les premiers crédits de la réforme Haby

Elle est levée à 1 h. 30, la suite de la discussion étant renvoyée à jeudi matin. — P. Fr.

l'Assemblée nationale a été, mercredi 17 novembre, les députés de la première commission, relatifs à la documentation française au médiateur, ont été entendus. Le premier rapport général à la défense nationale et au Conseil économique et social, intitulé « Mafiacs (F.E.S.) », de Rihadad-Dumas (D.G.R.), porte-parole spécial du M. Ruffin, secrétaire d'Etat aux affaires économiques, a été lu. Le médiateur a décidé de supprimer, à compter du 10 janvier 1977, son secrétariat de direction, et de décider une reorganisation d'ensemble de ses services. Ce qui concerne les journaux, le médiateur a décidé de décider que l'adoption du décret tendant à majorer le prix des abonnements et de la vente au numéro devrait permettre de faire à l'avenir le décret de publications.

présidentielle et la progression de la gauche dans les circumscriptions détenues jusqu'— à par des représentants de la droite », et ils ajoutent : « Les Françaises et les Français savent qu'une autre politique est possible, celle de l'union de la gauche, scellée autour du programme commun de gouvernement. »

dialogue, pour aboutir de façon fructueuse, ne doit pas se faire en ordre dispersé. C'est pourquoi nous appelons les gaullistes d'opposition qui partagent notre démarche politique, notamment MM. Charbonnet et Hamon, et vice-amiral Sanguinetti, à conjuguer leurs efforts avec ceux du Front progressiste. »

MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Faure ont lancé un appel, mercredi 17 novembre, aux électeurs des législatives. Les inscriptions ont se déroulent dimanche 21 novembre, le second tour des élections législatives pour les circonscriptions où les affirmations de la gauche ont été affirmées.

« Les élections partielles de novembre dernier ont mis en évidence le recul de la majorité présidentielle et la progression de la gauche. Les circonscriptions où les électeurs ont élu des députés de la gauche, les représentants de la droite », a-t-il ajouté.

« Les Français se sont prononcés sur la politique de la gauche, scellée d'un programme commun de gouvernement. »

Elle est levée à 1 h 15, et se rend à la discussion et au vote de la proposition de loi (M. GLON (app. du-Nord) préconise jeudi matin. — P. 3)

صلى الله عليه وسلم



POLITIQUE

# Le Sénat est inquiet de l'incertitude des modes de financement de l'aide au logement

Le Sénat a commencé, mercredi 17 novembre, l'examen du projet de loi de l'aide au logement.

Il a d'abord repoussé, par 189 voix contre 21, une motion communiste opposant l'exception d'irrecevabilité à la discussion du projet. Défenseur de cette motion, M. LITOUART a affirmé que la réforme proposée ne respectait pas le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, puisque l'aide accordée aux locataires dépendrait de la bonne volonté des propriétaires, qui devront passer une convention avec la puissance publique.

M. FOURCADE, ministre de l'équipement, avait auparavant présenté son projet. Après avoir critiqué le système actuel, d'une efficacité sociale estimée-t-il trop limitée et d'un effet ségrégatif indéniable, il a exposé les objectifs de la réforme: il s'agit de développer les possibilités d'accès à la propriété de telle sorte que le « droit à la propriété » vienne progressivement compléter le « droit de propriété ». Les nouveaux mécanismes permettraient à un ménage ayant deux enfants, et dont les parents paient chacun le S.M.I.C., d'accéder à la propriété. Il s'agit ensuite, dit-il, de réduire pour les locataires les inégalités devant le logement. Grâce à la réforme il sera réellement possible, affirme le ministre, à une famille dont le revenu ne dépasse pas le S.M.I.C. d'entrer dans un logement social.

Deux autres objectifs sont visés: réhabiliter l'habitat ancien dans des conditions socialement satisfaisantes, et améliorer la qualité des logements neufs. L'aide à la pierre sera réduite au profit d'une aide au logement personnalisée. Celle-ci s'appliquera dès le départ aux logements neufs, puis sera étendue aux parcs existants. Le niveau de l'aide personnalisée évoluera selon une procédure annuelle de révision des barèmes. Pour aller plus loin, jusqu'à l'indexation, le ministre répond: « L'indexation, après la douloureuse période d'inflation que nous venons de traverser, semble être devenue, aux yeux de certains, une poncife. Mais serait-elle bien adaptée? C'est une question dont nous devons débattre. »

M. PARENTY (Un. cent.), rapporteur de la commission des affaires économiques, souligne qu'il est difficile d'indiquer à quel rythme l'aide à la personne va se développer, mais que l'aide à la pierre se réduira. En effet, les mesures essentielles de la réforme, notamment celles relatives aux nouveaux systèmes de prêts et de subventions, relèvent du domaine réglementaire et ne figurent pas dans ce texte législatif.

M. BOYER (Ind.) exprime l'avis de la commission des affaires sociales, selon laquelle il ne faut pas s'illusionner sur les résultats concrets de la réforme, d'autant plus qu'elle n'entrera en vigueur que très progressivement et que la plus grande incertitude plane sur le champ d'application de la loi.

Pour M. MOINET (gauche dém.), rapporteur pour avis de la commission des finances, le gouvernement « ne semble pas maîtriser les conséquences financières de la réforme qu'il présente ». Une grande incertitude règne, notamment, au sujet du financement de l'aide personnalisée, qui doit être assurée conjointement par les régimes de prestations familiales, par les bailleurs et par l'Etat: quelle sera leur part respective?

M. Jacques BARROT, secrétaire d'Etat au logement, affirme que l'aide à la pierre et l'aide personnalisée apparaissent comme deux techniques complémentaires de l'aide personnelle. L'aide personnalisée au logement ne pourra être obtenue que dans trois catégories de logements: — Les logements neufs, qui seront financés au moyen des nouvelles formes de prêts; — Les logements existants qui seront améliorés au moyen des nouvelles formes d'aides aux travaux ou de prêts; — Enfin, les logements existants qui ont été construits dans le cadre du système actuel de financement.

Dans le nouveau système, l'aide personnalisée au logement s'arrêtera avant le plafond de ressources des aides à la pierre. Pour une famille de quatre personnes vivant en région parisienne, l'A.P.L. cessera d'être versée au niveau de 5 800 F par mois. Le Fonds national de l'habitation, chargé de financer et de gérer l'A.P.L. au niveau national, confiera aux organismes chargés de gérer les prestations familiales le soin de liquider et de payer l'A.P.L.

« Nous procéderons en 1977, conclut M. Barrot, à un redressement de la réforme, sur une dizaine de départements. Tout sera donc expérimenté, au vu et au su de tout le monde. La gestion de l'A.P.L., les nouveaux régimes de financement, les modalités de conventionnement. Un bilan de cette introduction de la réforme sera dressé, et le Parlement aura connaissance avant la fin de l'année prochaine. »

La réforme n'entraîne une hausse généralisée des loyers. Il vaudrait une méthode qui permette d'éviter la disparition totale de loyers sociaux, n'aura pas de caractère. Le système d'indexation automatique n'a pas porté chance à la monnaie. Bref!

Au début de la séance, les sénateurs avaient adopté sans la modifier la proposition de loi tendant à interdire l'usage des castagnes et des châtaignes. Ce texte prend donc force de loi.

Mme BRIGITTE GROS (non inscrite) se déclare favorable à l'indexation de l'aide personnalisée. Ses critiques portent sur le choix des chiffres retenus, notamment pour le calcul de l'indexation sur les prix. Il y a aussi trop d'incertitudes pour que

l'on puisse adhérer pleinement à l'ensemble de la réforme. M. CHATELAIN (P.C.) reproche au gouvernement de réduire l'effort de l'Etat en faveur des logements sociaux, et M. LEFORT (P.C.) dénonce la politique qui a consisté à aggraver les conditions de gestion des organismes H.L.M. M. AUBRY (P.C.) n'admet pas que l'on transforme les locataires les plus pauvres en « assistés », et que l'on soumette la construction sociale aux aléas du marché.

M. BOYER-ANDRIVET (Ind.) souligne le revers d'une politique d'accès à la propriété: elle sera un frein à la mobilité des ménages. M. SCHEMITT (app. U.D.R.) estime que l'apport personnel de 20 % nécessaire pour bénéficier des nouveaux mécanismes d'accès à la propriété risque d'être un obstacle difficile à surmonter. M. DE CUTTOLI (non insc.) demande l'extension de la loi aux citoyens domiciliés hors des frontières: il faut qu'ils puissent édifier en métropole la maison de leur retraite.

Répondant aux orateurs, M. BARROT a notamment apporté les précisions suivantes: — Les textes préparés sur la base de 1976 seront évidemment actualisés en 1977. Un exemple: pour un ménage candidat à l'accession H.L.M. en région parisienne, avec un revenu de 3 000 F 1976, l'apport personnel de 20 % sera de 26 %, charges comprises, au lieu de 32 % actuellement. Une famille de trois enfants dans un cinq pièces pourra même obtenir de deux enfants dans un quatre pièces. En accession, la mensualité diminuera à chaque naissance. Quant aux Français établis hors de France, le ministre a indiqué la prise d'un amendement en leur faveur.

De son côté, M. FOURCADE déclare: « L'allocation de logement représente 5 millions de logements et l'aide à la pierre 11 millions 200 000 francs. Vers 1980, l'A.P.L. et ce qui restera de l'allocation de logement seront les deux tiers de l'aide totale de la pierre. Vers 1985, les 4 milliards ou 4 milliards et demi retrévis à l'aide à la pierre seront pour 3 milliards à l'A.P.L., le reste à des aides nouvelles. La répartition des barèmes? Pour que notre objectif social et économique soit atteint dans le laps de temps que nous visons, il faut que le pouvoir d'achat reste stable. Cependant, le futur prêt unique d'accession à la propriété ne sera pas indexé: chacun est en mesure de constater que l'inflation, l'apport au secteur local, l'estimation des mensualités tenant remboursement des charges financières, il n'y a pas lieu non plus d'indexer. Les systèmes d'indexation automatique qui ont été proposés ne sont pas compatibles avec la lutte contre l'inflation. La révision annuelle, après consultation des organismes chargés des caisses, n'aura pas de caractère. Le système d'indexation automatique n'a pas porté chance à la monnaie. Bref!

Au début de la séance, les sénateurs avaient adopté sans la modifier la proposition de loi tendant à interdire l'usage des castagnes et des châtaignes. Ce texte prend donc force de loi.

## LE DÉBAT AU SEIN DE LA MAJORITÉ

### Le secrétaire général de l'U.D.R. estime que l'image de marque de sa formation est à « rectifier »

Le bureau exécutif de l'U.D.R. s'est réuni jeudi 18 novembre pour examiner à la fois les résultats des élections législatives partielles et les développements de la situation politique générale.

Le nouveau député de la Corrèze a été accueilli comme il se devait par ses collègues lors de son retour au Parlement, mercredi 17. L'ovation qu'il a reçue a été moins chaleureuse sur les bancs de ses alliés que sur ceux de ses amis. Toutefois, même parmi ces derniers, un certain nombre se posent toujours des questions sur ses intentions, sur son programme et sur l'orientation politique qu'il compte donner au futur rassemblement. Certains redoutent, et beaucoup de l'extérieur encouragent — la coloration de droite que pourrait prendre la nouvelle formation.

Après l'appui précipité que le Parti des forces nouvelles a accordé à M. Chirac (le Monde du 16 novembre), une personnalité appartenant elle-même à l'extrême droite, M. J.-I. Tixier-Vignancour salue une résurrection du bonapartisme dans les projets de l'ancien premier ministre. Enfin, selon un sondage de la SOFRES, pour l'émission « C'est à dire », d'Antenne 2, l'U.D.R. est une formation de droite pour 58 % des personnes inter-

rogées, alors que les républicains indépendants ne le sont que pour 38 % d'entre eux. Pour M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., c'est là une « image à rectifier ». M. Chirac se dit lui aussi résolu à présenter des propositions de caractère social de nature telle que les jugements à l'égard du nouveau rassemblement en seront modifiés et surtout que son audience en sera accrue.

L'influence qu'acquiert l'ancien premier ministre préoccupe suffisamment le chef de l'Etat pour que les relations entre le groupe U.D.R. et le gouvernement aient été l'objet unique des conversations autour de la table de l'Elysée, mercredi, entre M. Giscard d'Estaing et les ministres U.D.R. Le président de la République, ne souhaitant pas envenimer les relations avec les gaullistes, a dû désavouer les initiatives de M. Poniatowski et accepter de repousser à plus tard les projets de loi que l'U.D.R. considérerait comme des provocations. Mais certains ministres U.D.R. ont souligné que le mouvement lancé par M. Chirac échappait à leur contrôle et surtout à celui du chef de l'Etat. Cependant, en décidant d'attendre l'échéance du 5 décembre, le gouvernement valorise encore l'initiative de l'ancien premier ministre.

ANDRÉ PASSERON.

### M. Giscard d'Estaing invite les ministres U.D.R. à être plus proches des députés

M. Giscard d'Estaing avait convié à déjeuner à l'Elysée, mercredi 17 novembre, les membres du gouvernement appartenant à l'U.D.R., comme il l'avait fait précédemment pour ceux appartenant aux autres formations politiques. Seul M. Galley, ministre de la coopération, était absent. A l'issue du repas auquel assistaient donc MM. Guichard, Bourges, Boulin, Ansquer, Bord, Rufenacht, Poncelet et Stirn, M. Barrot s'est contenté de déclarer: « Nous avons parlé de choses intéressantes. J'aurais dit que je serais étonné de mes propos. J'en suis même avare. »

Au cours de ce déjeuner, M. Barrot se référant à son audition la veille par le bureau du groupe U.D.R. (le Monde du 18 novembre), a estimé que les parlementaires n'étaient pas suffisamment informés et qu'ils ne possédaient pas assez les données des problèmes. M. Giscard d'Estaing a demandé en conséquence aux ministres U.D.R. d'être davantage présents auprès des parlementaires de ce groupe et de leur démontrer que « l'action du gouvernement n'a pas dévié ». Plusieurs ministres ont insisté

sur une certaine incompréhension des députés U.D.R. à l'égard des décisions gouvernementales. Si M. Giscard d'Estaing leur a demandé de déployer leurs efforts pour que soit reléguée la question préalable qui doit être opposée au projet de réforme du F.M.I. II, il a reconnu aussi qu'il convenait d'éviter tout ce qui pourrait apparaître comme une provocation avant les assises U.D.R. du 5 décembre. En conséquence, le projet accordant les pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne de Strasbourg, qui devait être discuté le 2 décembre, pourrait être repoussé.

Le même M. Giscard d'Estaing a justifié la création d'un rassemblement des « non-gaullistes » présentée par M. Poniatowski n'était pas une formule très adéquate, mais il a souligné aussi que le rassemblement porté par l'U.D.R. ne se fasse pas au détriment des autres formations de la majorité. Plusieurs ministres ayant fait remarquer que le groupe parlementaire pouvait ne pas entièrement « contrôler » le mouvement U.D.R. et le futur rassemblement, M. Stirn a suggéré que le président de la République

pourrait lui-même s'engager publiquement afin de ne pas laisser à M. Chirac le monopole des initiatives.

### M. MENDES FRANCE : M. Giscard d'Estaing est conditionné par sa majorité

M. Pierre Mendès France, ancien président du conseil, qui était mardi 16 novembre l'invité d'Europe 1, à l'occasion de la réédition de son livre *Chirac dans la collection « Livre de poche »*, a notamment déclaré à propos de M. Giscard d'Estaing: « Je le crois de bonne foi, je crois aussi qu'il se sent continuellement conditionné par toute une conception globale de la politique, de son entourage, de sa majorité, de son entourage, de sa majorité... »

« Le fait est que nous l'avons vu au ministère des finances prendre un grand nombre d'initiatives, et, quelles qu'aient été les déclarations, en fait, les mesures, les décisions qui ont été prises pendant toute cette période étaient à sens unique. »

« Il est vrai que le traité de Rome prévoit qu'une assemblée parlementaire sera à un certain moment élue au suffrage universel, mais cela depuis vingt ans. Pourquoi lancer ce pari dans la mare à un moment où il y a mieux à faire. »

M. Guéna a conclu sur ce point: « Coopération européenne, oui; défection de souveraineté, non. » Le secrétaire général de l'U.D.R. a encore indiqué: « L'U.D.R. ne pratique pas la politique du « caucus » ou du « qui mais ». Si en dehors de la politique d'indépendance nationale, nous pourrions reprendre notre soutien au gouvernement, mais nous n'en sommes pas là. »

A propos du comportement actuel des gaullistes et de l'attitude de M. Chirac, M. Guéna a indiqué: « Notre démarque est claire. Nous visons la victoire de la majorité aux prochaines élections. Sinon ce serait un calcul misérable et vain. (...) Nous avons deux adversaires: le parti communiste, qui est un peu en perte de vitesse, et le parti socialiste, qui met en avant les notions d'unité, de renouveau, de stabilité qui ne sont en réalité que des supercheries. Je crois que la gauche commence à pénétrer. »

Evocant le rassemblement qui sera lancé le 5 décembre, M. Guéna a déclaré: « Dans ce rassemblement, la première place reviendra à Jacques Chirac. Je l'y aiderai et ensuite je le secondrai. Il n'y aura pas de « caucus ». M. Jacques Chirac-Delmas est avec nous et y restera. Il est évident pour tout le monde que le mouvement gaulliste existe et continuera à exister. De Gaulle a réussi à surmonter le clivage entre la droite et la gauche. Il faut prendre un nouveau départ. »

Répondant à une question sur le regroupement des « non-gaullistes » de la majorité, M. Guéna a dit: « Il y a chez les éléments centristes de la majorité une tendance à essayer de se regrouper et une certaine tendance à ne pas y réussir. Si l'on nous annonce un nouveau rassemblement, nous l'attendrons avec sérénité. »

Le parti socialiste avait aussi son héros en la personne de M. Louis Eyraud, élu le 14 novembre dans la Haute-Loire, et qui a aussitôt été mis en vedette en intervenant à la demande de son groupe, dans la séance consacrée aux questions.

Des que M. Eyraud s'est levé pour prendre la parole, les élus socialistes et la plupart des communistes se sont levés eux aussi et l'on applaudit pour donner la réplique à l'ovation que la majorité avait réservée à M. Chirac.

## Obviation pour le nouveau député de la Corrèze

L'entrée de M. Chirac à l'Assemblée nationale avait été minutieusement réglée, mercredi 17 novembre vers 15 h 20: alors que M. Barrot venait de répondre à une question de M. Mubedont (P.S.), le nouveau député de la Corrèze a pénétré dans l'hémicycle, accompagné de M. Tiberi, réélu député U.D.R. du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., et de M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire.

Aussitôt, les élus de la majorité se sont levés et ont longuement applaudi leur nouveau collègue, tandis que celui-ci serrait la main de M. Barrot et gagnait sa place, au quatrième rang derrière le banc du gouvernement. On notait toutefois que M. Jean Royer, député non inscrit, était demeuré assis et n'applaudissait pas, tandis que MM. Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, et Claudius-Petit, député réformateur, tout en restant assis, applaudissaient le nouvel élu.

M. Eyraud (P.S.) en vedette

Le parti socialiste avait aussi son héros en la personne de M. Louis Eyraud, élu le 14 novembre dans la Haute-Loire, et qui a aussitôt été mis en vedette en intervenant à la demande de son groupe, dans la séance consacrée aux questions.

Des que M. Eyraud s'est levé pour prendre la parole, les élus socialistes et la plupart des communistes se sont levés eux aussi et l'on applaudit pour donner la réplique à l'ovation que la majorité avait réservée à M. Chirac.

M. Tixier Vignancour : le frisson bonapartiste.

M. Tixier - Vignancour, ancien président de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (extrême droite), a déclaré mercredi à Nice qu'il voyait en M. Chirac « l'homme de demain, grand rassembleur de foules, espoir de la patrie », et a ajouté: « J'ai cru discerner, dimanche soir, dans une circoscription corrézienne, le frisson bonapartiste, celui qu'on sentait, par exemple, de Gaulle et le maréchal. »

M. Pierre Messmer, qui a annoncé son intention de disputer la présidence du conseil régional de Lorraine à M. Jean-Jacques Servan - Schreiber (le Monde du 3 novembre), en janvier prochain, a publié une déclaration dans laquelle il estime que l'action du député réformateur à la tête de cette assemblée « s'immisce dans les affaires qui ne sont pas de la compétence régionale, empiète sur les fonctions de l'administration et est extrêmement personnelle. »

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »

M. Jean-Louis Fourcade, ministre de l'équipement, président des clubs Perspectives et Egalités, écrit dans l'editorial du journal de sa formation (à paraître le 22 novembre): « Démocratie française doit permettre d'amplifier, derrière le président de la République le grand rassemblement qui s'est déjà manifesté en sa faveur lors des élections présidentielles. Ce rassemblement n'est concevable, dans la majorité, qu'autour du chef de l'Etat. »



## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le Conseil des ministres s'est réuni le mercredi 17 novembre 1976 au Palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

#### UN COLLECTIF DE CONSTITUTION

Le conseil a adopté la troisième partie de la loi de finances rectificative pour 1976. Le président de la République a souligné que ce texte est un acte de gouvernement qui assure la continuité des dépenses dont le principe avait été arrêté avant le lancement du programme gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Les charges sociales nouvelles s'élèveront à 7 553 millions de francs. Elles correspondent à un montant brut de dépenses supplémentaires de 13 187 millions de francs, partiellement compensées par 1 850 millions de francs d'amortissements de crédits et 2 293 millions de francs de recettes supplémentaires.

Les principales ouvertures de crédits nouvelles concernent les interventions sociales (3 322 millions de francs), les rémunérations des enseignants des lycées publics et privés (2 948 millions de francs), les entreprises nationales (3 924 millions de francs).

Le projet de loi de finances rectificative comporte également quelques mesures législatives, portant notamment sur l'application d'un taux réduit de T.V.A. aux produits agricoles d'origine humaine, l'application aux zones d'intervention foncière du régime fiscal des zones à urbaniser en priorité, l'extension du régime fiscal des emprunts à l'étranger à une nouvelle forme de crédits utilisés aux marchés internationaux ainsi qu'une répartition différente de la contribution patronale à l'effort de construction et au financement du Fonds national d'aide au logement.

#### STATIONS RADIOÉLECTRIQUES PRIVÉES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui modifie des dispositions du code de P.T.T. relatives aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant des stations. Ce projet prévoit que certaines infractions, jusqu'ici passibles de pénalités correctionnelles, relèveront désormais, en cas de récidive, du régime des contraventions.

#### M. BARRE EN ÉGYPTÉ

Le premier ministre a rendu compte de la visite officielle qu'il vient

d'effectuer en République arabe d'Égypte. Il a souligné la large convergence de vues entre les gouvernements des deux pays sur les principaux problèmes internationaux. L'accord a été mis en particulier sur la conviction des deux gouvernements de la nécessité de parvenir, en ce qui concerne le conflit du Proche-Orient, à un règlement à bref délai. La France et l'Égypte se sont déclarées prêtes à apporter leur appui à tout effort permettant de maintenir l'unité, l'indépendance et l'intégrité du Liban.

Sur le plan économique, les conversations du premier ministre se sont traduites par de nouveaux développements de la coopération entre les deux pays. Ont été signés, en présence du premier ministre, trois accords portant sur :

— La participation de l'industrie française à la réalisation du métro du Caire ;

— La coopération franco-égyptienne pour l'équipement de la radio et de la télévision et notamment en ce qui concerne la production et la diffusion selon le procédé SECAM ;

— La réalisation par l'industrie française d'un tunnel sous le canal de Suez.

Le principe de la négociation dans les prochaines semaines d'un nouveau protocole financier permettant de nouveaux développements des relations économiques franco-égyptiennes a également été arrêté.

#### SITUATION INTERNATIONALE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte au conseil des ministres de la session du Conseil des Communautés des 15 et 16 novembre 1976. Cette réunion a été principalement consacrée à l'examen de la contribution que la communauté doit apporter aux travaux de la conférence sur la situation économique internationale.

au moment où celle-ci aborde la phase finale de ses travaux.

Les ministres des affaires étrangères ont d'autre part participé, en marge du conseil, la réunion du Conseil européen qui doit se tenir à La Haye les 23 et 24 novembre prochains.

Le ministre des affaires étrangères a également fait une communication sur l'évolution de la situation au Liban qui paraît marquée par un progrès sensible vers un retour à la paix et vers un fonctionnement normal des institutions légales.

« Au cours du conseil », a précisé le porte-parole de l'Élysée, « il y a eu un long échange de vues sur l'Europe, auquel ont participé le premier ministre, les ministres d'État, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'équipement. Cet échange a permis de préciser la position de la France en vue des prochaines conférences européennes ».

#### LES ENTRETIENS FRANCO-BRITANNIQUES

Le président de la République a évoqué les entretiens franco-britanniques qui se sont déroulés à Rambouillet, les 11 et 12 novembre. C'était la première fois, a rappelé le président, que ces entretiens avaient lieu dans le cadre des consultations régulières dont le principe avait été adopté au mois de juin à Londres.

En se félicitant du climat ouvert et amical des conversations qu'il avait eues avec le premier ministre et les membres du gouvernement britannique, le président a souligné que cette première rencontre avait confirmé l'utilité de cette méthode de consultation.

Les deux gouvernements avaient ainsi l'occasion d'examiner les principaux problèmes d'actualité, et de comparer leurs positions respectives. La compréhension mutuelle qui en résulte contribuait très utilement à éclairer les décisions qu'ils étaient amenés à prendre chacun par son compte.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Paris

#### IMPOTS LOCAUX : + 14 % EN 1977

Les députés communistes de Paris ont déposé mercredi 17 novembre, l'interpellation dont suit le texte en matière de fiscalité et d'aide de l'État, par rapport aux autres villes françaises. M. Henri Fiszbin, député communiste du dix-neuvième arrondissement, a notamment déclaré : « La Ville doit toujours inscrire à sa charge, au budget spécial, la police, le quart des dépenses décidées par l'État. Pour les grandes villes, actuellement, la contribution résulte de la multiplication du taux de 3,30 francs par habitant. Paris, dans les mêmes conditions, verse 7 650 francs. Or le contingent versé a été, en 1976, de 264 millions de francs. La capitale a été pénalisée de 196,3 millions ».

Le budget 1977 de la Ville de Paris (de budget du futur maire) s'établit comme suit : dépenses de fonctionnement, 7 milliards de francs (soit une augmentation de 10 % par rapport à 1976) ; investissements, 1 milliard. Les impôts augmenteront de 13 % à 14 %.

Il est à noter que c'est la première fois que les députés communistes ont déposé une interpellation au cours d'une conférence de presse le budget de la capitale. « Nous ne pouvons passer outre les mesures d'austérité décidées contre Paris qu'en l'absence », a confié M. Fiszbin. « Ce réajustement ne conduit-il pas logiquement les sept députés communistes de Paris à se présenter aux prochaines élections municipales ? »

En ce qui concerne le mandat, le parti communiste accepte pourtant une exception à ce principe à Paris, où M. Louis Ballot est député du 18<sup>e</sup> et conseiller de Paris.

### LES PROJETS D'AIR FRANCE

(Suite de la première page.)

Pourquoi le coût du siège-kilomètre offert par Air France a-t-il augmenté de 1 % entre 1970 et 1975 quand il baissait de 10 % pour K.L.M. et de 11 % pour Swissair ?

On incrimine une mauvaise rotation des appareils. Les Boeing-747 français volent chaque jour en moyenne pendant neuf heures trente et une, tandis que leurs homologues allemands fonctionnent pendant dix heures trente-huit. Le matériel est hétérogène (sept modèles d'avions et sept modèles de réacteurs) et vétuste. Les Caravelles, dévourées de carburant, coûtent 20 millions de francs supplémentaires par an. Les dépenses de personnel sont plus élevées que dans n'importe quelle autre compagnie européenne. Le rapport note que : « la productivité globale du personnel au sol n'est pas entièrement satisfaisante » et que « le coût salarial par agent du personnel navigant est supérieur de 30 % à celui de Lufthansa ou de Swissair ».

Enfin, l'État oblige la compagnie nationale à maintenir en service les Caravelles, la force à s'installer à Roissy-Charles de Gaulle, lui impose des tarifs préférentiels pour la Corse, l'invite à participer à la formation du personnel navigant. Au total, c'est à 262 millions de francs qu'Air France évalue le manque à gagner imputable à son principal actionnaire.

Dans sa deuxième partie, l'étude aborde « les éléments de la stratégie ». A la différence de Lufthansa, Air France ne peut pas se contenter d'avoir un point de vue strictement économique. Elle ne peut pas multiplier les licenciements. Elle achète de préférence à l'industrie aéronautique française. Elle a pour mission de démocratiser le voyage aérien.

Cinquième exportateur de France, elle doit ramener un maximum de devises. Aussi les dirigeants d'Air France maintiennent-ils le gouvernement devant ses responsabilités : « Il est de l'intérêt commun que l'État n'impose à Air France aucune contrainte excédant celles qui supportent normalement les autres compagnies (...), sans qu'il ait été tiré par un contrat préalable des compensations équitables ».

En matière de politique du personnel, il conviendrait toutefois de continuer la négociation sur les rémunérations, de réduire les inégalités, d'éviter les licenciements, de compléter les effectifs. En matière de politique commerciale, priorité sera donnée au trafic d'affaires. La filiale Air Charter International pourrait se développer jusqu'à contrôler 45 à 50 % du trafic à la demande vers l'étranger. Vers 1980, la flotte sera devenue plus homogène et comprendra seulement quatre types d'appareils : Boeing-747, Airbus, Mercure-200 et un nouvel appareil de cent places à déterminer. Le « plan opérationnel » pour les

années 1977, 1978 et 1979, tel qu'il est exposé dans la troisième partie de l'étude, retient deux hypothèses de croissance du trafic passagers : 6 % et 8,3 % — correspondant aux prévisions internationales. En fonction de ces hypothèses, des améliorations seront apportées au réseau et de nouveaux appareils entreront en service... si le gouvernement autorise l'achat d'avions étrangers comme les Boeing-737 et 727.

Le plan triennal prévoit aussi de limiter la progression des hauts salaires du personnel navigant. Il recherchera une meilleure utilisation des équipages. Quant à l'exploitation de Concorde, elle ne pourra se poursuivre « que dans le cadre d'un contrat avec l'État lui assurant la couverture des déficits ».

Les résultats de cette gestion plus rigoureuse risquent cependant d'être décevants : « Les actions de progrès permettraient d'amorcer un redressement relatif de la situation, mais ne conduiraient pas à l'équilibre durant la période triennale 1977-1979 », écrivent les auteurs du rapport. D'autre part, il faudra continuer à investir. Or, « l'investissement de la compagnie sera négatif ». L'État devra donc apporter 1 ou 1,6 milliard de francs sur les 4,99 milliards de francs (hypothèse basse) ou les 6,5 milliards de francs (hypothèse haute) nécessaires.

Ces « éléments » paraissent avoir « beaucoup déçu » le personnel d'Air France ainsi que M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement. Et M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, qui attendait à des propositions plus précises. Le comité central d'entreprises, réuni le 16 novembre, a critiqué la faible expansion annoncée, la productivité accrue réclamée au personnel ainsi que le report sur celui-ci de la responsabilité de maintenir actuel. Le moton conduit : « En aucun cas, ne peuvent être acceptées des atteintes au statut du personnel, ni des entraves à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés d'entreprises ».

Comment expliquer la timidité du plan de redressement alors que M. Giraudet a déjà mené à bien, à la R.A.T.P., l'élaboration d'un plan d'entreprise ? Arrivé à la tête d'Air France, en novembre 1975, il s'est trouvé placé « entre l'ancien et le nouveau ». Le nouveau, c'est l'État, qui assène à Air France ses décisions politiques. L'ancien, c'est le personnel, qui a la volonté et les moyens de défendre ses droits acquis. M. Giraudet semble avoir voulu procéder de façon souple et progressive : le document publié ces jours-ci est donc une sorte d'essai destiné à amorcer le dialogue qui devrait aboutir dans un an à la publication, cette fois-ci, d'un véritable plan d'entreprise.

ALAIN FAUJAS.

## SPORTS

### VICTORIEUSE DE L'IRLANDE PAR 2 A 0

### L'équipe de France préserve ses chances de qualification pour la Coupe du monde de football

A défaut de constituer dès à présent une grande équipe nationale, les footballeurs français ont déjà trouvé et conquis un public, mercredi 17 novembre au Parc des Princes. Mis en appétit et en confiance par les tribulations de cette équipe à Sofia et par les performances des Stéphanois en Coupe d'Europe, les spectateurs ont pourtant dû rester sur leur faim toute la première mi-temps de ce France-Irlande, deuxième rencontre en poule de qualification à la Coupe du monde 1978. Une décevante équipe irlandaise avait alors le plus transaillamment du monde monopolisé le ballon et anéanti les espoirs de la France. Les Français manquant encore un peu de maturité.

Mais, dès la reprise, ce fut le coup de théâtre. Les Irlandais recommençaient le petit jeu de passes latérales, mais Johnny Gilles, leur capitaine, tardait un peu à dégaier un ballon. Didier Six le contraind. Michel Platini, qui ne marchait pas encore quand l'Irlandais signa son premier contrat de professionnel, s'en empara prestement et allait ouvrir le score. La jeunesse s'imposait. Celui que l'on surnomme « long-temps » le « général » de Leeds pour sa valeur de stratège venait de se faire bêtelement piéger par deux franco-irlandais embusqués aux avant-postes, le jour historique où il égalait le record des sélections (quarante-sept) pour son pays.

Il fallait pourtant plus que cette escarmouche pour déjouer cette légion de footballeurs irlandais opérant tous en Angleterre et mobilisés sous la bannière celtique pour cette croisade aux accents gaéliques.

Heureusement pour les Français, Michel Hidalgo, le sélectionneur national, avait profité de la mi-temps pour apporter quelques relâches et équilibrer sa défense. Ainsi, Dominique Bathenay avait en charge la jeune Liam Brady, qui avait trop souvent échappé à Raymond Kérouz.

Dès lors, cette défense allait retrouver sa maîtrise en deuxième mi-temps en utilisant, par exemple, avec bonheur à onze reprises le piège du hors-jeu, à la manière d'un coupe-jeu, pour maintenir les Irlandais à l'écart. Mais, dans ce va-et-vient incessant d'attaquants enfin débarrassés, les Français se créaient les meilleures occasions de but. A peine quatre minutes après Michel Platini, Martin Trésor battait à son tour Mick Kearns, mais l'arbitre yougoslave, M. Maksimovic, décevait dans cette action un contrôle préalable de la main et refusait le but. Cinq minutes plus tard, c'était au tour de l'Irlandais Frank Stapleton de se voir annuler pour un hors-jeu l'essai d'un but encore plus indiscutable.

Des deux visages de ces Irlandais, lequel fallait-il le plus admirer : celui, peu conforme à leur tempérament, des joueurs d'échecs de la première mi-temps ou celui de cas « desperados » au grand cœur brûlant leurs dernières forces dans une bataille mal engagée ? Au moins permirent-ils aux Français de montrer leur vrai visage : non pas celui d'une formation sûre et maîtrisée d'élite-mold, mais celui d'une équipe en devenir, courageuse et talentueuse, mais gâchée encore par maladresse ou précipitation un trop grand nombre d'occasions.

Ainsi fallait-il attendre les trois dernières minutes pour voir Dominique Bathenay assurer le succès français, ce que Lacombe (74<sup>e</sup> minute), Rouyer (70<sup>e</sup> minute) et Six (80<sup>e</sup> et 87<sup>e</sup> minutes) auraient dû réussir auparavant. Avec une victoire contre l'Irlande et un match nul contre la Bulgarie, l'équipe de France a néanmoins pris un bon départ dans la Coupe du monde 1978. Il lui reste deux saisons pour confirmer ces promesses et parvenir peut-être à maturation sous le soleil argentin.

GERARD ALBOUY.

**CLASSEMENT DU GROUPE V**  
1. France, 2 m. 3 pts ; 2. Bulgarie, 1 m. 1 pt ; 3. Irlande, 1 m. 0 pt.  
Matchs à jouer : 30 mars 1977 : Irlande-France ; 15 juin 1977 : Bulgarie-Irlande ; 12 octobre 1977 : Irlande-Bulgarie ; 18 novembre 1977 : France-Bulgarie.

**AUTRES RÉSULTATS**  
\*Italie b. Angleterre : 2-0  
\*R.D.A. et Turquie : 1-1  
\*Portugal b. Danemark : 1-0  
\*Slovenie b. Pays de Galles : 1-0

**BASKET-BALL** — L'équipe de Villeurbanne a été battue par 92 à 83 le 17 novembre, à Vienne, 3<sup>e</sup> match aller de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe par l'A.B.C. Trend.

### Faits et projets

#### Transports

**CONCORDE A DALLAS ?** — La compagnie américaine Braniff International envisagerait un accord avec la British Airways pour l'exploitation de Concorde entre Dallas et Washington.

**MARIAGE CONCLU ENTRE LA TRANSAT ET LES MESSAGERIES MARITIMES.** — Les conseils d'administration de la Compagnie générale transatlantique et de la Compagnie des messageries maritimes, réunis le 16 novembre, ont adopté le principe de la fusion de ces deux compagnies. La fusion des deux

sociétés d'économie mixte, se traduira par la création d'un holding et devra intervenir d'ici à trois mois.

#### Qualité de la vie

**DIOXINE DANS LES RUES DE MILAN.** — Des traces de dioxine, substance nocive qui s'était échappée le 10 juillet dernier de l'usine Icmo-Sa, à Seveso (Italie), ont été découvertes 20 kilomètres plus au sud, dans les rues de Milan, où des prélèvements de boues avaient été faits. Dans ces boues apportées par les inondations du mois d'octobre, la teneur de la dioxine est quatre fois inférieure aux normes retenues pour la sécurité.

Marianne et Gavroche répondent à M. le Président de la République dans

**la gazette**  
libérale... et avancée  
Nouveau mensuel 32 p. 5 F

**CADEAUX**  
**PROUVEZ-LEI QUE VOUS LE COMPRENEZ BIEN.**

**SELEX**  
festival des accessoires jusqu'au 24 décembre

**Galerias Lafayette**

الصحافة الحرة



# Le Monde

une semaine avec

## L'AQUITAINE

### Culture...cultures

● **Bordeaux c'est loin, dit-on à Pau. La culture en Aquitaine ? Chaque ville, chacune dans son coin, essaie d'inventer sa propre culture.**

EN Aquitaine, il est difficile de naviguer d'après la carte de la décentralisation culturelle. Les phares sont rares, de portée limitée, on les repère seulement en arrivant tout près. Quelques balises éclatantes rassurent au passage celui qui aurait pu se croire perdu dans les eaux profondes de l'indifférence satisfaite. Les réponses se ressemblent : « Non, il ne se passe pas grand-chose par ici. Il y a bien un groupe de jeunes qui avaient essayé, mais... Il y a bien un festival, mais nous n'y allons jamais... Si, tout de même, les films nouveaux passent presque en même temps qu'à Paris, juste après. Avec-vous visité le musée ? »

Le voyageur se demande s'il ne serait pas bon de regagner le grand port. « Bordeaux, c'est loin, dit-on à Pau. Entre eux

et nous les liens sont fragiles. Le désert des Landes nous sépare. Nous avons notre université, notre centre socio-culturel... Périgueux accueille les tournées de la Compagnie dramatique d'Aquitaine, mais aussi celles du C.T.L. (venir de Limoges), du CROCO (de La Rochelle). A Agen, Toulouse est proche, et l'on se sent plus proche de Toulouse. Ainsi, capitale administrative de cette vaste et diverse région ne semble guère exercer l'attraction d'un pôle culturel. Et pourtant la ville de Bordeaux, une des premières à avoir signé une charte culturelle, consacre près de 15 % de son budget à la culture.

Le théâtre à Bordeaux, c'est la C.D.A. — la Compagnie dramatique d'Aquitaine, — qui entame sa dixième saison

en présentant « Marie-Madeleine ». Adaptation du texte de P.X. Kroeber, la pièce est créée pour la première fois en France, dans la mise en scène de Raymond Paquet, directeur de la C.D.A. Dommage... l'histoire banale, grave et dure racontée par un observateur lucide, du désespoir chez les petits-bourgeois est devenue une sorte de comédie naturaliste. Sur la voie du néoréalisme, les acteurs se sont égarés, et les spectateurs — rares — ont boudé. Il fallait vraiment froid sous les voûtes de l'entrepôt Lainé.

Ainsi la troupe de Raymond Paquet — cinq comédiens permanents, d'autres temporaires — crée trois ou quatre spectacles par an. Elle présentera pour Noël « Cabaret rétro... » ou la Dernière Clémence. Après, le Barlier de Séville, puis une soirée Obaldia. Ces créations partiront en tournée dans la région. Cette année, la compagnie prévoit de rester plus longtemps dans chaque ville visitée. D'autre part, la C.D.A. accueille une dizaine de spectacles dont quatre présentés par Chaillot-Théâtre national, ceci aux termes d'un accord portant sur trois années (« expérience » tentée depuis la signature de la charte culturelle municipale). La ville de Bordeaux accorde environ 700 000 F à la compagnie, le secrétariat d'Etat à la culture 200 000 F, quelques fonds de différentes provenances viennent en sus.

Les critiques à l'égard de la C.D.A. sont nombreuses et d'origines diverses, elles ne sont pas nouvelles. Mais la perspective de la création d'un Centre dramatique national, à l'issue du contrat avec Chaillot, éveille d'autres passions. Face à ce projet, une sorte d'unanimité se crée, « régionale » si l'on peut dire.

Heidelin arrive à Bordeaux le 28 janvier 1982 pour être précepteur chez un riche négociant en vins, le docteur Ch. Meyer, consul de Hambourg.

MATHILDE LA BARDONNIE  
(Lire la suite page 22.)

### Des corsaires sur le gazon

● **C'est peut-être l'esprit des corsaires de jadis qui fait de ces paisibles mangeurs de piperades les meilleurs animateurs de la fête du rugby.**

APRÈS un long séjour à Londres, un Africain rentre dans son pays de savane. Sous l'arbre à palabres, le village est rassemblé pour entendre son récit : « Raconte... » Long silence sur le sable chaud. Puis : « Ces Européens, ce qui fait leur force, ce sont les rites aggrés... Le samedi, ils s'assemblent en cercle autour d'un espace herbeux. Trente d'entre eux entrent en courant, vêtus de costumes de couleurs vives. Les suit un homme vêtu de noir. Soudain, cet homme siffle : et il se met à pleuvoir ! »

Nul sifflet n'avait encore retenti ce samedi-là à Bellocq, village niché près de Salles, au carrefour des Landes, du Béarn et du Pays basque, bien que le grand homme du cru, maître de surcroît, M. Georges Domercq, fût l'un de ces « hommes vêtus de noir », et le meilleur du monde : mais il pleuvait déjà. Il pleuvait si fort qu'il ne put m'emmener à la chasse à la palombe, chasse larmoise et sans fusil, cruelle pourtant comme toutes les chasses, qui fait l'enchantement de ces hommes très doux voués au sport violent qu'est le rugby.

Comment ces gais et de cèpes peuvent-ils se préparer ainsi aux galopades et empougnades du jeu à XV ? Comment ces attentes bayardes et gastronomiques forment-elles les ouvriers fantasques, les ailiers volants, les « flankers » aux volutes conquérantes ? Il y a là une énigme plus hermétique que celle que s'efforçait de déchiffrer l'Africain des savanes, inondé d'averses britanniques.

Bellocq est une ancienne « bastide », une forteresse protestante démantelée après la

révocation de l'édit de Nantes. Survivent un château effondré, mais gaillard encore comme un marqueur d'essai dans l'en-but adverse ; un tracé de rues millitaires, et un temple écarté, dédaigneux de faire face à l'église triomphante que blasonnent des vaches très landaises ; et Georges Domercq, maire protestant, qui a survécu

à la révolution de la tête au pied.

Domercq, c'est un duet au teint clair, au cheveu clair, au regard clair. Pas plus de ventre que Rimbaud à dix-sept ans. Un visage qui rit gravement, comme celui des gens qui aiment le plaisir. Une épouse catholique qui ne juge pas utile de le couvrir d'un regard romain ; et une fille qui, à douze ans, s'offre pour ses lectures du soir l'Eloge de la Jolie. L'agriculture (vigne, maïs) est son métier ; la mairie, sa fonction ; le rugby (amateur, c'est-à-dire celui des arbitres), sa passion. Avec naturellement la reconnaissance d'une hiérarchie entre la fonction — acceptée — et la passion vécue.



★ Dessin de Chenev.

sans suivre l'exemple du roi Henri, par la simple vertu de la protestation. Et Dieu sait s'il faut protester, dans ce monde-là, contre toutes les Saint-Barthélemy qu'infirmité au jeu, au plaisir, à la fête, les règles, les gendarmes et les lourds gestionnaires de l'Etat-

rugby, ce permanent concile des Trentes.

Le jour où il fut élu, à la tête d'une équipe de copains qui s'étaient mis en tête de déferler un vieux maître inamovible, il arbitrait, à Toulouse, Agen, Auch, en sélections de finale. A Bellocq, on l'attendait vers 8 heures. Tout était prêt pour l'accueillir, flonflons, rosé frais et guirlandes. Mais les avant-sauvagnats avaient du cœur au ventre. Ils forcèrent les Agenais à jouer les prolongations et, ratant son train et son arrivée au pouvoir, Georges Domercq regagna sa forteresse huguenote, enfin prise, à l'aube et tout seul.

Le rugby puise-t-il ici de force d'être une retombée lointaine et réussie des guerres de religion ? Béarnais huguenots contre Basques catholiques ? Gens d'albret avides de prendre des revanche de bûchers et de dragonnades sur les gendarmes de Bigorre ou de Chalosse ? Ils nous brûlaient, hein ? Nous, on les plaquait, et aux jambes ! Est-ce donc ça qui rend si pugnaces ces Basco-Béarnais des Landes ?

« Eh non ! fait Domercq. De mon temps, quand j'étais allier à Puyô, nous ne pouvions guère jouer, nous les protestants. Ce n'est pas qu'on nous écartait du terrain, comme nos pères anciens combattants fétidés du monument aux morts, le 11 novembre : mais nous avions l'office de l'après-midi, nous, alors que nos copains catholiques pouvaient se contenter de la messe de 8 heures... »

FRANÇOIS BILLETDOUX.  
(Lire la suite page 22.)

JEAN LACOUTURE.  
(Lire la suite page 23.)

### Bordeaux University

● **Le plus grand campus d'Europe aux portes, mais bien loin encore, de la capitale régionale.**

LORSQUE M. Jacques Chaban-Delmas décida, il y a une vingtaine d'années, la création d'un campus à l'américaine en périphérie de Bordeaux, l'incertitude et l'étonnement saisirent tout à la fois les édiles, les universitaires et plus largement la bourgeoisie locale. Des siècles de tradition étaient bousculés, les enfants de l'élite bordelaise n'allaient plus mettre leurs pas dans les traces de leurs ancêtres, place de la Victoire pour les futurs médecins et pharmaciens, place Pey-Berland pour les futurs avocats et magistrats, cours Pasteur pour les futurs professeurs de sciences ou de lettres...

Pourtant, chacun reconnaissait qu'il était temps de faire quelque chose. La vieille université éclatait sous la pression démographique. Le cours magistral étant encore l'activité principale dans l'enseignement supérieur, les amphithéâtres débordaient : l'athénée, vaste salle municipale, plusieurs étages de la ville servaient de coup-plin. Les responsables universitaires se tournèrent ensuite vers un terrain de quelques hectares, à l'emplacement des anciens abattoirs, cours de la Marne. On fit des plans, et une première pierre fut posée. Mais le maître de Bordeaux voyait grand. Un espace

fut trouvé à Talence, commune suburbaine : planté de pins, à la limite du vignoble, il était encore territoire de chasse et lieu de cueillette de champignons quand les bulldozers attaquèrent.

Le reste suivit. Après les sciences, les lettres et le droit plantèrent leurs bâtiments dans la plaine. L'éducation nationale, à l'époque grande bâtisseuse, construisit résidences d'étudiants et restaurants. De Talence, le « domaine universitaire » s'étendit sur Pessac, puis sur Gradignan. Aujourd'hui, c'est dit-on, le campus le plus vaste d'Europe : 230 hectares, 18 kilomètres de routes intérieures (autant d'égoûts et de câbles pour le réseau de lampadaires), 386 150 mètres carrés de constructions au sol (dont 275 000 mètres carrés pour l'enseignement, soit quatre fois et demie les locaux existant initialement), trois restaurants universitaires distribuant un million huit cent mille repas par an, six villages offrant quatre mille chambres d'étudiants, un bureau de poste... Une ville, donc, abritant près de vingt-cinq mille étudiants et plusieurs milliers d'enseignants, de chercheurs, de personnels universitaires divers.

Sans compter qu'autour du domaine sont venus s'installer peu à peu d'autres établissements d'enseignement, notamment l'école d'architecture, l'école nationale de travaux agricoles (ENITA), l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), l'institut régional de formation de travailleurs sociaux, l'école internationale d'administration dépendant de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, ainsi que trois lycées possédant des sections post-baccalauréat.

Une ville ? Vraie... Une fausse ville plutôt. Un espace occupé par vagues successives, sans idée directrice, sans logique, sans plan apparent. Une ville, pourtant, avec des problèmes analogues à ceux de toutes les communes. L'eau, par exemple : les scientifiques, à eux seuls, utilisent dans leurs laboratoires plus d'eau que toute la ville de Talence (38 000 habitants). Il a donc fallu, dès la construction, procéder à un forage spécial ; puis, le campus lui-même a été doté d'un réseau autonome d'alimentation avec son château d'eau.

L'étendue du domaine n'est pas sans causer des soucis au gestionnaire du campus, le président de l'université Bordeaux-III.

YVES AGNÈS.  
(Lire la suite page 22.)

### François Billetdoux : ondes courtes

● **Chargé de mission à la présidence de Radio-France, François Billetdoux explique l'insuffisance et l'adaptation des « messages » que Paris adresse à la province.**

M EME en France, où l'indignation s'épuise très vite en colloques ou en démarches administratives, on se scandaliserait si « le législateur » décidait, par exemple, d'interdire les chemins vicinaux, d'imposer sur les principales autoroutes la circulation dans un seul sens, de conférer à un groupe de spécialistes la propriété de fait du train à grande vitesse (T.G.V.) Paris-Lyon en l'autorisant à sélectionner à son gré les voyageurs et les marchandises, ou encore de réglementer l'usage du « téléphone arabe ».

En gros... (très « en gros ») — c'est pourtant ce qu'il se passe en ce qui concerne les « autres » moyens de communication, représentés par les techniques dites nouvelles : spécialement celles qui transportent la parole et l'image vivantes, bien qu'elles ne contiennent qu'une part très minime des différents médias en usage. Ce qui vaudrait qu'on s'interroge « au fond ». Mais sur quoi ?

Lors de la récente Biennale internationale de l'information, le constat d'une sur-abondance et d'un « bombardement » intensif d'informations, lié au développement de l'audio-visuel, a fait l'objet des craintes exprimées par le professeur Jacques Lévy, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, comme de Jean Foucault, philosophe concret, pourrait-on dire, et

donc la formation de base — il importe de le noter ! — est celle d'ingénieur.

En posant, l'un le problème du « défaut de communication » — soit de l'absence d'un système d'échanges — et l'autre, celui du « besoin de réflexion et de méditation » — c'est-à-dire en somme d'un certain silence — n'auraient-ils pas ainsi défini le champ de l'interrogation à poursuivre, entre deux formes de vide ou d'appel ?

Lorsqu'à son tour, Jean Caseneuve, président de T.F. 1, demande si « l'information est un spectacle », est-il possible de répondre non ? Non. Dans

ses formes quantitativement les plus répandues, elle n'est rien d'autre. Il faut se demander : à quel sert-elle ?

Il serait instructif à cet égard de mettre bout à bout les éléments télévisés du 14 mai et du 14 juin 1968. Les petits pas de M. Kissinger. Quant au succès de Roger Gicquel au petit écran, il ne dépend pas de son métier d'informateur soucieux d'exactitude : ni de la nature, ni du choix des informations, ni de leur illustration, mais de son « art » à les recevoir et à les retransmettre en tant qu'homme sensible aux nouvelles du jour.

Il est possible qu'au-delà du système de marketing prodigé pour les sondages d'opinion le « gaspillage » actuel des informations ait un sens profond et d'une certaine façon formateur jusque dans son désordre même. Qu'il oblige à la débrouillardise et qu'il provoque à la longue un désir de clarté.

FRANÇOIS BILLETDOUX.  
(Lire la suite page 22.)

### Ecrivains en Aquitaine

#### LA TERRE AVEC LA MOTTE

Jean-Marc THEOLLEYRE a parcouru l'Aquitaine sur la trace de trois grands écrivains, les trois « M » : Mauriac, Montesquieu, Montaigne.

Il a aussi rencontré leurs héritiers : ces auteurs modernes qui partagent le même amour de la terre. « Il faut nous prendre avec la motte », lui ont-ils dit.

(Lire page 24.)

## Région Aquitaine:

# Le temps de vivre...

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

PAGE 23



# Banque de Paris et des Pays-Bas

dans le Sud-Ouest  
au service des entreprises  
et des particuliers

## Bordeaux

succursale :  
50, cours du Chapeau-Rouge  
44.80.05

## Toulouse

succursale :  
24, rue de Metz  
52.54.92  
agence Saint-Georges :  
6, rue Saint-Jérôme  
23.37.07

## Bordeaux University

(Suite de la page 21.)

« Je dois gérer 180 hectares de parties communes avec un effectif de huit personnes et 1 million de francs annuels », nous indique M. Robert Escarpit. Déjà, la dégradation s'amorce : quatre mille arbres (sur les vingt mille du campus) sont morts cette année faute de soins.

Fallait-il faire ce campus ? Oui, répond en substance le doyen Jacques Valade, bras droit de M. Chaban-Delmas (il est son suppléant à l'Assemblée nationale et son adjoint à la mairie), en se référant aux impératifs de l'époque et à l'impossibilité de trouver une implantation correcte à Bordeaux. Oui, répond aussi M. Lavie, directeur du Centre régional des centres universitaires et scolaires (CROUS), qui fait remarquer que les étudiants trouvent sur place tout ce qui leur est nécessaire, à proximité de leur lieu de travail. En particulier, des installations sportives de premier ordre (stade, tennis, frontons, terrains d'évolution, piscine de 50 mètres...), des cafétérias, une « maison des activités culturelles » avec des clubs, gérée par le CROUS, un groupe théâtral, des concerts, etc.

Mais ces arguments, non sans valeur, se heurtent à la réalité de la vie étudiante, à la façon dont est vécu « l'université » sur le campus. Les lycéens bordelais de classe terminale parlent de la « faa » comme d'un « ghetto » qu'ils redoutent. « En deux années sur le campus, je ne me suis fait aucun ami », déclare cet étudiant en sciences économiques, plutôt jovial et prompt à s'extasier. « Un bon nombre d'étudiants sont complètement déphasés après trois années passées au campus confirme un « ancien », aujourd'hui professeur de philosophie dans les Landes. L'absence de rapports marque la personnalité. » Le doyen Valade reconnaît lui-même qu'un tel ensemble ne possède pas les éléments nécessaires à la vie personnelle : les bistrot, les théâtres, les cinémas.

Qu'en est-il, en effet, de « l'animation » du domaine ? Un faible pourcentage seulement des étudiants font du sport, la maison des activités culturelles touche peu de monde, les cafétérias des restaurants ne sont pas des lieux de rencontre appréciés. Un indice des besoins : les « hommes » organisés bénévolement par les élèves de l'ESCAE, de l'autre côté de la route de Bayonne, font toujours le plein.

Il aurait peut-être fallu, comme le souhaitait M. Escarpit, « faire rentrer la ville dans le campus puisqu'on ne pouvait faire rentrer le campus dans la ville » : construire un centre commercial, avec des magasins, des stations-service, des cinémas... Au contraire, c'est à la périphérie du domaine que se sont installées progressivement petites, moyennes et grandes surfaces. Solution boiteuse, car les distances sont là : il y a 2 kilomètres de certains « villages » d'étudiants à l'hypermarché le plus proche. Aussi, bien que le domaine soit enclavé entre les constructions nouvelles

des communes où il se développait (1) il n'y a pas eu d'interpénétration.

Les étudiants, comme les riverains, le souhaitent-ils ? Certainement pas. Ici comme ailleurs. Les étudiants sont beaucoup plus attirés par le centre ville (où habitent au reste la majeure partie d'entre eux). La place de la Victoire, notamment, est devenue un lieu important de la vie étudiante. Et là, chacun reconnaît qu'il y a « un problème de transport ». Certains étudiants, avec virulence, font remarquer qu'il n'est pas facile pour un résident d'aller au cinéma le soir, car il faut attendre le dernier autobus à minuit. M. Valade, en gestionnaire, rétorque que la Communauté urbaine « entretient à grands frais une ligne d'autobus où il n'y a jamais personne », reconnaissant toutefois que « les horaires sont peut-être imparfaits ». Le président de Bordeaux III met en cause le « monopole » de la compagnie des bus qui « rétablit des lignes que lorsque c'est rentable ».

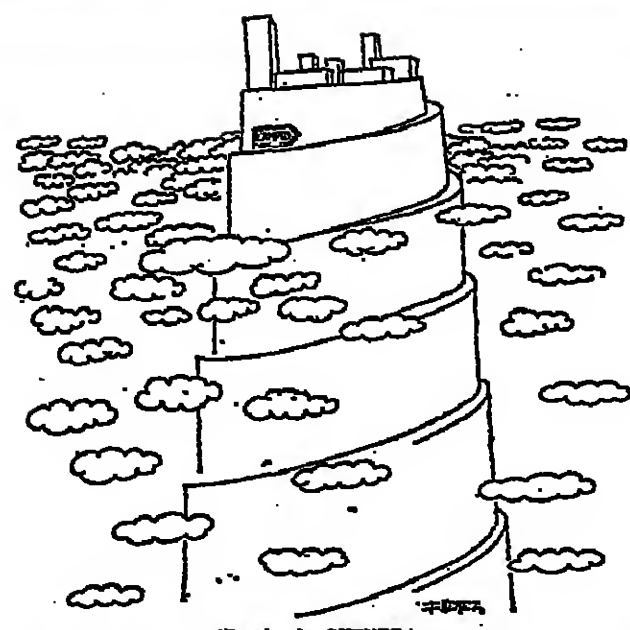
On voit mal comment sortir de ce cercle vicieux. Car se greffe là-dessus l'opinion assez répandue — mais fautive — selon laquelle « les » étudiants ont aujourd'hui une voiture. Les temps ont certes changé en vingt ans : ceux qui partent régulièrement en week-end dans leur famille ou dans les Pyrénées, avec leur voiture ou celle des amis, sont de plus en plus nombreux. Mais aux étrangers peu fortunés bloqués au campus toute l'année s'ajoute une masse encore importante d'étudiants français qui n'ont pas de moyen de transport personnel.

Cela ne contribue pas à faire du campus une cité vivante, mais accentue au contraire son

(1) Entre 1963 et 1975, les trois communes sont passées de 38 703 à 106 554 habitants.

isolement et son caractère artificiel. Le président Escarpit, qui n'est pas à court d'idées, propose que cette ville-campus soit transformée en commune, avec sa municipalité et... son commissariat de police. Cette « banalisation » permettrait par exemple une réglementation normale des votes de circulation du domaine — empruntées par les riverains — où les accidents sont nombreux, mais qui sont en dehors des lois communes, en vertu des fameuses « franchises universitaires ». Mais qui paierait les impôts ? Autre solution : disperser tous les premiers cycles dans les départements de la région, « faire exploser ce campus comme on a fait exploser l'université de Paris », et ainsi faire place au « mythe de la métropole d'équilibre ».

En pleine crise de l'institution universitaire, ces utopies pourraient faire sourire, si elles n'étaient un signe. Les rêves de 1960 ne sont pas ceux d'aujourd'hui.



(Dessin de CHENES.)

d'hui. L'étendue, les difficultés d'accès, le manque de cohérence dans l'urbanisme sont autant de tares que l'on ne peut plus cor-

riger. Sans doute a-t-on raté quelques choses à Bordeaux-Talence.

YVES AGNÈS.

## Ondes courtes

(Suite de la page 21.)

Il n'est pas sûr, néanmoins, que cette interprétation corresponde aux vœux du président de la République lorsqu'il parle de « pluralisme », dans un projet de loi de décentralisation, « dès lors qu'il s'agit de communications de masse ».

Depuis mai 1968 — périple à l'occasion de laquelle, selon Charles de Gaulle, « encore une fois la France a su se montrer exemplaire » — c'est en effet moins la réclamation populaire d'un droit à la parole qui s'est manifestée qu'une « demande croissante extrêmement diverse d'enseignements et de renseignements. Demande insatisfaite qui traduit un état de « sous-

information » et qui excède le domaine usuel des journalistes professionnels.

A Paris, elle a donné naissance dans quelques quartiers à des associations d'habitants qui tentent de participer à la vie quotidienne de leur arrondissement, recherchent et tentent de diffuser des informations « utiles ».

Ailleurs, depuis 1971, l'INSEE observe que les informations économiques et sociales ne circulent pas. A peine « descendent »-elles de Paris en province : même avantagées, elles n'atteignent pas le public qu'elles concernent. Une opération conduite par le CNRPE (Centre national d'informations pour le progrès économique), à Bor-

deaux, Lyon, Marseille et Nantes, ainsi que dans leur région, a permis de mettre au jour les blocages, mais aussi les attentes des responsables locaux et les différences d'un espace local à l'autre, dont le découpage géographique, institutionnel en communes, cantons et départements ne fait pas valoir la réalité vive.

D'autres exemples ne manquent pas de l'insuffisance ou de la déperdition et de l'inadaptation des messages.

Si l'on ajoute que l'information générale diffusée par les organismes nationaux aux heures de grande écoute ne répond pas aux préoccupations immédiates, mais encore augmente l'inégalité, car le plus souvent « les nouvelles de Paris » ne sont pas bonnes, on comprend qu'un sentiment, peu à peu, se revêt. Cependant, la remise en question des systèmes d'information en fonction des besoins et des moyens n'a été que partiellement engagée en France.

Récemment, le sénateur Henri Caillaud s'en prenait à l'une des erreurs de la réforme de l'O.R.T.F. en 1974 : il présentait le rattachement des stations régionales à une chaîne centrale comme « un péché contre l'esprit ». Four porter remède, il entend proposer à ses collègues la création d'un holding intéressant Radio-France et FR3, ainsi qu'une concentration des moyens entre dix ou douze stations régionales.

Par ailleurs, le rapport — intitulé « Vivre ensemble » — de la commission pour le développement des responsabilités locales, présidée par M. Olivier Guichard, propose notamment au président de la République — (après son refus en janvier 1976 des « radios locales » pour « une question d'équilibre des moyens d'information », en regard de la presse régionale) — la création de stations départementales.

Dans les deux cas, ce sont peut-être là des propositions de structures qui méritent intérêt, mais il n'est pas certain que ces schémas préconçus de type administratif répondent aux réalités de la demande sociale et surtout il n'est pas évident que ces solutions ponctuelles puissent s'inscrire dans une véritable politique des moyens de communication.

Heureusement que les ingénieurs continuent obstinément de rêver. Lorsque Louis-Joseph Libois, ingénieur général des Télécommunications, invite à « une approche globale du problème des télécommunications », il énonce une philosophie (1).

Il rappelle que Theodore N. Vail, le premier président de l'American Telephone and Telegraph Company, écrivait en 1907 : « Nous bâtissons un système téléphonique tel que toute personne puisse communiquer, rapidement, économiquement et convenablement avec toute autre personne en quelque point du monde qu'elle se trouve ».

Cette notion de « service universel » ne fut pas perçue immédiatement. Or « l'universalité du réseau téléphonique mondial est aujourd'hui un fait ». Elle impliquait dès l'origine l'idée de liberté.

Aujourd'hui, pour L.-J. Libois, c'est dans la perspective d'une politique d'ensemble de la communication que la question fondamentale devient : « Dans quel sens le développement des télécommunications doit-il être orienté pour favoriser tel ou tel modèle de société ? »

FRANÇOIS BILLETDOUX.

(1) Les Télécommunications : un système global, secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, Paris, 1976.

(PUBLICITÉ)

**VOUS CONNAÎSSEZ MON FOIE ! MAIS LA ZONE INDUSTRIELLE DE PÉRIGUEUX ?**

La Zone Industrielle de Périgueux-Boussac abrite déjà plus de vingt entreprises qui vont de l'impression des timbres postaux à la lingerie féminine en passant par le montage d'ordinateurs. Parfaitement équipée (rail, route, gaz), reliée à Paris 2 fois par jour par services réguliers avions et trains rapides.

La Zone Industrielle vous offre les services :  
- d'entreprises de transports internationaux  
- de grossistes  
- de transitaires  
- centres de formation professionnelle.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la  
**Chambre de Commerce et d'Industrie de Périgueux**  
23, rue du Pèlerin  
Tél. 03.31.17

## Heureux

# ceux qui sont allés se perdre en province: IBM,BSN,TRW. Ford,Siemens,Gan,Thomson...

## Venez à Bordeaux.

(Ils y sont.)

COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX  
SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 50.91.92

صحة من الامم



## Culture... ...cultures

(Suite de la page 21.)

Trois mois plus tard, il faut éperduement traverser la France, sans bagages. On le retrouve en juillet à Nurtigen, « l'air égaré... dans un état de folie sans espoir ». De ce bref séjour bordelais, il ne reste que deux lettres et un poème, « Souvenir ». Rien d'autre : l'énigme, le silence.

Du 12 au 19 novembre, le Groupe 33 présente une « création off » — Sigma —, « Hôpital en exil ». Cette « Chronique d'un déclinisme » est établie d'après des écrits, des documents, des témoignages, des analyses souvent divergentes, et laisse une grande part à l'improvisation. Le spectacle sera donné au Celler des Chartres, immense comparatif au bel hôtel du conseil d'État aujourd'hui une banque sur les allées de Tourny. Parler du travail de cette troupe de non-professionnels composée d'étudiants, d'enseignants, d'amateurs issus des milieux les plus divers, parler de cette association affiliée à la Ligue de l'enseignement c'est peut-être approcher, en contre-jour, la situation du théâtre à Bordeaux.

S'il se place en dehors du cadre Sigma, et dans le temps même de ces semaines de recherche, le Groupe 33 reste aussi en marge des tentatives de regroupement du jeune théâtre bordelais (ou plutôt aquitain). Comme les troupes professionnelles, cette troupe amateur assaie de proposer une alternative aux activités de la Compagnie dramatique d'Aquitaine.

### Les clowns

À côté de la C.D.A., il y a les jeunes troupes, et elles ne sont pas toutes à Bordeaux. Ces petits groupes, de professionnels pour la plupart, poursuivent, avec des a-coups, leur travail, survivent en général en faisant des animations scolaires dans la banlieue de Bordeaux : le Théâtre en miettes à Talence, et le Théâtre Job à Mérignac. À Mont-de-Marsan il reste seulement, du Théâtre du Feu, trois acteurs dirigés par J. Manuel Florensa (dans une salle de classe prêtée par la municipalité) qui répètent pour les cent cinquante abonnés à leurs spectacles, mais surtout qui expliquent aux enfants les marionnettes, les clowns, la danse, le jazz. Non loin de là, à Sabres, deux comédiens des « Taïfurs » se consacrent à l'artisanat. Il y a aussi le Théâtre Populaire Occitan, la Compagnie de l'Échelle, à Pau. Et encore Théâtre Pluriel et Grand Théâtre.

Ces compagnies indépendantes ont en commun le souci d'assurer une animation, de développer l'idée d'une décentralisation meilleure, d'une action culturelle régionale. Elles se sont entendues pour créer l'Association pour le jeune théâtre aquitain (A.J.T.A.), en liaison avec le Centre d'études et de recherches théâtrales de l'université de Bordeaux. Au mois de mars dernier, le Théâtre en miettes, aidé par le Centre d'information Sigma, organisa, sous un chapiteau, une semaine du jeune théâtre aquitain.

Le concours de Sigma à ces troupes semble devoir se poursuivre : il suffit d'examiner la liste des spectacles invités à son troisième « festival ». Roger Lafosse, fondateur et responsable de cette manifestation, parle d'« action culturelle élargie », c'est-à-dire la permanence nécessaire à un travail en profondeur. Sigma, ce feu de Bengale annuel et éphémère, cette semaine de recherche et d'avant-garde — à ses débuts presque clandestine à Bordeaux — s'est transformée en institution.

L'association est installée dans l'entrepôt Lainé. Ses activités étaient maintenant sur sept semaines : le cinéma, les expositions, la musique, y tiennent une grande place. Roger Lafosse, scientifique amoureux des Pyrénées, a des incertitudes sur les rives, les capacités des spectateurs, évoque le fossé entre réaction et créativité, et se méfie de la planification socio-culturelle. Il croit au génie de l'artiste inconnu... et aux artistes anglo-saxons. Ce sont là des incertitudes, mais, en définitive, attend l'organisateur en lieu de recherche, d'enseignement, de rencontres.

Ainsi, le futur centre de musique électro-acoustique, l'unité de formation de création et de recherche vidéo, le centre de documentation pluridisciplinaire, rendront place à l'entrepôt Lainé, devenu, après les travaux, le cœur de la vie cul-

ture à Bordeaux. Pour le moment, les quatre utilisateurs (la C.D.A., Sigma, Art et jeunesse, et le Centre d'art plastique contemporain) cohabitent, poursuivent séparément leurs expériences.

### Le guide

En attendant l'ouverture du Centre Lainé rénové, le lieu symbolique de la culture à Bordeaux reste le Grand Théâtre. Un guide fait visiter ce monument prestigieux, et le mercredi après-midi des animations pour les enfants des écoles y sont organisées. Le Grand Théâtre donne ses propres représentations lyriques et chorégraphiques, mais accueille aussi les tournées Karsenty-Herbert, des conférences, les concerts des Jeunes musiciens, ceux du Centre national de musique de chambre d'Aquitaine et de la Société de musique de chambre : « Au total, quatre cents manifestations différentes chaque année », explique M. Gérard Boireau, directeur du Grand Théâtre.

L'harmonisation de la programmation lyrique entre le Grand Théâtre et le Théâtre du Capitole de Toulouse, prévue par la charte culturelle, semble n'avoir que des conséquences positives pour Bordeaux, où l'on attend avec impatience les trois coproductions prévues cette année. Toulouse a longtemps été regardée avec envie, sinon jalousie. On a mis en place l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine. Maintenant, les Bordelais se rejoignent des échanges entre les deux villes.

Le Grand Théâtre reçoit plus de 12 millions de francs de la ville. Ses activités trouvent leur prolongement avec le Mal de Bordeaux, dix-sept jours organisés autour de grands noms de la musique. On parle d'élargissement du Mal, de participation accrue des formations musicales locales. M. Gérard Boireau, qui était jusqu'à présent commissaire général du Mal de Bordeaux, semble avoir des difficultés avec les organisateurs, qui souhaitent que ce Mal musical devienne le Mal d'Aquitaine. Car, de son côté, le professeur Kallimène, président du Groupe de recherche et d'action musicales, qui organise à la faculté de Bordeaux de nombreux concerts de grande qualité, a des idées sur les possibilités d'animation musicale dans la région. Son expérience rejoint les objectifs de l'Association pour la diffusion et l'animation musicale en Aquitaine (ADAMA). Issue d'un projet de la direction de la musique au secrétariat d'État à la culture, cette association a essaimé dans chacun des cinq départements de la région. Ainsi, c'est peut-être dans le domaine de la musique que se dessine l'ébauche d'une politique vraiment régionale. Cette tendance se confirmera quand sera construit le conservatoire national de région prévu à Bordeaux.

### La chorale

Disseminées dans la région et sans liens entre elles, les associations musicales sont, en effet, nombreuses. Dans chaque ville, de Bayonne à Bergerac, le conservatoire recrute beaucoup d'élèves. À Saint-Jean-de-Luz, l'académie Ravel organise chaque année en septembre une série de concerts. À Pau, M. Guy Maneveau, responsable à l'université de l'enseignement de la musique contemporaine, dirige une chorale de soixante membres.

Si le nombre des chorales, amateurs pour la plupart, est grand, on peut parler d'un foisonnement des associations en tous genres. Prise en charge par les notables ou, le plus souvent, par les œuvres de l'enseignement, la vie associative est dans chacun des départements, intense. L'établissement public régional a confié à l'Association pour le développement de l'action culturelle en Aquitaine le soin de recenser toutes ces petites sociétés, tous ces centres socio-éducatifs ou d'éducation populaire. Les résultats connus pour le Lot-et-Garonne étonnent : troupes de théâtre, groupes folkloriques, clubs de troisième âge, comités de festivals divers, ciné-clubs, école « seniors », amis des musées, bibliothèques, etc., existent, soutenus par leurs adhérents.

On laisse à la charte culturelle la vertu magique d'aider toutes ces activités, et de couvrir les municipalités de la nécessité d'un concours plus important. Pour le moment, les équipements culturels sont au nombre de trois en Aquitaine. Il n'y a pas de maisons de la culture, mais un centre d'action culturelle à Biarritz, et deux centres culturels, ceux de Villeneuve-sur-Lot et de Saint-Médard-en-Jalles.

MATHILDE LA BARDONNIE.

## Des corsaires sur le gazon

(Suite de la page 21.)

Il ne dit pas, Domercq, parce qu'il ne croit pas et admet trop son ami et compatriote Roger Martine, dit « Bibon », que si ce maître à jouer du rugby français (qui avec Jean Prat a fait de Lourdes l'équipe bienheureuse) n'est pas resté à ses côtés dans la modeste équipe de Fuyot, c'est parce qu'il n'était pas de corvée de temple à l'heure du coup de sifflet.

Maître Domercq : c'est ainsi qu'on devait appeler son grand-père le meunier, fils et petit-fils de meuniers. On lui rendra le titre, pour la façon qu'il a d'orchestrer et puis de commenter le jeu, avec cette fougue révéce et précise que pouvaient mettre les troubadours du pays de Born à évoquer les grâces des dames landaises d'avant le temps des pins. « Qu'est-ce qu'un bon arbitre ? C'est celui qu'on ne voit pas. L'inconnu sur la pelouse. Et quand on rentre aux vestiaires, personne ne sait qu'il était là. C'est pourquoi je me méfie des compliments d'après-match. Quand on vient me féliciter, c'est presque toujours que j'ai été mauvais... »

Sa carrière, il la résume en deux occurrences où, pourtant, il ne passa précisément pas inaperçu : le tournoi mondial, le match absolu qui opposa, en 1972, à Twickenham, les All

À la sortie de Saint-Vincent-de-Tyrosse, un chemin se détache de la route de Bordeaux, pointant vers Magescq. Les pins sont très hauts, jaillissant de la fougère, des châtaigniers, de l'humide taillis, des aiguilles qui tapissent le sol, une fresque d'or striée d'écorce brune, comme font les lances dans le tableau de Velasquez. Un homme marche là, parlant d'une voix très égale, avec cet accent d'ici qui ne bouscule pas dans la bouche la roquette des vignes du Langue-doc, mais les galets bien polis de la côte des Basques. Il s'appelle André Alvarez Trapp, ancré dans le sol sablonneux, l'œil bleu, le cheveu couleur de foin, le teint flamand : un petit-fils de ces Espagnols qui ont eu affaire (ou à faire ?) du côté de Bruges et du comté d'Émment.

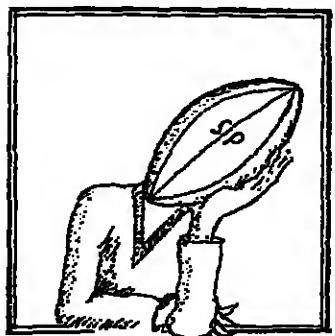
Le meilleur arrière de l'histoire du rugby français, qui en a connu pas mal pourtant de Paul Aubert à Vannier, de Villepreux à Aguirre — est aujourd'hui l'animateur des cinq équipes que compte Saint-Vincent-de-Tyrosse, où il joue avant de rejoindre l'« Aviron » de Bayonne, sa ville natale. Cinq équipes à Tyrosse pour trois mille cinq cents citoyens ? Qu'est-ce qui fait donc d'un gros village basco-landais comme celui-là cet incroyable nid à rugbymen ?

En moins d'un demi-siècle sont sortis de là une douzaine des plus grands joueurs de ce pays, d'Alvarez à Dizabo, de Junquas à Rupert et aux frères Camberabero, de Jean-Pierre Lux à Duberland. À certaines époques, on aurait pu opposer sans ridicule cette équipe de village au quinze national. S'il y avait la même proportion d'anciens internationaux dans l'ensemble de la France qu'à Tyrosse, dit-on ici, on en compterait plus de cent mille. Il y en a sept cents.

Pourquoi ? André Alvarez ne le sait pas lui-même. Sables et pins, mais et volailles, une petite usine, des mœurs tranquilles, un horizon à peine embué de vapeurs marines, où trouver plus de raisons d'équilibre innocent, de sérénité passive ? Un climat pour bouillottes et joueurs de croquet, pour bergers amoureux et tisseurs indolents. Et pour-

tant, il y a Dizabo et Rupert, et ces centaines de jeunes gens aux muscleds forts, cette équipe assez dédaigneuse des honneurs pour offrir à un autre village, ardechois celui-là, des vedettes comme les Camberabero qui firent de La Voulte, en 1970, le XV champion de France.

Ce paradoxe, ces honneurs frôlés, ses éclatants souvenirs de joueurs, ce n'est pas cela qui passionne Alvarez-le-méditatif. Ce qui le fait parler d'abandon, dans le matin ensoleillé où nous marchons depuis des kilomètres sous les grands pins d'entre Tyrosse et Magescq, c'est une idée qu'il a depuis vingt ans et qui pourrait bouleverser le rugby de ce pays, lui rendre son odeur de fête, sa santé, sa gaité : la transformation de la sanction du mal en sanction du bien. Niaiserie ? « Écoutez, j'ai pris pas mal de coups dans ce jeu — et hors du jeu... Mais je crois qu'il n'y a qu'un courage difficile, c'est celui qui consiste à accepter de passer pour un



\* Dessin de Bonnafe.

imbécile. Je l'ai, ce courage, et j'accepte qu'on me traite de bête pour qu'on examine mon idée. Après tout, pris de la moitié des grands clubs français s'y sont déclarés favorables. Alors ?

« Et ce si dès de prétendre voir le vainqueur dans celui qui joue selon l'esprit du jeu, et que ses adversaires reconnaissent pour tel ? Est-ce si bête de compter aux côtés des points

## Histoires

Récueilli dans Midi-Libre, ce paragraphe final du compte rendu d'un match joué à Saint-Gaudens : « Quant à l'arbitre, nous n'en dirons rien sinon qu'il ferait mieux de surveiller sa femme le dimanche après-midi plutôt que de tenir un sifflet... »

Au cours d'un stage de perfectionnement d'arbitre, à Soustons, le vieux sportif Etchepare interroge un candidat sous le contrôle des dirigeants de la Fédération : « Dans le cas où un spectateur tire un coup de fusil contre vous, quelle est votre réaction ? » Le président de la Fédération intervient : « Etchepare, ne posez pas de questions absurdes. Mais, monsieur le président, cela m'est effectivement arrivé ! »

Le Bordeaux Etudiants Club, le célèbre B.E.C., jouait à Toulouse. Au moment du départ — examen, samedi trop bien fêté ? — des joueurs manquant. On prend quand même le train. Quand les Bordelais entrent sur le terrain, les dirigeants adverses s'écrient : « Mais vous n'êtes que treize ! ». Et le capitaine bordelais très digne : « A quinze, nous nous gênons. » (Empruntées à notre excellent confrère Georges Pastre.)

Blacks aux Barbarians, un match dont il fit une fête comme un grand chef fait d'une grande partition, et puis certaine demi-finale lyonnaise où lui, Georges Domercq, l'invisible, l'impalpable génie du jeu, donna quatre points immérités au géant de Béziers contre le fragile Racing : « Quand il se relève, Michel Tuffery me glisse doucement pour ne pas me faire trop mal, mais parce que c'était vrai : Georges, tu as fait une c...rie : j'avais touché le premier ! J'étais si abattu, dans le train du retour, que les joueurs du Racing tenaient me consolent. J'avais trahi la confiance des jeunes gens qui me faisaient crédit... J'y pense souvent encore, et j'en rêve la nuit... »

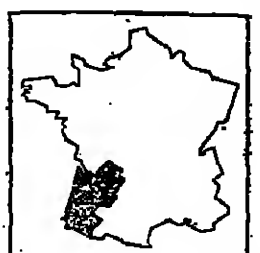
Maître Domercq n'a pas d'équipes, mais il a des amis. Surtout il réunit maître l'assainissement de Belloq n'est pas terminé : il faudra essayer de tenir. Mais pour ce qui est du jeu, il arbitera d'arbitrer en 1978. Il dit tout en reprenant un peu de salmis de palombe : « A quarante-cinq ans, on est moins souvent en forme... Il y a des jeunes arbitres qui montent : Hourquet, par exemple. Très bon. Il aime le jeu ! Et comme le goût du risque revient aussi aux joueurs — voyez des équipes comme Lourdes, avec cet Alain Causse, épatant, comme Brive, comme Dax, comme Bayonne, surtout depuis que Danger et les siens s'en occupent — on peut faire confiance à ce rugby d'ici, qui ne se mesure pas en points, ni en victoires, ni en mensurations, ni en élections dans les comités de dirigeants, mais en jolies que l'on se donne... »

## Région Aquitaine:

# Nous savons prendre le temps de vivre. Et vous ?

Un vignoble qui est sans doute le plus célèbre du monde ;  
une gastronomie dont la réputation n'est plus à faire ;  
des itinéraires touristiques et historiques ;  
des villes au passé prestigieux ;  
des manifestations folkloriques ;  
une animation culturelle permanente ;  
les plaisirs de la chasse, de la pêche et du ski,  
le thermalisme, voici quelques unes des richesses de l'Aquitaine.  
Il y en a beaucoup d'autres,  
qui se découvrent au fil des jours  
dans cette région où l'on sait encore vivre.

Aquitaine, le pays de qualité.





## SAINT-JEAN-DE-LUZ

Quartier Urdazuri

## Résidence ESKUALDUNA

500 mètres du port - Bon standing  
Studios à partir de 90.000 francs  
et 2, 3, 4 pièces

## PRIX FERMES ET DÉFINITIFS

Documentation et renseignements sur simple demande :

IMMOBILIA, 20, rue Gambetta  
64500 Saint-Jean-de-Luz  
Tél. : 26-10-88

Courtois Immobilier

17, boulevard Maiesherbes (8°)  
Tél. : 266-27-87/265-21-39

## BAYONNE

CARTE D'IDENTITE  
REGIONALE

## VILLE STUDIEUSE

Nom : BAYONNE

Née : au V<sup>e</sup> Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille : 14.711 scolaires

## Signes particuliers :

Bayonne présente toute la gamme des enseignants primaires et secondaires et se dote depuis quelques années d'éléments d'enseignement supérieur.

- Primaire : 16 maternelles, 35 écoles primaires.
- Secondaire : 3 C.E.S. 2 C.E.T. 2 établissements du second cycle construits récemment :
- Lycée d'Etat Mixte, 1400 élèves (Math-Sup, Lettres Supérieures, préparation à H.E.C.)
- Lycée Technique. Ouverture en 1977 (1.500 élèves).
- 1 Institut d'Etudes Juridiques et Economiques (Capacité, 2 années Licence Droit et Sciences Economiques)
- 1 I.U.T. bilingue franco-espagnol (commerce extérieur et gestion, entreprise)
- 1 Institut franco-espagnol de formation.

D<sup>r</sup> Grenet

Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la  
VILLE DE BAYONNE

## La littérature

dans ses détours

## La terre avec la motte

EN Lorraine, quand on a dit : Barrès... En Provence, lorsque l'on a fait son choix entre Giono, qui y resta, et Pagnol, marseillais « monté vite » à Paris... Tandis que là, entre Dordogne et Adour, de la Gascogne aux Landes... bien sûr, on cite d'emblée « les trois M. » comme les appels Albert Thibaudet : Montaigne, Montesquieu, Mauriac. Mais déjà à peine nommés ceux-là, combien d'autres ! Des anciens, des classiques, des modernes. On est chez Fénelon et chez Bloy, chez Ausone et chez Philippe Sollers, chez Brantôme et chez Francis Jammes, chez La Botte et chez Jean Cayrol. C'est la terre de Pierre Emmanuel, natif de Gan, d'Armel Guerne, qui, du côté d'Agde, reste un grand traducteur de Rilke et de Zola, de Louis Emile, le poète, de Raymond Guérin, d'André Lafon, de Jacques Rivière, de Jean de la Ville de Mirmont, des plus célèbres comme des plus injustement oubliés.

Ils ont pu se sauver les uns les autres — le plus souvent — on signore — rarement. Mauriac a repéré Cayrol très tôt, tout de suite après les *Poèmes de la nuit et du brouillard*. Le saint était bien dans sa manière : « Il est né à Bordeaux comme moi. Il a beau supprimer les points et les virgules, je reconnais cette plainte. J'ai été ce garçon qui remonte la rue Vital-Carles dans l'odeur du trottoir mouillé. » Ils ont eu chacun, peu ou plus, rural ou citadin, « un maison, véritable merveille écologique, un peu grande, posée sur le côté, un jardin assez vaste, plein de portes, de fenêtres basses, d'escaliers latéraux comme un château de roman ». Il a pu arriver qu'elle soit emportée depuis par l'immobilier. Mais il en resta, au besoin, à acheter. Et toute la région sait que Cayrol vient d'acquiescer la sienne du côté de Castillon-la-Bataille, côté Montaigne.

A Saint-Michel-de-Montaigne, on visite toujours la tour du philosophe, seul vestige du vrai château. A La Brède, les choses sont restées, ou presque, dans l'état où Stendhal les vit le 7 avril 1838. Malgare, volets blancs et clos, blotti dans les arbres, qui chaque automne reçoivent les couleurs des Saint-germes, conserve sa charmillie, sa génoise, le « *lourd chapeau d'ardent* » posé par le grand-père et, dans ses salons, le Barrès de Jacques-Emile Blanche et le Mauriac.

Laissons ces grands domaines, ces grandes fortunes, ces châteaux et ces curiers. Et Montaigne et La Brède, et Malgare et Caplan, où demeure, avec le charme suranné du château de Caillavet passé aujourd'hui en d'autres mains, le souvenir d'Anatole France.

Terre des lettres, cela éclate. Pourquoi ? Question stupide. Les méchantes langues diront : « Eh oui, chez nous on écrit : que faire d'autre ? » Est-ce vraiment pour cette seule raison qu'on premier concours de la nouvelle de l'Académie Goncourt, le journal *Sud-Ouest* fut, de loin, le quotidien régional qui reçut le plus grand nombre de manuscrits : quatre cent

quatre-vingts. Dans les campagnes, notaires et notables auraient-ils été plus de loquaces ? Il y a quand même un « grand prix littéraire de la ville de Bordeaux ». Lyon n'en a point, Lille non plus, ni Marseille. Voilà comment on peuple les académies et l'on garnit les palmarès des grands prix. Pélémé : Tristan Derème, Pierre Emmanuel, Jean Blanzat, Jean Orlieu, Pierre Daninos et encore Mauriac et encore Cayrol. Tous les genres se côtoient, l'écrit et le plaisant, la tradition et l'avant-garde, l'audace et la prudence. Et l'Université n'est pas en reste, où officient Jacques Ellul, Robert Escarpit, hommes de lettres autant que professeurs.

## Rue Esprit-des-Lois

Et l'on a une ville qui baptise une de ses rues du nom d'une œuvre. Elle est bien là et pas dissimulée, la rue Esprit-des-Lois. Il faut dire que ce titre va si bien à Bordeaux. Cela sent déjà son académie, ses académies. Elles sont là, bien vivantes, bien vaillantes. La doyenne c'est celle de Bordeaux : quarante membres, comme la grande et, comme elle, assez fière de ne jamais, depuis quelques années, être au complet. Elle fut fondée en 1712 par lettres patentes de Louis XIV. Elle se porte bien, aussi bien que son secrétaire perpétuel, le colonel et conseiller municipal Robert Dufour, qui se moque de ses quatre-vingt-sept ans. Aussi bien que Gaston Duthuron, l'un de ses anciens présidents, historien, lauréat, lui aussi, du Grand Prix littéraire et resté dans l'amitié de François Mauriac.

Gaston Duthuron a sa retraite à Saint-Morillon. Plus précisément au château de Bel-Air, une de ces « folles » dont l'Aquitaine est ici piquée, pure comme la miniature d'un Trianon. On est à moins de 10 kilomètres de la Brède. On ne sait plus si ce sont les pins qui repoussent la vigne ou la vigne qui coudoie à laisser le champ libre à la forêt.

Sous une réplique réduite de l'un des châteaux de Marly, Gaston Duthuron est ici à ses travaux — une biographie intérieure de Mauriac à paraître chez Grasset — et à son Académie. Il dit : « Il faut nous prendre, sur cette terre, avec la motte. Vous avez vu à Saint-Symphorien, le chalet du « *Mystère Frontenac* » ? Mauriac avait là, entre Saint-Macaire et Saint-Symphorien, toutes ses racines. Nous avons tous nos racines. »

Il murmure comme si, d'un coup, il pensait à tous ceux de sa terre : « C'est égal, ils ont tous eu leur vie, leur vision du

monde. Ils ont tous pris des positions. Ils ont tous pulsé leur être. »

Mauriac, toujours Mauriac. Il y a d'autres façons d'en parler. Jean Forton, par exemple, le voit tout autrement. Il est discret, Jean Forton. Il faut le trouver dans sa « *Librairie Montaigne* » où il vend aux étudiants en droit des Dallos et des cours : lycéens, Bacheliers. Il est autant que Mauriac et aussi écrivain. Il est vrai que depuis les *Sables mouvants* en 1958 il n'a rien publié. Mais il reste le romancier de l'Égypte du feu, de l'Herbe haute, de Cammerie. Des colères rentrées, des mépris attendris. Il a écrit quelque part : « On me dit renfermé. Il est vrai que j'éprouve de la répugnance à me livrer. Mais je suis et dans toute tentation que la science m'apparaît préférable. »

Il la connaît bien sa ville et ses écrivains. Il complète la liste. Et y ajoute les maîtres de Jean Vanhille, le pittoresque et la ténacité d'André Berry dont il faut relire les *Esprits de Garonne*. Il sait que François Couperin, lui aussi, est du coin. Pour les comprendre tous, il faut comprendre Bordeaux et l'Aquitaine, Bordeaux dans son isolement, dans son amertume, convaincue d'avoir été mise à l'écart depuis le sort fatal des Girondins. « Il y a deux cents ans que cela dure, dit Jean Forton, sans que le reste de la France en ait conscience. » Mauriac lui échappe les ongles. On voit, il a toujours beaucoup de lecteurs, beaucoup d'admirateurs. Mais Raymond Guérin, celui de l'Apprenti, des Poulpes, de Quand vient la fin, n'était-il pas d'un autre souffle ? Et on ignore. Comme on ignore Louis Emile. Ceux-là furent des isolés.

Mais ne le sont-ils pas tous, se pourléchant d'ailleurs de leur isolement ? Jean Forton aussi est un isolé. Le hasard a voulu qu'il ne quitte pas Bordeaux. Car il a bien essayé lui aussi de partir pour Paris. Mais il fallait vivre, et Paulhan, à la N.R.F., ne pouvait lui offrir la situation qui permet de subsister quand on est marié. Il a souffert d'être coupé de Paris. Tout bien réfléchi, il ne regrette rien. « En définitive, la vie que je mène ici permet mieux la réflexion. On n'y est pas pris par le dernier bateau en copie. Car on peut se perdre nerveusement, n'est-ce pas ? »

Lui aussi citait volontiers des écrivains des Landes, du Pays basque, du Béarn et fort peu de tout ce qui est au nord de la Garonne.

« C'est que nous nous sentions loin de la Dordogne alors que Bordeaux, Bayonne, c'est un tout. »

Peut-on parler de vie littéraire ? Il réagit en chat échaudé : « Il y a seulement des gens qui écrivent pour s'exprimer, pour échapper à une solitude. Mais il n'y a pas d'écrivains, pas de revues. »

Pour sa part, en 1956, il en avait fondé une : la *Boîte à clous*. Il y publia Sabatier, Obaldia, Seghers, Lanoux. « Mais à Bordeaux, c'était l'apathie totale. Alors, j'ai d'argent, après treize numéros, j'ai arrêté. Depuis, il n'y a rien eu de sérieux. »

Avant il y avait eu les *Caniers du Sud*. Temps lointain Forton est sans joie. Qui lit ? Les étudiants ? En dehors de leurs manuels, des trois ou quatre livres, que les professeurs recommandent. Aron, Marx, *Démocratie française* de Glucksmann. Ils n'achèteront rien. « Ils n'ont aucune curiosité. »

L'Académie de Bordeaux ? Elle a eu son rôle au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle a été supplantée depuis par les universités. L'édiction ? Elle s'écrit pas à Bordeaux sauf pour des publications locales, des études d'histoire régionale, d'érudition pure ou de curiosité.

## Qui. Joyce ?

Et pourtant, Bordeaux est là, fascinant, secret. Mais qui sera le Joyce de Bordeaux, qui fera pour elle ce que l'Irlandais fit pour Dublin ? Nous voilà revenus à Montaigne, à Montesquieu.

« Montesquieu, oui, celui-là, c'est le notable bordelais très embu de sa terre, très bordelais. Ça peut horripiler, mais comme il y met son génie... Et Montaigne, c'est un peu la même chose. Il avait plusieurs maisons de rapport, et de bon rapport, à Bordeaux. Les archives le disent clairement. Ces gens vivaient comme on vit encore aujourd'hui à Bordeaux chez certains, avec une mentalité : l'aisance à la saison, les robes, les alouettes, une mentalité culinaire. Ajoutez l'amour des vieux livres. On a beaucoup écrit d'autrefois, des ouvrages locaux, très recherchés. On est ici très penché sur soi-même. On aime raconter sa vie, se faire reprendre par un autre, le reprendre à son tour. Les érudits locaux font, et leurs livres, même sans valeur littéraire, sont toujours recherchés par les bourgeois des Charentes. C'est comme la science des vins : c'est aussi devenu une littérature très réelle. »

Dans la bouche de cet homme, assis là, maître d'un espace d'à peine 60 mètres carrés, tellement amoureux de littérature qu'il ne changerait de métier pour rien au monde, quel plus beau mot de la fin ?

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

## Les curiosités

d'un gourmet

## Tartruffes

EST-CE une racine, un champignon, une callosité de la terre comme pensait Plin, ou comme l'assurait Juvénal, la fille du tonnerre comme croyaient certains, ou du diable comme chuchotaient les Espagnols ? Est-ce une maladie envoleuse de la terre comme Baudelaire le faisait dire à la Fanfarlo ? Est-ce, selon la légende périgourdine, une pomme de terre changée en trésor par une fée bienveillante ? Est-ce simplement ce que disent les chimistes, un agencement de silice, d'alumine, de fer, de manganèse, de sodium, de potassium, d'huile essentielle, de soufre et d'eau ? Est-ce... Mais qu'importe ! Et qu'importe aussi les variantes, la truffe blanche d'Atrique que seuls connaissent les Romains, qui en étaient friande (les Italiens estiment encore fort la truffe jaunâtre du Piémont, qui vaut du reste plus cher à Paris que les nôtres — vous en trouverez à la Via Veneto, 13, rue Quémén-Bauchart, avec l'escalope de veau ou les pasticcis), la truffe de Bourgogne et de Champagne (tuber uncinatum), etc. Seule compte pour le gourmet la truffe du Périgord (tuber melanosporum).

Sayement, il faut bien le dire, cette truffe-là se fait rare ! Dans une précieuse « Enquête sur la truffe en Dordogne » en 1935, M. René Larivière estime la production, cette année-là, à 40 tonnes. Il est vrai qu'alors l'intérêt économique de la truffe était mal perçu, encore que faisant l'objet d'un commerce d'appoint. Le kilo vaut quatre à cinq fois le prix d'un kilo de viande, qui est déjà un luxe. Cinqante ans plus tard, en abordant la Belle Epoque, la production a triplé : le Périgord fournit 120 000 kilos de truffes. En 1900 l'on atteignait 2 000 tonnes, précèdent d'autres chiffres (qui me paraissent exagérés). Mais en 1975 nous retombons à quelque 100 000 kilos.

On comprend que la trufficulture pousse un cri d'alarme. Que des hommes comme Sylvain Floirat ou son successeur à la présidence de l'Association nationale des trufficulteurs, M. Charles Paro, accentuent les recherches tendant à établir comment naît la truffe. Quel chène est le meilleur truffier, etc.

EN attendant, une législation aberrante autorise les conservateurs de truffes du Périgord à vendre sous ce nom des truffes d'Italie ou d'Espagne, pour peu qu'elles soient importées avant la fin de décembre et après une demande en régie. Comme les truffes d'Espagne sont en qualité le tiers de la française et, en prix, environ la moitié, on voit tout ce qu'y gagnent lesdits conservateurs. Et ce que perdent les acheteurs !

Tout cela vient de notre mauvaise habitude de vouloir manger des truffes toute l'année. Et de la plus mauvaise habitude encore des chefs, de mettre, partout, des racines de truffes, qui ne font qu'illusion, permettant d'augmenter le prix du plat sans l'améliorer, au contraire. Le vrai gourmand de truffes doit savoir que celles-ci sont mûres entre le 25 novembre et le 15 décembre, selon la saison et la température. Que les truffes fraîches sont évidemment incompatibles (mangées crues à la croque au sel, comme on les sert chez Lamazère, c'est merveilleux !). Que les grandes marchés sont ceux de Gourdon, Sarlat, Cahors, l'Albanque (celui-ci est peut-être le plus important).

Mais si, de hasard, il veut faire quand même quelques conserves ménagères, il n'y a qu'une bonne formule, celle des grands-mères : la truffe conservée crue, dans la graisse d'olive. Denis prône le froid, mais la surpâturation implique un équipement considérable. Enfin, les conserves les font en boîtes ou en bocaux, demi-cuites et stérilisées, quelquefois dans l'alcool, comme les mauvaises chafes. Gardez-vous-en bien. La truffe peut être poreuse, et c'est alors un véritable baba à l'eau-de-vie que vous ingurgitez !

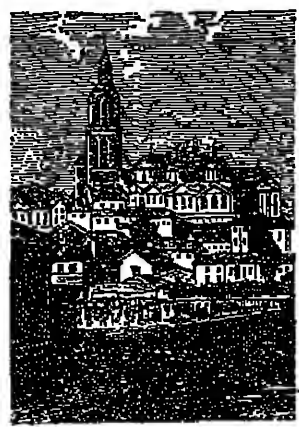
Mais en achetant vos truffes fraîches vous-même, faites aussi attention ! On les vend trop souvent non brossées, enrobées de terre, qui cache des trous, des malformations, des « bobos ». Quand la terre n'est pas mise express pour les cacher ! Roger Lamazère (23, rue de Pontlieu) vend des truffes brossées et nettes. De grandes apéritives de luxe également.

LA REYNIERE.

La douceur de vivre :  
une spécialité de Périgueux  
à savourer sur place.

Périgueux ? Bien sûr, vous connaissez. Par les étiquettes de foies gras, de truffes et de confits. Mais vous, le traqueur d'authentique, le dénicheur de pittoresque, le grand consommateur de Nature avec un grand N... vous ignorez Périgueux. Moult ? Hors des sentiers battus. Pas à la mode. Trop au centre. Qu'importe... Domage. Car vous trouverez là, la seule spécialité que nous n'exportons pas : la douceur de vivre. Une douceur bien rare et bien précieuse par ces temps de béton.

Chez nous, à Périgueux, la douceur de vivre est partout. Dans les pierres, dans les cours, dans le passé et même dans le présent d'une ville moyenne en plein essor. La douceur de vivre. Elle flâne, à l'ombre de la cathédrale de Saint-Front, dans ces vieilles ruelles sur le pavé desquelles on



dresse encore la table familiale ; pour prendre l'air, les beaux soirs d'été. La douceur de vivre. Elle musarde au fil de l'île, s'attarde sous les frondaisons épaisses. Et s'arrête avec vous, sur la berge, pour déguster une friture comme on n'en fera jamais plus. Et si vous avez l'âme studieuse elle sera toujours là, pour vous guider dans l'une des plus belles villes-musées de France. En sa compagnie, de l'histoire à la préhistoire, de la rue du Planter au musée du Périgord, vous vivrez le plus émouvant (et le plus complexe) des cours.

Et si, par aventure, vous ne pouvez vraiment plus passer d'elle, il ne restera qu'une solution : devenir Périgourdin.

Nous vous avions prévenu. Elle ne voyagera pas.

La douceur de vivre a une capitale : Périgueux.







# Dordogne

## Les encombrements de la préhistoire

Le Périgord est connu grâce à la préhistoire et à la gastronomie, mais peut-on situer exactement la Dordogne ? Le département recouvre à peu près celui de l'ancienne province de la Périgord, d'où l'utilisation des deux appellations Dordogne et Périgord pour la même région. Il appartient au Sud-Ouest de la France, à l'Aquitaine, et est pris entre le Limousin au nord, l'Angoumois à l'ouest, le Bordelais au sud-ouest, l'Agénais au sud et les premiers contreforts du Massif Central à l'est.

Périgueux, son chef-lieu, se trouve à environ 600 kilomètres au sud de Paris et à 120 kilomètres au nord-est de Bordeaux. La Dordogne est un des plus vastes départements français. Il couvre 925 kilomètres carrés, soit 1,7 % du territoire national. Il a la forme d'un vaste plateau incliné au nord-est (478 mètres à la forêt de Vimeux) au sud-ouest (33 mètres à Bergerac), des hautes terres granitiques du Limousin aux terrains sédimentaires du Bassin aquain.

### Néerlandais d'abord

Attirés par les sites préhistoriques (grottes ornées de Lascaux, fermées au public malheureusement, Font de Gaume... et gisements Laugerie...), par les richesses architecturales et historiques (châteaux de Hautefort, Beynac, Bourdellies, Puyferrât, églises et abbayes Cadouin, Brantôme, Chancelade, etc.), par la nature et le cadre, de nombreux touristes viennent visiter le Périgord. Des estimations permettent d'avancer qu'il passe annuellement environ cinq cent mille visiteurs dans le Sarladais, certaines personnes avancent même le chiffre de un million pour l'ensemble de la Dordogne.

Bien que ces touristes soient pour la plupart de passage, cet afflux est économiquement parlant une très bonne chose car la dépense touristique (directe et indirecte) peut être évaluée à environ 200 millions de francs. Les commerçants et de nombreux artisans s'en réjouissent. Malheureusement ce succès ne va pas sans poser des problèmes d'ordres divers : équipements d'accueil et de loisirs insuffisants, perturbation du marché de l'emploi, cohabitation avec le monde agricole.

Pour accueillir tous ces touristes, le département offre environ soixante mille places en hébergements classiques : résidences secondaires, hôtels, campings et gîtes. Malgré tout, il faut souligner l'essor de ce dernier mode d'hébergement, grâce à l'impulsion de l'Office départemental du tourisme, la Dordogne qui ne comptait que soixante gîtes il y a dix ans en loutre près de sept cents actuellement (gîtes ruraux et

gîtes communaux). Cet accueil reste nettement insuffisant quand on sait qu'en plus ce flux touristique est essentiellement concentré sur la période estivale. Les visiteurs, de plus en plus nombreux, d'Anglais et Allemands, surtout au printemps et à l'automne, permettent d'allonger la saison. Il existe un certain nombre d'équipements de loisirs : plans d'eau (Carrac-de-Gurçon, Saint-Estèphe, la Jemaye, Trémolat...), des piscines dans les principaux centres, des pistes équestres et des centres équestres, des sentiers pédestres, des promenades en roulotte, etc.

Il n'en reste pas moins que ces équipements sont insuffisants pour accueillir les touristes à prolonger leur séjour, en particulier au niveau des plans d'eau, car les loisirs liés à l'eau semblent être les plus recherchés en période estivale.

Ce flux touristique saisonnier n'est pas sans poser aussi des problèmes d'emplois en bouleversant localement le marché du travail. Le travail saisonnier ne permet d'occuper que temporairement des actifs qui se retrouvent inscrits à l'Agence départementale pour l'emploi en dehors de la saison. Les problèmes ne sont pas ressentis partout avec la même acuité. Le Sarladais drainant la majorité des touristes est sans doute la zone la plus sensible. En effet, en plus des inconvénients déjà vus, vient se greffer la concurrence pour l'utilisation des terres entre les agriculteurs et les acquéreurs de résidences secondaires (Parisiens et habitants du nord de la France mais aussi de nombreux étrangers, Néerlandais dans le Sarladais, Anglais dans le Ribéracais et le Bergeracois).

### Hors circuits

Les acheteurs de résidences secondaires ne paient pas les prix nettement supérieurs aux valeurs agricoles et, de ce fait, élèvent aux dépens des locaux des parcelles et même quelquefois des exploitations qui leur seraient très utiles, surtout dans cette région où les bonnes terres sont assez rares. Les agriculteurs étant pour la plupart restés en dehors du circuit touristique, considèrent plus le développement touristique comme une gêne que comme un avantage.

Pour essayer d'apporter des réponses à des problèmes, quelques suggestions viennent à l'idée. Il serait nécessaire d'encourager les touristes à mieux se répartir dans le temps mais aussi géographiquement sur l'ensemble du Périgord en équipant les autres régions moins connues

que le Sarladais pour l'accueil et les loisirs. Pour conserver le caractère rural du tourisme périgourdin, il semble souhaitable que ces équipements soient diffusés et que le tourisme s'intègre à la vie locale, et c'est pour ces raisons que les gîtes et le camping à la ferme semblent les mieux adaptés.

### L'eau trop loin

Dans les secteurs les plus sensibles, les terres agricoles devraient être réservées obligatoirement aux exploitants locaux. De plus certains agriculteurs pourraient peut-être orienter leur production en fonction de ce nouveau marché, car, sur les cinq cent mille touristes qui passent en Dordogne, la grande majorité se restaurant sur place et, pour l'instant, les restaurateurs et commerçants locaux vont se ravitailler sur les marchés hors du département (Lot-et-Garonne surtout). Enfin, il semble peut-être souhaitable de contrôler de très près la publicité afin que l'on ne soit pas conduit un jour à ne plus pouvoir offrir le produit varié : nature, calme, monde rural authentique.

La faiblesse démographique du département, sa basse densité, son manque d'industries sont autant de handicaps pour l'aménagement du territoire.

Ainsi les communes, à la taille souvent trop petite, n'ont que de très modestes moyens financiers pour réaliser les équipements à leur charge, voir, assainissement, bâtiments communaux, etc. Le budget départemental ne porte que sur 373 000 personnes, aussi le conseil général a-t-il des difficultés pour faire face aux besoins importants du département. Les pouvoirs publics se heurtent à des prix de revient supérieurs à la moyenne, et de ce fait réalisent moins de travaux.

Il s'ensuit un certain sous-équipement du département. Le taux de desserte en eau potable n'est que de 82 % au 1<sup>er</sup> janvier 1976, certaines communes n'ont encore pas l'eau et les 18 % restants à desservir sont les plus difficiles (dilatation, pentes...). La Dordogne connaît de sérieux problèmes au niveau des rejets d'eaux usées. L'assainissement des bourgs n'est pas que très limité : par contre, le problème de la collecte et du traitement des ordures ménagères est en passe d'être résolu dans la majorité des centres les plus importants.

Cet ensemble de problèmes auquel est confrontée l'économie périgourdine n'échappe pas aux pouvoirs publics qui viennent, des dernières années, de prendre plusieurs décisions importantes. Depuis le mois de septembre, le département de la



Dordogne est classé en zone de rénovation rurale, cette dernière mesure vient s'ajouter au classement de six cantons en zones pouvant bénéficier d'aides spéciales rurales, à un contrat de pays (Montpon), à un plan d'aménagement rural (PAR du Vertallacois) et à un périmètre d'action forestière (PAF de la Bessède).

Le Périgord, qui offre un cadre de vie assez exceptionnel, qui a des atouts non négligeables comme des productions

spéciales de qualité, un patrimoine préhistorique et historique de première valeur, ne doit pas se vider de sa substance humaine et en particulier de ses enfants. Car, à la limite, on pourrait avoir un très beau cadre de vie mais pour qui ? Même pas pour les touristes car je ne pense pas que ceux-ci viennent dans un désert humain sans services et sans nature entretenue par l'activité agricole.

BERNARD CONSTANT.

### L'homme

#### du jour

UNE sonnerie de clairon balbutiante s'élève au coin gauche de la place. M. Yves Guéna, par on ne sait quel artifice, semble se redresser encore alors qu'il se tenait déjà droit comme un i dans sa redingote bleu foncé. Des mains d'un agent de police ganté de blanc, il prend une gerbe qu'il va, avec le préfet et le député militaire départemental, déposer au cimetière de Périgueux (monument de la Résistance où ont lieu les cérémonies commémoratives). Il serra encore quelques mains, adressa quelques mots, récupéra son parapluie laissé à la garde d'un conseiller municipal qui s'installe au volant de la DS noire, car il fait aussi fonction de chauffeur et de secrétaire.

En quelques tours de roues, M. Guéna se rend à la mairie où à un autre rendez-vous. On l'attend, car tout le monde sait que M. le député-maire est à l'heure. Ce Breton d'origine, âgé de cinquante-quatre ans, qui ne se veut pas « parachuté », connaît le quart d'heure de retard cher aux Périgourdins. Les doc-

## Le secrétaire dans sa mairie

siers sont prêts. Les interventions sont brèves, les décisions ne se font pas attendre, et M. le secrétaire général de l'U.D.R. ramène dans sa voiture pour regagner Paris par l'avion ou par le Capitole.

Il rejoint son nouveau domicile de l'avenue Victor-Hugo, près de la place du Général-de-Gaulle. Un général dont il fut proche dès le 19 juin 1940. Des responsabilités nationales prennent le relais. M. Guéna n'aura pas cette fois-ci le loisir de se reposer dans son château de Chantillac à une trentaine de kilomètres de Périgueux, en bordure de la forêt de la Double.

Un château qui appartient aux descendants de la famille de Le Bourdonnaye, la famille de sa femme.

Quand il y séjourne, M. Yves Guéna travaille dans un bureau installé dans la tour du quinzième siècle. Par la fenêtre, il peut jeter un coup d'œil sur une campagne magnifique.

Lorsqu'il se rend à une manifestation, et notamment à des comices agricoles, il s'efforce

aussi d'aller jeter un coup d'œil à un élevage de chevaux. L'équitation est sa grande passion. Cette visite se fait souvent avec Utopie, son chien. On est au pays de Montaigne. C'est aux grilles de la cour d'honneur du château, après chaque élection, qu'est planté depuis novembre 1982 un tronc de pin décoré, surmonté du bouquet. La population locale est conviée à la fête avec des personnalités. Un buffet campagnard est servi. Le portail est aussi ouvert à la population le diman-

che matin, mais c'est surtout à la permanence de l'U.D.R., à Périgueux, que M. Guéna reçoit tous ceux qui ont une question à lui soumettre, à moins qu'il n'ait été questionné dans les rues du centre ou sur les pittoresques marchés de la ville.

Enfin, il est encore un endroit où l'on peut rencontrer de façon non officielle M. Guéna. C'est un restaurant de quartier qui s'appelle... Le Petit Châli.

JACQUES MAHAUS.

### ELECTIONS PRESIDENTIELLES

(premier tour)

NOM	1965
de Gaulle	40,07 %
Mitterrand	39,13 %
Lecanuet	11,78 %
1969	
Fompidon	30,76 %
Pohier	30,63 %
Duclos	25,45 %
Defferre	4,97 %
1974	
Mitterrand	67,87 %
Chaban-Delmas	25,15 %
Giscard d'Estaing	19,65 %

### LES PARLEMENTAIRES

— Deux sénateurs : MM. Marcel Bréguère (P.S.), Robert Lacoste (P.S.).

— Quatre députés : MM. Yves Guéna (U.D.R.), Raoul Jarry (P.S.), Alain Bonnet (radical de gauche), Lucien Datar (P.C.).

LE CONSEIL GENERAL est présidé par M. Robert Lacoste, sénateur socialiste.

## Petit Guide des Vins de Bordeaux

### IV. L'élégance des blancs secs : Graves, Entre-Deux-Mers, et Côtes de Blaye.



Qu'y a-t-il de plus rare, de plus précieux, de plus nerveux qu'un vin blanc sec de Bordeaux ? Il n'est en effet que de déguster un Graves sec sur un saumon à l'oselle, un Côte de Blaye sur une friture d'anguille persillade ou un Entre-Deux-Mers sur des légumes pour comprendre l'estomac favorable dans les blancs secs de Bordeaux jouissent chez leurs nombreux amateurs, en France comme à l'étranger.

D'autres vins blancs secs sont produits en Gironde. Citons entre autres les fameux Côtes de Bourg et les non moins célèbres Graves de Vayres.

Les Graves. Une région aux sols rudes. Vous vous souvenez sans doute, lorsque nous avons découvert ensemble les Graves rouges, des caractéristiques inhérentes des sols où ils tirent leur nom : une épaisseur variant de quelques centimètres à 3 mètres, de cailloux roulés et polis où le cep plonge très bas ses racines, vers le sous-sol calcaire.

Dans l'Ouest et le Sud immédiat de Bordeaux, ces sols sont encore plus particuliers puisque constitués, en un harmonieux compromis, de terrains de graves purs et de terrains de graves argileuses. La terre d'élection des Graves blancs secs est là. Si les Graves en effet possèdent race et nervosité, s'ils affirment leurs caractères avec une telle vigueur, c'est d'abord à ces particularités géologiques qu'ils le doivent.

Un caractère exceptionnel. L'élégance et la race ; on ne peut mieux qualifier les Graves secs. Nerveux, infiniment distingués et d'une extrême finesse, ne manquant pas de corps cependant, ils sont immédiatement reconnaissables.

Sans verdirer aucune fois tristes, sans violence ni degré alcoolique excessif mais délectablement bouquets, ils se boivent frais, tranquillement, laissant la tête légère et la langue agile.

Cet hiver, essayez donc un Graves sec sur des huîtres, des moules de Boulogne ou de Bouzigues crues, des paltes ou des chams, un poisson fin en sauce : non seulement c'est étonnant, c'est divin ! Les Graves blancs secs ne comptent que 8 crus classés. Précisons que certains châteaux sont classés à la fois pour leurs vins rouges et leurs vins blancs.

L'Entre-Deux-Mers. Géographiquement, ce nom d'Entre-Deux-Mers s'applique à toute la partie du département de la Gironde comprise entre Dordogne et Gironde, depuis la pointe du Bec d'Ambès jusqu'aux frontières des départements de la Dordogne et du Lot-et-Garonne.

Ici, le vignoble blanc règne en maître, dans une région riante de coteaux peu élevés aux vallons encaissés. Les vins qu'il produit sont appréciés dans le monde entier. Signifiait une appellation contrôlée particulière sise dans la région : "Haut-Benaugue".

Très recherchés, les vins d'Entre-Deux-Mers sont eux aussi de parfaits et charmants compagnons des fruits de mer et des poissons. A une grande finesse, ils allient souplesse, corps, fruité et ils laissent en bouche une inégalable sensation de fraîcheur.

Les Côtes de Blaye. La région des Côtes de Blaye est depuis toujours vouée aux vins blancs secs. Elle constitue toute la zone frontalière à la limite des départements de la Gironde à l'est, de la Charente-Maritime au Nord. Les Côtes de Blaye, dégustés bien frais sont un enchantement lorsque, par exemple, vous les servez avec la mouche (moules grillées sur lit de brins d'ail et de persil), les palourdes farcies, les huîtres d'Arcachon, les oursins, les crevettes sautées au beurre, etc.

L'Entre-Deux-Mers et une grande route bordelaise : "L'Alice à la Robinson". Si vous avez de la chance de trouver des aloses de Gironde chez votre marchand (vers avril-mai), voici une recette qui fait depuis toujours les délices des pêcheurs girondins.

L'Alice n'est pas exigeante pour sa préparation. Vous la couchez simplement sur le grill, entre deux draps de feuilles de laurier sur la brasse vive. Vous la servez sur un plat long, entourée d'une purée d'oselles bien réduites. Ou quelques pommes vapeur à la rigueur.

Après avoir, vous aurez pris soin d'enlever la grande arête en incisant le dos du poisson, tout du long. Elle se détachera facilement si la cuisson est à point.

Donnez le choix entre une sauce vinaigrée à l'estragon, ou un beurre blanc fondant et poivré. Voilà, c'est tout. Mais avec un Entre-Deux-Mers bien frais, c'est un régal. Important, veuillez noter que, sauf exception, les blancs secs de Bordeaux se boivent jeunes.

Pour en savoir plus. Nous n'avons pu vous donner ici qu'un aperçu très succinct sur ce quatrième groupe de vins de Bordeaux. Nous vous suggérons de le garder précieusement : d'autres pages vont suivre dans ce même journal cette semaine (où ce petit guide pourra vous être fort utile). Cependant, si vous désirez obtenir de plus amples informations sur le sujet, le C.I.V.B., Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux se fera un plaisir de vous faire parvenir dans les plus brefs délais les diverses plaquettes et documents récemment édités concernant les Blancs secs de Bordeaux. Il vous suffit d'écrire à l'adresse suivante : C.I.V.B., 11 Cours du 30 Juillet, 33075 Bordeaux Cedex, Tél. (56) 44.37.82.

Les Vins de Bordeaux & Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux.

## Les plus beaux voyages du monde.

Carnaval à Rio & Amazonie. 12 jours ..... 8.900 F	NEIGE Sud Nordique en Norvège. 8 jours ..... 1.950 F
Découverte Pays Incas. Pérou. Bolivie. 15 jours ..... 8.500 F	Le Groenland à traîneaux à chiens. 12 jours ..... 7.570 F
Féerie des Mers du Sud. Moorea. Papeete. Bora-Bora. 17 jours ..... 12.045 F	Tignes. 7 jours ..... 1.240 F
Les Iles : "Seychelles". 10 jours ..... 3.450 F "Réunion-Maurice". 16j : 4.800 F "Île de Goé". 10 jours ..... 3.990 F	VOS WEEK-ENDS ALondres. 3 jours ..... 1.075 F A Pampodour (Club équestre). 2 jours ..... 350 F
CROISIÈRES Aux Caraïbes. 9 jours ..... 5.300 F	LA CHASSE/À LA PÊCHE "Surf Casting" en Mauritanie. 9 jours ..... 3.700 F

Au départ de Bordeaux en vol direct.

NOUVEL AN

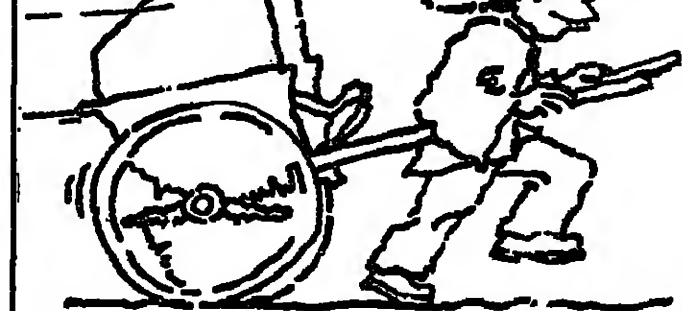
SPECIAL DJERBA

9 jours ..... 1.755 F

Havas Voyages Bordeaux

54 cours du Chapeau Rouge

Tél. 52.67.91 - 52.67.82





# Le Monde

## DES LIVRES

### La nouvelle : un genre dédaigné

L'ENTREPRISE romanesque est souvent présumée, voire immodérée : vouloir tout enfermer dans un livre, tout embrasser, tout recouvrir... En regard, quelle modestie dans la nouvelle, quelle sobriété dans cet art du langage qui est, en même temps, un art du silence. Mais les Français, qui boudent leurs moralistes — qui lit Clément ? — n'aiment guère leurs nou-

vellistes. L'art du bref est, ici, dédaigné, déconsidéré. Il faut faire preuve, pour s'attirer la faveur du public, de la maîtrise des entraîneurs d'athlétisme, c'est de faire monter les coureurs sur une distance supérieure. De même en littérature...

Et pourtant, la nouvelle est complaisante, pour qui entend varier ses plaisirs. On peut la placer entre un match de football et une heure de réverie ou de méditation. Le roman s'y prête moins. La mauvaise réputation des nouvelles n'a pas découragé les éditeurs, cette saison, puisqu'ils viennent d'en publier six recueils, qui sont analysés page 28. Nous avons demandé aux auteurs les raisons qui les avaient amenés à choisir ce genre littéraire. — F. B.

### POURQUOI EN ÉCRIVENT-ILS ?

ANDRÉ PIEYRE DE MANDIARGUES

Au mot « nouvelle », qui en français a souvent une signification diminutive, le préfixe celui de « conte », qui rattache à une époque qui m'est particulièrement chère, celle du romantisme. Parions donc plutôt de récit bref, de narration courte. Je crois avoir souvent dit que l'on commence généralement à écrire pour se procurer à soi-même ou pour tenter de procurer à des lecteurs une émotion comparable à celle que l'on doit à certaines lectures exaltantes. Dans mon cas, quand j'ai commencé à écrire de petits récits, proches du poème en prose, je sais que je suivais à la trace plusieurs écrivains, allemands et français, du merveilleux du dix-neuvième siècle : Hoffmann, Arnim, Nerval, Mérimée, Balzac, Flaubert, entre beaucoup d'autres.

Malgré son écriture souvent trop hâtive, Balzac m'a passionné et me passionne toujours, avec une sorte de prédominance absolue, et je sais que je n'en finirai pas si je commençais à citer les titres de ceux de ses récits qui m'enchantaient. Sur le plan de l'outrance, (rappelons seulement le conte El Verdugo), je me plaie à le rapprocher de Mishima. Et l'une des meilleures raisons que j'ai de préférer le récit bref au long roman est que le premier rend acceptables au lecteur des outrances de sujet et des recherches de langage chargé qu'il supporterait difficilement, me semble-t-il, dans le cas du second.

CORINNA BILLE

Je n'écris pas uniquement des nouvelles. Il y a eu deux romans : Theoda, paru aux Portes de France et à La Guilde du Livre, Lausanne. Et le Sabot de Vénus paru aux éditions Rencontre et au Livre du mois, Lausanne. Un autre roman, Ciel-de-Mer, doit paraître plus tard, et je termine en ce moment un quatrième roman, la Carte du Tendre. Mis il est vrai que j'écris plus facilement et plus volontiers la nouvelle. Parce que je la domine très vite. Elle peut s'écrire d'un trait. (Je suis impatiente, concise). Le choc, l'élément de surprise, y jouent un grand rôle. Et j'ai toujours aimé l'étrange, l'insoluble.

PIERRE BOULLE

Parce qu'il s'agit d'un genre indéfinissable qui se situe quelque part entre le récit et le poème en prose, et que les Anglo-Saxons, en particulier Joseph Conrad et Edgar Poe, ont porté à la perfection. Pour moi, la nouvelle commence en général mes histoires par la fin. Je sais toujours où je vais, ce qui n'empêche pas les surprises en cours de route. Pourquoi le public préfère-t-il les gros romans ? Je l'ignore mais constate qu'il s'agit d'un phénomène général. Seuls les Japonais se montrent encore intéressés par les nouvelles. Puissent les lecteurs et les éditeurs français suivre leur exemple !

CATHERINE D'ETCHEA

...Parce qu'elle raconte une histoire, — mais une histoire qui ne peut pas être séparée des mots avec lesquels elle est dite ; parce qu'elle exige un rythme, un équilibre, une unité, une structure ; parce qu'elle impose un langage précis, concret, exact ; parce que ce qu'elle dit coïncide avec la manière dont elle le dit ; parce qu'elle est alerte, sans pages parasites, sans temps morts ; qu'elle n'exprime ni directement ni consciemment les constantes de l'écriture ; qu'elle n'explique et n'explique jamais, laissant le lecteur libre de la traduire dans le langage de son propre vécu ; parce qu'elle offre tout ce qu'elle contient comme un tout saisissable globalement ; parce que dans le contexte le plus banal, l'incongru, le paradoxal, l'ironie, me sautent aux yeux ou me prennent à la gorge et me mettent en branle mon imagination ; parce que je n'aime pas l'utile, que j'écris de la poésie, que j'aime les histoires, que je n'aime pas la littérature ennuyeuse, que j'absorbe avec l'humour, qu'il y a beaucoup de formes d'intelligence mais un seul cœur, que je ne me prends pas au sérieux : voilà pourquoi j'écris... que des nouvelles.

JUDE STEPHAN

La nouvelle ? « Ce que l'existence comporte de problématique et de fondamental », dit Lukács. Avec presque rien, c'est suggérer tout. En réaction contre le montage-montage et la temporalité fourre-tout du vieux roman (genre qui survit sous nos yeux à sa propre mort), et à la différence du récit qui est l'aboutissement logique du nouveau roman, la nouvelle reste l'unique refuge laissé à la prose pour cerner l'insolite, la surprise, le captivant, aussi bien au niveau des relations les plus naturelles (Tchekhov) qu'extrêmes (Sade) que des événements les plus fantastiques (Kafka).

GABRIELLE WITKOP

Pour traiter de l'individu suspendu dans le vide et qui, la tête en bas, dialogue désespérément avec lui-même, la nouvelle m'offre son rythme d'épure, les difficultés de la concision m'assurent une bonne possibilité de contrôle sur ce que j'écris. Si, comme Proust, l'on choisit la voie de la prolifération, il n'empêche que le principe fondamental reste le même : celui de l'exactitude. On reconnaît la poésie à ce qu'elle ne dérange pas. Je n'ai pas appris l'art de la nouvelle dans les livres, mais sur des récits impossibles, dans les kung-fu, en des lieux bizarres et malsains, partout où survivre signifie voir et penser juste. Quant au reste, c'est en mon âme que je l'ai découvert.

(Lire page 28 la présentation de ces différents recueils.)

Cent vingt ans de « correspondances de guerre »

### De la création des mythes à la difficile vérité

★ LE CORRESPONDANT DE GUERRE de Philip Knightley, trad. de l'anglais par Jacques Mall et Jacqueline Lagrange, Flammarion, 384 p., 55 F.

VOICI une somme effrayante, un travail extraordinaire, pour tâcher de prouver à quel point le mensonge, délibéré, par omission ou inconscient, domine le compte rendu des guerres par les journalistes. En fait, l'ouvrage de Philip Knightley va encore plus loin dans ses accusations, en prouvant qu'il est pratiquement impossible de décrire le cours réel d'un conflit. Selon lui, le correspondant de guerre devient même souvent, par aveuglement ou par complicité, un créateur de mythes — mythes faux destinés à enflammer une opinion publique dans la justesse de la cause nationale et dans la haine de l'ennemi.

L'auteur a examiné impitoyablement chaque conflit important, de-

puis la guerre de Crimée jusqu'à la guerre du Vietnam. C'est au moment de la guerre de Crimée que naquirent les correspondants de guerre — le plus célèbre étant un certain Russell. Il décrit en termes très durs l'état lamentable du corps expéditionnaire anglais, et la stupidité, alors baptisée héroïque, de la fameuse charge de la brigade légère. En fait, pour un correspondant de guerre, écrire avec réalisme et exactitude est l'exception qui ne se retrouve plus guère dans le reste de l'ouvrage. Cela tient à ce qu'à cette époque les armées, les services publics, les gouvernements, n'avaient pas encore une connaissance du nouveau phénomène que représentait la présence des correspondants de guerre dans les campagnes militaires.

LUCIEN BODARD.

(Lire la suite page 28.)

roman

Roman? Qui, par l'articulation savante des péripéties, le souffle haletant, claquant, d'une écriture nette et crépitante. Mais l'histoire est vraie. R. Dadoun / Le Nouvel Observateur

## Raymond Jean

### La fontaine obscure

Une histoire d'amour et de sorcellerie en Provence au XVII<sup>e</sup> siècle

228 pages 39 F

SEUIL

### DU BON USAGE DES « BEST-SELLERS »

## Et si l'instinct maternel n'existait pas ?

de résonance et égoïste : à quel bon avoir appris le grec pour se retrouver épouse idéale et, comme à titre d'un journal local, « la simplicité même » ! Parce que, aussi, quelque chose n'est pas de l'outrance à fuir, elle réside à essayer, à la façon d'Emma Bovary, « une destinée nouvelle ».

L'interdiction de ses ébats conjugaux par un des gosses de la maison n'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. A la sortie d'un supermarché où les ménagères de son espèce lui sont subitement apparues comme d'abruties Danaïdes, elle « déserte » avec sa 2 CV, en direction du Grand-du-Roi.

Où, ce n'est pas le dévergondage irréversible ! La femme se contente de jouer à la rigole, de se déguiser en minette, d'accepter les compliments du garçon d'hôtel et la cour platonique d'un étudiant de rétro. Elle renoue avec le souvenir de son enfance, et d'un oncle vif, plus qu'elle ne s'arrache à sa condition. Au bout de trois jours, elle retournera vers ses lessives comme vers le paradis et une loi « naturelle », au même titre que les règles, les larmes et la résignation muette. Elle prédit que le traditionnel amour conjugal survivra aux actuelles tentatives pour s'en passer, et les ridiculiser.

Mais le peu de conscience qu'elle a pris promet de troubler de nouveau, et plus sérieusement, son acceptation comme « normales » des corvées de pluche. Elle a aperçu quelle commodité cachait la fable masculine de l'« inépuisable courage féminin ». Elle s'est posé la question : « Que peut-on espérer de nouveau à quarante-cinq ans quand on est une femme ? » Elle a découvert ce qu'il y avait de truqué dans l'alternative, réputée facile, entre être trop coquette ou pas assez, respectée ou abusée, adorée ou trahie, vide ou submergée. D'un coup de tête est née une amorce de révolte qui, tel l'embryon, ne se laissera plus oublier.

Sous des dehors aussi anodins et « réactionnaires » — la politique y est mise dans le même sac, au cinéma, que le sexe et la violence, — le premier roman de Françoise Dorin, connue et fêtée au théâtre pour sa résistance ironique aux idées dans le vent, se révèle très en pointe, et même subversif. Ce n'est plus seulement la prédestination des femmes à faire la vaisselle qui est remise en cause, mais leur cœur de mère. D'adorable tyrant qu'il était chez Frédérique Hébrard, l'enfant devient ouvertement l'obstacle à la liberté et au bonheur !

La narratrice n'a pourtant rien d'une pétroleuse ni d'une aventurière

Par Bertrand Poirot-Delpech

des sens. Avec moins de chance que l'autre puisque, au lieu d'un mariage aimant, elle a épousé un échotier volage, elle partage le même attachement aux délicatesses d'autrefois. Elle est choquée par le nudisme et le libertinage des amis de son mari.

Lorsqu'elle rencontre au jardin d'acclimatation un père divorcé et qu'elle en tombe amoureuse, elle se comporte sans plus d'effronterie que sa grand-mère. Si l'expression des sentiments se ressent des bandes dessinées — « sa tête éclate de bonheur, pshitt... », « ils s'embrassent, schlooch ! », — leur progression reste celle des romans de Paul Bourget. On se presse la main dans les voitures, on se dit des grossesses, longtemps avant de se mettre au lit, rougissant, faulx. Les scènes de volupté sont d'ailleurs étouffées, traitées en rébus après coup, comme naguère au cinéma. L'héroïne et l'homme s'avouent « amoureux » en ces matières. Entendez : attardés.

L'agacement devant les enfants, dont le culte allait de pair jusqu'ici avec de telles pudeurs, n'en est que plus frappant.

Dès les premières pages, le petit Jérôme fait figure de géniteur. Sa maman ne trouve personne pour s'en débarrasser les jours de congé. Elle lui impute ses échecs comme décoratrice. Quand il tombe d'un portique et s'ouvre la jambe, elle est moins émue que son futur amant. Au cours de la cure où se nouera son idylle, elle envisagera que l'enfant, comme celui d'un mari c'est un mari, défende « sa » place jusque dans son lit, et oppose à son bonheur un véritable « bouclier ». Si elle renonce finalement à divorcer, c'est moins par amour du petit, dont son mari menace d'obtenir la garde, que par dépit qu'une autre s'en occupe.

L'héroïne n'est pas seule à éprouver cette espèce de « rat-le-bol » de la maternité. Sa sœur, mère de famille nombreuse à l'ancienne mode, ressent à la fois comme une injustice et une faute le fait que ses enfants la quittent pour des destins stupides, à ses yeux, ou catastrophiques. Son employeur devient alcoolique et se suicidera par suite des dépravations et de la mort accidentelle de sa fille.

ELLE s'exprime par la narratrice ou par des comparses, la « morale » du livre cherche essentiellement à ébranler le « mythe » de l'accomplissement par la procréation.

Le bonheur des mères ne serait certain que quand les enfants dorment, à bonne distance de leur chambre. Elles auraient toujours peur, quand elles les font jouer, qu'ils s'ennuient autant qu'elles. La libération des femmes passe par le droit de ne plus s'en occuper. Il est « ridicule », « anormal », voire « pitoyable », de renoncer à l'amour à cause d'un gosse !

Sans aller jusqu'à professer, comme un des personnages, que les « gâtés

c'est chiant comme la mort, et c'est la pire comédie d'en avoir ! », l'héroïne se demande si l'exaltation de l'enfantement n'est pas une invention intéressée des générations précédentes, plus qu'une loi viscérale. Cela donne des vergetures, ne vous prolonge pas mieux qu'une belle réussite professionnelle, et n'a jamais consolidé les couples en décomposition. L'amour maternel passe, comme l'autre.

Beaucoup de femmes s'entêtent à accoucher sans vraie envie, parce qu'un les a intoxiquées de mère en fille. On leur a caché que les enfants « ne pointent jamais, ni mal, ni très », forts de ce qu'ils n'ont pas demandé à naître et de la culpabilité où nous maintient cette drôle de décision prise à leur place, sans toujours y penser...

Il y a seulement vingt ans, un tel desonement aurait fait scandale. Des siècles de sacralisation du cœur maternel s'y trouvent bafoués, l'air de rien, au nom de ce que l'enfant empêche de faire carrière dans le design, de partir en week-end, de garder la peau lisse, et qu'il « paie mal » !

Le voilà le secret du dépeuplement dont s'alarment certains natalistes. Le voilà la philosophie à laquelle l'Europe devra peut-être de disparaître, ou la race blanche de connaître le sort des Peaux-Rouges.

Et ce n'est pas un quateron de féministes enragées qui gêne le doute, ni un sale collectiviste, ni un contempteur sournois des valeurs occidentales. C'est un produit et un partisan de ces valeurs, qui tient par ailleurs aux fraîcheurs du cœur, aux échanges de monnaies brodées, comme aux menus amalgamants. C'est l'auteur de Boulevard du plus lié, fond et forme, à l'héritage et, de ce fait, le plus couru. C'est maintenant une des romancières les plus vendues de l'année et jugées de bon aloi.

Que notre société vole malmenant ses derniers tabous par ses propres défenses donne la mesure de ses contradictions, ou plutôt, comment dire ? de son étiologie.

★ UN MARI, C'EST UN MARI, de Frédérique Hébrard, Flammarion, 224 p., 20 F. — VA VOIR MAMAN, PAPA, TATA VALLÉE !, de Françoise Dorin, R. Laffont, 286 p., 20 F.



# LITTÉRATURE ET CRITIQUE

## La nouvelle : un genre dédaigné

**ANDRÉ PIEYRE  
DE MANDIARGUES**  
*Ces belles histoires  
d'amour et de mort*

« Le petit garçon sournois dans lequel Saluste Tatin était retourné avait rejoint sa main sur la main de Cornélie qui tenait le couteau, et puis avec un sourire à elle adressé pour lui montrer qu'il entrerait dans son minodrame ou dans sa plaisanterie, il avait mis l'autre main dessus et il avait appuyé de toute sa force on de tout le poids de son corps, ce qui avait enfoncé la longue lame, entre deux côtes, comme dans une statue de bronze. »

\* **SOUS LA LAME**, d'André Pieyre de Mandiargues. Ed. Gallimard, coll. « Le chemin », 157 pages, 22 F.

Un homme fuit parce qu'une soudaine envie lui a pris d'écraser à coups de poing le visage de la bien-aimée. Etienne, la nuit, le jour, dans deux villes ennemies, en pleine Italie fasciste. Dans un cimetière transformé en bordel, l'obsédé dévoile, sans la toucher, une prostituée curieusement harnachée. La surprenante déambulation se poursuit à travers le fantasme d'un supplice et la grisaille d'un vin lourd. Prélude à la mort ou sa conjuration ?

**CATHERINE  
D'ETCHEA**  
*La férule*

« Monsieur le consul, dit Mme l'ambassadrice de sa voix claire et posée, bien timbrée, monsieur le consul, vous êtes vraiment trop aimable, mais si vient dans votre lit, je crois bien que je n'en sortirai jamais. »

\* **PERSONNES PUBLIQUES, VIES PRIVÉES**, de Catherine d'Etchéa. La Table ronde, 202 p., 42 F.

Avec ce second recueil de nouvelles qui fait suite à *Des demeures et des gens*, sélectionné en 1975 pour la Bourne Goncourt et choisi comme « livre de l'été », Catherine d'Etchéa affirme un art singulier, redoutable de l'histoire courte.

**CLAIRE  
GALLOIS**

**JEREMIE  
LA NUIT**

Une femme, un homme, un enfant, la plus belle et la plus cruelle des histoires d'amour.

« Une partie de cache-cache, avec soudain le gravité d'un ter insaisissable qui est d'un écrivain. »

« Les trois ans de sa vie ont été effacés par la gorge au fil des années. »

Jean-Marie Roberts (Le Quotidien de Paris)

« Un roman humain et sensible, singulier et vibrant. »

La vraie littérature, finit toujours par guérir. »

Joël Schmidt (Reformateur)

**BUCHET / CHASTEL**

**GABRIELLE  
WITTKOP**  
*ou le festin  
de l'araignée*

« Odette est assoupie dans la humidité orange, les mains posées sur ses seins aux arêtes de sable. Sable certes, car tout cela, la conquête fut trop facile, depuis la condescendance rassurante, bienveillante jusqu'au prétexte des colifours essayés, l'impossible échange de vêtements incompatibles et, ultime subterfuge, celui du mariage. »

\* **LES HOLOCAUSTES**, de Gabrielle Wittkop. Hachette, coll. « Les Signatures », 120 pages, 32 F.

D'une écriture somptueuse et raffinée, soyeuse et cruelle, les six récits de Gabrielle Wittkop, dont on avait apprécié le *Véritable* et le *Mort de C.*, plongent dans un arrière-monde à la Goya ou à la Jérôme Bosch. Figures de gargouilles comme on voit dans les bas-reliefs des églises médiévales, monstres hurlant, grossièrement esquissés ou violemment enluminés, figés dans

J. P.

**GABRIELLE  
WITTKOP**  
*ou le festin  
de l'araignée*

leur accomplissement et carnés d'ombre, grotesques de Carnaval dont la ronde atroce s'achève en meurtre. Un drogus hollandais s'abîme dans une île d'Indonésie. Une amante intrépide possède et anéantit les petites maîtresses de son amant-trère. Deux éphèbes poursuivent dans un quartier de Paris une quête impossible et suicidaire.

Et surtout les monstres. Monstres de cette fondation madrilène, enfantes par quel génie maniaque et méthodique de l'anomalie « image perverse d'un fabuleux accomplissement » et qu'un ordonnateur de pompes malsaines entraîne dans une orgie démoniaque et obscène. Monstres du Pire, tapis en quel labyrinthe d'un palais des expositions désolées, femmes à l'œil blanc et aux petites d'araignée dont les victimes sont des enfants. Et, pour conclure, qui fut peut-être la tante de la narratrice, cette femme-ventre aux membres grêles, dans le décor cosmétique du Paris des années folles dont le destin s'achève dans l'embrasement l'ameur du Bazar, de la charité, somptueux holocauste comme le final d'un feu d'artifice tragique et dérisoire, rive ultime sur les décombres de nos fantasmes et de nos perversions.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

P. M.

**CORINNA BILLE**  
*D'étranges pensées*

« Je demeurais triste et songeur. Les êtres me demandaient tous de les laisser, et moi je m'obstinais à les poursuivre. Serait-ce alors toute la vie ? Et si non, quel désir de quitter ce monde, où l'on ne rencontre réellement personne. »

\* **LA FRAISE NOIRE**, de Corinna Bille, préface de Dominique Aury, Gallimard, 210 p., 33 F.

CORINNA BILLE, écrivain suisse, qui reçoit l'an dernier la bourse Goncourt de la nouvelle pour son recueil *La Demoiselle sauvage* (1), fait ressortir un des traits du genre : l'attention qu'il porte aux faits divers, aux événements mineurs, aux visages obscurs. Dans *La Fraise noire*, on ne trouve pas de héros, mais des hommes et des femmes ordinaires. Quel de plus commun qu'une vieille femme, couchée dans son lit, avec la fièvre ? Et pourtant sous le gris, la besogne des jours, l'auteur laisse entrevoir d'étranges pensées, d'étranges aventures, ne serait-ce que celle-ci : « Ce bruit d'eau », qu'entend la vieille femme « depuis qu'elle devient sourde. Ce bruit de

leur accomplissement et carnés d'ombre, grotesques de Carnaval dont la ronde atroce s'achève en meurtre. Un drogus hollandais s'abîme dans une île d'Indonésie. Une amante intrépide possède et anéantit les petites maîtresses de son amant-trère. Deux éphèbes poursuivent dans un quartier de Paris une quête impossible et suicidaire.

Et surtout les monstres. Monstres de cette fondation madrilène, enfantes par quel génie maniaque et méthodique de l'anomalie « image perverse d'un fabuleux accomplissement » et qu'un ordonnateur de pompes malsaines entraîne dans une orgie démoniaque et obscène. Monstres du Pire, tapis en quel labyrinthe d'un palais des expositions désolées, femmes à l'œil blanc et aux petites d'araignée dont les victimes sont des enfants. Et, pour conclure, qui fut peut-être la tante de la narratrice, cette femme-ventre aux membres grêles, dans le décor cosmétique du Paris des années folles dont le destin s'achève dans l'embrasement l'ameur du Bazar, de la charité, somptueux holocauste comme le final d'un feu d'artifice tragique et dérisoire, rive ultime sur les décombres de nos fantasmes et de nos perversions.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

Gabrielle Wittkop : un curieux coup de patte pour un festin de l'araignée.

**JUDE STEPHAN**  
*ou l'art  
de surprendre*

« Les hommes m'ont ruinés, ils m'ont ruinés, enfants - ils m'ont ruinés dans la merde des cabarets (en général, je trouve que c'est des cons). Mon père était épicière, il boitait de la guerre, il s'assessait sur une chaise le dimanche, à califourchon. Sur la fin de ma vie courte, je n'aimais plus que chier, tranquille, sifflant. »

\* **LA CREVASION**, de Jude Stephan. Gallimard, « Le Chemin », 190 p., 25 F.

CHACUNE des dix nouvelles est une surprise. Jude Stephan possède l'art de déjouer, de détonner. Si l'on avait une comparaison sportive, on dirait qu'il aime prendre son lecteur à contre-pied, qu'il use tantôt du revers ou du contre, du lobe comme du smash, qu'il n'effraie rien tant que la balle coupée ou amortie où le joueur classique s'attendait à un coup droit.

Ce parti pris d'étonnement qui ne relève pas d'un système, mais d'un esprit (voir ses déclarations plus haut) s'applique aux titres eux-mêmes.

Une journée sans femme n'est pas l'histoire d'une dame en absence de partenaire, mais au contraire celle d'un homme qui au cours d'une même journée se livre à un véritable rodéo sexuel.

Les *Fourmis*, ne sont pas des

fourmis, mais les pensées grouil- lant dans la tête d'un homme jeune attendant sa femme-enfant, sa femme-cabrit, sa femme-capricieuse à la terrasse d'un café.

Les *Monstres* sont ceux, fantasmes, abominations, des joueurs d'une équipe de football dont l'auteur décrit avec une minutie attentive et appliquée la partie. Et cette partie dont les joueurs s'appellent Urbibères, Koranyi, Rimbibère, Abbiggion, Gadamundson devient quelque saga féérique, quelque épopée olympienne à la pour- suite de la Telson d'or (il est difficile d'écrire sur le sport, et Jude Stephan en renouvelle beau- coupement la manière).

La *Crevasion* qui donne son titre au volume n'est pas un incident de route, mais la fin de parcours d'un vieil homme qu'obsède l'absence de sa fille.

Et *Portrait de jeune cycliste* recrée en ses méandres une his- toire d'innocence.

Mais la singularité ne s'arrête ni au titre ni au thème. Elle est dans la manière qui pour chaque nouvelle s'adapte au sujet traité : tantôt musarder, tantôt insolente, tantôt provocante, tantôt indif- férente, tantôt obscure, tantôt tra- gique, comme dans *Le Retour à Smyrne*, byzantine, allusive, ouvra- ge ou, comme dans le *Nettoyage de tranchées*, approximative, incohérente, hasardeuse et naïve.

L'unité, ici, n'est pas dans le style, mais dans une vision sar- castique, cruelle, humoristique, funèbre et intimiste de la vie, qui lui donne son « ton ».

P. M.

**PIERRE BOULLE**  
*Attention ! Danger*

« Le vieillard qui m'a raconté ces histoires se donne pour un prêtre, mais il n'est le ma- nifeste d'aucune confession re- connue. »

\* **HISTOIRES PERPÉTUES**, de Pierre Boule, Flammarion, 233 p., 34 F.

EN douceur, en tapinois, avec un minimum de mots choisis parmi les plus discrets, les plus feutrés, Pierre Boule distille ses poisons. On y goûte sans se méfier, l'humour crasse sous la dent. Un bout de phrase intrigue, invite à poursuivre, et le tour est joué, nous voici prisonniers du maléfice. Des prisonniers consen- tants, subjugués, qui savent que le venin jusqu'à la dernière goutte, jusqu'à la dernière page.

GABRIELLE ROLIN.

## VIENT DE PARAÎTRE

**Histoire littéraire**  
**ANDRÉ LE REVEREND** : *Lyonesse, sermons*. — Préface de Jean Guiraud. Auteur d'une thèse de doctorat de lettres consacrée à Lyonesse, André Le Réverend, doyen de la faculté des lettres et sciences humaines du Centre universitaire d'Avignon, étudie dans ce volume, à partir des œuvres du marchand mais aussi de très nombreux documents inédits, l'unité de l'exis- tence, de la pensée et du langage chez Lyonesse. (Ed. Ophrys, 400 p., 68 F.)

**CHRISTIAN JAMBERT** : *Apologie de Platon*. — Une suite de méditations sur l'actualité de la démarche plato- nienne, par l'un des auteurs de l'Atég. (Grasset, coll. « Théorèmes », 234 p., 32 F.)

**RECTIFICATIF**  
Deux coquilles ont dénaturé le sens de deux passages de l'article intitulé « Et après », publié dans la page d'études religieuses du « Monde des livres » du 12 novem- bre 1976. La citation de l'Apoca- lyptique n'était évidemment pas : « Oui, je vais revenir. Assez », mais : « Oui, je vais revenir. Amen. » Dans le passage suivant, il convenait de lire : « Soulever la nuque » au lieu de « Soulever la messe ».

**Francis Vanoye**

**expression  
communication**

« Un excellent ouvrage d'initiation aux problèmes de communication. Élé- ments théoriques et exer- cices pratiques s'y entre- mêlent judicieusement. »

(Entreprises et Formation continue)

ARMAND COLIN

**FRANÇOIS GEORGE** : *Sanctus*. — Deux volumineuses études de co- mptes rendus de la philosophie de Jean-Paul Sartre le replacent dans sa situation historique. (Christian Bourgeois, 430 p., 75 F.)

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)

**Testoignage**

**PIERRE GOLENDORF** : *Sage*. — Trente-huit mois dans les prisons de Fidel Castro. Un photo- graphe français membre du P.C.F. ra- conte la révolution cubaine, les déshon- nements, les emprisonnements, les morts, son « goûd » tropical. (Gallimard, coll. « Ligne de mire », 320 p., 24 F.)







# Le nazisme remis en ordre

## De la création des mythes à la difficile vérité

# L'ÉTAT EN CRISE

# PIERRE LEFRANC

# CHARLES DE GAULLE

raconté  
aux jeunes

Un grand album illustré  
par PAUL DURAND

**"Un destin  
exceptionnel raconté  
avec fidélité et rigueur"**  
**LE MONDE**

**"On ne pouvait mieux faire"**  
**LE PARISIEN LIBERE**

**EDITIONS G.P.**

ÉTUDES

# L'HOMME

La Crise de l'Etat constitue ainsi un effort appréciable pour atteindre différents points de vue, l'échiquier du gauchisme est de donner une meilleure connaissance des appareils étatiques et des nouvelles formes de conflits sociaux et politiques : la théâtralité catastrophique des anciennes prophéties se transforme en analyses minutieuses. Un y voit l'Etat comme un organisme qui lui, bien que sacré par ses crises, développe toujours ses ressources et ses énergies dans la crise instable des compromis, pour se transformer et réformer. Cet Etat parvient à « gérer la crise », par l'interven-

**M.-A. MACCHIGLIOLI.**

① Anteur de « Pouvoir politique et classes sociales » (Gonthier, 1968).

② « Fascisme et dictature » (Maspero, 1970), et les « classes sociales dans le fascisme » (Gonthier, 1971) (Seuil 1971), etc.

③ Cet ouvrage a été édité par : Suzanne Bricman, Jean-Louis Glucksmann, Manuel Castells, Dominique Charvet, Michel Oron, Jean-Louis Leca, Jean-Louis Leca, Jean-Louis Hirsch, Alain Joxe, Jacques



# LES FEMMES ET LA SEXUALITÉ

## DEUX ESSAIS SUR LE VIOL

### La fin du silence

★ LE VIOL, de Susan Brownmiller. Traduit de l'américain par Anne Vigneau. Préface de Benoîte Groit. Stock, 320 p., 45 F. (sa librairie le 23 novembre).

★ LE VIOL, de Marie-Odile Fargier. Grasset, coll. « Le Temps des femmes », 224 p., 30 F.

APRÈS les luttes pour la contraception, puis pour l'avortement, on voit s'engager, ces derniers mois, une série d'actions contre le viol. Habituellement passée sous silence, la question soudain « fait du bruit » : des batailles juridiques en cours, une journée à la Mairie animée par de nombreux mouvements de femmes, une édition du magazine télévisé « Vendredi », sur FR 3, des masses de tracts, une foule d'articles, de la presse d'extrême gauche aux journaux dits « féminins », sont là, entre autres, pour en témoigner. A ce dossier déjà volumineux, deux livres aujourd'hui ajoutent quelque sept cent cinquante pages.

« Que se passe-t-il donc ? Que veulent-elles encore ? » disent certains, sans voir qu'une même démarche, pour les femmes, se poursuit : vers la libre disposition de leur corps. Selon « leur » désir : pour le plaisir et non pour le devoir ; pour agir par envie, et non sous la contrainte ; pour pouvoir solliciter ou refuser — bref, choisir, et non subir. En chemin, la question du viol devait être posée : c'est là qu'apparaît le plus brutalement la domination du sexe dit « fort ».

C'est simple. Mais, très vite, tout se complique. Les discussions naissent de façon apparemment inextricable des arguments juridiques et les préjugés, l'histoire et l'actualité, le psychologique et le social, le silence et les cris. Et pourtant, ce débat qui touche à tant de problèmes concerne directement chacune : quelle femme n'a jamais « eu peur » ? Et chacun : quel homme n'a jamais « eu envie » ?

Susan Brownmiller et Marie-Odile Fargier tentent d'y voir clair. L'une est journaliste aux Etats-Unis, l'autre travaille au Quotidien de Paris. Proches par leurs thèmes, leurs livres diffèrent par le ton. Publié l'année dernière *Against our will* (Contre notre volonté), de Susan Brownmiller, est réellement une « somme », une de ces mines de renseignements, de statistiques, de réflexions et de ferveur dont les militantes américaines ont le secret. Tout y est, et il sera désormais impossible de ne pas se référer à cette première étude d'ensemble consacrée au viol.

A cette recherche gigantesque, qui a ses lourdeurs, accentuées par la traduction et qui insiste sur les problèmes américains, s'oppose la vivacité de l'enquête menée en France par Marie-Odile Fargier, dont l'ouvrage inaugure chez Grasset une nouvelle collection « Le Temps des femmes » (dirigée par Danièle Granet, Catherine Lamour et Nina Sutton). Cela dit, les deux textes partagent les mêmes convictions, dénoncent les mêmes abus, et

#### La femme de Putiphar

Imaginez, disent les deux féministes, que quelqu'un se fasse violer, sans en rien dire. Il porte plainte, et il n'y a pas de preuves. Il a peut-être tout fait pour « s'exposer » à pareille mésaventure — qui songerait à lui poser les mêmes questions ? Formellement, la situation est identique. Mais toute une tradition soupçonne de mensonge celle qui crie au viol. Depuis l'anecdote biblique de la femme de Putiphar, la « fausse dénonciation » semble devenue la hantise des policiers et des juges.

Il n'y a en fait aucune raison pour que les fabulations soient plus nombreuses en ce domaine qu'en d'autres. Mais la très vieille idée reçue nous fournit un alibi à la méfiance générale : toutes les femmes désireraient être violées, elles n'attendraient que ça, ce serait leur « nature », etc. Les mêmes thèmes peuvent s'exprimer vulgairement et la pornographie ne s'en prive pas : ou docilement : psychologues, analystes et sexologues font la théorie du masochisme féminin. Les hommes, sans doute, ne diront pas le contraire. C'est pourquoi il est heureux de voir Susan Brownmiller et Marie-Odile Fargier prendre la parole pour toutes celles qui se taisent parce qu'elles savent qu'on ne les croira pas, qu'on les recevra mal, avec des regards condescendants ou égrillards. Parce qu'elles ont peur, et honte. Parce qu'on leur a appris, surtout, à subir en silence.

Un silence tel qu'il est impossible de savoir combien de viols se commettent chaque année en France. Cinq fois, vingt fois plus qu'il n'y a de plaintes ? Personne ne peut le dire. Mais on aura déjà compris que la « vraie » question ne réside pas dans les chiffres et ne se résoudra pas devant les tribunaux. Elle est bien plus profondément ancrée dans notre culture. Il suffit de lire les documents saisissants rassemblés par S. Brownmiller sur les millions de sévices supportés par les femmes au cours des siècles dans le monde entier. Ils dessinent une face mal connue de l'histoire, où l'on voit une même force s'exercer à travers le temps, par-delà tous les clivages politiques, idéologiques ou raciaux.

Ces seuls documents pourraient encore entretenir l'illusion : les horreurs de la guerre, les grands meurtres sadiques, se déroulent

R.-P. D.

## UN PAMPHLET, DES INTERVIEWS

### Les sexologues, la sorcière et les autres

★ DIRE NOS SEXUALITÉS, de Xavière Gauthier, éd. Gallimard, 320 p., 45 F.

HARDIE chasseresse de mythes, Xavière Gauthier a d'abord démonté le discours surréaliste sur la sexualité (1). Elle a renvoyé l'« amoureux » selon saint André Breton — au culte de la femme-objet. Depuis, animant la revue *Sorcières*, elle incite chaque mois des femmes à enlacer le récit de leurs réalités au poème de leurs fantasmes.

Aujourd'hui, elle nous livre trois ans d'enquête. Dire nos sexualités pose une question-choc : pourquoi des sexologues ? Ces psychanalystes du pauvre prétendent soulever les soupapes des infamies désirées. Et s'ils étaient les chirurgiens d'un nouveau lit de Procuste, élaguant comme pervers et déviant tout ce qui dépasse ?

L'auteur cite. En orientant ? Bien sûr ; mais les phrases demeurent indubitablement, les bons docteurs du « faire l'amour » ont établi le modèle : le seul. La sexualité normale ? C'est celle du couple hétérosexuel procréateur ; occidentale, adulte (le désir de l'enfant est pervers, celui du vieillard lubrique), régi par cette morale judéo-chrétienne que les soci-

tés laïques ont intégrée. Et ceux qui sentent, désirant, fantasment, autrement ? Ceux pour qui les instruments de la procréation ne sont pas les seuls lieux du plaisir ? Eh bien ! les détenteurs du savoir érotique codifié les aideront à trouver la joie en règle.

#### Sans retenue

Certes, depuis Restif, Sade et Bataille, on ne nous apprend plus rien sur les déviations, la scatologie la plus extrême, le goût de la douleur infligée ou subie. Mais ces confessions de gens en apparence comme-vous-et-moi, et pourtant inimaginables, prouvent à quel point tout modèle est inadéquat, toute règle transgressée, toute quantification du désir, du plaisir, impossibles.

Baudelaire l'a dit : « Maudit soit à jamais le rêveur inutile Qui voulut le premier dans sa stupidité S'éprenant d'un problème insoluble et stérile Aux choses de l'amour mêler l'honnêteté. »

C'est ce que, en 320 pages, un essai impitoyable et des entretiens sans retenue, nous démontre Xavière Gauthier. La sorcière, c'est celle qui ose attaquer le sacré. DOMINIQUE DESANTI.

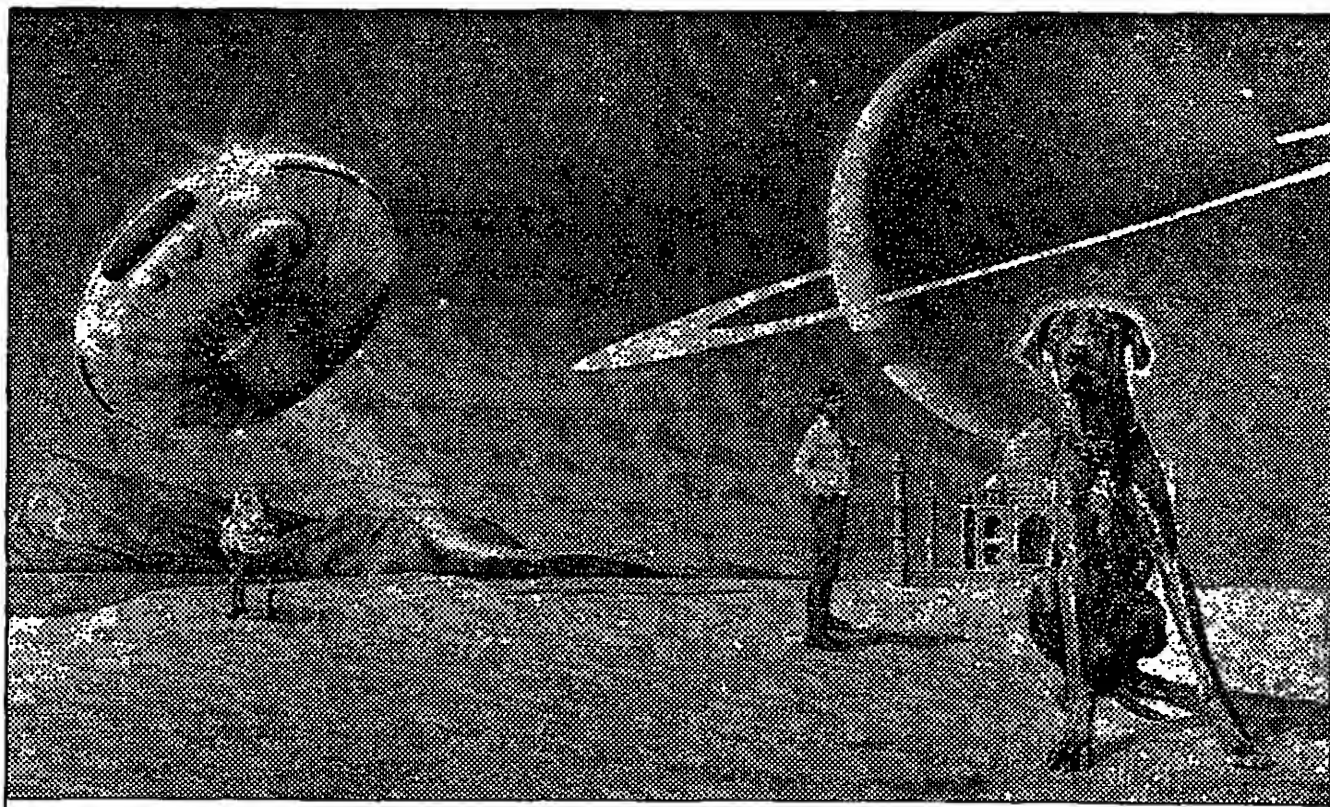
(1) *Surréalisme et sexualité* (« Idées », Gallimard).

#### La jouissance

« comme il faut »

Peut-être Xavière Gauthier a-t-elle tort de ridiculiser Krafft-Ebing, précurseur indéniable. Au dix-neuvième siècle — elle en convient d'ailleurs — son propos même était téméraire. Par contre, nos contemporains célèbres, que ce soit le Dr Gérard Zwang, au langage copain-copain, ou le Dr Tordjmann, fier de comparaisons animales, s'érigent — tout en le niant — en législateurs et guides de la jouissance « comme il faut ».

En réponse, Xavière Gauthier a fait parler trente-cinq hommes et vingt-cinq femmes sur leurs pratiques et leurs plaisirs. Elle l'avoue : presque tous sont étudiants, intellectuels, artistes. Beaucoup invoquent Sade, Freud, Lacan, Bataille, qui, visiblement, ont formé leurs fantasmes. Rien donc — c'est dit — d'une coupe dans « la vie sexuelle des Français ». L'auteur regrette



## SCIENCE-FICTION MAGAZINE

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE  
LES GRANDS MAÎTRES DE LA SCIENCE-FICTION  
ET DE L'ILLUSTRATION ENFIN RÉUNIS.

Des nouvelles inédites, des interviews d'auteurs, la présentation des grands films, les critiques littéraires, la science-fiction rétro, tous les grands genres sont présents dans Science-Fiction Magazine. Avec en plus une nouvelle dimension, l'illustration grand format en couleur 56 x 40. Ce mois-ci dans le premier numéro : 3 nouvelles dont « Le Répit » d'Isaac Asimov, une interview de Philippe Drillet, l'histoire du truquage cinéma de la science-fiction, les illustrations géantes de Chris Foss, Bruce Pennington, etc.

**SCIENCE-FICTION MAGAZINE**  
Une nouvelle vision du futur  
Une publication des Editions de France chaque mois  
chez votre marchand de journaux.

**Spécial lancement :**  
Pour son lancement, Science-Fiction Magazine vous fait profiter d'une offre exceptionnelle d'abonnement à prix réduit.  
6 mois 25 F (étranger 30 F) au lieu de 48 F.  
Pour bénéficier de cette offre, retourner ce bon rempli et accompagné de votre règlement aux :  
EDITIONS DE FRANCE  
18, rue Théodore Deck 75737 Paris Cedex 15.  
Mode de règlement :  
Chèque ☐ C.C.P. ☐ Mandat-lettre ☐

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Ménie Grégoire raconte sa vie

★ TELLE QUE JE SUIS, de Ménie Grégoire, Robert Laffont, collection « Vécu », 270 p., 42 F.

MÉNIE Grégoire est une « institution » : en dix ans, son émission de radio quotidienne sur la sexualité lui a valu un million de lettres et d'appels, et une popularité discutée. Comme elle se croit méconnue, ou mal comprise, elle a entrepris de raconter sa vie.

Sans tricherie, le livre aurait pu être intéressant. Il n'est que mièvre et insipide. Conflits épiques dans une famille bourgeoise de Vendée, sages études, mariage, dépression, « chirurgie de l'âme » (une psychanalyse), et le succès... dessinent un portrait officiel de la madone des micros.

Al. fil des pages, Ménie Grégoire se plaint qu'on lui ait donné un masque, tout en s'employant à le consolider. Et ce qu'elle laisse entrevoir de cet « enfer » qu'elle dit avoir choisi — l'enfer de l'inconscient et de la sexualité — est suffisamment propre et rassurant pour figurer entre deux pages de publicité.

R.-P. D.



**PIERRE BARBERIS**

**CHATEAUBRIAND**

... Comment un homme du passé découvre le fonctionnement du monde moderne.

du même auteur, dans la collection "THÈMES ET TEXTES" :  
 • RENÉ DE CHATEAUBRIAND un nouveau roman  
 • LE PÈRE GORIOT DE BALZAC écriture, structures, significations  
 • BALZAC une mythologie réaliste

PIERRE BARBERIS dirige avec GEORGES JEAN une collection réservée aux classes du secondaire "TEXTES POUR AUJOURD'HUI"  
 (Paysage et littérature, Maupassant, A. Travers, Prévert, etc.)

**Larousse**  
 CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

**SIMENON**

**VENT DU NORD**

**VENT DU SUD**

PRESSES DE LA CITE

Michel RAIMOND  
 LE ROMAN FRANÇAIS CONTEMPORAIN  
 TOME SIGNE DES TEMPS  
 PROUST, GIDE, BERNANOS, MADRIAC, CÉLINE  
 MALRAUX, ARAGON  
 Un volume (16 x 24), 288 pages 63,50 F

Jacques ROBICHEZ  
 LE THÉÂTRE DE GIRAUDOUX  
 Un volume (11 x 17,5), 296 pages 35,50 F

Jacques VIER  
 LE THÉÂTRE DE JEAN ANOUILH  
 Un volume (11 x 17,5), 140 pages 19,75 F

Jean MESNARD  
 LES PENSÉES DE PASCAL  
 Un volume (11 x 17,5), 400 pages 49,50 F

André TISSIER  
 LES FAUSSES CONFIDENCES DE MARIVAUX  
 Un volume (11 x 17,5), 424 pages 49,50 F

**SEDES**  
 Editions S.E.D.E.S.  
 88, Bd Saint Germain  
 75005 PARIS  
 Tél. 325 23 23

Un artisan parmi les autres, à qui, enfin, la parole a été donnée

Adelaïde Blasquez

**Gaston Lucas serrurier**

chronique de l'anti-héros

"Un 'document', certes, mais bien plus beau qu'un roman"  
 LE NOUVEAU OBSERVATEUR

"Il y a un miracle Gaston Lucas, écoutez-le..."  
 PIERRE CHAUVIN "LE FIGARO"

"C'est la voix d'un anti-héros que l'histoire n'entend jamais mais qu'il faut écouter"  
 MAX GALLO "L'EXPRESS"

"Une réussite de l'amour et de l'écriture"  
 YVAN AUDOUARD "LE CANARD ENCHAÎNÉ"

COLLECTION TERRE HUMAINE  
 DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE  
**PLON**

**COLOMBIE**

PAYS DE L'ELDORADO

Photographies de Felipe Ferré

PRÉFACE DE JACQUES SOUSTELLE

Textes des plus grands spécialistes de l'art et de la civilisation colombiennes

Format 32 x 26 cm, relié pleine toile, 170 p. de textes, 52 pl. en coul., 120 ill. en noir et blanc.  
 252 F

**LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS**  
 3, place de l'Odéon, Paris VI  
 633-18-12

# A la recherche La grande dame



\* Dessin de JULEM.

**H**AMLET le disait déjà : « Le Danemark est une prison ». On pourrait croire que ce sont là fantasmagories démodées et coquetterie de prince d'isid. Non. Le jeune homme en deuil avait raison. Aujourd'hui encore, le vieux royaume danois est gémissement d'angoisse et de doute chez ses intellectuels. Certains, parmi les jeunes, surtout, s'en plaignent. Karen Blixen l'avait exprimé entre les lignes, et dans sa vie. Pourquoi ?

Il pleut sur Copenhague. Le ciel est bas. Dans la brume, la banlieue n'existe plus. Le port est invisible. La petite sirène est noyée de pluie, c'est tant mieux. Copenhague ressemble à Copenhague. Un gros bourg aux pavés luisants, aux places désertes entourées de maisons blanches à l'anglaise, rassurantes, avec, devant, les plus beaux arbres qui soient (comme dans le Vermont), et un nombre surprenant de clochers verts.

Attention à Copenhague, me dit-on, on y est avide de commérages, de petits scandales à disséquer et remâcher bien au chaud, dans ses salons feutrés, parsemés de vieux cuivres qui sont autant de miroirs déformants. Attention au voyeurisme danois ! De vieilles femmes, encore, tricotent, assises devant leur fenêtre, un œil sur une sorte de « rétroviseur » intérieur qui leur permet de surveiller la rue. Les jeunes amoureux du temps passé en ont souvent fait les frais. Et ils ont appris à se cacher.

« Regarde, me dit un de mes amis, pas un fil dans les rues de Copenhague. C'est que le fil, ici, est à l'intérieur de chacun de nous ». Si vous vous risquez à traverser, en biais et hors du passage clouté, on vous tire par la manche en vous disant : « il ne faut pas ». Non pas « c'est dangereux » (d'ailleurs la rue est vide), mais « il ne faut pas ».

Puritanisme ambiant... Son poids collectif et individuel correspond dans l'esprit du plus grand nombre à une ascèse libératrice. Et pourtant, déspiritualisée par les temps et les mœurs modernes, cette austérité, cette autodiscipline doivent opprimer.

## Les sophismes d'Erasmus

Alors, quittons le port baïte. Allons plus haut, le long de ce Sund gris, écumant, à la recherche de celle que tous les appelants « la grande dame des lettres danoises » : Karen Blixen, alias Isak Dinesen. L'un de ses introducteurs à son monde sera Henrik Stangerup, l'un des plus en vue parmi les jeunes créateurs de son pays. Romancier déjà traduit ici (1), il termine le montage d'un film qu'il est allé tourner au Brésil et qui vaut, en chemin, qu'on s'y attarde un moment.

Il s'agit de l'adaptation d'une pièce de Holberg, le Molière danois, une comédie qui s'intitule *Erasmus Montanus* ou la Terre est plate. Adaptation qui ne doit pas manquer de sel quand on connaît Stangerup, et qu'il a révisé sous les tropiques, à Bahia, avec accents locaux, décors stylisés dans les tons pastels et costumes d'époque, façon Barry London.

« La pièce de Holberg, nous dit Stangerup, est la première qui mette en scène la drame de l'intellectuel moderne. Beaucoup plus que Hamlet ou Faust, symboles abstraits », Erasmus Montanus (c'est ainsi que se fait appeler par pédanterie Rasmus Berg) retourne dans son village après un séjour à l'Université. Les bonnets carrés l'ont piqué de latin et il est passé maître dans l'art du sophisme (« Une pierre ne peut voler. Ma mère est une pierre. »). Hélas ! le pauvre garçon est en porte à faux intégral dans la petite communauté. Ses duels oratoires avec le sacristain se soldent toujours par la victoire de ce dernier, dont le latin est compris, et pour cause, de tous les villageois. Et quand, de plus en plus égaré, Erasmus déclare que la Terre est ronde, alors là, c'est le comble ! Presque l'émeute. Le père de sa promise lui retire sa promesse s'il ne se rétracte pas. Après bien des péripéties, Erasmus trahira et finira par déclarer que « Oui, la Terre est plate » !

Le vrai héros, selon Stangerup, est le frère d'Erasmus, garçon de bon sens qui ne cessera d'expliquer que, ronde ou plate, l'important, en ce qui concerne la terre, c'est de la cultiver.

« Bref, conclut Stangerup, c'est

là une pièce universelle, et actuelle, d'actualité publique, à jouer à Harlem, en Angola ou en Chine. D'ailleurs, il faudra faire sortir Holberg du ghetto littéraire en commençant par le jouer à la Comédie-Française. » Ghetto littéraire, prison... Oui, bien sûr. La petite île, et ses voisines, ont engendré une grande littérature qui méritait d'être mieux connue en France. Pourquoi n'a-t-on jamais traduit autre chose d'Andersen que les Contes ? « Voyez ses récits de voyages en Turquie. C'était audacieux d'y aller à l'époque, et aussi, magnifiques, ses écrits sur l'Espagne... »

Quant à Karen Blixen, alias Isak Dinesen, elle est presque entièrement traduite en français, mais qui la lit ? « Et pourtant, dit Stangerup, les jeunes l'adorent. Elle sut échapper à la prison du Nord, et pourtant tu toujours demeurer ce qu'elle était, une aristocrate danoise. »

Qui était-elle, celle dont Anais Nin et Henry Miller se recommandaient fiévreusement la lecture. Celle dont Hemingway déclara quand il reçut le prix Nobel que c'est elle qui aurait dû l'avoir à sa place ?

D'abord Rungstedlund, la demeure familiale, où tout commence, où tout finit. Elle y naît en 1885, elle y meurt en 1962. Rungstedlund, face à la mer froide, enclavée dans d'immenses arbres roux, ancien relais

de diligence construit au seizième siècle et qui, avant d'être la maison de l'écrivain, fut l'une des maisons de sa famille. On imagine comment la mère de Karen Blixen — maintien victorien et admirable visage sévère, régulier — dut reprendre en main une maison qu'avait désorganisée le suicide du père, gentilhomme au tempérament d'aventurier ayant un goût prononcé pour l'art de la guerre et qui ne dédaignait pas, à l'occasion, celui de la plume. Jusqu'au jour où il décida de tout quitter.

L'adolescence de Karen Blixen. Un univers pudique où les jeunes filles — elles sont trois sœurs — naviguent, à la belle saison, de château en château (Rosendal, chez les Rosenkrantz, Leersbæk, Friensborg, Folehave...). Mouselines blanches et chaperons guindés. Et l'hiver Rungstedlund, la pluie, la mer, la Suède de l'autre côté du Sund, les chevaux, le haut poêle en falence du grand salon...

## L'émancipation africaine

Fortes personnalité, Karen Blixen eut vite envie de faire quelque chose. De 1903 à 1905, elle étudie à l'Académie royale des beaux-arts de la capitale. Le temps passe. Le Danemark est une prison dorée. On écrit des pièces qu'on monte sur les planches de la grande. On organise des plaques-niques avec d'insipides cousins.

## Rungstedlund, la demeure familiale

**L**a maison familiale s'élevait aux rives du Sund, ce bras de mer qui sépare l'île de Seeland de la Suède, à mi-chemin entre la capitale danoise et Helsingør (Elseneur) où erre encore la silhouette drapée d'un manteau d'encens du prince shérifespation, Rungstedlund, haut lieu scandinave comme l'atteste une grosse pierre runique conservée en son rez-de-chaussée, lut habitée de puis toujours.

Quelques villas tranquilles, à l'ancrage dans l'eau grise, une antique route longeant cette côte plate, bordée de hêtres et de chênes séculaires, Rungstedlund, une station, une étape sur la route du Nord. Christian II, pendant la Renaissance danoise, lui octroya des privilèges. Charles XII y vécut après qu'il eut débarqué de Suède. Cet ancien relais de poste, allongé, maison basse en carré autour d'une vaste cour parallèle à la côte (et dont une aile brûla peu après qu'elle fut rachetée et réaménagée par Wilhelm Dinesen le père de l'écrivain, en 1878) abrita le célèbre poète danois Ewald, de 1773 à 1776. En 1958, le baronne Blixen fit du domaine une fondation privée à vocation culturelle et une réserve ornithologique.

Ce qui trappe avant tout, c'est la chaleur de l'endroit. Les pièces de Rungstedlund sont étonnamment petites, accueillantes. Les planchers de bouleau vernissés y sont pour quelque chose. Les gros poêles à bois de style différent suivant les pièces (Louis XVI, Empire, romantique) aussi.

Aux murs de la salle à manger très anglaise, une série de gra-

vures intitulées « Forest coaching incidents » dont l'écrivain ne s'est jamais séparée. Dans son bureau qui, comme sa chambre, regarde la mer, quelques souvenirs africains (sagelles et bouillottes massais), une bibliothèque où voisinent des éditions en langue originale de Villiers de l'Isle-Adam, Barbey d'Aurevilly, Théophile Gautier, Manzoni, Dante, Stevenson, Walter Scott, Goethe...

## Le sherry et les poneys

Le grand salon aux ténues volutes de mouseline brodée, avec ses parements français à chinés et ses jolis sofas, respire la douceur. Le jour tombe. On m'y offrira du massage (« Lûbeck, qui en est la capitale, n'est pas loin », dit la gouvernante) et du sherry. Au-delà, par les tentures de derrière, la pluie, un champ, des poneys dans les hautes herbes, la forêt.

Le secrétaire de l'écrivain, Clara Svendsen, aimable personne, très britannique, me guidera silencieusement à travers la para humide jusqu'à l'énorme hêtre rouge qui protège à jamais la dame de Rungstedlund. Une tombe, très simple. Un nom, une date, comme sur celle de Pound à Venise.

Pour y parvenir la baronne Blixen a tracé elle-même le chemin. Un chemin qui écarte le puritanisme et les feuilles mortes, baigné de bancs portants, selon sa fantaisie ou les caprices des visiteurs, leurs noms. Un chemin qui, finalement, lui ressemble.

F. W.

مكتبة الادب



# de Karen Blixen

des lettres danoises

par  
Françoise WAGENER

A vingt-neuf ans, elle décide de se fiancer à l'un d'eux, le baron suédois Bror von Blixen Finecke. Il a deux frères, il est libre de choisir son état. Il est chasseur. Les jeunes gens décident d'aller vivre au Kenya. Ils s'y marient en janvier 1914 et s'installent dans une première plantation de café, puis dans une seconde, la célèbre « Ferme africaine », M'Booni, aux pieds du mont Ngong, à une heure de cheval de Nairobi.

Tout change. Les moussellines font place aux vestes kaki et aux bottes cavalières. La vraie vie commence. On peut imaginer qu'il fallait un certain courage pour se lancer dans pareille aventure, à l'époque. Pendant dix-sept ans, Karen Blixen va vivre l'Afrique, souffrir l'Afrique, comprendre l'Afrique. Un monde qui lui permettra de s'affranchir de tout préjugé. Un monde dur. La plantation est économe. Il y a la chasse. La responsabilité des centaines de Noirs qui vivent et travaillent sur la ferme. Karen Blixen est à la fois chef d'entreprise, médecin, chef comptable, chef trésorier et hôtesse de M'Booni. Et femme. Son mariage s'est vite défilé (le divorce sera prononcé plus tard, en 1925).

La maison est un havre de paix et de bon goût, où séjournent ses amis au retour de leurs longs et tumultueux safaris. Elle y vivra un grand sentiment pour le très délicieusement beau Denys Finch Hatton, fils cadet du comte de Winchelsea. L'été 1931, contrainte par les difficultés économiques (conséquences de la crise de 1929), elle doit vendre la ferme, et, la mort dans l'âme (ce n'est pas un cliché : Denys s'est tué en avion deux mois plus tôt), elle repart pour l'Europe.

## « La » maladie, l'évasion

La vie est finie. Il faut survivre. Le retour à Ringstedlund doit être dur. Un retour à l'enfance, auprès d'une mère vieillie, avec le poids du puritanisme et celui d'un double échec : échec de la ferme ; échec du mariage. Et il y a autre chose, dont on n'a que peu parlé, mais qu'il faut savoir pour comprendre Karen Blixen : elle était syphilitique. Elle avait attrapé « la » maladie (maladie des hommes, son père l'avait aussi) de son mari. On imagine quel calvaire ce dut être pour elle. Elle le cacha à sa propre mère, et revint se faire soigner au Danemark quelques mois après son mariage. Son entourage est formel : elle guérira. Mais, jamais, elle n'accepta cette guérison.

Toute son existence, dès lors, est commandée par ce monstrueux secret. D'où la distance très fascinante que Karen Blixen mit toujours, dans sa vie, comme dans son œuvre, entre le monde et elle. Elle n'eut pas d'enfants. Elle répugnait à toucher qui que ce soit. Elle opta pour un platonisme pale, que n'explique pas le seul désir d'ouvrir le carcan « moraliste ». Elle fut condamnée à faire de sa vie entière une sublimation.

Elle choisit donc d'écrire. S'évader : conter des histoires. Elle commence par publier, en anglais et sous le pseudonyme d'Isak Dinesen, les *Sept Contes gothiques* (1934 ; puis en danois, 1935). Étrange, anachronique beauté de

ces récits romantiques qui nous entraînent aux confins du fantastique. « Au ton », dit Ole Wivel, l'actuel directeur de Gyldendal, le Gallimard danois, elle n'a écrit que sur Dieu, l'amour et la mort. » Il a raison. Ce sera la même chose dans les *Contes d'hiver*, les *Nouveaux Contes d'hiver*, le *Dîner de Babette* ou la suite des *Contes gothiques*.

Son plus beau livre, pourtant, est la *Ferme africaine*, dépouillée de toute fiction. Elle y dit tout, tout ce qu'elle peut dire, de sa vie au Kenya. Comment elle soigne les enfants kikuyu ; comment elle reçoit le prince de Galles ; comment elle hait l'impérialisme. (En 1920, elle écrit à Lloyd George pour l'avertir de ce que la politique anglaise contient de dangers

seuls les jeunes auteurs. Un groupe de poètes fut lié à elle, qui fonda la revue *Heretica*. Parmi eux, Ole Wivel déjà nommé, qui avait vingt-cinq ans alors. « Elle était un fantôme », dit-il. Et il parle de son extraordinaire grâce, de la flamme de son regard, de son incapacité à vivre normalement. Elle rayonna jusqu'à la fin. Elle n'avait pas peur de la mort. Peut-être parce qu'elle était morte depuis longtemps. Quand ? Depuis sa nuit de noces ? Quand le petit avion de Denys s'écrasa vers Mombassa ? Quand elle vendit sa ferme ?

La grande leçon de Karen Blixen, « notre oiseau rare », dit le professeur Billekav, est dans son attitude *à la vie*, cet amo-

## UNE MINCEUR INIMITABLE



JOLIE silhouette de l'écrivain à la fin de sa vie ! On reconnaît là la posture de Hans Bendix, un des meilleurs caricaturistes et dessinateurs politiques de son pays. Karen Blixen dit un jour à un ami proche : « C'est le squelette

qui compte » (il se dit *skeleton* ou *which it depends*). Elle devait peser au plus de 40 kilos. Les maladies africaines et l'ulcère à l'estomac l'avaient comme essentialisée, menant plus en valeur, encore, l'idée de son être. C'est alors que Cecil Beaton fit d'elle une série de photos éblouissantes. Elle avait plus de soixante-dix ans.

Une autre photo mérite qu'on s'y arrête. Prise pendant le voyage que l'écrivain fit en Amérique, en 1959, chez Carson McCullers, dont elle admirait le roman, *Le cœur est un chasseur solitaire*. Ce fut un déjeuner auquel assistèrent Marilyn Monroe et Arthur Miller.

La photo est belle. Au milieu, la croque de poitrine de la pauvre Carson, flanquée d'un côté de la superbe, de la pulpeuse Marilyn, et de l'autre, du squelette Blixen. La baronne danoise, qui aimait les belles âmes, mais aussi les beaux corps, lève gracieusement sa coupe de champagne, comme pour dire : « Nous avons été ce que vous êtes ; vous serez ce que nous sommes... » Et, caprice du destin, de la star et du squelette, c'est la star qui disparaît la première. Un mois, exactement, avant Karen Blixen.

pour l'aventure. Elle y prouve sa croyance, non pas en l'égalité, qui n'existe qu'en théorie, mais en la solidarité. Elle dit la voie, qui n'est pas royale, de l'émancipation pour une femme de son temps. Elle est au-dessus de la mêlée. Elle la domine avec simplicité, avec grandeur. Et son livre, aujourd'hui encore, fait autorité en ce qui concerne le Kenya.

A Ringstedlund, dans son bureau, les aquarelles qu'elle fit des jeunes Noirs qu'elle aimait et, surtout, plus parlante que le reste, une photo encadrée : celle de Kamante, l'un de ses fidèles domestiques, vieillard — cheveux blancs et sourire généreux. Kamante, qui aurait pu comme Ismail, un autre serviteur, lui adresser ses lettres : « A la Femme Blixen... »

## Le phare

Après la guerre, la baronne Blixen, qui avait acquis, la maladie et l'âge aidant, cette silhouette inimitable, joua un rôle important dans la vie littéraire de son pays. Elle devint une sorte de « phare » qui recevait, conseillait, encourageait

ralisme qui était lié à un retour très particulier au platonisme. Il y a un Dieu qui tire les ficelles. Nous sommes des marionnettes. Si nous essayons de comprendre, si nous acceptons ces ficelles et ce Dieu qui les tire, nous devenons libres. Il faut saisir l'idée qui est en chacun de nous, ce fonds divin qui nous est donné en partage... On voit la filiation avec son grand compatriote Kirkegaard. Karen Blixen nous dit qu'il faut aimer son destin.

(1) *L'homme qui peut être com-  
pable*. Ed. du Sagittaire, 1975. Cf.  
« Le Monde des livres » du 24 octobre  
1975.

## BIBLIOGRAPHIE

### En français

LA FERME AFRICAINE. — Traduit du danois par Yvonne Manceaux. Gallimard, collection *La Méditerranée*. Réédité de nombreuses fois, le meilleur livre de Karen Blixen a été repris dans la collection « Du monde entier ».

SEPT CONTES GOTHIQUES. — Traduit du danois par Mille Gleisel. Préface de Marcel Schneider. Stock, 1955.

LE DIVER DE BABETTE. — Récit traduit du danois par Marthe Metzger. Gallimard, collection « Du monde entier », 1961.

CHERCHES SUR LA PRAIRIE. — Récit traduit de l'anglais par Marthe Metzger. Gallimard, « Du monde entier », 1962.

CONTES D'HIVER. — Traduit de l'anglais par Marthe Metzger. Gallimard, « Du monde entier », 1970.

On prépare actuellement chez Gallimard la traduction des « Nouveaux Contes d'hiver », qui réunit trois « contes d'hiver », deux nouveaux « contes gothiques » et des récits tirés du roman « Albondeani », non publié. Un autre tome reprendra les écrits posthumes.

### En anglais

MY SISTER ISAK DINESEN, par Thomas Dinesen. — Les souvenirs du plus jeune frère de l'écrivain s'appuient sur bon nombre de lettres inédites, écrites pour la plupart en Afrique. (Michael Joseph, London, 1975.)

THE LIFE AND DESTINY OF ISAK DINESEN. — Un album de photographes remarquablement bien agencé et présenté par Frans Læsson et Clara Svendsen. (Phoenix Books, University of Chicago Press, Chicago et Londres, 1970.)

belfond

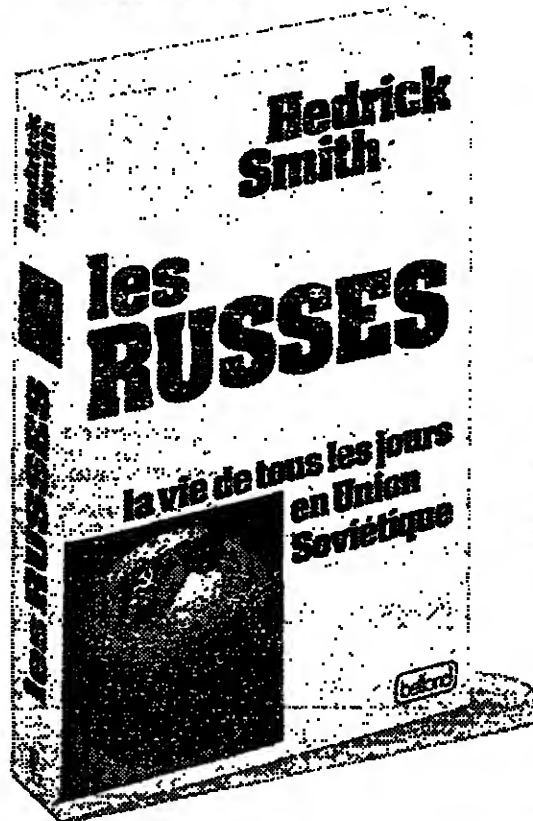
APRÈS

# "LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie  
de tous les jours  
en  
UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois  
sur les listes  
des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

# "7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE  
FIDEL CASTRO

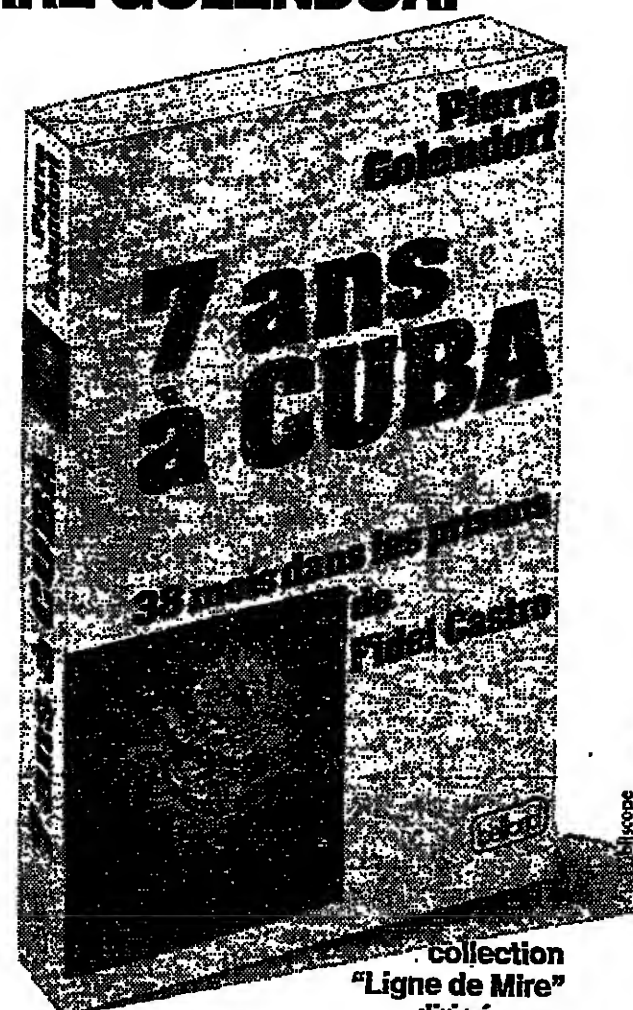
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



Collection  
"Ligne de Mire"  
dirigée par  
André Bercoff.


belfond

Pour la première fois  
depuis la fin  
de la guerre d'Algérie,  
le témoignage d'un combattant  
"de l'autre bord".  
commandant  
Azzedine

ON  
NOUS  
APPELAIT  
FELLAGHAS

Stock





**EDITIONS DE MOSCOU**

**LIVRES D'ART**

- Trésors de l'ancienne Russie
- Collection du Musée Pouchkine, Musée de Palekh...
- Architecture de la Russie du Nord, Moscou, Valogda, Erevan, Khiva...
- Peintres russes et soviétiques

**ÉTUDE DE LA LANGUE RUSSE**

Manuels :

- Pour le secondaire
- Cours audio-visuel en 3 années
- Pour adultes débutants
- Apprenons le russe (cours en 4 vol.)
- Le russe à la portée de tous (cours en 6 vol. et disques)
- Domaine universitaire
- Linguistique - Histoire littéraire...

Dictionnaires généraux et techniques :

- En langue russe
- Orthographe, étymologie, polytechnique...
- Bilingues
- Russe-français, anglais, allemand, langues slaves...

Littérature classique et moderne :

dont une collection de poche et de textes faciles accentués

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES  
CATALOGUE COMPLET SUR DEMANDE  
Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE, 2, rue de Buci,  
B.P. 75 - 75261 Paris Cedex 06.



**Le Monde**

**de l'éducation**

numéro de novembre

**LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?**

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se voit, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt ceux de cadres moyens que ceux de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)  
France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens,  
75427 PARIS CEDEX 09.

## Témoignages

### QUAND AZZEDINE ÉTAIT FELLAGHA

#### « Une page d'amour pour mon peuple »

\* ON NOUS APPELAIT FELLAGHA, par le commandant Azzedine. Stock, 344 pages, 39 F.

Au maquis, il s'appelait Azzedine, celui qui chérissait la religion, un nom de guerre qui allait vite devenir célèbre dans le djebel algérien et dans les états-majors français. Né près de Bedjala (alors Bougie) dans une modeste famille kabyle, le petit Rahab Zerari, très tôt orphelin, vite exclu de l'école par un directeur « méchamment et raciste » auquel il portait encore une tenace rancune, à dix ans il travailla pour aider son frère Saïd. Foutait-il l'imaginaire, en poussant dans les rues de Bône sa brouette chargée de bidons de lait, livrés quotidiennement, qu'il jouait quelques années plus tard un rôle de premier plan dans la lutte pour la libération de son pays ? Devenu soldat et monteur en tuyauterie à Alger, il rate lamentablement, en 1954, son premier attentat et doit monter au maquis de Palestro où il est accueilli avec méfiance. Déjà son tempérament se révèle : un impulsif, un fougueux, un meneur d'hommes né, aussi dur envers lui-même qu'il sait être humain et compréhensif envers ses hommes et parfois même ses adversaires. Courageux — il a été blessé treize fois, — il est aussi servi par une chance insolente qui l'aide à se sortir des pires situations — capturé à deux reprises, il réussit à s'évader la première fois « en force » en libérant avec lui douze autres détenus ; la seconde fois « en souplesse » en feignant d'accepter de se transformer en propagandiste de « la paix des braves » proposée par de Gaulle pour, en fait, regagner le maquis, puis Tunis.

On comprend dès lors, qu'il se soit vu confier, en 1956, le commandement de la meilleure unité de l'ALN, le commando Ali Khodja. Il devient ensuite responsable militaire de la wilaya 4, puis, en 1958, membre du Conseil national de la révolution algérienne. En 1960, il est nommé adjoint au chef d'état-major de l'ALN et, en 1961, il est chargé de prendre en main la zone autonome d'Alger à un moment où les « Deltas » de l'O.A.S. font régner la terreur dans les rues de la capitale.

#### Une galerie de portraits

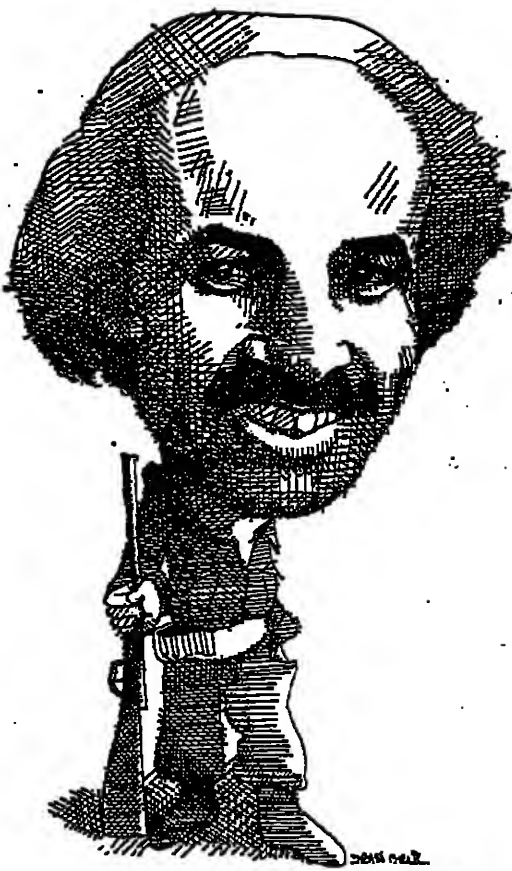
Rappeler cet itinéraire, c'est dire tout l'intérêt que revêt le livre qu'il vient de publier aux éditions Stock. On nous appelle Fellagha. C'est le premier témoignage direct sur la vie dans les maquis, dans les prisons et les camps d'internement. L'auteur lève le voile sur des épisodes restés mystérieux, tel le retournement de la force « K » montée avec des Algériens par l'armée française pour lutter contre les maquisards. Il présente surtout une galerie de portraits, étonnante de vie et de réalisme : voici Mimmi, l'infirmière ; Zehor, la lycéenne devenue possesse de bombes, qui sera arrêtée et torturée ; Abdelkader, qui mourut pour défendre sa route artisanale ; « Hélophère », le djomdi agent de liaison, coiffé d'une casquette trop large pour lui. Voici aussi Amirouche et ses sanglants fantasmes ; son adjoint, « Hacène la Torture » ; « Rouget », qui finira par rallier l'armée française.

Azzedine aujourd'hui est marié au mannequin Yasmine. Il a trois enfants. Il mène une vie paisible, retirée. A quarante-deux ans, cet homme au front dégarni, au large sourire sous une moustache fournie, n'a rien perdu de sa combativité. Des millions de Français l'ont vu à la télévision discutant « en ancien combattant » avec le général Bigard. Plus récemment, il a accepté de dialoguer dans les studios de Radio-Monte-Carlo avec le capitaine Sergent, l'un des chefs de l'O.A.S. Ces faux pas, vivement reprochés à Alger, sont mal compris en France même. Dans son souci de convaincre et d'expliquer la légitimité de la révolution

algérienne, Azzedine est sans doute allé trop loin. Ne s'en étonneront que ceux qui ne le connaissent pas. Il n'est pas l'homme des demi-mesures. Les propos qu'il nous a tenus en nous

cherchant à cacher nos erreurs, sans rien déguiser. La révolution manie une pète qui est l'homme. Celui-ci n'est pas infatigable. Il peut commettre des fautes et, dans le combat, celles-ci s'avè-

cher l'histoire de la révolution algérienne. Il dénonçait aussi les « écrits mercantiles qui essaient de dénaturer l'histoire ou qui veulent s'enrichir à bon compte avec le sang des martyrs. »



(Dessin d'ORLIC.)

recevant à Paris dans un appartement meublé de quelques tapis, coussins et couvertures le prou-

vent. « J'ai écrit ce livre pour les enfants algériens, parce que j'ai découvert qu'ils ne connaissent rien à la lutte de notre peuple. Je l'ai écrit aussi pour les peuples opprimés du monde entier, sans

renvoyer parfois sanglantes. J'ai écrit aussi ce livre pour les Français afin qu'ils comprennent par où est passé notre peuple et qu'ils regardent d'un œil différent mes compatriotes qui ont dû s'exiler pour gagner leur vie.

— Dans un discours prononcé en 1970, le président Boumedienne estimait qu'il était trop tôt pour

### Fanon, prophète de la décolonisation

\* FRANTZ FANON, d'Émile Gendzier, Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 286 p., 39 F.

FANON : un idéal ? Un mythe ? Un prophète de la décolonisation ? En tout cas une voix urgente qui s'élève comme un long cri à l'aube des libérations africaines. Elle suscite des passions dans les années 60 et prit une grande ampleur politique en Afrique et dans le tiers-monde.

Maître à penser des mouvements de libération et des opprimés, Fanon mourut très jeune, à trente-six ans. Les *Damnéés de la terre* parurent quelques mois après sa mort, avec une préface reconnaissante de Sartre. Ce livre devint rapidement une sorte de bible pour de nombreux étudiants et militants africains.

L'indépendance de Fanon fut celle d'une quête active et inquiète, celle d'un homme à la recherche de son identité, de ses racines et de l'authenticité que le colonialisme tentait de nier et de bafouer.

Il quitta la Martinique, où il naquit en 1925, pour la France et revint pour l'Algérie, où il exerça d'abord son métier de psychiatre à l'hôpital de Blida. Ce fut sa pratique quotidienne et ses contacts intimes avec les souffrants du genre « *syndrome de décolonisation* » (chez les musulmans) ; « *syndrome de Fanon* » (chez les Français) ; « *la recherche* » (venant en Algérie) ; « *la prise de conscience* », etc. Heureusement qu'Émile Gendzier nous donne aujourd'hui la biographie plus complète de la vie et de l'œuvre de Fanon, (2). Si nous savons que fut Fanon, nous savons peu de chose sur ce qui est resté de lui et de son œuvre. Quel qu'il en soit, Fanon vit au moment où l'Afrique avait besoin d'être secourue et de préparer « le soulèvement des damnés de la terre ». En ce sens, Fanon joue un rôle important politiquement, même si ses analyses théoriques et philosophiques manquaient parfois de rigueur.

d'une sincérité absolue, celle d'un homme qui, à partir de sa propre subjectivité, voudrait être compris de tous, sans en faire quelque chose d'universel.

Expulsi d'Algérie pour activités subversives, il se en Tunisie collabora avec le F.L.N. Il écrivit à ce moment-là *Le V de la révolution algérienne* et *Le padam de « notre cause »* et de « notre révolution ». Cette identification au peuple algérien en l'homme n'est pas un renouement à sa terre natale : il croyait au tiers-monde et au soulèvement de tous les damnés de la terre, l'Algérie étant l'exemple à suivre. C'est un peu ce processus qu'Albert Memmi entreprit d'analyser à la mémoire de Fanon (1). Son étude est plus agressive : « *Né dans un département français, écrit-il, (Fanon) se croyait français et blanc ; gagnant la capitale pour y faire des études, il se découvre avec douleur enfilé au noir, dans une métropole. De rage, il décide qu'il ne sera ni français ni ennemi, mais algérien.* »

Alors que Fanon croyait à la solidarité des opprimés, ou du moins militait pour une prise de conscience dans ce sens, Memmi entend expliquer la pensée et l'action fanonniennes par des anecdotes du genre « *un chrétien de saint-simon* » (chez les musulmans) ; « *époux d'une Française* » ; « *la recherche* » (venant en Algérie) ; « *la prise de conscience* », etc. Heureusement qu'Émile Gendzier nous donne aujourd'hui la biographie plus complète de la vie et de l'œuvre de Fanon, (2). Si nous savons que fut Fanon, nous savons peu de chose sur ce qui est resté de lui et de son œuvre. Quel qu'il en soit, Fanon vit au moment où l'Afrique avait besoin d'être secourue et de préparer « le soulèvement des damnés de la terre ». En ce sens, Fanon joue un rôle important politiquement, même si ses analyses théoriques et philosophiques manquaient parfois de rigueur.

#### TAHAR BEN JELLOUN.

(1) *La Vie impossible de Frantz Fanon*, par Albert Memmi, in *Esprit*, septembre 1971.

(2) Quelques erreurs se sont cependant glissées dans ce livre : Fanon n'appartenait pas à « la bourgeoisie algérienne de couleur », mais à une milieu modeste de la petite bourgeoisie. Par ailleurs, non seulement il connaissait Aban Ramdani, mais c'était un de ses amis les plus proches. Mme Fanon n'a jamais refusé de voir les disciples de son mari, encore moins ceux qui lui consacrent des études et des livres. Mme Fanon affirme n'avoir jamais été consultée par Irène Gendzier.

#### Ce que j'ai vécu

Qu'en pense Azzedine ? « Le discours du président sur ce point est juste. On n'a pas le droit de falsifier l'histoire. N'importe qui peut écrire sur notre lutte. En ce qui me concerne, j'ai seulement voulu apporter mon témoignage à ceux qui vont écrire l'histoire. Je veux simplement une pièce au dossier. C'est une page d'amour écrite à mon peuple. Je ne cherche pas à me faire passer pour un surhomme, pour un dieu. Je raconte ce que j'ai vécu, sans tricher. Je suis prêt à répondre à toutes les questions concernant le contenu de mon livre. Le président Boumedienne a rappelé dernièrement qu'un peuple sans culture ne peut pas se défendre. Je ne crois pas qu'en Algérie, aujourd'hui, on soit contre la culture. »

— Que pensez-vous de la fresque brochée par Yves Courrière ?  
— Je l'ai rencontrée. Je lui ai raconté mon combat. J'ai été déçu par ses ouvrages. Il a traité la révolution algérienne comme s'il préparait un plat cuisiné : une période d'épices pour les « pieds-noirs », une pincée pour les anciens du contingent, une pincée pour les Algériens. Il a réussi pour les deux premiers. Le peuple algérien, lui, ne s'y retrouve pas.

— L'Algérie semble avoir peur de son histoire récente, comme si les placards étaient encombrés de cadavres. Les livres d'Yves Courrière n'y sont pas diffusés comme ceux d'ailleurs de Mohamed Harbi sur l'histoire du mouvement national (1), de Boudiaf sur le déclenchement de l'insurrection le 1<sup>er</sup> novembre 1954 (2) ou même d'Ania Francos et Jean-Pierre Serral (3). Croyez-vous que votre livre subira le même sort ?

— Si l'ouvrage de Francos et Serral n'est pas autorisé, cela relève d'une décision personnelle du président, qui est contre la censure de la personnalité. C'est dans cet esprit qu'a eu lieu le réajustement révolutionnaire du 19 juin 1965 auquel j'ai pris une part active. On ne peut que louer cette façon de voir. Pour le reste, un régime doit se défendre. En ce qui concerne mon livre, je suis tranquille. Il est accueilli très favorablement là-bas. Il se peut que la poignée de main avec Bigard ou l'invitation adressée au capitaine Sergent à venir s'exprimer sur les antennes de Radio-Alger aient choqué à juste titre certains. Mais qui a gagné ? Qui est le vainqueur ? J'ai été le « raton », le « bougnou », le « melon », le sale Arabe en un mot. L'indépendance, il est vrai, c'était en 1962. Mais jamais je n'ai été aussi conscient de l'avoir arrachée qu'en racontant à la télévision française le combat de notre peuple.

— Et Moudjahid a publié un communiqué des anciens moudjahidins (combattants) qui semble vous viser directement.

— Je remercie les auteurs de ce texte au président Boumedienne. Il saura, lui, leur expliquer ce qu'il est un militant ou pas.

— Est-ce que vous vous considérez comme un bourgeois ?  
— Je suis un enfant du peuple. J'approuve aujourd'hui les options de mon gouvernement. Je suis en accord avec lui. Si je n'étais pas d'accord, j'aurais pris les armes. Lorsque j'ai été nommé en 1961 responsable de la zone autonome d'Alger j'ai aussitôt donné carte blanche aux responsables syndicaux de l'U.C.F.A. J'ai été le premier à nationaliser les usines qui se trouvaient sous mon contrôle et à mettre en cote-gestion les deux fermes que nous possédions. Avec un tel passé, il est ridicule de dire que je suis hostile au socialisme. Ce n'est pas vrai.

— Vous préparez un nouveau livre ?  
— Oui. Il s'appellera *Alger* n'a pas brûlé et racontera ce que fut l'action du F.L.N. dans la zone autonome d'Alger et la lutte contre l'O.A.S. Sa rédaction est déjà bien avancée.

ANIEL JUNJUA.

1) *Aux origines du F.L.N.*, par Mohamed Harbi, Christian Bourgois éditeur, Paris 1970, 320 pages, 18 F.  
2) *La Préparation du 1<sup>er</sup> novembre*, collection « El Jardins », éditions de l'Étoile, Paris 1976, 94 pages.  
3) *Un Algérien nommé Boumedienne*, par Ania Francos et Jean-Pierre Serral, Stock 1976, 416 pages, 48 F.

Pierre-Roger Gauthier

**LOUIS XI**

ROI MECONNU

Cet ouvrage monumental retrace bien des idées oubliées. J. PRASTEAU (de Figeac)

So. 25 F.

A.C. NIZET 5 bis, Pl. de la Sorbonne Paris 5

مكتبة الأهل



# BONNES FEUILLES

## « Pseudo », le troisième roman d'Émile Ajar

Après « Gros-Cailin » paru en 1974, après « la Vie devant soi » qui obtint en 1975 le Prix Goncourt que l'auteur refusa, Émile Ajar publie son troisième roman, « Pseudo », à paraître incessamment au Mercure de France, comme les précédents. Nous en donnons ici deux extraits, choisis par Ajar lui-même.

### Hallucinations

CETTE nuit-là, j'ai eu de nouvelles hallucinations : je voyais la réalité, qui est le plus puissant des hallucinogènes. C'était intolérable. J'ai un copain à la clinique qui a de la veine, qui voit des serpents, des rats, des laves, des trucs sympas, quand il hallucine. Moi je vois la réalité. Je me suis levé, j'ai allumé l'espoir, pour faire un peu plus clair et moins vrai. Une allumette, je veux dire. N'avez-vous jamais, je n'ai pas allumé l'électricité, parce que ça reste tout le temps, mais l'allumette ça s'éteint très vite et on en prend aussitôt une autre, ça donne de l'espoir et ça sonne chaque fois. Il y a cinquante civilisations dans une boîte d'allumettes, ça vous donne cinquante fois plus d'espoir qu'une seule allumette. Dès la première allumette je n'ai plus halluciné et j'ai vu le Christ. A son côté le petit arabe juif, Mohammed de la Goutte-d'Or, la goutte d'or, la goutte d'or, la goutte d'or, vous savez, celle de la Vie devant soi, ouvrage raciste et antisémite, comme cela a été dit par ceux qui ne sont pas en mesure de reconnaître le racisme et l'antisémitisme parce que c'est leur élément respiratoire naturel, et on n'a pas conscience de sa respiration. Mohammed, que l'on appelle Momo pour la francophonie, se tenait à côté du Juif dit le Christ, celui qu'on a désigné comme amour et salut de l'humanité dans le but de persécuter les Juifs, pour les punir, parce qu'un Juif avait inventé la civilisation chrétienne et les chrétiens ne leur pardonnent pas, vu que ça leur impose des obligations. C'est un fait clinique que les chrétiens en veulent à mort aux Juifs de les avoir rendus chrétiens, avec tous les devoirs de leur charge dont ils ne veulent pas s'acquiescer.

Momo se tenait à côté du premier Juif élu et ils regardaient tous les deux l'espoir qui se consumait et allait me brûler les doigts comme d'habitude, mais qui durait cette fois un peu plus qu'une allumette ordinaire, parce qu'elle avait deux supports et c'était bon pour le moral de notre équipe.

« Tu ne crois pas qu'elle va lui brûler les doigts ? » demande Momo en regardant l'allumette. « Non, dit le Christ, avec un fort accent juif de Russie, où il ne mettrait pas les pieds depuis qu'il y avait des cliniques psychiatriques. » « Non, je ne le crois pas, elle ne va pas lui brûler les doigts, cette allumette. »

— Alors, tu penses qu'elle s'éteindra avant ?

Le Juif se tortillait sa barbe rousse. Il avait le nez crochu, pour plus d'antisémitisme.

« Ça ne fait rien, il en reprendra une autre. — Est-ce que celle qu'il tient à la main va lui brûler les doigts, ou ça merde ? demanda Momo. — Elle va lui brûler les doigts uniquement si elle s'éteint avant, dit le Christ, qui s'y connaissait en espoir et civilisations, et qui avait l'esprit talmudique. Et puis, ajouta-t-il, c'est pas tellement que ça s'éteint, ça s'use. »

Là, il s'est marré, parce que ça le faisait marrer de penser que les Juifs ont toujours été accusés de pratiquer l'usure.

« Moi, je crois que cette allumette va lui brûler les doigts avant de s'éteindre, dit Momo avec la légèreté des enfants, qui mentent en temps à s'en remettre. On parle quelque chose ? »

— Non, dit le Christ, fermement, car c'était un faible et durait encore. Je ne parle jamais. Ma religion me le défend.

— T'es peur de perdre, dit Momo, qui était musulman et, comme tel, était aussi chrétien, bouddhiste et juif.

— J'en fous, moi, d'être, dit le Christ, avec l'accent de Belleville qu'il fréquentait par misérabilisme. J'ai toujours perdu. Je suis né pour perdre. J'aime perdre, j'ai toujours été en perdant, c'est ma force. Je suis un faible, ça fait que je suis encore là. Plus je perds et plus je travaille. Je les saps de l'intérieur, avec ma faiblesse. Ça

leur donne des abjections de conscience. Faut pas te bruler, Momo, parce que c'est une astuce bidon, et après, on ne sait plus pourquoi on est vraiment coupable. Bien sûr que je vais perdre. Et alors ? Quand j'ai perdu la première fois, j'en ai eu pour deux mille ans et ça dure encore. »

Je ne quittais pas des yeux la lueur de l'allumette. Je tremblais et j'avais des sueurs froides. La réalité, il n'y a pas plus effrayant comme hallucination.

« Qu'est-ce que tu veux parler, déjà ? demanda le Christ. »

— Un canif, proposa rapidement Momo. Je te parle qu'elle va s'éteindre avant de lui brûler les doigts, cette allumette. Ça gaze ?

— Ça chamber à gaz, dit le Christ, car il aimait l'almanach Vermot et les mots pour rire.

L'allumette était sur le point de me brûler les doigts, avec crèmes, pollution, Beyrouth et bombes tous azimuts. Mais le Christ regarda l'allumette et elle devint brusquement deux et trois fois plus longue et pouvait durer encore un bout d'espoir.

« Tu me dois le canif ! dit le Christ, car pour un juif raciste et antisémite, il n'y a pas de petits bénéfices. »

— Ah non ! gueula Momo. Je ne marche pas : t'es encore fait un miracle !

— Héhé ! rit le Christ, qui se permettait de temps en temps, à cause de tous les sales coups que le sérieux lui avait faits depuis deux mille ans. Ça t'apprendra à parler avec moi. »

Il me regarda sévèrement.

« Et vous, ça vous apprendra à être sûr de quelque chose ! », me dit-il, et il a disparu, comme chaque fois qu'il y avait désespoir.

Ça m'a calmé un peu, je n'étais plus hallucinogène, je ne voyais plus la réalité, je voyais une table, une chaise, le quotidien familial, complètement pseudo, ça allait, quoi.

### Je ne suis pas le shah d'Iran

ALYETTE avait passé une licence de lettres pour devenir vendeuse au Prisunic, et puis, sur mes conseils, elle est devenue reine d'Espagne et avait ainsi la Sécurité sociale. Je lui ai donné des cours d'histoire d'Espagne pendant trois mois, pour la préparer, parce que les hôpitaux psychiatriques sont encombrés et il y a sélection. J'étais alors plombier, maçon, colleur d'affiches, puis-je le travail vous rend ce qu'il y a de plus pseudo et de moins perceptible. On donne satisfaction. Tout cela en attendant, je voyais que le cerveau aura son 1789.

Grâce à mon expérience et à mes encouragements, Alyette est donc devenue d'abord reine d'Espagne et puis simple princesse : nous avions découvert que les reines d'Espagne étaient scotchées à un grand cérémonial, une étiquette et un protocole implacables. C'était trop bon de se fourrer délibérément dans quelque chose d'aussi compliqué.

Quand la Sécurité sociale en avait marre ou que Tonton Macoute se frottait en rogne à cause de nos frais de clinique, Anne allait travailler comme mannequin de films, parce que c'était quand même encore du cinéma. J'ai fait vingt métiers, les uns plus inaperçus que les autres, je me faisais bien voir. On a eu une petite fille, mais on ne la montrait pas tellement : c'était une enfant parfaitement normale, et cela risquait de jeter sur mon pseudo-pseudo et sur ma princesse une ombre de suspicion. Je m'étais mis d'accord avec Tonton Macoute que j'avais seulement trois semaines de clinique par an, et pas un jour de plus. C'était avant le Danemark, avant ma grande crise d'authenticité. Je n'avais donc que trois semaines par an pour m'entraîner, regarder autour de moi, apprendre et me préparer.

J'avais acheté un python et je l'observais attentivement pour mon premier ouvrage documentaire, Gros-Cailin, mais ce salaud-là se fourrait dans des coins impossibles et disparaissait à vue d'œil parce qu'il ne voulait pas donner naissance à une œuvre littéraire.

En dépit de notre accord quant à ces trois

semaines de clinique par an, j'ai pu resquiller dix jours supplémentaires, grâce à mon python, justement. A ce moment-là, je n'avais plus un rond. Anne ne trouvait pas de fumé à monter, à cause de la crise de l'imagination, et je n'avais aucune envie de me muer en plombier ou éboueur. J'en avais marre de mille ans de sacralisation du travail et chaque fois que je gagnais mon pain à la sueur de mon front, le pain gagné m'inspirait un tel dégoût que je dégueulais et ne pouvais rien garder sur l'estomac.

Le moment vint enfin où Anne et moi nous nous retrouvâmes à Canisac dans une si belle déche que j'avais nettement l'impression que la réalité se marrait, se tenait le ventre à force de rire et nous montrait du doigt, comme quoi c'est toujours elle qui a le dernier mot.

On s'est regardé dans le blanc des yeux, Anne et moi. Il fallait bouffer, c'est la loi des espèces, et on n'avait pas un radis.

« Qu'est-ce qu'on va faire ? »

« Tu habites chez tes parents. »

— Et toi ?

Je me frappais le front. Je ne sais comment m'étais venue cette idée. Je crois que c'est le génie de mon grand-père maternel qui se manifestait, et pourtant il n'avait jamais fait de tôle de sa vie, tellement il était fort.

« Bon Dieu, le python ! » gueula-je.

Le lendemain, je me promenais avec mon python en laisse dans les rues de Cahors, tranquillement. Gros-Cailin se faufilait sans chercher de crasses à personne, empruntait les passages cloutés, respectait les feux rouges, était parfaitement en règle, quoi. Mais il y avait là un fil qui passait et qu'est-ce qu'il fait ? Il marche sur mon python, délibérément. Express, il l'a fait, ce salaud-là. Le pied dessus, dès qu'il a vu que c'était un python, par horreur des marginaux et des non-conformistes. J'objectai.

« Nom de Dieu ! Vous l'avez fait exprès ! »

Il parut étonné.

« Qu'est-ce que j'ai fait exprès ? »

— Vous avez marché sur mon python. »

Alors là, il faisait vraiment celui qui ne comprenait plus. C'est comédien, ces mecs-là, c'est pas croyable.

« Quel python ? »

— Comment, quel python ? Celui-là. »

Je montrai Gros-Cailin du doigt.

« Je me promène tranquillement avec mon python en laisse et vous lui marchez dessus, parce qu'il n'est pas de chez nous. »

Le fil regardait à mes pieds. Il était devenu tout rouge. « Il n'y a pas de python ici, dit-il avec une fausse assurance, car c'est traité. »

Gros-Cailin faisait semblant de se lécher la bosse que le fil lui avait faite.

« Et ça, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas un python ? »

— Merde, dit le fil, car il avait du langage. Il n'y a pas de python à Cahors. On n'est pas en Afrique, ici. »

C'est ça, les Africains dehors, hein ? Dès que vous avez vu mon python, vous lui avez marché sur la queue, par racisme.

— Nom de Dieu, dit le fil simplement, car il ne faut pas croire, ils respectent leur patron.

Et qu'est-ce qu'il fait, ce salaud-là ? Il sort un sifflet de sa poche, mais le sifflet n'a pas vu mon python non plus. Il l'a dit à haute et intelligible voix, pour faux témoignage :

« Il n'y a pas de python ici. »

Les sifflets ne parlent pas et c'était une provocation policière si grossière que je n'ai fait ni une ni deux. Je ne suis pas un violent, mais quand les sifflets se mettent à nier l'existence des pythons à Cahors, c'est un comportement tellement aberrant, avec insinuation de démente à votre égard, qu'il y a de quoi se frotter en rogne.

Et qu'est-ce qu'il fait, ce salaud-là, après le gnon qu'il a reçu ? Il sort un autre fil de sa poche, qui en sort un troisième, et en un clin d'œil ça s'est mis à grouiller de fils complètement dingues autour de moi qui se dévissaient et se dévissaient d'autres fils de l'intérieur et ça s'est mis à grouiller et à se propager et à se répandre et à m'enserrer et à m'entreprendre et à grandir et à

se multiplier et je me suis senti à l'échelle mondiale et j'ai eu une telle peur que je me suis mis à hurler et à appeler Plochet à mon secours mais il n'y a pas de bon Dieu. Je me suis retrouvé au poste et c'est là que j'ai eu de la veine. Le commissaire Paternel me connaissait à cause de mes antécédents génétiques et il savait que j'étais de la plus vieille dynastie du règne.

« Ecoutez, Pahléri, ça suffit vos trucs contestataires. Les provocations gauchistes, on n'en veut pas ici. Cahors est une ville tranquille. Allez faire ça chez les dingues à Paris. Pahléri. »

— C'est Pahléri, ce n'est pas Pahléri, lui dis-je avec beaucoup de dignité. Pahléri Reza, c'est le shah d'Iran. C'est pas moi. »

Il rit.

« Je sais parfaitement qui est le shah d'Iran et qui ne l'est pas, dit le commissaire Paternel en roulant les r. Ne vous prenez pas, parce que les insultes à un chef d'Etat étranger, ça peut vous coûter cher, Pahléri. »

— C'est Pahléri, j'hurlais-je faiblement, car je ne suis pas tellement sûr moi-même à force d'être ici et là, de me faire tuer, de me faire torturer et de me faire fusiller. N'insistez pas ! C'est



\* Dessin de Calvi.

Pahléri, c'est pas Pahléri ! Pahléri, c'est le shah d'Iran et le shah d'Iran, c'est pas moi !

— J'ai jamais dit que vous étiez le shah d'Iran, bordel de merde ! brailla-t-il, c'est vous qui l'avez jeté sur le tapis !

— Je ne suis pas le shah d'Iran, et vos insultes et vos tapage persans, je les méprise ! Je ne suis pas le shah d'Iran, j'en suis sûr, c'est la même chose que je suis ! Pahléri, c'est lui ! Je ne suis pas le shah d'Iran, j'ai rien fait, j'ai rien fait, j'ai rien fait ! JE NE SUIS PAS LE SHAH D'IRAN ! »

Ils m'ont accordé dix jours à la clinique, logé, blanchi, nourri, brulé, aux frais de la Sécurité sociale parce que c'était indéniable que je n'étais pas le shah d'Iran, avec sifflets qui parlent, fils qui se dévissent et python à l'appui.

Hélie — il faut changer de nom tout le temps si on ne veut pas se laisser constater — a pu s'arranger elle aussi pour me rejoindre, en se promenant dans les rues de Cahors vêtue en princesse, le regard perdu dans le lointain, une viole à la main. Son oncle connaissait un conseiller municipal de gauche et quand celui-ci a vu une princesse du Moyen Age qui se promenait dans les rues de Cahors une viole à la main et regardait l'avenir au fond des yeux, il a tout de suite compris qu'il s'agissait d'une haute personnalité politique qui annonçait le changement. Il lui a fait une fleur, car on ne sait jamais, et il a mis Agnès à la clinique avec beaucoup de discrétion.

\* Les intertitres sont de la rédaction.

**HENRY MILLER**

**j'suis pas plus con qu'un autre**

«Le tout dernier récit de Henry Miller écrit directement en français. Le charme d'un esprit imperturbablement jeune qui a décidé une fois pour toutes d'oublier son âge».

Le Nouvel Observateur.

«Maladroit comme un mamouth, drôle comme un guignol, pétillant de malice et de naïveté, ce vieux corsaire de Big Sur a un art bien à lui de mettre les pieds dans le plat».

Maurice Chavardès Hebdo T.C.

**BUCHET/CHASTEL**

**Tahar Ben Jelloun**

**LA RECLUSION SOLITAIRE**

roman

«Ce livre lyrique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme. Il incrimine l'exclusion générale qui règne dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés.»

François Bolt / LE MONDE

«Les Lettres Nouvelles» dirigées par Maurice Nadeau

**denoël**

**L'ORDINAIRE**

du psychanalyste

Le n° 9 est paru

le N° : 24 F  
Abt. 4 N° : 70 F

L'ORDINAIRE DU PSYCHANALYSTE  
c/o Les Mains Libres, 2, rue du Père-Corentin, 75014 Paris

**Je n'ai jamais parlé, ni agi, ni écrit que par amour.**

Saint-Exupéry

La gloire fausse l'image de ceux qu'elle aurole. Pour retrouver sous la légende la vérité de Saint-Exupéry, il faut interroger le Petit Prince et le pilote de «Vol de nuit», le chevalier du désert de «Courrier Sud» et le héros de «Terre des hommes» : il faut lire tous les livres de l'aviateur-écrivain.

L'édition de ses Œuvres complètes illustrées témoigne une fois encore de cet amour des livres, qui fait de chaque collection du Club de l'Honnête Homme un événement tant bibliophile que littéraire.

**Les Œuvres complètes de Saint-Exupéry**

une nouvelle collection du Club de l'Honnête Homme.

Vous le voyez, nous ne faisons pas de publicité, nous nous engageons de ne pas, une documentation détaillée sur vos éditions des Œuvres complètes des :

☐ Saint-Exupéry ☐ Flaubert ☐ Barres ☐ Gide (Théâtre) ☐ Napoléon

☐ Balzac ☐ Colette (Éd. du Cerf) ☐ Labiche ☐ Proust ☐ par Napoléon

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Editions du Club de l'Honnête Homme, Lucie Fieschi éditeur, 32, rue Rousselet, 75007 Paris. Tél. 734.16.05 & 2717



## CARNET

## Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de  
Mlle Anne Sinaï, officier  
de la Légion d'honneur, et de Mme.  
née Micheline Rosenberg.  
Le mariage a eu lieu dans l'intimité, à Paris, le 9 novembre 1976.

## Décès

## Marcel CASTERAS

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 17 novembre dans sa soixante-douzième année, de  
M. Marcel CASTERAS,  
professeur honoraire  
à l'université Paul-Sabatier,  
membre correspondant  
de l'Académie des sciences,  
chevalier de la Légion d'honneur.  
De la part de Mme Marcel Casteras.  
Les obsèques auront lieu le vendredi 19 novembre 1976, à 15 heures, à l'église Saint-Eugène de Toulouse.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
21, rue Montplaisir, 31400 Toulouse.  
[Né le 10 juin 1904 à Toulouse, M. Casteras était agrégé des sciences naturelles et docteur en sciences. Assistant au Collège de France de 1927 à 1932, il est chef des travaux de biologie à la faculté des sciences de Paris jusqu'en 1933. Professeur à la faculté de Sciences (1933-1940), puis à Montpellier, il est nommé à Toulouse en 1942. Depuis 1957, il était membre du Comité national de la recherche scientifique.]

Contre-amiral  
Pierre LEFÈVRE

Nous apprenons le décès, survenu le samedi 6 novembre, du  
contre-amiral Pierre LEFÈVRE,  
dont les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.  
[Né le 10 octobre 1902 à Douai (Nord), le contre-amiral (cadre de réserve) Pierre Lefèvre est sorti de Navale avec la spécialité d'officier commandant et de guerre des mines. En juin 1940, il est à l'école de la Marine à Vichy, et, en juillet 1941, il commande le torpilleur « Bombarde ». En avril 1943, il commande la base aéronavale de Karouba, en Tunisie, puis l'artillerie de côte du front de mer de Tunisie. Il est, en août 1943, au cabinet militaire du commissaire de la marine à Alger, et, en 1945, il sert à l'état-major de l'armistice à Méditerranée à Alger. Après avoir été affecté successivement à Paris, à Berlin et à Toulon, il commande, en juillet 1948, la frégate « Croix-de-Lorraine ». Avec le grade de capitaine de vaisseau, il commande en 1950 le secteur de Brest et, en 1951, le bâtiment de ligne « Jean-Bart ». Il sert ensuite à Brest et, en mai 1953, il commande à nouveau le secteur de Brest. Promu contre-amiral en juin 1958, il est placé, sur sa demande, en deuxième section (réservé) en juin 1959.]

## Hubert

## DE VILLEZ D'ALAMONT

On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Hubert de VILLEZ D'ALAMONT,  
conseiller référendaire  
à la Cour des comptes,  
ancien conseiller d'Etat  
en service extraordinaire,  
directeur général honoraire  
au ministère des affaires sociales,  
président-directeur général honoraire  
de la Compagnie d'Assurances  
La Nationale,  
président du comité officiel  
des Pêches de Paris, président  
fondateur  
de la Cinéma-thèque française,  
président d'honneur des Amis  
de Saint-Louis,  
officier de la Légion d'honneur,  
médaille des services militaires  
volontaires,  
commandeur du Mérite social,  
commandeur des Arts et Lettres  
et de nombreux ordres français  
et étrangers.  
Les obsèques seront célébrées le  
vendredi 19 novembre à 10 h. 30, à l'église Saint-Eugène d'Yvetot, place  
Victor-Rugo.  
L'inhumation aura lieu le même  
jour, à 16 heures, dans le caveau de  
famille du cimetière du Faubourg-  
Favé, à Verdun.  
Frais pour lui.

[Né le 6 décembre 1906 à Verdun (Meuse), M. Hubert de Villez d'Alamont était docteur en droit, licencié des lettres et diplômé de l'école libre des sciences politiques. Successivement auditeur (en 1933) conseiller référendaire (en 1940), puis conseiller référendaire hors cadre (en 1943) à la Cour des comptes, il est de 1943 à 1945, président-directeur général de la compagnie d'assurances La Nationale, et de 1945 à 1973, de la compagnie La Nationale-Réassurance.  
Directeur général honoraire au ministère du travail, il avait été nommé en 1959 président du comité des fêtes de Paris et, en 1964, président, puis administrateur-président d'honneur de la Cinéma-thèque française.]

ATTENTION  
2<sup>e</sup> JOURS SEULEMENT  
POUR 2 JOURS SEULEMENT  
SAMEDI 20  
et DIMANCHE 21 NOV. 1976Une exceptionnelle  
Exposition  
d'ART de la CHINE  
et du JAPON

vous sera présentée par  
le MALLÉ D'ORIENT  
au GRAND HOTEL  
(Salon DEBussy), 2, rue de la  
Liberté, PARIS, de 10 h. à 21 h. Tél. 260-33-50  
MAGNIFIQUE COLLECTION  
d'IVOIRES et PIERRES DURES  
travaillées (Jades, Lapis,  
Turquoises et Coraux de Pékin)  
Nocturne samedi jusqu'à 22 h. 30  
Entrée libre.

« Dieu mit Abraham à l'épreuve, il lui dit : « Prends ton fils et offre-le en holocauste » (Gen. 22).  
47, rue de la Liberté, 1208, Genève.

Le docteur Jacques Breton, son épouse Catherine et Laurent, ses enfants, Mme Robert Breton, sa mère, le docteur Rita Breton, sa belle-mère.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort tragique du

docteur Christian  
BRETON-BONTRONC  
survenu le 16 novembre 1976, dans sa quarante-huitième année.  
La levée du corps aura lieu le samedi 20 novembre, à 10 heures, à l'Institut médico-légal, place Maréchal, Paris (12<sup>e</sup>).  
L'inhumation se fera, à 10 h. 30, au cimetière d'Asnières-Moulinex, 57, rue de l'Égalité, 92130 Asnières-Moulinex.  
47, rue de la Liberté, 1208, Genève.

Nous apprenons le décès de  
M. Louis CARU.  
[Né en 1905, M. Louis Caru était une des figures marquantes de la communauté bancaire belge. Président de la Banque de Bruxelles, deuxième groupe bancaire de Belgique, et militant de l'union européenne, il était très connu dans les milieux internationaux.]

Le docteur Jacques Chauliac,  
M. et Mme J. Chauliac,  
M. et Mme A. Chauliac,  
Le docteur et Mme André Chauliac, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de  
M. Louis CARU.  
Les obsèques ont eu lieu le samedi 13 novembre 1976, à 10 heures, à l'église Saint-Ferdinand de Bordeaux le 8 novembre 1976.

Mme Jacques Chesepierre,  
M. et Mme J. Chesepierre,  
Louis et Sophie Buffet,  
Catherine, Pascal, Bertrand, Marie-Augustine, font part du décès de  
M. Louis CARU.

M. Jacques CHESPIÈRE,  
officier de la Légion d'honneur,  
leur épouse, leurs enfants et petits-enfants, survenant le 16 novembre 1976 à l'âge de soixante-neuf ans, à Paris.  
Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 19 novembre 1976, à 14 heures, à l'église Saint-Thomas-de-Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud, suivies de l'inhumation au cimetière de Sainte-Barbe de Gallion (27).

[Né le 12 mars 1907 à Vouvray (Indre-et-Loire), M. Chesepierre, qui avait une formation d'ingénieur-contrôleur de la poste, était docteur en droit de la faculté de Lille. Il avait, de 1938 à 1944, fait carrière au ministère des finances comme directeur des conditions de travail, de 1944 à 1947, comme directeur de la section des affaires juridiques, puis comme directeur de la section des affaires juridiques. M. Chesepierre était également administrateur des grands magasins Au Bon Marché, à Bruxelles. M. Chesepierre fut également, de 1952 à 1970, président de la section des affaires juridiques de l'Union occidentale, qui dirigea la chronique judiciaire en 1973 pour des faits remontant à 1954 et 1955 (exemple d'effets non causés sans concert d'emprunts fictifs).]

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 16 novembre, de  
Mme Madeleine Bernheim,  
née Madeleine Bernheim,  
dans sa quatre-vingt-neuvième année.  
Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Grimaud (Var), dans le caveau familial, où reposent déjà son mari,  
M. Edmond FLEG,  
ses fils  
Maurice et Daniel FLEG.

On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Gaston FOURRIÈRE,  
ancien vice-président  
de l'Assemblée territoriale de la Région,  
ancien sénateur du Niger,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Niger,  
chevalier de l'Ordre du Bénin,  
survenu à l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine le 16 novembre 1976 à l'âge de soixante-trois ans.  
De la part de Mme Gaston Fourrière et sa famille.  
Le service religieux a été célébré en l'église Saint-Jacques de Neuilly dans l'intimité familiale.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
73, rue Perrotet,  
92-Neuilly-sur-Seine.

M. Alain French, son fils,  
à la douleur de faire part du décès de  
M. Gaston FOURRIÈRE,  
survenu le 16 novembre 1976, dans sa soixante-troisième année, de  
Mme veuve Alfred FRENCH,  
née Denise Le Lan.  
Les obsèques auront lieu le vendredi 19 novembre 1976, à 8 h. 30, à l'église Notre-Dame-du-Bosquet de Plaisance, 174, rue Raymond-Losserand, Paris (14<sup>e</sup>), où l'on se réunira.  
L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse, dans la sépulture de la famille.  
17, rue Delambre, 75014 Paris.

Le préfet Jacques Gaudouin, Marie-Christine, Catherine et François, ses enfants,  
M. et Mme Jean Coles,  
Les familles Blanchet-Dhuissier, Richard et Thierry,  
ont la douleur de faire part du décès, survenu le mercredi 17 novembre 1976, de  
Mme Jacques GANDOUIN,  
née Suzanne Chantreau,  
leur épouse, mère, belle-sœur et cousine.

Le service religieux sera célébré par le Père Emmanuel le samedi 20 novembre, à 10 h. 30, à l'église Saint-Basile, à Paris.  
20, rue de la Boétie, 75008 Paris.  
Mme Suzanne Gaudouin,  
M. et Mme Claude Gaudouin,  
Sophie et François,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Roger GODIER,  
leur époux, père et grand-père, survenu le 8 novembre dans sa soixante-quatrième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.  
25, rue des Lilas, 75019 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de  
docteur Jean-Claude LEMAIRE,  
survenu subitement le 18 novembre 1976, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 novembre, à 10 h. 45, au Chénay (78), en l'église Saint-Germain.  
De la part de  
Mme Pierre Lemaire,  
Caroline et Laurence Lemaire,  
Mme Pédimbert-Lemaire,  
Du docteur et Mme Jean-François Lemaire et de leurs enfants.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
19, avenue Niel, 75017 Paris.  
24, rue de Longchamp,  
75016 Paris.  
97, rue du Bac, 75007 Paris.

Mme PAPINOT,  
née Louise Desmays,  
survenu le 16 novembre à l'âge de soixante-neuf ans.  
Les obsèques ont eu lieu à Savigny (44).

Le président, le conseil d'administration, les cadres et tout le personnel de la PAFAC ont la douleur de faire part de la disparition brutale de leur collaborateur et ami de la PAFAC, M. Jean-Jacques ROBINSON, directeur du département radio-télévision, hifi.  
L'inhumation aura lieu dans la plus grande simplicité au cimetière de Saint-Pierre (77113), le jeudi 18 novembre, à 14 h. 15.

M. et Mme Jean Thèves et leurs enfants Béatrice, Laurent, Valérie et François,  
ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère de la PAFAC, M. Jean-Jacques ROBINSON, mort accidentellement le 15 novembre, à l'âge de dix-sept ans.  
Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Nom-le-Vivier (77113), le samedi 20 novembre, à 10 h. 30.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
22, chemin de la Forêt,  
77300 Saint-Nom-le-Vivier.

## Remerciements

Chambéry, Paris,  
docteur et Mme Gilbert Bouchet,  
Mme Alain Forner,  
ont exprimé leurs nombreuses marques de sympathie manifestées par les personnes et associations de la région de la Savoie, de la Haute-Savoie et de la Vallée d'Aoste, pour la disparition de leur fils et frère de la PAFAC, M. Jean-Jacques ROBINSON, mort accidentellement le 15 novembre, à l'âge de dix-sept ans.  
Les obsèques ont eu lieu à Chambéry, le samedi 20 novembre, à 10 h. 30.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
22, chemin de la Forêt,  
77300 Saint-Nom-le-Vivier.

## Offices religieux

Une messe du souvenir sera célébrée, samedi 20 novembre, à 11 h. 15, en l'église Saint-Roch (chapeau de la rue de la Harpe, 236, rue Saint-Hippolyte, Paris (1<sup>er</sup>), pour Paul Azais et Fernand Albert, qui pour leur nombreux artistes de la Rone tour.

## Anniversaires

Pour le troisième anniversaire de la mort de  
Mme MICHON,  
née Marguerite,  
(23 rue de la Harpe, 236), ses parents, amis, et tous ceux qui l'ont connue sont priés d'acquiescer à une messe à sa mémoire.  
Pour le troisième anniversaire de sa mort, le 20 novembre, une messe affectueuse et pieuse est donnée pour  
Summannelle JACQUENEAU,  
à ceux qui gardent fidèlement son souvenir.

## Messes anniversaires

Pour le second anniversaire du décès de  
Mme Odette HERBERT,  
une messe sera célébrée en l'église Saint-Vincent, à Grimaud (Var), le 27 novembre, à 16 h. 15.  
Que tous ceux qui l'ont connue se souviennent d'elle en ce jour.

Pour le quatrième anniversaire de la mort de  
Mme MATHIE,  
née Alice de Roban-Chabot,  
une messe sera célébrée en l'église Saint-Vincent, à Grimaud (Var), le 27 novembre, à 16 h. 15.  
Que tous ceux qui l'ont connue se souviennent d'elle en ce jour.

Communications diverses  
— Roland Bou-Chéid, avocat libanais, reçoit au 17, boulevard Garibaldi, 75015 Paris. Tél. 597-84-18.

## Visites et conférences

VENDREDI 19 NOVEMBRE  
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES  
— Calmes nationales des monuments historiques — 11 h. entrée du musée, place du Trocadéro, M. Bouquet des Chaux ; 12 h. entrée du musée, place du Trocadéro, M. Bouquet des Chaux ; 13 h. entrée du musée, place du Trocadéro, M. Bouquet des Chaux ; 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, M. J. C. Stevan ; 15 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 16 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 17 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 18 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 19 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 20 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 21 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 22 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 23 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 24 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 25 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 26 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 27 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 28 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 29 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 30 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 31 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 32 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 33 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 34 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 35 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 36 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 37 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 38 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 39 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 40 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 41 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 42 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 43 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 44 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 45 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 46 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 47 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 48 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 49 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 50 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 51 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 52 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 53 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 54 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 55 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 56 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 57 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 58 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 59 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 60 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 61 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 62 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 63 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 64 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 65 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 66 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 67 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 68 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 69 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 70 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 71 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 72 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 73 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 74 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 75 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 76 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 77 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 78 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 79 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 80 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 81 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 82 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 83 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 84 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 85 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 86 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 87 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 88 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 89 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 90 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 91 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 92 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 93 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 94 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 95 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 96 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 97 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 98 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 99 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 100 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 101 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 102 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 103 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 104 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 105 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 106 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 107 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 108 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 109 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 110 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 111 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 112 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 113 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 114 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 115 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 116 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 117 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 118 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 119 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 120 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 121 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 122 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 123 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 124 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 125 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 126 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 127 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 128 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 129 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 130 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 131 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 132 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 133 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 134 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 135 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 136 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 137 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 138 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 139 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 140 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 141 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 142 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 143 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 144 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 145 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 146 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 147 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 148 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 149 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 150 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 151 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 152 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 153 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 154 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 155 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 156 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 157 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 158 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 159 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 160 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 161 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 162 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 163 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 164 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 165 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 166 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 167 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 168 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 169 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 170 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 171 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 172 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 173 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 174 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 175 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 176 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 177 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 178 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 179 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 180 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 181 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 182 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 183 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 184 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 185 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 186 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 187 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 188 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 189 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 190 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 191 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 192 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 193 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 194 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 195 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 196 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 197 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 198 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 199 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 200 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 201 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 202 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 203 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 204 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 205 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 206 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 207 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 208 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 209 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 210 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 211 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 212 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 213 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 214 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 215 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 216 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 217 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 218 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 219 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 220 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 221 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 222 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 223 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 224 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 225 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 226 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 227 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 228 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 229 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 230 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 231 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 232 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 233 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 234 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 235 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 236 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 237 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 238 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 239 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 240 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 241 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 242 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 243 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 244 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 245 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 246 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 247 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 248 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 249 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 250 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 251 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 252 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 253 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 254 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 255 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 256 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 257 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 258 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 259 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 260 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 261 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 262 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 263 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 264 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 265 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 266 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 267 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 268 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 269 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 270 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 271 h. 15, rue de la Harpe, M. J. C. Stevan ; 272







# ARTS ET SPECTACLES

## DEUX DISPARITIONS

### Man Ray, anarchiste de l'image

(Suite de la première page.)

Vient sa première rencontre déterminante: le photographe Stieglitz qui avait une galerie à New-York. C'est chez lui que Man Ray s'initie à la peinture et, paradoxalement, à la sculpture qu'il commença par copier. Mais le jeune homme achève le maître d'Alix, c'est tout le contraire de l'anarchisme de Man Ray. Il doit d'abord se découvrir et son mariage avec une jeune Française l'y aidera, à travers la poésie de Rimbaud, Apollinaire, Lautréamont. Son esprit s'éveille aux mondes impénétrables, qu'il cherche d'instinct.

Le New-York de l'avant-première grande guerre est en ébullition artistique. On y ouvre le salon de l'Armory Show, où Man Ray expose de grandes toiles cubistes. C'est là qu'il fait une seconde rencontre déterminante. Marcel Duchamp est l'homme qu'il lui fallait, l'ami à l'ironie pointue qui fait, au bon ménage avec son propre esprit destructeur. Duchamp expose l'Unifur, qui fait scandale. Puis vient un troisième farou, qui a quitté l'Europe en guerre: Picabia. Man Ray, Duchamp et Picabia sont les trois mousquetaires du mouvement dada à New-York, qui se répandaient en sarcasmes contre le sérieux de l'art.

Man Ray compose son autoportrait: deux sonnettes électriques et un bouton sur fond de tissu noir. Voici enfin une œuvre d'art sans idées plastiques, avec seulement une idée.

Tout le bouleversement de la notion d'œuvre d'art à laquelle Duchamp devait donner une substance théorique vient de ces moments de crise. Man Ray réalise, en 1918, son

premier Aérophage, peinture au pistolet qui a des allures de photo. Ce qu'il voudrait, en fait, c'est brouiller les frontières entre peinture et photographie. L'art peut être anonyme. Il crée, d'ailleurs, en 1920, la Société anonyme des artistes avec Duchamp et Katherine Dreier.

L'année suivante, il est à Paris. C'était fatal, il rencontre les surréalistes (Breton, Eluard, Soupault, Aragon...) qui enrôlent cette recrue de choix.

Mais le Paris des années 30 ne nourrit pas son artiste. Man Ray se fait photographe professionnel. Et à la déclaration de la guerre, en 1940, il se rend aux Etats-Unis, où il séjourne jusqu'en 1951, en Californie.

C'est à son retour dans le Paris de l'après-guerre qu'il développe et exploite le plus largement le filon surréaliste, en « guérillero » de l'art.

La photo, il la conçoit comme un jeu de mots. Il a trouvé une technique nouvelle, plutôt une antitechnique, qu'il appelle rayographie. Sur des feuilles de papier sensible il dépose des objets qui apparaissent en transparence sur l'image et brouillent les apparences. Les photographes professionnels utilisent du papier sensible neuf pour obtenir des images nettes. Man Ray préfère les vieilles pellicules, les plus étonnantes, les plus plues et maculées par le temps. Plus il y a de taches, plus riche sera l'image, plus il y aura de chances de transcender la réalité. Tout Man Ray est là, dans le rapprochement inattendu du « parapluie et de la machine à coudre » dont parlait Lautréamont, l'un de ses maîtres à penser.

JACQUES MICHEL.

### LA MORT D'AGNÈS CAPRI

#### Son grand talent de diseuse

Agnès Capri: un joli nom de théâtre qu'elle tenait non de l'ère à la coupe d'azur, mais de son signe du zodiaque, et aussi à l'enseigne du cabaret où elle inaugura son premier tour de chant poétique, rue Mollière. Nous l'avions connue à peu de temps avant la guerre. C'était une belle femme — à la silhouette élancée de sportive, très pâle, très brune, avec des yeux vifs de rigueur et une bouche pincée — à laquelle ressemblait plus tard Maria Casarès.

Elle récitait déjà des poèmes d'Eluard — qui préfiguraient ceux de Prévert qu'elle chanterait au lendemain de la guerre, quand elle semait insalubre dans ses membres « chez Agnès Capri » — d'une voix douce qui lui permettait, quand elle improvisait de faire passer des échos très osés, grâce également à son grand talent de diseuse. On allait alors l'écouter après le théâtre et les vedettes du Boulevard, voire du Théâtre-Français voisin, venaient écouter au « Ca-

pricorne » ses cours de diction tout à fait originaux. Il nous souvient ainsi d'avoir vu, un soir, un jeune comédien au visage romantique boire avec passion les paroles d'Agnès Capri. C'était, cette fois dans la salle, un dialogue plus intime, à l'heure où les sautes ont licence de ne plus en finir. Le jeune comédien était Jean-Louis Barrault... — O. M.

(Agnès Capri est morte le lundi 15 novembre, à Paris, des suites d'une douloureuse maladie (comme cela a été annoncé dans les dernières éditions du « Monde » du 18 novembre). Elle était âgée de soixante-neuf ans. Agnès Capri, née Sophie-Rose Friedmann, avait été l'élève du comédien Simon et de Charles Dullin avant de trouver sa vocation dans le tour de chant et la poésie au cabaret. Elle était ainsi établie au Capricorne, rue Mollière, en 1938, dirigeant bien sûr, elle-même le petit cabaret. Elle avait ouvert un cabaret, « Chez Agnès Capri », après la guerre, accueillant sur ses tables Jacques Prévert, Robert Deschamps, Michèle Labaye et faisant elle-même son tour de chant.)

## INSTITUT

### LA SÉANCE PUBLIQUE DE L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

L'art lyrique a été le thème central de la séance publique annuelle de l'Académie des beaux-arts, mercredi, sous la Coupole. Il est vrai, M. Emmanuel Bondeville le rappelle, qu'il est l'art total, dont le propre, selon Les Brûlés, « est de tenir les esprits, les yeux et les oreilles dans un égal enchantement ». L'orchestre de l'Opéra, sous la direction de M. Robert Blot, en a fourni une agréable illustration.

M. Louis Legue, président de l'Académie, a d'abord prononcé l'éloge des disparus: Oscar Esplan, le maréchal Montgomery, Mariano Andreu. Au cours de la péroraison, il a défini le rôle de la Compagnie: « Les arts et les artistes se passeront de nous si les époques étaient toutes prospères, si toute préoccupation matérielle éloignée on pouvait se

tourner vers la beauté, vers la passion ou vers la rêverie, vers la liberté. Il n'en est pas toujours ainsi, et d'urgence en urgence, l'actualité pressante oublie facilement le temps d'aimer, tout simplement ».

Après la proclamation des récompenses décernées au cours de l'année par M. Eugène Beau-douin, vice-président, le secrétaire perpétuel, M. Emmanuel Bondeville, a longuement évoqué, à travers trois siècles d'histoire, les « heures et malheurs de l'art lyrique français ». « Si l'Opéra est un théâtre de consécration, a conclu l'orateur, l'Opéra-Comique est un théâtre de création: si les espoirs mis dans l'Opéra-Studio n'ont pu être réalisés, faute de moyens, le rappel des œuvres créées à l'Opéra-Comique... dispense de tout éloge ».

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra, 20 h.: Elektra.  
Comédie-Française, 20 h. 30: Leïla.  
Petit-Opéra, 18 h. 30: Le Paradis.  
T.E.P., 20 h.: Cinéma.  
Petit T.E.P., 20 h. 30: Dialogues d'adultes.

### Les salles municipales

Nouveau Carré, 14 h. 30: Les Zygomatiques; 20 h.: Parole de femme (salle Paillet); 20 h. 30: Ballet folklorique roumain; 21 h.: Drône ou la Résurrection; 21 h. 45: Western Américain.  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30: Zone; 20 h. 30: La Visite de la vieille dame.

### Les autres salles

Atelier, 21 h.: Monseigneur chassé.  
Mouffette-Opéra, 21 h.: La Servante.  
Centre culturel du XV, 21 h.: Nous l'aimons sur un ring de corail.  
Centre culturel du XVI, 21 h.: Cri de terre.  
Centre culturel marseillais, 20 h. 30: La Jute des cerueurs.  
Centre Mandapa, 20 h. 45: Ressources oubliées de la voix.  
Coupe-Chou, 20 h. 30: Je n'imagine pas ma vie demain.  
Gyromas-Made-Bell, 21 h.: Une aspirine pour deux.  
Huchette, 20 h. 45: La Cantatrice chauve; 18 h. 30: La Bruyère; 21 h.: Pour 100 briques.  
Madeline, 20 h. 30: Oubli des vaches.  
Mathurins, 20 h. 45: Les Mains sales.  
Michele, 21 h. 10: Happy Birthday.  
Michodière, 20 h. 45: Acapulco.  
Madame, 21 h.: Qui est qui?  
Montparnasse, 20 h. 30: Même heure, même histoire.  
Mouffette, 20 h.: La Mésange; les Baux et Forêts; 22 h. 15: Le Jardin d'à côté.

### GAITE-MONTPARNASSE

ne manquez pas  
le grand spectacle  
de la saison! Peanuts de Schulz  
TU ES UN CHIC TYPE  
CHARLIE BROWN  
© U.F.S. Inc.  
DERNIÈRES

### THEATRE DE LA VILLE

20 h 30  
places 16,50 F et 29 F  
24-27 novembre  
2-7 décembre  
dimanche 28 à 14 h 30

### l'échange

CLAUDEL  
mise en scène  
ANNE DEBEE  
O.V.C.  
MARTINE CHEVALIER  
GENEVIEVE PAGE  
J.-C. DREYFUS - J.-C. DURAND

18 h 30

une heure sans entracte 12,50 F

du mardi 23 au samedi 27

bernard lavilliers

auteur - compositeur - interprète

2, place du Châtelet

tél. 887.35.39

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 18 novembre

### Le jazz

Centre américain, 21 h.: Jacques Higelin.  
Théâtre Fontaine, 18 h. 30: West African Commos.

### La danse

(Voir Nouveau Carré)  
Centre culturel du Marais, 21 h.: For Modern American.

### Le music-hall

Antelme, 20 h. 30: Les Frères Jacques.  
Bobino, 20 h. 30: Georges Brassens.  
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45: Guy Béart.  
Cour des Miracles, 20 h. 30: Henri Tachon.  
Olympia, 21 h. 30: Michel Sardou.  
Palais des sports, 20 h. 45: Cirque de Moscou.  
Pleyel, 20 h. 30: Gen Rosso.

### Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30: Pulchérie.  
C'est la vie; 21 h. 30: T'es comme toi; 22 h. 30: Radine Mone.  
0 h. 15: Raves orientales.  
Au Vrai Chic parisien, 18 h. 30:

Fais pas la sourde oreille, Ludwig; 21 h.: J.-P. Sèvres; 22 h. 15: Pendant les travaux, la fête continue.  
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30: J. Bois; 22 h.: Les Jeannettes; 22 h. 15: Alain Nicheat.  
Café d'Edgar, salle 1, 21 h.: Le Désert rose; 22 h. 45: La Frappe.  
Salle 2, 22 h. 15: Deux Salles amuseuses de tout soupçon.  
Café de la Gare, 20 h.: Pictura, c'est l'heure; 22 h.: A nos chers disparus.  
Au Coupe-Chou, 20 h. 30: Je n'imagine pas ma vie demain; 22 h.: Funquol pas mod.  
Cour des Miracles, 20 h. 30: Henri Tachon; 22 h.: La Femme.  
Dis-Heures, 20 h. 15: La Démocratie est avancée; 22 h. 15: Tu crois que c'est mieux ailleurs.  
Le Palais, 20 h. 30: le Président.  
Petit Casino, 21 h. 15: Parties du pied gauche; 22 h. 30: J.-C. Morelles.  
Séjante, I. 20 h.: Pinck et Matho; 22 h.: La Pompe et la Cuve; 22 h. 15: Les Hommes-Loups; 22 h. 30: Jeanne au bûcher; 24 h.: Voyage à trois.  
Le Splendid, 20 h. 45: Prisonniers sur le secteur; 22 h. 15: Le Pot de terre contre le Pot de vin.  
Théâtre Campagne-Fremière, 21 h.: Jeanne d'Arc et ses copines.  
La Veuve Richard, 20 h. 30: Madame Sergent; 22 h. 15: la Revanche de Louis XI.  
La Vieille Grille, 20 h. 30: Louis Xavier, Jo Maki; 22 h. 30: Diamet Alloum; 24 h.: La Bête.  
Le 22 h. 30: Savez-vous que les arbres parlent?

### Opérettes

#### et comédies musicales

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45: la Belle Écluse.  
Elysée-Montmartre, 20 h. 15: Ginette Lacaze.  
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30: Tu es un chic type, Charlie Brown.  
Maugny, 21 h.: Nini la Chance.

## ODEON

THEATRE NATIONAL

COMÉDIE-FRANÇAISE

présente pour

33 représentations

le chef-d'œuvre

d'Eugène IONESCO

LE ROI

SE MEURT

dans la mise en scène de

Jorge LAVELLI

à partir du 23 novembre

Tous les soirs à 20 h. 30 sauf

dim. et lundi, matinée dim. 16 h.

Renseignements et location :

75-70-32

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

## Concerts & Barg

GRANDS CONCERTS PLEYEL

Lundi 22 NOVEMBRE

ORCHESTRE

SYMPHONIQUE

DE LA RADIO

DE FRANCFORT

Dirigé par

Elisab INBAL

Soliste

Engelero RICCI

RECHERCHES MUSIQUES

Lundi 29 NOVEMBRE

ORCHESTRE

DE CHAMBER

BERNARD THOMAS

Soliste

BRUNO LEONARDO

GELBER

(piano)

RECHERCHES-MOZART

SALE, DORLAND, PLACE d'ARCADE

## MAISON DES ARTS

ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX

Place de l'Hôtel-de-Ville,

94000 CRETEIL (métro: Créteil-Préfecture).

Vendredi 19 et samedi 20 novembre à 20 h. 30

dimanche 21 novembre à 16 h.

Uniques représentations dans la région parisienne

de la seule version intégrale donnée en Europe.

« LE LAC DES CYGNES »

par l'Opéra du Rhin - Musique de Tchaïkovsky

Chorégraphie de Peter Von Dyck

Prix des places: abonnés: 20 F.

Étudiants et Jeunes Travailleurs: 15 F.

Scolaires et Tiroisisme: 10 F. - Non abonnés: 20 F. et 30 F.

Renseignements - Location: 899-94-50,

de 12 h. à 19 h.

Après sa tournée triomphale aux U.S.A.

... pour la première fois en France

L'ORCHESTRE NATIONAL DE VARIÉTÉS

D'ARMÉNIE

22 MUSICIENS - 8 CHANTEURS

3 GALAS EXCEPTIONNELS A PARIS

DIMANCHE: 21 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Salle Pleyel)

SAMEDI: 27 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Théâtre des Champs-Élysées)

DIMANCHE: 28 NOVEMBRE 1976 à 20 h. 45 (Salle Pleyel)

BILLETTS AUX GUICHETS DES SALLES

ROLAND HUBERT présente en accord avec GUY LATRAVERSE

**ROBERT CHARLEBOIS**

PRIX DES PLACES 25, 35 et 45 F. ÉTUDIANTS 20 F.

LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS DE 12H30 à 19H ET PAR TÉLÉPHONE DE 14H30 à 19H: 753.27.74

DU VENDREDI 26 NOVEMBRE AU MERCREDI 8 DÉCEMBRE







## ÉDUCATION

### LA RENTRÉE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

#### Difficultés financières dans plusieurs établissements

De nos correspondants

##### • MARSEILLE : démission du directeur de l'U.T.

Marseille. — Le directeur de l'Institut universitaire de technologie de Marseille, M. André Guillemont, vient d'adresser sa démission à Mme Saunier-Seïté, estimant dans l'impossibilité de faire assumer convenablement l'enseignement dans cet établissement par suite de la restriction des crédits.

Sur les enseignements prévus par les programmes nationaux, les enseignants en poste à l'U.T. peuvent assurer les seize mille heures de travaux pratiques et les trois mille heures de cours. Il faudrait seize mille heures de cours complémentaires : le secrétariat d'Etat n'a accordé des crédits que pour cinq mille heures correspondant aux enseignements effectués par des « personnels extérieurs » (cadres ou ingénieurs), le reste était fait, l'an dernier, par des enseignants d'autres établissements. Les responsables de l'U.T. s'estiment dans l'incapacité de trouver les « personnels extérieurs » nécessaires pour assurer les autres heures complémentaires, ou pour prendre en charge une partie des travaux pratiques (coût-ci payés 39 francs l'heure, attirant peu de candidats). — J. C.

##### • TOULOUSE : les problèmes du Mirail au conseil général

Toulouse. — M. Claude Chalin, recteur de l'académie de Toulouse, vient de recevoir la visite d'enseignants communistes conduits par M. Claude Liabris, vice-président du conseil général de la Haute-Garonne. La délégation s'est inquiétée auprès du recteur de la situation critique de l'enseignement et de recherche « scientifiques » du comportement de l'éducation de Toulouse-Le Mirail, qui ne comptent que vingt-cinq enseignants pour deux mille trois cents étudiants. Il faudrait normalement quarante postes d'enseignants pour assurer les cinq mille heures de cours, conformément aux normes officielles d'encadrement. Les enseignants communistes ont aussi rappelé la non-validation pour les diplômés nationaux de vingt-deux unités de valeur touchant sept cents étudiants, et les sanctions prises contre neuf enseignants.

Compte tenu de cette situation, les élus communistes ont décidé de faire inscrire les problèmes de Toulouse-Le Mirail à la prochaine session du conseil général. Mais l'administration conteste cette initiative, car elle estime que l'assemblée départementale n'a pas à prendre de décision en matière universitaire. — L. P.

#### AIX : l'université de Provence envisage de fermer pendant une semaine

Marseille. — Faute du versement d'urgence d'une subvention d'équilibre de 800 000 F, indispensable pour le bon fonctionnement de l'année en cours, qu'elle a demandée depuis plusieurs mois au secrétariat d'Etat aux universités, l'université de Provence (Aix-Marseille II) pourrait fermer ses portes pour une semaine, le mercredi 29 novembre. La décision en a été prise à l'unanimité des soixante-quatre membres du conseil de l'université (y compris les personnels extérieurs), lundi 15 novembre, et elle a été annoncée à une assemblée générale des personnels réunie le mardi 16 novembre, à Aix-en-Provence.

Cette décision que le président de l'université, M. Claude Mesliard, a qualifiée de « grave », a été approuvée implicitement par l'Intersyndicale de l'université (qui réunit des représentants de l'UNEF et des organisations affiliées à la Fédération de l'Education nationale, à la C.G.T. et à la C.F.D.T.). Celle-ci a organisé,

mardi, à l'issue de l'Assemblée générale des personnels, une marche vers le rectorat et a convoqué à Aix et à Marseille, I, mardi 23 novembre, « pour préparer la suite de l'action ».

« Aujourd'hui, a déclaré M. Mesliard, la situation est d'une extrême gravité. Les services généraux de l'université ont épuisé leur dotation. Nous ne pouvons payer le chauffage, l'éclairage, les déplacements, les téléphones jusqu'à la fin de l'année ».

(A la suite de cette annonce, Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a décidé d'envoyer sur place un inspecteur général de l'administration chargé de l'informer dans les quarante-huit heures avant de faire une étude plus poussée de la situation. Mais le secrétaire d'Etat ajoute que, les présidents étant « responsables de la continuité du service public », l'arrêt des activités de l'université, malgré le vote du conseil, doit être « considéré comme une grève ».)

### LES ÉCARTS DE LANGAGE DE Mme SAUNIER-SEÏTÉ

#### Politesse et politique

Au cours du débat sur le budget de l'éducation, à l'Assemblée nationale, mercredi 17 novembre, M. Louis Mexandeau (P.S.) a tenu à opposer « la sérénité et l'habilité » du ministre de l'éducation, dans ses relations avec les organisations, au caractère « sulfureux et tonitruant » des interventions de Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités.

Ce n'est pas la première fois que le député socialiste fait état publiquement du mauvais caractère de celle qu'il a déjà qualifiée de « Chirac en jupon », à la tribune de l'Assemblée, le 23 avril 1976. S'il ne s'est trouvé, mercredi, aucun député de la majorité pour prendre sa défense et si M. Haby lui-même n'a pas jugé utile de protester, c'est sans doute que le propos de M. Mexandeau ne leur paraissait point trop éloigné de la réalité.

Les « éclats » de Mme Saunier-Seïté, qui ne s'embarrasse pas de l'usage de la rhétorique pour dire son mépris aux interlocuteurs qui lui déplaisent, alimentent la chronique depuis sa nomination au secrétariat d'Etat en janvier 1975. Notre correspondant Dominique Burg, du Quotidien de Paris, publiquement traitée de « déconnaissante et délirante » au cours d'une réunion de presse, le 13 juillet 1976, l'avait appris

à ses dépens. Les témoignages abondent d'universitaires ou de hauts fonctionnaires soumis à la véhémence du secrétaire d'Etat.

Il arrive qu'au gouvernement — dirigé par un universitaire connu pour son urbanité — on soit indisposé par tant de manifestations intempestives. L'Association des journalistes universitaires s'est, depuis de longs mois, alarmée de ses mauvaises relations avec un secrétaire d'Etat qui laissait entendre tout récemment qu'il n'est de bons journalistes que ceux qui soutiennent sa politique tandis que les autres sont « des cons avec lesquels elle n'a pas envie de s'entendre ».

Une politique ne peut pas être jugée sans tenir compte de la manière dont elle est présentée. Le comportement de Mme Saunier-Seïté en serait la démonstration. Une personnalité politique ne peut pas être jugée sans tenir compte de la manière dont elle est présentée. Le comportement de Mme Saunier-Seïté en serait la démonstration. Une personnalité politique ne peut pas être jugée sans tenir compte de la manière dont elle est présentée. Le comportement de Mme Saunier-Seïté en serait la démonstration.

BRUNO FRAPPAT.

**Le Monde** réalise chaque semaine  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
Réservez aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Italiens, 75437 PARIS cedex 05

#### Un débat annulé dans un lycée de Versailles

##### LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE...

Des professeurs du lycée technique Jules-Ferry de Versailles avaient invité le romancier Max Gallo, également historien de l'Espagne franquiste, enseignant lui-même à l'université de Nice) jusqu'en mai 1975, et de surcroît ancien élève de l'enseignement technique à venir traiter avec les élèves, mercredi 17 novembre, « des rapports entre la vérité historique et l'imagination romanesque ». Peu avant la date prévue pour le débat, le recteur de l'académie, M. Pierre Albarré, lui a interdit de participer à ce débat.

Il n'y a pas de refus systématique, précise-t-on au rectorat. « M. Albarré a demandé un complément d'information. » Il voudrait savoir si l'intervention de M. Gallo entraînerait dans le cadre des « 10 % pédagogiques » ou dans celui du foyer socioculturel de la lycée. Le point est, en effet, d'importance et mérite un examen approfondi par le recteur en personne.

Le procédé se serait-il « étendu » à un autre lycéen, comme le qualifie M. Max Gallo, si cette intervention était la première du genre. De quelle liberté dispose-t-on pour les enseignants et les chefs d'établissement s'ils sont exposés à voir la moindre initiative pédagogique entravée par le rectorat au nom de la préservation des définitions administratives ?

## SCIENCES

### Selon une étude franco-américaine

#### LE RÉACTEUR SURRÉGÉNÉRATEUR SUPER-PHÉNIX EST CONFORME AUX NORMES NUCLÉAIRES EN VIGUEUR AUX ÉTATS-UNIS

La société américaine Bechtel, et la société française Technicatome filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) viennent de rendre publique une étude selon laquelle le réacteur surrégénératif Super-Phénix répondrait aux spécifications de la réglementation américaine. Le résultat de deux ans d'études conjointes portant sur la possibilité de commercialiser la filière française « deux usages : électricité et combustible » vient d'être annoncé à Washington, à l'occasion d'une conférence internationale organisée par l'Atomic Industrial Forum et l'American Nuclear Society.

Les travaux ont porté sur la

définition des changements qui seraient nécessaires pour qu'une centrale du type Super-Phénix puisse être construite dans un pays — autre que la France ou les États-Unis — ayant retenu les normes et règlements en vigueur dans ce domaine outre-Atlantique. Selon les résultats de l'étude, la construction d'une telle centrale est parfaitement envisageable dès maintenant (chaudière française, parties classiques américaines) et satisfait aux exigences de sûreté telles qu'elles sont appliquées à ce jour aux États-Unis. La construction d'un tel ensemble demanderait environ six ans.

#### PREMIER ESSAI AU SOL DE L'ENSEMBLE MOTEUR DE LA FUSÉE ARIANE

Deux cent quarante-quatre tonnes de poussée pendant une minute : c'est un record européen qu'a établi, le 17 novembre, le futur premier étage de la fusée Ariane. Les quatre moteurs Viking-2 (rien à voir avec Mars), qui constitueront le système propulsif de ce premier étage, ont pour la première fois été mis à l'épreuve dans un banc d'essai spécialement construit à cette fin par la Société européenne de propulsion à qui le Centre national d'études spatiales a confié l'étude des moteurs. Au jour d'aujourd'hui, une douzaine d'essais similaires à celui qui vient d'avoir lieu, les

moteurs Viking arracheront Ariane à son pas de tir de la base guyanaise de Kourou. Par la suite, ils lui permettront de placer en orbite géostationnaire des satellites de télécommunications de près de 800 kilos. L'essai de mercredi avait été précédé par plusieurs essais de chaque moteur séparément. Il avait été précédé, mercredi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, par la présentation de la fusée Ariane, qui sera lancée le 17 novembre, à l'occasion d'une mise à feu simulée, et aussi de tester le banc d'essai dont c'était la première utilisation. Les responsables déclarent satisfaits des résultats obtenus.

#### LE PRIX SCIENTIFIQUE 1976 DE L'UNESCO EST DÉCERNÉ À M. ALFRED CHAMPAGNAT

Un ingénieur français, M. Alfred Champagnat, est le lauréat pour 1976 du prix scientifique de l'Unesco. Le prix (3 000 dollars) lui sera remis le 9 décembre par M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture.

Décerné tous les deux ans ce prix est destiné à récompenser une personne ou un groupe de personnes qui aura accompli une œuvre exceptionnelle au développement de l'enseignement, de la recherche scientifique et technique ou du progrès technologique industriel.

M. Champagnat voit ainsi récompensé ses travaux et ses découvertes sur la production de micro-organismes se nourrissant des résidus de distillation du pétrole. Sur ses recherches, les unités de production ont été mises en service à Lavéra (Bouches-du-Rhône) et à Grangemouth (Écosse) ; une autre importante, est en construction en Sardaigne. M. Champagnat est l'auteur d'un livre « Pétrole et Protéines », publié chez Dolin.

#### LES AMÉRICAINS N'ONT PAS RÉAGI APRÈS LA COMMANDE PAR L'IRAK D'UN RÉACTEUR FRANÇAIS

La vente par la France à l'Irak d'un réacteur de recherche du type Osiris ne devrait pas poser de grands problèmes diplomatiques, estime-t-on de diverses sources à Paris. Cette vente n'a, du reste, jusqu'à présent, provoqué aucune réaction américaine, en dépit de la présence des 12 kilos d'uranium fortement enrichi qui devront être livrés avec le réacteur. Il est vrai que les États-Unis, qui furent d'ardents promoteurs du traité de non-prolifération (T.N.P.), peuvent difficilement s'opposer à un tel contrat, conforme à ce traité que l'Irak a ratifié. Les réacteurs de recherche ne sont généralement pas considérés comme des matériels nucléaires « sensibles » : au 1<sup>er</sup> janvier 1970, on en comptait déjà trois cent soixante-sept en fonctionnement dans le monde.

L'Irak est aussi en pourparlers avec la France pour l'acquisition de sous-marin Mirage F-1, mais ce pays s'est engagé que ces intercepteurs, conçus par Dassault-Breguet, lui soient livrés avec les équipements de contre-mesures électroniques les plus modernes et avec les missiles les plus perfectionnés de Matra. Or les autorités françaises redoutent — si elles acceptaient ces conditions — que les matériels puissent être, un jour, « causés » par les experts soviétiques qui instruisent l'armée irakienne.

## MÉDECINE

### POINT DE VUE

#### Un nouvel humanisme : le don d'organes

par le professeur  
GEORGES HEUSE (\*)

Le Sénat examinera vraisemblablement, ce 18 novembre en séance de nuit, le projet de loi du sénateur Henri Caillavet, visant à autoriser les prélèvements d'organes dès la constatation du décès, sauf opposition clairement exprimée de son vivant par le défunt.

Parmi les problèmes éthiques de notre temps, le don d'organes occupe une place exceptionnelle par sa générosité et son message d'espoir pour de grands handicapés physiques.

Dans notre civilisation de violence et d'égoïsme, les bonnes actions et les grands sentiments jouent un rôle de plus en plus réduit. Il convient donc de rechercher des causes humanitaires aux dimensions de l'homme du vingt et unième siècle, qui engagent l'individu sans considération de niveau socio-économique et d'appartenance politique : on s'aperçoit très vite que ces causes sont peu nombreuses et que le seul don qui ne soit pas ingratitaire en puissance est le don anatomique.

Le don d'organes arrive à temps pour de très pures et très nobles actions nationales et internationales qui resserrent les liens entre les citoyens et entre les hommes. La fraternité deviendrait ainsi réellement organique.

La loi d'une partie de soi pour

faire vivre ou faire voir un prochain dans la détresse n'est pas et ne saurait être combattue par les religions de charité : il importe donc que chrétiens juifs et musulmans acceptent massivement de légiver leurs organes et leurs tissus, comme il importe qu'ils apprennent à faire don de leur sang de leur vivant.

Les plus hautes instances de la chrétienté ont déjà donné plein accord et encouragement. La religion musulmane n'interdit plus le don des organes tels que les yeux et les reins ; seuls demeurent interdits les dons d'organes dits nobles, à savoir le cerveau, le cœur, le foie et les organes génitaux. Le chah d'Iran a donné l'exemple en léguant ses yeux. La religion isra-

pays. Après la loi sur l'interruption de grossesse, une loi sur les dons d'organes rééquilibrerait l'éthique biologique.

Avec la Banque française des yeux, France-Transplant et la Fédération nationale des donneurs d'organes et tissus humains, ces institutions admirables trop peu connues du grand public, la France, si elle adoptait le projet de loi Caillavet, deviendrait pour le monde un État pilote.

Pour les mille huit cents malades français en attente d'un rein pour une transplantation, le vote de la loi Caillavet serait vital ; pour des milliers d'aveugles pouvant recouvrer la vue grâce à la kératoplastie, cette loi créerait un grand espoir. La France pourrait même envoyer des cornées dans les pays où le trachome est endémique et multiplier les aveugles ; cette fraternité bibe-

#### LA PROPOSITION DE LOI DE M. CAILLAVET

Article premier. — En vue de greffer d'organes, tout prélèvement peut être effectué dès la constatation du décès sur le cadavre de toute personne n'ayant pas fait connaître de son vivant son refus d'un tel prélèvement.

S'il s'agit d'un mineur ou d'un incapable, ce refus peut émaner de son représentant légal.

Art. 2. — Sans préjudice du remboursement de tous les frais qu'ils peuvent occasionner, les prélèvements visés à l'article précédent ne peuvent donner lieu à aucune contrepartie pécuniaire.

Art. 3. — Un décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre de la santé et du garde des sceaux, ministre de la justice, déterminera les modalités d'application de la présente loi et en particulier les conditions dans lesquelles devra être constatée la réalité de la mort, ainsi que celles dans lesquelles devra, à peine de nullité, avoir été porté à la connaissance du corps médical le refus de prélèvement prévu à l'article précédent.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi.

Ille continue à se montrer réticente, mais en Israël des transplantations sont fréquemment pratiquées, et des grands rabbins y sont favorables.

La loi respectera naturellement tous les refus individuels, mais on peut espérer que, avant la fin du siècle, toutes les religions éduqueront les croyants à pratiquer le don d'eux-mêmes au nom de la fraternité humaine.

#### Une loi vitale

Les adolescents et les jeunes adultes soutiendront massivement le principe de ces dons de soi : plus de 80 % des jeunes Français y montreraient favorables. Les instituteurs, les professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, les syndicats, les associations professionnelles, devraient se joindre à une vaste action en faveur de la loi proposée.

La France est un pays tout désigné pour donner l'exemple aux autres

giques serait féconde pour l'amélioration des relations entre les peuples.

En 1963, le professeur R. Dierkens, de l'université de Gand, secrétaire général de l'Association mondiale de droit médical, avait proposé un règlement comparable au projet de loi Caillavet pour l'hôpital universitaire de Gand ; ce règlement a été adopté, en 1965, et est toujours appliqué. Il sert de règlement pilote à d'autres hôpitaux universitaires belges.

Nous préparons une conférence mondiale sur les dons d'organes, où sera recommandée, en particulier, l'organisation d'une Journée mondiale consacrée aux dons d'organes sous les auspices des Nations unies. Puisque la loi Caillavet est votée, entra-t-elle et puisse ce nouvel humanisme, coup d'arrêt dans la montée des égoïsmes à courte vue, être étendu au monde !

(\*) Secrétaire général de l'Institut international de biologie humaine et du programme thématologique international à Paris.

## AÉRONAUTIQUE

#### LA COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SE DONNE QUATRE MOIS POUR DÉPOSER SON RAPPORT

Sous la présidence de M. Roger Partrat, député réformateur de la Loire, la commission d'enquête parlementaire sur les fonds publics alloués à l'industrie aéronautique s'est réunie, mercredi 17 novembre, à l'Assemblée nationale, pour organiser ses travaux. À l'issue de cette première réunion, son rapporteur, M. Jacques Lémouzy, député U.D.R. du Tarn, a indiqué que la commission disposait de quatre mois pour préparer un rapport dont l'Assemblée nationale décidera l'opportunité de la publication.

L'enquête des députés ne doit pas se limiter à l'examen de la société Dassault-Breguet, mais elle s'étendra à l'ensemble des marchés publics d'études, de fournitures et de travaux dont toutes les sociétés aéronautiques, privées ou nationales, bénéficient. Cette enquête portera en priorité sur toute aide, avance, annulation de dette, subvention d'équilibre, augmentation de capital, consenties par l'Etat ou par des organismes publics ou para-publics.

## DÉFENSE

● L'Union soviétique déploie de nouveaux missiles nucléaires face aux pays occidentaux, a dit, mercredi 17 novembre, le secrétaire américain à la défense devant le groupe de planification nucléaire de l'OTAN réuni à Londres. Cent soixante quinze de ces missiles, porteurs de plusieurs ogives nucléaires, sont déjà en place, a-t-il ajouté. — (Reuters.)

#### Selon M. Ansquer LES VOLS DE NUIT POURRAIENT ÊTRE INTERDITS A ROISSY

« J'espère que nous arriverons à interdire les vols de nuit à Roissy », a déclaré, lundi 15 novembre, M. Vincent Ansquer, ministre de la qualité de la vie, qui participait à Metz, à une journée d'études de l'Association des maires de France. Le ministre a révélé que ses services n'étaient point parvenus à faire respecter en permanence certaines règles concernant les niveaux sonores.

#### APPRENEZ L'ANGLAIS

EN UN TEMPS RECORD  
THE REGENCY  
SCHOOL OF ENGLISH  
PARLÉ - ÉCRIT - COMPRIS  
— Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.  
— Ouvert toute l'année.  
— Pas de limite d'âge.  
— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.  
— École reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.  
— Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.  
— Sauna, piscine couverte, discothèque.  
— Cours spécial de Noël.  
THE REGENCY, RAMSGATE KENT, G.B.  
Tél. THANE 512-12  
ou Mme BOUILLON  
4, rue de la Persévérance  
95 EAUBONNE - FRANCE  
Tél. 959-26-33 en soirée.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	29,00	33,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



## emploi régional

**Les Hospices Civils de Lyon**  
recherchant pour leur  
**SERVICE INFORMATIQUE**

REF. A  
**INGÉNIEUR D'APPLICATION**  
Formation grande école, universitaire ou équivalent,  
débutant ou 1 an d'expérience.

REF. B  
**INGÉNIEUR D'APPLICATION mi-temps**  
Même formation que A + statistiques.

REF. C  
**PROGRAMMEUR D'APPLICATION**  
1 à 3 ans d'expérience.

REF. D  
**PROGRAMMEUR SYSTÈME**  
1 à 3 ans d'expérience.

REF. E  
**PROGRAMMEUR D'APPLICATION mi-t.**  
1 à 3 ans d'expérience.

Système informatique :  
2 Iris 60 512 K  
150 terminaux sous STRATEGE.  
Engagement sous contrat. Formation complétée.

Adr. lettre manuscrite (en précisant rémunération)  
curriculum vitae et photo,  
**HOSPICES CIVILS DE LYON**  
**SERVICE INFORMATIQUE**  
61, boulevard Pinel,  
B.P. 48, 69671 BRON CEDEX.

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**  
de dimension internationale  
recherche

**PHARMACIEN**  
**Directeur de Production**  
Diplômé I.P.I.

- Il sera responsable de l'atelier de production, 120 personnes (personnel féminin).
- Il devra participer à la croissance technologique de cet atelier et à son expansion constante.

Outre l'aspect technique, cette fonction implique un sens aigu des relations humaines.  
Expérience des formes stériles souhaitable.  
Anglais indispensable.  
Quelques déplacements à l'étranger sont à envisager.

Ce poste, placé sous la responsabilité du Directeur de l'usine, est à pourvoir à l'usine située à 70 km Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et prêt à n° 84.678, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes  
recherche pour son  
Centre de promotion du Commerce International

**15 CHARGÉS DE MISSION**

- 1 ingénieur technique du froid.
- 4 ingénieurs mécanique générale.
- 2 ingénieurs bâtiment.
- 2 cadres administratifs.
- 3 cadres commerciaux.
- 1 cadre technique bancaire.

● Pratique de la langue anglaise indispensable.  
● Insertion à l'A.N.P.E.

Pour, après formation, créer ou développer des services de relations avec l'étranger dans des Entreprises de la région.

**NANTES - PAYS DE LOIRE**

Adresser C.V. manuscrit accompagné de 2 photos à C.P.C.I., Chambre de Commerce et d'Industrie 18 - 44040 NANTES CEDEX.

**Important Organisme de Construction et Gestion de Logements Sociaux (H.L.M.)**  
région NORD, recherche

**CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE**

Niveau ingénieur informatique, 30 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années dans l'étude et la réalisation d'applications informatiques.

Connaissance COBOL souhaitée.

Il sera chargé :

- d'encadrer et d'animer une équipe de 8 à 10 personnes ;
- de participer à l'élaboration des applications et à leur mise en route.

Résidence Métropole Nord. Situation d'avenir.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2.252 à 650, av. de la République 59022 LILLE.

**CORT** Discretion assurée.

Promoteur recherche  
**PHARMACIEN**  
pour création de pharmacie en station estivale.

Ecr. HAVAS Grenoble n° 12.476.

Impte Société 150 km de Paris recherche pr serv. informatique

**CHEF D'EXPLOITATION**  
sur ordinateur 3<sup>e</sup> génération.  
Qualités requises : méthode et logique, sens du commandement et des responsabilités.

Adr. C.V. détaillé et prétentions à n° 330 235 M. Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

**DOCUMENTALISTE**  
et dipl. Sc. Eco. ou journalisme commis. activ. indep. part. comm. espagnol, exp. min. 5 a. Age min. 25 a. Tr. app. angl. et basque. Lieu de travail : Sud-Ouest (Pays basque). Ecrire au journal avec C.V. manuscrit qui transmettra.

su n° 7897, "le Monde" Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-14.

Oragan. de sécl. linguist. cherche **CORRESPONDANT LOCAL** à St-Malo, Tours, Carcassonne, Antibes, Annecy, aux Sebes-d'Or, pr placement (yves all. en famille (quelques heures par mois) et organ. sur place. Rémunération d'élabor. souhait. Indispens. Ecr. en français à : EUROVAC, Neckarstrasse 22a, 7000 Stuttgart 1 (R.F.A.) Tél. : 71/28-20-51

Recherchons programmeur **COBOL EXPERIMENTÉ**. Débutant s'accepte. Ecrire avec CURRICULUM VITAE et prétentions au CREDIT MARITIME, 5 boul. Guillemin, 44002 NANTES.

Imp. imprimante et carton, du centre rech. **COLLABORATEUR** de vente introduit dans la région parisienne auprès des éditeurs fabricants de jouets et toutes industries ayant besoin boîtes cartons compactes.

Ecrire HAVAS BOURGES n° 94.

**LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES**  
Banlieue ouest  
recherche

**MEDECIN**

Libre de suite.  
Chargé de l'information médicale, des expérimentations cliniques, de la formation des visiteurs médicaux.

Envoyer C.V. manuscrit et photo s/réf. 4146 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

**Banque Privée**  
recherche

**JURISTE de BANQUE**  
**HAUTEMENT QUALIFIÉ**

**POUR LUI CONFIER :**

- Les études juridiques et fiscales de toutes natures.
- La gestion des grands dossiers de recouvrement.
- La coordination des affaires sociales (Actionnaires, Assemblées, Conseils, Personnel, Comité d'Entreprise).
- La participation à l'Administration et à l'Organisation du Groupe (préparation - coordination - compte-rendu de synthèse des réunions de Direction).

**LES CANDIDATS DEVONT AVOIR :**

- Une expérience bancaire dans ces domaines de plusieurs années.
- Une solide formation juridique.
- Le sens des relations humaines.

Le poste est placé sous l'autorité directe de la Direction Générale.

La titulaire, suivant ses qualités personnelles et son efficacité, pourra accéder à la position de **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo sous n° 85.292 CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**  
recherche  
pour une fonction de **DIRECTION**

**pharmacien**

28 ans minimum  
Intéressé par les problèmes de **GESTION**

Adresser candidature, lettre manuscrite et CV à CENDO, 60 rue Caumartin - 75009 PARIS sous référence 85358.

**LOCINDUS**  
Société de crédit-bail immobilier (statut banque), recherche pour son siège à Paris

**CADRE CONFIRMÉ**

Il sera chargé de l'étude et de la mise en place des opérations de crédit-bail et de location.

- Formation juridique supérieure.
- Expérience plus de 5 ans en matière immobilière.
- Bonnes notions d'analyse financière.
- Langue allemande souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit à : LOCINDUS 11 bis, rue Serbie, 75005 PARIS

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE de Service et de Gestion**  
Recherche

**ANALYSTES, PROGRAMMEURS CONFIRMÉS**

Adresser CV et prétentions sous références P.H.T. S62 12, av. Van Vliet 75018 PARIS

**SA CINÉMATOGRAPHIQUE**  
111-112, rue Saint-Maur - rech.

**COMPTABLE HME**  
Principal  
Comptabilité générale, déclarations, bilan

**AIDE-COMPTABLE FME**  
Comptabilité clients, fournisseurs, balance, rapprochements bancaires. Séries références exigées.

**SE PRÉSENTER**  
VILLE DE SAINT-OUEN 93406

2 INFINIMES diplômés, d'Etat  
Candidature av. curriculum vitae à adresser au Maire de Saint-Ouen 93406

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**  
SPECIALISÉE ACTIVITÉS DE DÉCHET INDUSTRIEL  
recherche

**ATTACHÉ COMMERCIAL**  
responsable  
d'un secteur en rég. parisienne  
Bureau à Gennevilliers (92)  
Tél. pr rendez-vous : 790-26-10.

Société recherche  
**SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE**  
qualités, 40 ans minimum, références exigées.  
Ecrire avec C.V. et photo, Mme LEROY, 127 b. Exelmans, 75016 PARIS.

**IMPORTANT CABINET DE RÉVISION**  
recherche  
**COLLABORATEURS**  
Débutants et **COLLABORATEURS**  
dont un ayant expér. Barcelone SECOR, 8 bis, rue d'Annam, PARIS-20 - Tél. : 797-09-49.

**PR AFRIQUE DU NORD**  
COMPLEXE SIDÉROURGIQUE  
recherche

**3 INGÉNIEURS**

- 1 ÉLECTRICIEN
- 1 MÉCANICIEN
- 1 GÉNIE CIVIL

EXPERIENCE CONFIRMÉE EN LAMINOIR  
Libres rapidement

Envoyer C.V. à 28, av. de Friedland 75008 Paris A.T.

**GROUPE FINANCIER**  
(2.000 personnes)  
PARIS (8<sup>e</sup>)  
recherche

**RESPONSABLE DE GESTION INFORMATISÉE DU PERSONNEL**

Dans le cadre de la **DIRECTION DU PERSONNEL** et en liaison avec le département **INFORMATIQUE**, il aura la responsabilité d'un système de **PAGE INTEGRES** :

- Maintenance du système actuel ;
- élaboration d'applications nouvelles.

Dans cette perspective, il devra :

- définir les procédures ;
- former, conseiller et animer une équipe de 10 personnes chargée de la page.

Il devra obligatoirement avoir :

- au moins 2 ans d'expérience d'administration de personnel ;
- une solide connaissance, en tant qu'utilisateur, de l'informatique appliquée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, n° 32.032, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANT ORGANISME**  
**FORMATION CONTINUE**

15 ans d'expérience, en plein développement, recherche

pour sa nouvelle section de formation **INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

**SES FUTURS FORMATEURS**

Conception, préparation, animation de stages en région parisienne.

Les candidats devront avoir une solide expérience sur Mitra 15 ou T 1600 applications domaine industriel temps réel.

Situation évolutive. Discretion assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 286, à Créations Dauphine, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

**TRESORIER**  
PARIS 70.000 F +

- Pour une importante Société française spécialisée dans le négoce, la fabrication et la vente de biens de consommation en France et dans le monde entier.
- Il sera chargé d'assurer une gestion très serrée de la trésorerie (établissement et suivi des plans et prévisions, tenue de la position devises, recouvrement des créances export, liaisons avec les banques, etc.).
- Le poste requiert un homme de 35 ans minimum, ayant acquis une expérience confirmée des méthodes modernes de gestion de la trésorerie dans une Agence de banque ou dans un poste similaire au sein des services financiers d'une entreprise.

Pour inf. compl. écrire sr réf. 2335/A à ORES 105 Bd Hausmann 75008 PARIS

**GROUPE BOSSARD**

**Important Groupe Alimentaire,**  
recherche

**juriste**  
(38 ans minimum)

licencié en droit, il aura acquis son expérience essentiellement en entreprise.

En liaison avec les avocats, il devra maîtriser tous les problèmes concernant le droit des Sociétés : fusions, acquisitions, participations.

D'espérer clair, précis et ingénieux, il aspirera en tant que conseil auprès du Président dont il dépend et qu'il assistera dans les réunions au plus haut niveau.

Il ne négligera pas pour autant le secteur assurances et différents problèmes administratifs dont il sera responsable.

Lieu de travail Paris.

Envoyer C.V. manuscrit + rémunération à Mme WEISS, 25, rue du Renard - 75004 Paris

**PROSSEL International**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

**GRAND GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche

pour enseigner dans un Institut d'ingénieurs EN ALGERIE (PRES ALGERE)

**DES INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES**

ayant quelques années d'expérience dans l'une des disciplines suivantes :

- Chimie
- Technologie
- Génie mécanique
- Techniques du bois
- Techniques des peintures et vernis

● AVANTAGES LIÉS À L'EXPATRIEMENT.  
● Logement assuré.  
● Vie en famille possible.  
● Prise de fonction sous un mois.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions n° 7 8339 M. SECUR-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.







OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double interligne	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	29,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

### constructions neuves

#### DES APPARTEMENTS HABITABLES IMMEDIATEMENT A DES PRIX FERMES ET DEFINITIFS

- 7°**  
76, RUE VANEAU  
STUDIO, 4, 5, 6 P.  
vastes loggias sur jard.  
cuis. équipée, tél. parq.  
A PARTIR DE 5.250 F.  
LE M2  
(+ parking).
- 15°**  
369, RUE LECOURTOUR  
STUDIO, 4, 5, 6 P.  
vastes loggias sur jard.  
cuis. équipée, tél. parq.  
A PARTIR DE 5.250 F.  
LE M2  
(+ parking).
- 20°**  
119, RUE PYRENEES  
DU 2 AU 5 PIECES  
grandes loggias, cuisines  
équipées, téléph., parking  
A PARTIR DE 4.500 F.  
LE M2  
(parking compris)  
RENTABILITE EXCELLENTE  
ET IMMEDIATE.
- NEUILLY-SUR-SEINE**  
**ILE DE LA JATTE**  
41-51, bd LEVALLOIS  
STUDIO ET 2 PIECES  
cuis. équipée, tél. parq.  
PREMIER ET DERNIER  
A PARTIR DE 5.500 F.  
LE M2  
(+ parking).
- M° VOLONTAIRES**  
2 PIECES, 45 m2  
cuis. équipée, tél. parq.  
RENTABILITE EXCELLENTE  
ET IMMEDIATE  
Visite sur rendez-vous.

#### CRÉDITS SPÉCIAUX

Les bureaux de vente sont ouverts sur place à chacune de ces adresses du jeudi au lundi (9 heures week-end) de 11 h. à 14 h. 30 à 19 h. ou tél. à l'OCCEP. Mme DEVILLE : 268-34-58.

### BOULOGNE

17 rue Béranger  
Parité immeuble résidentiel dans une rue calme, près de la Seine, le Parc et le Pont de Saint-Cloud  
**STUDIOS ET 4 PIECES**  
Aménagements de qualité  
5.500 F. le m2 FERMETÉ DEFINITIVE  
Appartement témoin sur place tous les jours (sauf Lundi) de 14h-18h. Sam. et Dim. de 10h à 19h.  
ou GEFIC - ALM.98.98

### NEUILLY

**65, BD DU CHATEAU**  
**TRÈS BEAUX 5 PIECES**  
M2 GRAND STANDING  
chambre de service.  
Tous les jours de 14 h. 30 à 18 h.  
HABITABLES DE SUITE  
PRIX FERME ET DEFINITIF  
P. DOUX. Tél. : 533-14-62.

**PRIX NON REVISABLES**  
M° CHATEAU-VINCENNES  
Studios vides cuisines.  
Habitables 1er trimestre 1977.  
**COURBEVOIE**  
Living double 204.000 F.  
(cave et parking compris)  
Habitables immédiats.  
**IMMOBILIERE FRIEDLAND**  
41, av. Friedland. 225-97-49.

**Salon-Meur-des-Fossés - R.E.R.**  
petit immeuble de 4 étages.  
quart. résid. près de la Mairie.  
3 P. 49 m2 + balc. 14 m2 279.000 F.  
4 P. 65 m2 + balc. 14 m2 329.000 F.  
avec cave et boîtes fermées comp.  
Grand confort, chauffage indiv.  
Livraison immédiate.  
Large possibilité de crédit.  
Visite sur place à la Terrasse  
de St-Maur n° 41, r. du Dauphin  
sam. dim. de 11 h. à 19 h.  
en semaine 924-65-74.

### locaux commerciaux

M° PYRENEES. Petite vd local  
coul. murs et sol. 100 m2.  
220.000 F. Tél. : 256-84-54.  
**ST-GERMAIN-DES-PRES. Paris.**  
sol. 50 m2 avec app. 100 m2  
attenant local commerce. Tél. :  
222-97-22 de 20 à 22 h. Accès 5 min.  
**NICE. P.L. centre av. J.-Médéric**  
magasin, murs à vendre 50 m2  
ball. 2 x 2. Tél. : Paris. 265-24-44.

### POUR INVESTISSEUR

**PROCHE BANL. SUD-EST**  
Boult. neuve, excel. rembl.  
**SECRÉ - 307-97-18.**  
**GENÈVE PLAINPALAIS**  
Local en état. 60 m2. 3 P. 75 m2. Génève 194722 20097  
ou Paris 263-61-45.

### Boutiques

M° PYRENEES. Petite vd murs  
pâtisserie + 1 app. rapport 8.000  
Prix 100.000 F. 256-94-54.

### appartem. achat

Part. rech. 4°, 7°, 8°. Neuilly.  
Grand living de 60 à 80 m2.  
Immeub. bon stand. BAL. 03-48.  
**SOCIÉTÉ GERANCE RECH.**  
pour clientèle RCF. ASSURÉE  
2 ou 3 PIECES, bon quartier.  
Téléph. Mme LEVY. 254-12-14.  
Rech. PARIS 19°. P° arrond. p°  
bons clients, appart. très art.  
et immeubles. Pâleto, comp. Jean  
Fénelaid, 54, av. de la  
Mairie-Piquet, 12°. Tél. : 566-00-75.

### B.C.B. FRANCE

31, av. Raymond-Poincaré (14°)  
**727-89-39**  
RECH. APPTS STANDING  
PROX. BOIS DE VINCENNES.  
EXPERTISE GRATUITE

### bureaux

Imp. Entreprise de Diff. et Dis-  
trib. publicitaire à Toulouse, de  
ville 1947, quart. Centre, Bureau  
mod. meubl. 25 m2. Mobil. 12  
comp. 12. bon état. 200 m2  
général. 12. av. Bonnet. Cade  
reurt mal. grave. Px 350.000 F.  
Ecr. n° 3 697. 41 Monde Pub.  
222-97-22 de 20 à 22 h. Accès 5 min.  
**PTE MAILLOT. NEUILLY.**  
400 m2. Gdes prestations.  
Sal. conf. audio-visual  
IMMO BALAZC. 720-71-18.

**PROPRIÉTAIRE**  
Loue-1 ou plusieurs bureaux de  
imm. neufr. Tél. : 738-12-40.  
**QUARTIER SAINT-LAZARE**  
loue très gd bur. et salle de  
conf. rmp. rmp. 400 m2. Tél. : 744-42-59.  
**AVENUE GEORGE-V**  
A LOUER  
salle de bureaux  
128 m2 divisibles en 2 unités  
indépendantes. 100 m2 sous-  
terrainement aménagés, au 1er  
étage, climatisés, parking.  
Disponibles immédiatement.  
Tél. MARTINE BRUNAU.  
720-45-21.

**35, AV. FR. ROOSEVELT.**  
Café-terrace grand luxe  
pour de l'international.  
A LOUER BUREAUX NEUFS  
directement par propriétaire.  
Disponibles immédiatement.  
7° étage, 175 m2 entièrement  
climatisés et aménagés  
luxeusement. Entree 255 m2  
avec petit jardin intérieur.  
Tél. MARTINE BRUNAU.  
720-45-21.

**Face aux A.G.F.**  
**AV. EMILE-ZOLA**  
en toute sole 670 m2 bureaux  
sur un seul plan + 12 park.  
Exclusivité. ANJ. 54-94.  
Exceptions en direct  
CARTELLIER. 720-45-21.

**RUE DE MESSINE**  
Immeuble pierre de taille.  
112 M2. HUIT BUREAUX.  
Possibilité sous-location.  
3 caves archives.  
3 lignes téléph. Prix à débattre.  
Appeler 262-08-94 ou 924-05-04.  
poste 97 (heures bureau).

**Pour investisseurs**  
**RENTABILITÉ**  
9,5 %  
Bureaux  
et commerces  
loués avec beaux  
61 m2 + 146 m2  
à l'ARGENTUIL  
Bord de Seine.  
**Tél. PARIS : 918-44-54**

**1 à 20 BUREUX. Quartier**  
**LOCATION 55 PAS-DE-PTTE**  
**AG. MAILLOT - ST-LAZARE**  
222-97-22 - 522-19-10

**8° SAINT-AUGUSTIN**  
A LOUER  
dans immeuble gd standing  
**BUREAU**  
Climatisation. Tél. 293-62-52

**appartements occupés**  
IDEAL INVESTISSEURS direct.  
propriétaires appas occupés stud.  
3 et 4 P. dans beaux imm.  
5°, 10°, 12°, 15°, 16°, 18° arr.  
Prix exceptionnels vs urgences.  
Téléph. 535-30-30.

**EXCELLENT PLACEMENT**  
à vendre d'urgence  
APPTS OCCUPÉS 2 PIECES.  
Prix moyen 1.650 F. le m2.  
PROX. BOIS DE VINCENNES.  
Téléph. 535-30-30.

### locations non meublées

#### Offre

#### Paris

**8° ÉTOILE** 200 m2  
Standing - 7 pièces - 2 bails  
2 services - Refait tout  
Prix : 4.400 F net  
Tél. : 720-51-00.

**Sur AV. HENRI-MARTIN**  
Terrasse, living + 1 chambre +  
1 service à l'étage, 2 parkings.  
Téléph. 4.400 F mensuel.  
Téléph. 720-51-00.

**STUDIOS & APPARTEMENTS**  
LIBRES - 254-85-44

**PARC MONTSOURIS**  
Studio 20 conf. 700 F. + ch.  
Vendredi de 14 h à 15 h :  
rue Henri-Becque, n° 10

**APPT GD STANDING**  
5 P., 100 M2, r/rue CALME  
2.500 F. + chbre  
285-85-56

**M° METRO PYRENEES**  
Immeuble récent, 70 m2, living  
double, chambre, grande cuisine  
aménagée, bains, meubl., téléph.  
1.500 F. chbrg. compris. 346-84-02.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails, 70 m2  
+ loggia, immeuble récent.  
Visite gardien : 16 h. à 19 h.  
Renseignements : EUR. 65-52.

**ST-PLACIDE, 165 m2** 5 étages  
très agréable, 4.200 F. mensuel.  
Téléph. 204-30-52.

**M° SAINT-FARGEAU**  
41, RUE SAINT-FARGEAU  
Grand 3 pces, cuis., bails,



## AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

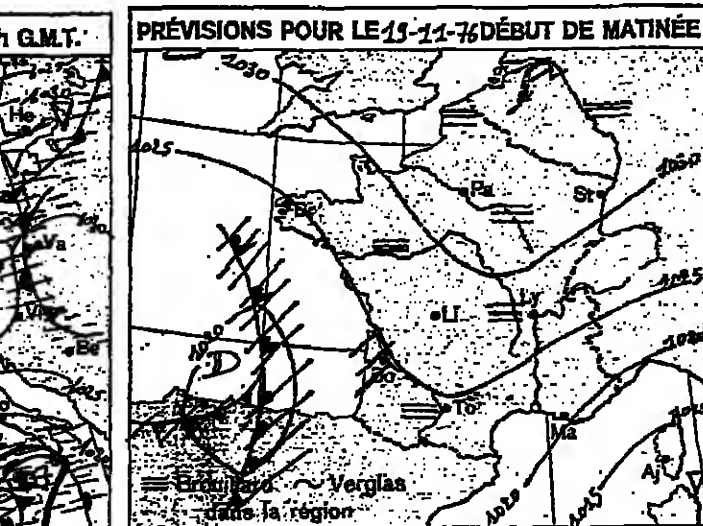


SITUATION LE 19-11-76 À 0h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 18 novembre à 0 heures et le vendredi 19 novembre à 24 heures :

Des conditions anticycloniques prédomineront sur la plus grande partie de l'Europe, mais une faible perturbation d'origine des îles Britanniques à l'Espagne touchera nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Vendredi 19 novembre, de la Bretagne à l'Aquitaine, après quelques faibles pluies nocturnes et matinales, des éclaircies se développeront. Sur les autres régions, le temps sera frais et souvent brumeux au début de journée, avec de faibles gelées et des brouillards assez nombreux dans l'arrière-pays. Malgré des nuages passagers, on observera des périodes ensoleillées assez belles.



PRÉVISIONS POUR LE 19-11-76 DÉBUT DE MATINÉE

Après-midi, mais des brumes ou des nuages bas pourront persister localement dans les vallées du Centre et de l'Est. Toutefois, sur la Corse et de l'extrême Sud-Est, une aggravation pluvieuse est à craindre. Cette aggravation sera précédée d'un renforcement des vents de secteur est. Ailleurs, les vents demeureront faibles ou modérés. En général, les températures diurnes subiront peu de changement par rapport à celles du jeudi 18 novembre.

Jeudi 18 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 030 millibars, soit 772,5 millimètres de mercure. Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 novembre, le second le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 16 et 2 degrés ;

Blairat, 12 et 6 ; Bordeaux, 12 et 7 ; Brét, 13 et 7 ; Caen, 8 et 7 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 9 et 3 ; Dijon, 10 et 2 ; Grenoble, 8 et 0 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 13 et 1 ; Nancy, 8 et 1 ; Nantes, 10 et 9 ; Nice, 17 et 8 ; Paris-Le Bourget, 10 et 1 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 9 et 4 ; Strasbourg, 9 et 5 ; Tours, 9 et 4 ; Toulouse, 8 et 4 ; Poitiers, 11 et 24. Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 8 et 3 ; Bonn, 7 et 6 ; Bruxelles, 8 et 6 ; Casablanca, 22 et 17 ; Copacabana, 19 et 17 ; Gênes, 8 et 4 ; Lisbonne, 19 et 7 ; Londres, 10 et 6 ; Madrid, 13 et 6 ; Moscou, 4 et -1 ; New-York, 12 et 6 ; Rome, 13 et 8 ; Stockholm, 13 et -5 ; Téhéran, 14 et 2.

## loterie nationale

## Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NATION	FINALES NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI- NATION	FINALES NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	71 041 121 371 0 471 5 181 6 361 26 721	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes autres groupes tous groupes	100 200 200 300 5 100 5 000 500 5 000	6	8 836 7 966 9 316 26 726 4 716 81 646	groupe 5 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 1 autres groupes	5 000 500 5 000 5 000 5 000 5 000 10 000 1 000 100 000 10 000
2	742 6 722 9 142 9 812 26 722 7 032	tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes	200 5 000 500 5 000 5 000 5 000 10 000 5 000 10 000 1 000	7	4 867 26 727 0 468 5 058 9 988 26 728 50 538	tous groupes autres groupes tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 4 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes	50 5 050 500 5 000 500 5 000 5 000 100 000 10 000
3	083 463 4 743 5 523 9 023 26 723	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes tous groupes	200 200 5 000 500 5 000 5 000 5 000 500 5 000	9	579 95 509 26 729	tous groupes groupe 4 autres groupes groupe 4 autres groupes	200 100 000 1 500 000 15 000
4	34 84 5 894 6 894 6 844 7 454 8 434 26 724	tous groupes tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 5 autres groupes groupe 3 autres groupes tous groupes	100 100 5 000 500 5 000 5 000 5 000 500 5 000 500 5 000	0	20 320 650 1 380 3 270 7 190 26 720 14 190	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 5 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes groupe 5 autres groupes	100 500 500 5 000 5 000 500 5 100 100 000 10 000
5	5 65 26 725 63 455	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 3 autres groupes	50 150 5 050 100 050				

LOTTO  
Tirage No 26

2 8 20 32 44 45 38  
NUMERO COMPLEMENTAIRE

## Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 18 novembre 1976 :

## UN DECRET

Relatif à la composition de l'Académie des sciences et portant approbation de délibérations complétant son règlement intérieur.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Furet, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Filles du Calvaire, PARIS-12<sup>e</sup>.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 31427.

## Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS  
5, rue des Filles du Calvaire, 75427 PARIS - CEDEX 05 - C.C.P. 4297-23

## ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
88 F	175 F	252 F	338 F
168 F	335 F	502 F	688 F
1. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	230 F	335 F	449 F
163 F	385 F	502 F	688 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

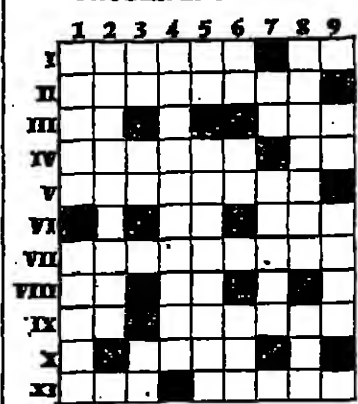
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitive ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1616



HORIZONTALEMENT

I. Sujet d'expérience : Franchit le temps. II. Ont toujours peur de perdre la tête. III. Bien gardé : Franchit le Rubicon. IV. Dommage des rives : Alla plus d'une fois sur le pré. V. Rendit la chair rugueuse. VI. Ravi (épée). VII. Ont encore beaucoup à apprendre. VIII. S'entend en provenance : Grecque inversée. IX. D'un auxiliaire : Réjouissances d'un autre temps. X. Pourrait être. XI. Ne vaut pas une bagatelle ; On fait leur temps.

VERTICALEMENT

1. L'ensemble des valeurs qui attendent le nombre des années : Le trou du souffleur. 2. Sèches : sont parfois très tendres. 3. Symbole : Participe. Homme ordonné (épée). 4. Qui balancent. 5. Fin de participe : Prisaik. 6. Tenu de Saison ; Bienheureux ; Démonstratif. 7. Un peu de rouge : N'est que des filles. 8. Ne reste pas sans rien faire : Groupe de futurs chefs militaires. 9. Enlis par Cliron sur le point de partir ; Se montrait souvent cruel.

Solution du problème n° 1615

Horizontalement : I. Clémence. II. Cell (pour cell, dent pour dent). Oeta. III. Lad. Tutus. IV. Orémus. Di. V. Roi. All. VI. Be. Jim. Ae. VII. Orléans. VIII. Al. Tul. IX. Vénitien. X. Usinées. XI. Uns. Fesse.

Verticalement : 1. Colomb. Aveu. 2. Lear. Eole. 3. Elder. Nus. 4. Mi. Moulais. 5. Roi. Tii. 6. Nous. Marine. 7. Ce. Nées. 8. Etudias. Nés. 9. Asile. Assé.

GUY BROUTY.

## PRESSE

## NEUF JOURNALISTES LICENCIÉS AU « FIGARO »

Au Figaro, neuf secrétaires de rédaction, licenciés le 17 novembre par M. Robert Hersant, se sont entendus signifier leur licenciement. Parmi eux, deux délégués syndicaux, MM. François Boissarie (S.N.J.) et Luc Lemaire (S.J.F.-C.F.D.T.). Cette compression de personnel serait en rapport direct avec la suppression, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1976, de l'édition « Paris-première », destinée à la province, dont la « sortie » s'est trouvée annulée depuis que le Figaro recourt à la téléimpression (système du fac simulé).

Le comité d'entreprise, convoqué pour le 25 novembre, s'est étonné dans une lettre adressée à M. Hersant, de n'avoir pas été informé préalablement de cette décision. La restructuration du secrétariat de rédaction sera, en conséquence, inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion, afin que l'insubordination du travail soit saisie. M. Hersant désire que les licenciements prennent effet au début de décembre.

Le bureau confédéral de la C.G.T. a décidé de lancer une vaste souscription nationale pour appuyer la Fédération du Livre et le comité inter-syndical C.G.T. dans le conflit qui les oppose à la direction du Parisien libéré. Le bureau confédéral a décidé de verser pour sa part 10 000 francs à cette souscription, et il appelle tous les militants à se mobiliser pour participer à cette campagne de solidarité financière.

## JUSTICE

## A LA COUR DE CASSATION

## La garantie impossible de la famille d'un conducteur d'automobile

La deuxième chambre civile de la Cour de cassation présidée par M. Georges Cosse-Manière a estimé qu'elle ne pouvait pas, en l'état actuel de la législation et de la pratique des assurances, résoudre la douloureuse affaire Charoy, qui lui était soumise mercredi 17 novembre, à propos d'un accident de la circulation. Les débats ont eu au moins le mérite d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le problème posé dans certains cas par l'article 8 du décret du 7 janvier 1959, qui exclut la garantie de la responsabilité de l'assuré pour tous les dommages subis par les membres de sa famille transportés dans son véhicule.

Des études seraient en cours pour rendre obligatoire dans l'assurance de la famille transportée. Mais dès à présent les compagnies d'assurances françaises, pour s'aligner sur les autres Etats membres de la Communauté européenne, se sont mises d'accord pour proposer au début de l'année prochaine (le 1<sup>er</sup> janvier 1977) un nouveau type de contrat qui, moyennant une surprime de 5 à 10 %, garantirait la famille jusqu'à un plafond qui se situerait entre 300 000 et 500 000 francs.

Actuellement, la garantie prévue par les polices complémentaires dite « famille-passagers » est limitée généralement à la somme dérisoire de 25 000 francs. M. Paul Charoy, dont le cas a été examiné mercredi à la Cour de cassation, avait précédemment souscrit cette assurance complémentaire, qui s'est révélée inefficace.

Le 5 juillet 1971, sa voiture, dans laquelle avaient pris place sa femme et ses deux enfants, entra en collision, dans des circonstances qui sont restées indéterminées, avec une camionnette conduite par M. Croizon. Les deux conducteurs furent sérieusement blessés. M. Charoy dut renoncer à poursuivre ses études de médecine. Mme Charoy fut tuée, son fils Laurent, seize mois, fut atteint d'une fracture du crâne dont il ne conserva heureusement pas de séquelles sérieuses, tandis que sa fille Caroline, deux mois, frappa d'une encéphalopathie et de cécité, est au contraire handicapée à 100 %.

Aucune faute n'ayant pu être imputée à chacun des conducteurs de l'accident, le tribunal de Chartres, puis la cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 31 janvier 1975 (qui a fait l'objet d'un pourvoi de M. Charoy, soutenu par MM. Croizon et Charoy responsables en commun des dommages causés à la famille du second sur le fondement de l'article 1384 (alinéa 1) du code civil, en qualité de gardiens de la chose, en l'occurrence leur véhicule respectif).

Conformément aux observations de M. Croizon, avocat de M. Charoy, et de sa compagnie d'assurances, et aux conclusions de M. Baudouin, avocat général de la deuxième chambre civile, la cour de Paris a rejeté le pourvoi de M. Charoy, en ce que la cour de Paris dénuait l'égard de M. Charoy, qui devra en subir les conséquences pécuniaires.

## Le gouvernement retire son projet relatif aux associations de malfaiteurs

## Le texte sur l'application des peines est ajourné

M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, a été entendu, mercredi 17 novembre, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur cinq projets de loi relatifs à la sécurité des Français (« le Monde » des 27 mars et 10 avril).

M. Guichard a informé la commission que le projet de loi modifiant et complétant les dispositions du code pénal relatives à l'association de malfaiteurs est retiré et que la discussion de celui-ci est ajournée.

Après ces indications, MM. Raymond Forni (P.S.) et Maxime Kallinsky (P.C.) ont demandé que M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, soit entendu par la commission sur l'opportunité des trois autres textes, dont la discussion est prévue en séance publique le 25 novembre.

## Deux critiques

Le premier de ces textes, déjà adopté par le Sénat lors de la session de printemps, garantit l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction : le second autorise la visite des véhicules en vue de la recherche

et de la prévention des infractions pénales : le troisième réprime le port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmes, ainsi que l'usage d'insignes ou de décorations. Avant la décision du gouvernement, le Syndicat de la magistrature avait réuni, mercredi 17 novembre, une conférence de presse pour condamner « l'une des attaques les plus sinistres de ces dernières années contre le régime de protection des libertés ».

Rappelant qu'il avait, à plusieurs reprises déjà (le Monde du 19 mai), condamné « l'utilisation politique de la délinquance et du sentiment d'insécurité du citoyen », le Syndicat de la magistrature a également indiqué que ces projets depuis leur dépôt « n'ont pas trouvé un seul juriste pour les défendre ».

Le Syndicat a affirmé que le projet relatif à l'association de malfaiteurs — précisément retiré par le gouvernement — ouvrirait la porte à de nombreux abus, et que l'aggravation des peines prévues pour port d'armes « rendrait possible de dire années d'emprisonnement le simple port d'un couteau Opinel interpellé au cours d'une manifestation ».

L'association Justice-Socialisme, liée à la fédération de Paris du parti socialiste, a pris position, elle aussi, mercredi, contre les projets de loi sur la sécurité. Elle indique dans un communiqué que « le projet de loi sur la fouille des véhicules automobiles constitue une brèche sans précédent dans le principe de l'inviolabilité du domicile ».

L'actuel directeur de cabinet du garde des sceaux, M. Jean-Claude Férrier, était le rapporteur de ces projets de loi devant le Conseil d'Etat, en mars 1976, lorsque ces textes furent examinés par la Haute Assemblée. M. Férrier avait fait part à l'époque, avec une grande netteté, des réserves que lui inspiraient la lettre et l'esprit de ces textes.

« Pour le dopage du cheval « Java-Rajah » constaté après la course du tiercé qui remporta le 13 septembre à Longchamp, une information a été ouverte contre X... pour escroquerie par le parquet de Paris. M. Antoine Bonnefont, premier juge d'instruction, a été chargé du dossier. Le cheval, appartenant à M. R. N. Tiko, entraîné par A. B. Bransley et monté par Yves Saint-Martin, a été déclassé, mais les sociétés de course n'ont pas porté plainte.

**LENTILLES DE CONTACT :**  
des millions d'utilisateurs conquis.  
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

صلى الله عليه وسلم



# JUSTICE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DEVANT LES ASSISES DE L'ORNE

## L'incendiaire du pays d'Ouche

Alençon. — Pour avoir étranglé sa jeune maîtresse — de trente et un ans moins âgée que lui — et pour avoir tenté de dissimuler son crime en allumant une dizaine d'incendies dans un même village, Jacques Lafond, cinquante-deux ans, a été condamné, le mercredi 17 novembre, par la cour d'assises de l'Orne, à vingt ans de réclusion criminelle. De l'aveu même de la défense, les faits étaient « extrêmes », mais les personnages de cette histoire le sont moins qu'il n'y paraît, et le verdict rendu n'a peut-être pas pour seule signification la nécessité de réprimer des actes particulièrement graves.

De notre envoyé spécial

don Juan du Bocage. On a tout à coup découvert qu'il était un « coureur de jupons ». On a dit qu'il était « porté sur les petites filles ». On a rapporté qu'il savait parfois se « déguiser en femme », qu'il « fréquentait trop les bals », à son âge, et l'on a inévitablement souligné « la différence d'âge » entre le cinquante-deux ans de la jeune fille avec laquelle il vivait en concubinage notoire depuis plus de deux ans (Chantal Lafond, alors qu'il avait sept ans).

Tout cela ressort du dossier, sans que l'on puisse précisément faire la part de la rumeur et du témoignage de la calomnie et de la médisance. On peut seulement remarquer que le scandale ne semblait pas exister avant le crime : de puis le divorce de Jacques Lafond, sa liaison ne pouvait guère être ignorée dans le village, et les parents de Chantal s'accoutumaient manifestement de cette aventure. D'autre part, cette « mauvaise » réputation contredit une autre partie du dossier, qui fait état des « très bons renseignements » recueillis sur le compte de Jacques Lafond : un

M<sup>re</sup> PETITTI  
DAUPHIN DE L'ORDRE  
DES AVOCATS DE PARIS

Comme le premier tour de scrutin le laissait prévoir, M<sup>re</sup> Louis-Edmond Pettiti a été élu « dauphin » de l'ordre des avocats à la cour de Paris, le 17 novembre, au deuxième tour de scrutin, 894 voix pour 1421 votants, 1380 suffrages exprimés, soit une majorité de 691. Ont obtenu ensuite : M<sup>re</sup> Bernard de Bigault du Granul, 277 voix ; M<sup>re</sup> Alain Le Tarsac, 223 voix.

Il y a eu ballottage pour les neuf sièges des membres du conseil restant à pourvoir. Venant en tête, M<sup>re</sup> Philippe Jacob (687 voix), Maxence Raynaud (608), Jacques Rihs (570), Jacques Chapon (512), Didier Cayol (503), Philippe Laforge (489), Serge Coché (488), Jean-Paul Clément (483), Yves Cournot (413), Jean-Pierre Dufour (406).

À Agnières en 1976, M<sup>re</sup> Louis-Edmond Pettiti a été élu depuis 1935 à Paris. Militant européen et planiste du droit communautaire, il est aussi vice-président de la Société de législation comparée, membre du comité directeur du Mouvement européen et rapporteur général de la Commission des affaires européennes. Il est aussi l'auteur de publications sur les Droits de l'homme au Brésil, l'Informatique et l'Éthique, la Protection juridique des programmes d'ordinateurs.

M<sup>re</sup> Pettiti est également président du Mouvement international des juristes catholiques Per Romanus, et c'est lui qui a assisté l'Union départementale des associations familiales de Paris et l'Association nationale des familles catholiques pour la plainte déposée contre le film pornographique l'Esquadrone, dont le tribunal de Paris a récemment ordonné la destruction.

orphelin placé dès son enfance comme domestique agricole, un jeune homme qui a eu le courage de prendre le maquis après avoir dérobé des armes à des soldats allemands ; un homme honnête et laborieux, qui avait acquis pour sa famille une position sociale inespérée, alors qu'il était « parti de rien ».

Jacques Lafond n'a pas pu — ou pas su — expliquer son aventure et son drame, qui l'ont brutalement placé hors la loi et hors la norme de son milieu. Il n'a pas éclairé les raisons qui, au lendemain du crime, l'auraient poussé à écrire aux parents de la victime : « Je suis un homme terriblement. Les gens sont mauvais et fous. Ils m'ont tellement humilié. » Il a seulement reconnu avoir agi effectivement par vengeance en allumant certains incendies.

À l'audience, le public, très nombreux, qui se pressait dans la salle à l'ouverture de la séance, a exprimé par des murmures son hostilité à l'égard de l'accusé. L'impression prévalait que cette attitude n'était pas seulement justifiée par l'indéniable gravité des faits. Pour sa part, Jacques Lafond, dès son entrée dans la box, avait paru affirmer de façon muette sa qualité d'étranger, d'« orcin » (terme cher à Mammouth) en exposant aux regards de ceux qui allaient le juger une surprenante chevelure bouclée descendant jusqu'aux épaules.

Le ministère public, après un réquisitoire prudent et relativement modéré, a réclamé une peine de vingt ans de réclusion. Il a été suivi par les jurés, ce qui n'avait pas été le cas la veille, lorsque, comme devait le souligner M<sup>re</sup> Emile Pollak, avocat de la défense, le jury de l'Orne avait condamné à dix ans de réclusion contre lequel dix ans de réclusion avaient été requis pour avoir tiré sur des « bougnoules » (le Monde du 17 novembre).

FRANCIS CORNU.

Deux décrets de société et trois décrets de banque ont été publiés le 17 novembre. Le tribunal de grande instance de Laval (Mayenne) a condamné, mercredi 17 novembre, le gérant de la société Laval-Vianes, M. Roger Garnier, quarante-huit ans, à un an d'emprisonnement ferme pour banqueroute et abus de biens sociaux, et son frère Joseph à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour complicité.

Le tribunal a également condamné deux directeurs d'agence de la Banque nationale de Paris, MM. Georges Robin et Emile Suchet, à trois mois d'emprisonnement avec sursis, et un troisième, M. Michel Vonnelle, à un mois de la même peine, pour avoir consenti à la société Laval-Vianes, constituée en août 1965, avait été contrainte de déposer son bilan. Trois cents agriculteurs de la Mayenne, de la Manche et de l'Ille-et-Vilaine étaient ainsi restés créanciers d'environ 3500 000 F.

## MM. Barre et Bergeron se reverront en décembre

## M. Seguy appelle à la constitution d'un large front syndical

L'entretien de deux heures que le premier ministre a eu, le 17 novembre, avec les dirigeants de Force ouvrière sur la politique contractuelle dans le secteur nationalisé n'a apporté aucune modification, pour l'instant du moins, au blocage des traitements en salaire réel que veut imposer le gouvernement au seuil de 1977. MM. Barre et Bergeron se reverront courant décembre.

Les dirigeants des fédérations cégétistes des secteurs public et nationalisé, pour autant, dès cette semaine, rencontreront leurs homologues de la C.F.D.T. — qui, ils ajoutent, seraient considérés comme leurs alliés privilégiés — pour jeter les bases du front syndical commun le plus large qu'ils annoncent par M. Georges Seguy.

La C.G.T. estime que la participation de la FEN à la journée nationale du 7 octobre donne à penser que les enseignants ne seront pas hostiles à un rendez-

D'ici là, l'action revendicative se sera sensiblement développée. En effet, tandis que les fonctionnaires F.O. maintenaient la campagne de manifestations qu'ils ont fixée au début de décembre, la C.G.T. a lancé, quelques heures avant l'entretien entre MM. Barre et Bergeron, un appel à un large front commun dans les secteurs public et nationalisé.

Dependant, une telle initiative était déjà envisagée par divers syndicats, d'ici à la mi-décembre. Dans le but de constituer une plate-forme revendicative unitaire, la C.G.T. a voulu mettre de l'huile dans les rouages en laissant à chaque profession : fonctionnaires, postiers, électriciens, cheminots, mineurs, agents de la R.A.T.P., etc., la faculté de conserver ses propres objectifs. Et surtout, elle déclare tourner la page sur la querelle qu'elle avait menée, ces dernières années, contre la FEN et F.O., accusées de trahison pour avoir conclu des « accords séparés au rabais ».

Il reste que les cégétistes n'abandonnent rien des exigences — fussent-elles de vrais arguments ou des prétextes commodes — qui, depuis 1969, leur ont constamment fait repousser l'extension faite à l'E.G.P. les contrats proposés par le gouvernement.

En effet, M. Buhl, secrétaire confédéral, a spécifié que l'indice officiel des prix était toujours révisé, tandis que serait exigée une substantielle majoration diversifiée du pouvoir d'achat. Certes, personne n'est satisfait de l'actuel instrument de mesure du coût de la vie, mais il a pourtant été admis dans les conventions conclues par la FEN, F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. Qu'importe l'augmentation du pouvoir d'achat, certains cégétistes, faisant état de retards accumulés, ne parlent rien moins que de « 15 % de moins », c'est-à-dire peu au nommet de la grille mais davantage en bas. — J. R.

## La C.G.T. : pas de discussion dans une cage

De nombreux journalistes participaient, mercredi 17 novembre, au déjeuner de presse annuel de la C.G.T., présidé par une conférence de presse. Les dirigeants de la centrale ont une nouvelle fois condamné avec force la politique d'austérité. Seguy est déjà confirmé, a dit M. Seguy, avec la poursuite de la hausse des prix, qui atteint 10,8 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier (13 % selon l'indice C.G.T.), et avec l'aggravation du chômage, « un million quatre cent mille demandeurs d'emploi d'après les normes du Bureau international du travail ».

« Nous ne sommes pas à la discussion dans une cage », telle que l'imagine le premier ministre. Nous sommes pour la liberté de négociation et nous nous battons pour le faire respecter partout, a dit M. Seguy.

« Au moment où le gouvernement manœuvre, a recours à des opérations » pour aux yeux », a dit M. Krasucki. Nous avons jugé très positive l'évolution de la C.F.D.T. et salue chacun de ses nouveaux pas, ainsi que le renforcement de son attitude consensuelle de lutte de classe. La C.F.D.T. a dû surmonter des phénomènes gauchistes et, nous l'avons souligné, nous sommes satisfaits de la lutte entreprise en ce sens par Edmond Maire. Mais le passé réformiste de la C.F.D.T. continue de peser.

Et M. Seguy d'ajouter : La C.F.T.C. a pratiqué la collaboration de classes de 1920 à 1964. La C.F.D.T. serait-elle née en 1964 sans que rien ne la rattache à la période antérieure ?

## SÉCURITÉ SOCIALE

### VERS L'APAISEMENT DU CONFLIT AVEC LES MÉDECINS ?

La grève des soins, lancée en Bretagne par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), a été largement suivie, mercredi 17 novembre. Les praticiens qui avaient fermé leur cabinet entendait protester contre la menace de déconventionnement d'une cinquantaine de médecins qui, à l'appel de la C.S.M.F., avaient dépassé des tarifs fixés par un avenant conclu entre les caisses d'assurance-maladie et le syndicat minoritaire, la Fédération des médecins de la région.

Dans l'un des trois départements touchés par cette grève — l'Ille-et-Vilaine — un accord est intervenu. La solution envisagée serait assez proche de celle qui a déjà été appliquée dans d'autres régions : d'une part, le syndicat médical du département rapporte des classes de 1920 à 1964, d'autre part, les caisses, au lieu de « déconventionner » les médecins qui, depuis juin, ont dépassé les tarifs, engagent une procédure qui tend à faire rembourser par le médecin le trop-perçu.

## LOGEMENT

### LA NOUVELLE RÉPARTITION DU 1 % PATRONAL SUSCITE LES PROTESTATIONS DE L'UNIL

La nouvelle répartition de la contribution patronale à l'effort de construction (le 1 %) adoptée en conseil des ministres dans le projet de collectif budgétaire suscite de vives réactions de l'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement). Désormais, sur un total de 1,1 % du montant des salaires, 0,20 % (et non plus 0,10 %) seront versés au Fonds national d'aide au logement, qui finance une partie de l'allocation-logement.

L'UNIL, qui regroupe les partenaires intéressés à la construction de logements pour les salariés, qualifiés de « mauvais coup » du gouvernement la décision prise. « Les chefs d'entreprises et les salariés se retrouvent ainsi spoliés d'une cotisation basée sur les salaires, pourvu le communiqué, et les organisations syndicales patronales et de salariés sont amputées d'une partie de leurs moyens d'action ».

De plus l'UNIL proteste contre l'absence de concertation qui a précédé cette décision.



(Dessin de KONEJ)

## VENTES

### PLUS DE 2 MILLIONS DE FRANCS POUR UNE PAGE D'UN MANUSCRIT PERSAN

Au cours d'une vente qui n'a pas duré plus d'un quart d'heure, mercredi, chez Christie's, à Londres, sept pages d'un manuscrit persan du seizième siècle ont atteint les enchères records de 6250 000 F.

Commandé par le shah Ismaïl (1588-1624), ce manuscrit comprenait à l'origine sept cent cinquante-neuf pages et deux cent cinquante-huit miniatures. Il passe pour le plus fabuleux ouvrage du genre. Son actuel propriétaire, M. Arthur Houghton, qui l'avait acquis en 1959, en avait offert soixante-dix-huit pages au Metropolitan Museum de New York, dont il était le président. Une seule page de ce livre, narration imagée de la « mort de Zuhak », a été achetée par la galerie londonienne Colnaghe's pour 2240 000 F.

### A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTES

5. 2. Antiquités : cornues, intailles, vases grecs.

5. 4. — Bel assemblage XVIII<sup>e</sup> s.

5. 7. — Très belles fourchettes.

5. 8. — Successeur de C. et à divers.

Dessins. Tableaux modernes.

5. 14. — Argentaire, bijoux.

5. 15. — Meubles époque et style.

Peut-être bijoux.

EXPOSITIONS

5. 11. — Estampes.

## FAITS DIVERS

### L'aménagement de l'axe fluvial Méditerranée-mer du Nord

#### QUATRE OUVRIERS SE NOIENT DANS LA SAONE

Quatre ouvriers sont morts noyés mercredi 17 novembre en fin d'après-midi, lors du naufrage d'une barge en amont de Belleville-sur-Saône (Rhône). L'embarcation, pesant près de 20 tonnes et longue de 15 mètres, était là pour les travaux d'aménagement de l'axe fluvial Méditerranée-mer du Nord. L'engin sur lequel avaient pris place cinq hommes servait à la pose de tuyaux dans un chenal.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble que la barge, bien que munie d'un moteur, ait été prise dans des courants pulsant, dus à la crue des eaux de la rivière, avant de se retourner. L'un des ouvriers, M. Henri Mazo, est parvenu à gagner la rive à la nage, mais ses quatre compagnons, MM. Joseph de Almeida, âgé de vingt-huit ans, Jean-Luc Marquet, âgé de vingt-cinq ans, et Dayeb Dricel, âgé de vingt-six ans, demeurant tous en caravanage à Farcis (Ain), ont disparu dans la Saône. Les recherches entreprises par les pompiers de Belleville-sur-Saône, puis par ceux de Lyon, pour retrouver les corps des victimes, sont, pour l'instant, demeurées vaines.

Les quatre hommes étaient employés par la société Morillon-Corvois-Corbois, dont le siège social est à Rungis (Val-de-Marne), 3, rue Le-Corbusier.

### La construction du métro de Marseille

#### TROIS DIRIGEANTS D'ENTREPRISE SONT INCULPÉS APRÈS UN ACCIDENT MORTEL DU TRAVAIL

(De notre correspondant.)

Marseille. — M. Maestroni, juge d'instruction au tribunal de Marseille, vient d'inculper trois responsables d'entreprises participant à la construction du métro de Marseille. L'identité des inculpés n'a pas été révélée ; il s'agit d'un directeur de l'entreprise Guillery-Saint-Maur et de deux autres directeurs de l'entreprise Cagnat, considérés comme responsables de la sécurité des lieux où se produisit, le 23 août 1975, un effondrement dans une galerie, à la hauteur de la station Chartreux.

Cet effondrement de la voûte, consécutif à des pannes d'entretien, avait causé la mort d'un conducteur d'engin, M. Bernard Lucas, quarante-huit ans, enseveli aux commandes de son bulldozer.

La veuve de M. Lucas et les syndicats C.G.T. de la construction s'étaient constitués partie civile.

« Un attentat à l'explosion » a été commis, ce jeudi matin 18 novembre, contre l'agence toulousaine de l'entreprise de travail temporaire Manpower. Les vitres des locaux ont été brisées.

**Salons d'Agnesscan**

**5300 F le m<sup>2</sup>**

- Double exposition
- Balcon de 1,40 m de large ou jardin privatif
- Studios ou 2 pièces, 3,4 ou 5 pièces
- Prix fermes

Bureau de vente sur place tous les jours  
sauf mardi et mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

**SACI**

25 ans d'activité

**COR**

25 ans d'activité







# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

### Nouveau repli

Contraintement à l'habitude d'un marché de Paris ne s'est pas redressé ce mercredi. Qui plus est, après une légère hausse initiale, le repli des cours s'est poursuivi à bonne allure et en clôture l'on dénombrait à nouveau près de centaine de baisses d'actions. Les investisseurs ont particulièrement souffert le bâtiment, la construction électrique et la métallurgie. Sans parler des laboratoires pharmaceutiques, autres mal-aimés de la cote, avec les sidérurgiques, dont la descente aux enfers a continué.

A l'inverse, un nombre toujours restreint de hausses (douze au plus) a été enregistré, de sorte que le différentiel négatif s'est accru d'environ 2 % se retrouvant ainsi à un niveau inférieur à celui atteint lors de la dernière liquidation.

Les opérateurs redouteraient-ils un échec des conversations que le premier ministre doit avoir cet après-midi avec les syndicats sur la politique contractuelle des salaires ? Ce n'est pas impossible. Notons cependant que les échanges sont demeurés extrêmement faibles, preuve qu'aucune pression particulière des ventes ne s'est produite.

Signalons que la cotation des actions de la Compagnie générale transatlantique et de la Compagnie des Messageries maritimes, toutes deux nationales, a été suspendue dans l'attente d'un communiqué de presse.

Nouvelle et forte baisse de l'or. Le lingot a reperdu 645 francs (- 2,9 %) pour s'inscrire à 21.550 F. Recul plus modéré du naphtalène à 21.500 F (- 250 F) après 21.440 F et 21.500 F (prime fixe comprise). Le volume des transactions a diminué : 12,43 millions de F, contre 14,10 millions.

Repli général du presque général des valeurs étrangères. Les mines d'or et les américaines se sont notablement alourdies. Les allemandes ont été plus résistantes ainsi que les pétroles internationaux.

Taux du marché monétaire  
Effets privés : 9 1/16 %

## LONDRES

Encouragé par la nouvelle hausse du sterling et la perspective d'un déficit budgétaire pour 1977, moins élevé que prévu, le marché a progressé sensiblement jeudi matin. Les industrielles ont gagné jusqu'à 8 points. Permettez des pétroles et des fonds d'Etat. Nouveau repli des mines d'or, 0,8 (vendues) totales : 125 10 contre 131 25.

VALEURS	Cours	Clôture	17/11	18/11
Worthing 3 1/2 %	23 1/2	23 1/2	23 1/2	23 1/2
British Petroleum	332	332	332	332
Shell	408	408	408	408
ICI	118	118	118	118
Imperial Chemical	307	307	307	307
Glaxo	84	84	84	84
De Beers	215 1/4	215 1/4	215 1/4	215 1/4
Anglo American	158	158	158	158
Gold Fields	20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Compagnie générale transatlantique. — Le principe de la fusion des deux compagnies a été adopté le 18 novembre. Cette fusion devrait intervenir dans un délai de trois mois. L'opération s'effectuera par absorption de la C.G.T.M. par la C.G.M. Cette dernière société devant au préalable changer de dénomination pour prendre celle de Compagnie générale maritime (C.G.M.).

Compagnie des Messageries maritimes. — L'actuelle C.G.M. modifiera son nom, qui deviendra Compagnie générale maritime et financière.

Après l'opération, la nouvelle C.G.M. apportera à la société de portefeuille en cours de constitution les éléments d'actifs qui ne sont pas directement liés à l'activité du groupe. Les parts d'échange seront cotées en janvier. Les titres de la nouvelle société de portefeuille, dont l'introduction en Bourse sera demandée, seront distribués aux actionnaires des deux compagnies.

UNILEVER. — A la suite de la cotation des actions de la société (N.V. + 1/16) pour le trimestre 3 trimestre à 242 millions de florins (+ 24 %). Pour les neuf mois, les dividendes sont de 106 florins (- 8 %). Dividendes intermédiaires payables le 17 décembre : 5,30 florins (contre 5,10 pour N.V. et 5,40 pour Unilever) contre 5,34 pence pour Limited.

## NEW-YORK

Progress. Le marché a accompli mercredi quelques sensibles progrès. Mais cela n'a pas été sans mal, les cours ayant fléchi par deux fois, à l'ouverture et en clôture. Finalement, l'indice des industriels s'est établi à 338,05 avec un gain de 2,74 points. Plus significatif a été le nombre des baisses (556), double de celui des hausses (257). L'activité est demeurée forte : 19,90 millions de titres ont changé de mains contre 21,02 millions la veille.

La réaction du marché en cours de séance est en grande partie imputable à des causes techniques. Mais le président de la Bourse fédérale, le président de la Bourse fédérale, serait favorable à des réductions d'impôts pour relancer l'économie nationale. Autre facteur haussier : l'augmentation plus rapide des revenus personnels au octobre (- 0,7 % contre - 0,6 % en septembre).

Indice Dow Jones : transports, 218,40 (C 266) ; services publics, 99,05 (+ 0,01).

VALEURS	Cours	Clôture	16/11	17/11
Alcoa	51 1/2	51 1/2	51 1/2	51 1/2
A.T.T.	60 1/2	60 1/2	60 1/2	60 1/2
Bush	40 1/4	40 1/4	40 1/4	40 1/4
Case Western	34 3/4	34 3/4	34 3/4	34 3/4
De Pont de Nemours	127 1/2	127 1/2	127 1/2	127 1/2
Eastman Kodak	85 5/8	85 5/8	85 5/8	85 5/8
Exxon	49 3/4	49 3/4	49 3/4	49 3/4
Ford	54 7/8	54 7/8	54 7/8	54 7/8
General Electric	58 7/8	58 7/8	58 7/8	58 7/8
General Motors	32 1/2	32 1/2	32 1/2	32 1/2
IBM	163 1/2	163 1/2	163 1/2	163 1/2
Johnson & Johnson	23 3/8	23 3/8	23 3/8	23 3/8
Kennecott	26 1/2	26 1/2	26 1/2	26 1/2
Levi Strauss	25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4
Pfizer	25 3/4	25 3/4	25 3/4	25 3/4
Schlumberger	94 1/4	94 1/4	94 1/4	94 1/4
Union Carbide	66 1/4	66 1/4	66 1/4	66 1/4
Westinghouse	19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4
Xerox	57 1/8	57 1/8	57 1/8	57 1/8

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

17/11	18/11
1 dollar yen	236 20
1 dollar yen	236 20

## INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 : 31 déc. 1975.)	
Valeurs françaises	15 nov. 18 nov.
Valeurs étrangères	15 nov. 18 nov.
C. DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 : 29 déc. 1961.)	
Indice général	61,3 60,9

## BOURSE DE PARIS - 17 NOVEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du comp	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	38	38	38	LYON-ALCANTAR	100	99	Union Indus.	155	50
5 %	38	38	38	PARIS-RECEMY	323	325	Od. Imun. France	125	126
5 % 1920-1960	38	38	38	PARIS-RECEMY	323	325			
5 % 1965-1980	38	38	38	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1983	102	102	102	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1984	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1985	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1986	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1987	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1988	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1989	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1990	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1991	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1992	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1993	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1994	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1995	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1996	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1997	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1998	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 1999	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2000	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2001	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2002	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2003	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2004	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2005	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2006	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2007	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2008	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2009	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2010	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2011	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2012	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2013	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2014	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2015	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2016	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2017	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2018	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2019	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2020	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2021	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2022	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2023	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2024	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2025	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2026	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2027	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2028	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2029	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2030	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2031	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2032	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2033	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2034	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2035	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2036	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2037	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2038	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2039	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2040	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2041	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2042	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2043	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2044	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2045	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2046	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2047	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2048	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2049	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2050	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2051	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2052	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2053	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2054	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2055	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2056	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2057	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2058	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2059	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2060	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2061	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2062	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2063	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2064	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2065	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2066	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2067	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2068	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2069	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2070	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2071	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2072	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2073	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2074	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2075	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2076	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2077	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2078	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2079	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2080	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2081	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2082	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2083	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2084	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2085	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2086	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2087	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2088	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2089	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2090	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2091	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2092	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2093	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2094	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2095	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2096	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2097	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2098	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2099	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2100	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2101	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2102	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2103	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2104	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2105	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2106	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2107	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2108	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2109	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2110	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2111	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2112	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2113	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2114	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2115	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2116	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2117	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2118	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2119	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2120	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2121	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2122	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2123	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2124	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2125	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2126	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2127	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2128	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2129	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2130	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2131	93	93	93	PARIS-RECEMY	323	325			
4 1/4 % 2132	93								



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. AFRIQUE
3. Océan-Inde
- 4-5. ASIE
- « La Chine orpheline » (II), par Jean de La Guéville.
6. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : la presse publie de nombreuses informations sur les activités du « lobby » sud-africain.
- 7-8. PROCHE-ORIENT
- POINT DE VUE : « Vivre avec ses voisins », par Ch. Helou.
- 18 à 20. POLITIQUE
- L'examen du budget à l'Assemblée nationale.
- Le débat sur le rôle de la majorité.
20. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
20. SPORTS
- FOOTBALL : la victoire de la France sur l'Irlande.

### LE MONDE DES LIVRES

Pages 27 à 35

LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Du bon usage des « best-sellers ».

CERTAIN VINGT ANS DE « CORRESPONDANCE DE GUERRE », par Lucien Bodard.

LA NOUVELLE : un genre dédaigné.

POÉSIE : Robert Jalin et « Les Guerriers du Chaleco ».

LES FEMMES ET LA SEXUALITÉ.

A LA RECHERCHE DE KAREN BLIXEN.

TEMONIGNAGES : Quand Azeddine était fellagha.

### 37 à 39. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : au Festival de Paris, temple et démocratie au Soudan des Lumières.

### 40. MÉDECINE

— POINT DE VUE : « Vers un nouvel humanisme : les dons d'organes », par G. Henne.

### 40. ÉDUCATION

— Des difficultés financières pour les universités de Toulouse, Aix et Marseille.

### 44-45. JUSTICE

— Le gouvernement retire son projet relatif aux associations de maladeurs.

### 45-46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— FISCALITÉ : les petites et moyennes entreprises refusent de payer la taxe professionnelle.

— POLITIQUE CONTRACTUELLE : MM. Barre et Bergeron se reverront en décembre.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (35)

Annouces classées (41 à 43) : Aujourd'hui (44) ; Carnet (36) ; « Journal critique » (45) ; L'éclair national (46) ; Météo (47) ; Sources (48).

Le numéro du « Monde » daté 18 novembre 1976 a été tiré à 587 096 exemplaires.

**DAIM style**

spécialiste-Créateur du vêtement de peau H.F. et Ent. prêt à porter, à vos mesures ou selon votre croquis réparat./transform./nettoyage

6, pl. des Victoires - Paris - 850.95.13

**vincara bijoux**

Paris : 6, place de l'Opéra Les Boutiques de Paris, Porte Maillot, "rive gauche" 53, rue de Sévres.

Lyon : Centre Del La Part Dieu, 131

Demandez catalogue HP7

**PIANO ORGUE**

Pour tout achat :

**Piano center**

PIANOS : Paris-Ouest : 71, rue de l'Église, 92250 LA GARENNE - Tél. 242.26.30 & 782.75.87

PIANOS, ORGUES : Paris-Est : 122-124, rue de Paris, 93000 MONTREUIL - Tél. 557.83.38

A B C D E F G

## Tokyo prépare sa réponse à la menace de guerre commerciale brandie par la C.E.E.

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a averti les Japonais que des mesures de restriction à l'importation risquent fort d'être adoptées par les Neuf s'ils ne consentent pas un effort sérieux pour réduire le déficit du commerce extérieur de la Communauté avec leurs pays. Cette mise en garde au ton inhabituel a été faite à l'occasion des consultations biennales Commission-Japon, qui ont eu lieu lundi 15 et mardi 16 novembre à Bruxelles. La Commission a laissé entendre aux Japonais qu'il serait hautement souhaitable qu'ils manifestent très rapidement leur bonne volonté : le Conseil européen, qui se réunit les 22 et 30 novembre à La Haye, doit se saisir du dossier.

### De notre correspondant

mois, les Japonais ont déjà consenti un effort pour éliminer certains d'entre eux, cela dans le secteur de l'automobile et des produits pharmaceutiques. En ce qui concerne les voitures, ils ont accepté qu'à partir de 1977 les contrôles techniques nécessaires pour obtenir l'autorisation de commercialisation aient lieu en Europe et non plus, comme cela est encore le cas, au Japon.

De même pour les produits pharmaceutiques, ils sont prêts désormais à reconnaître la validité des tests précliniques effectués dans la Communauté.

M. Gundelach les a invités à poursuivre dans cette voie et leur

a présenté à cet égard une série de requêtes précises. Selon lui, l'effort consenti par Tokyo pour faciliter l'ouverture du marché japonais aux produits pharmaceutiques communautaires n'est pas encore suffisant.

Dans trois autres secteurs, estime la commission, l'intervention des autorités nipponnes pourrait rapidement se traduire par une progression substantielle des ventes communautaires : celui des chaussures (la commission demande une application moins restrictive du système de contingentement), du tabac (la monopole d'État japonais exerce un pouvoir absolu sur les conditions de vente), et enfin des produits agricoles transformés.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Plus de quatre-vingt-cinq mille policiers ont signé une motion réclamant la parité avec la gendarmerie

Douze mille policiers parisiens de tous grades se sont rendus, mercredi 17 novembre, au ministère de l'économie et des finances, place du Palais-Royal, pour y déposer des motions portant trente et un mille signatures et demandant « fermement la traduction à la police nationale des mesures prises en faveur de l'armée » ainsi que des « mesures pour leur permettre d'assurer efficacement la sécurité des personnes et des biens ». Avec les signatures recueillies en province, c'est au total plus de quatre-vingt-cinq mille policiers qui ont approuvé la motion.

En province, des délégations se sont rendues dans toutes les préfectures à l'appel de l'Intensivité de la police nationale (qui groupe les syndicats autonomes de la police en tenue, des inspec-

teurs et des commissaires) pour remettre des motions identiques. Selon M. Henry Buch, secrétaire général du Syndicat national des policiers en tenue, « plus de cinquante-cinq mille policiers actifs et répartis — tenue et civils — ont signé la motion remise par des délégations appuyées et soutenues par plus de six mille fonctionnaires de police ». Cette vague de mécontentement et ses répercussions ne s'arrêtent à rien car l'assemblée le gouvernement », a précisé M. Buch.

Au-delà de la revendication matérielle de parité salariale avec la gendarmerie, les fonctionnaires de la police nationale réclament d'un possible renforcement à leurs dépens de cette police militaire qu'est la gendarmerie. Ils avaient déjà attiré l'attention de l'opinion sur ce danger lors des meetings de masse tenus les 18 et 20 octobre à Paris et en province. La récente décision du ministre de la Défense d'autoriser un recrutement supplémentaire de sept cent cinquante gendarmes l'an prochain n'est pas pour les rassurer.

Les syndicats confédérés de la police (C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C.) organisent à leur tour, ce jeudi 18 novembre, un jour de la discussion du budget de l'intérieur à l'Assemblée nationale — une journée d'action qui se traduira par l'envoi, entre 15 heures et 17 heures, de délégations au Palais-Bourbon afin d'exposer à nouveau aux divers groupes parlementaires les problèmes de la police.

La Fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T., qui regrette que sa proposition d'action commune avec les syndicats autonomes n'ait rencontré aucun écho, s'apprête pour sa part, non seulement du déclassement de la police par rapport à la gendarmerie, mais aussi des projets de réforme de structure dont la mise en œuvre a été confiée par le ministre de l'intérieur à une commission que préside M. Pierre Racine, conseiller d'État. Les conclusions de cette commission devraient être connues au printemps prochain.

Mais la C.G.T. exprime d'ores et déjà son opposition à toute réforme allant dans le sens d'une unification des corps d'encadrement et d'un rapprochement des pouvoirs exécutif et judiciaire. « Notre organisation pense que la police nationale a des missions, des tâches, des compétences qui sont différentes de celles de la gendarmerie », déclare M. Racine. « Les relations entre les divers corps de la police nationale se sont détériorées au cours des ans (du fait des missions qu'elle a été obligée d'assumer sans que ce soit véritablement son rôle. C'est ainsi que divers organismes ont pris le pas sur d'autres et ont acquis une importance qui ne se justifie pas (...). Tout le monde a sa place, sans privilège excessif, tel devrait être le but de la commission interministérielle, mais avec le souci de rendre la police à celle à qui elle est destinée : la nation. »

## LE F.M.I. CHANGE LA PROCÉDURE DES VENTES D'OR Baisse du franc

Une certaine nervosité régnait jeudi matin sur les marchés des changes, où deux monnaies se sont distinguées : la livre, en hausse, et le franc, en baisse. La monnaie britannique a accentué son potesment sur l'espérance d'une consolidation éventuelle des balances sterling, son cours atteignant 1,47 dollar à Londres. Les investisseurs paient le franc à 120 dollars environ sous l'effet de la dégradation de notre balance commerciale en octobre (voir d'autre part) : le dollar, plus ferme sur toutes les places, il est vrai, est monté à 5 F contre 4,9850 F, le deutschemark à 2,6625 F contre 2,66 F et la livre à 2,34 F contre 2,34 F. Selon toute vraisemblance, la Banque de France est intervenue pour soutenir le franc.

La baisse de l'or s'est accentuée sur les marchés libres, le cours de l'once revenant de 131,50 dollars à 128 dollars environ sous l'effet de ventes bénéficiaires.

A cette occasion, le Fonds monétaire a annoncé un retour à la méthode de prix uniforme, dite des « enchères hollandaises », qui a déjà été utilisée pour ses deux premières adjudications et abandonnée pour les deux suivantes. Avec cette méthode, chaque acheteur paie le prix qu'il a lui-même fixé dans son offre : le prix moyen d'adjudication, calculé uniquement pour des raisons statistiques, se trouve donc automatiquement supérieur à celui qui serait obtenu par le moyen des « enchères hollandaises ». Ce faisant, le Fonds donne satisfaction aux banques centrales, notamment françaises, italiennes et néerlandaises, qui réclament le retour à la méthode du prix uniforme : elles entendaient ne pas être exposées à acheter de l'or à un prix supérieur à celui obtenu par un autre adjudicataire. La prochaine adjudication doit avoir lieu le 8 décembre.

## L'Académie des sciences sera rajeunie et comptera plus de membres

Etudiée depuis un an, la réforme de l'Académie des sciences entre en application (« le Monde » daté 11-12 et 13 janvier). Un décret publié au « Journal officiel » du 18 novembre augmente le nombre des académiciens, diminue celui des sections qui seront ainsi plus étoffées et institue une limite d'âge de cinquante-cinq ans pour la moitié des nouveaux membres, ce qui va profondément modifier une académie dont les membres ont en moyenne soixante-quatre ans. Le décret reprend, en les atténuant quelque peu, les propositions de la commission de réforme que présidait M. Aigrain.

Le 28 février 1975, l'Académie des sciences apprenait — par la presse, ce qu'elle n'apprécia guère, — qu'elle allait être réformée. A la suite d'un conseil restreint sur la recherche, le président de la République chargeait M. Pierre Aigrain, ancien député général à la recherche scientifique et technique, de diriger une commission chargée de faire des propositions de réforme visant à « redonner à l'Académie des sciences son rôle traditionnel de représentation moderne et vivante de la communauté scientifique au plus haut niveau ». (Le Monde daté 2-3 mars 1975). Quelque mois plus tard, la commission remettait son rapport, que plusieurs académiciens jugèrent déplacé.

La disposition du décret qui sera la plus lourde de conséquence est celle qui assure le rajeunissement d'une institution vieillissante. L'Académie avait, en effet, pris l'habitude d'élire des membres de plus en plus âgés, et le professeur Kasler, prix Nobel de physique, et académicien, avait prévu que, si la tendance actuelle se maintenait, l'âge moyen d'élection, actuellement supérieur à soixante-cinq ans, rejoindrait dans une trentaine d'années l'âge moyen de décès. Le décret prévoit que, dans chaque section, la moitié au moins des sièges vacants devront être pourvus par des candidats de cinquante-cinq ans ou plus. La commission avait proposé de mettre cette barre à cinquante ans.

Les autres dispositions du décret

## Old England a choisi pour vous...

Au masculin « Importé d'Angleterre »

Pardessus Balmoral, raglan, col chevalière, en tweed	1100 F
Pardessus Albany, ville, tissus unis et fantaisie	1175 F
Gabardine coton, doublée écossaise, beige, sable, bleu	685 F
Veste sport Harris Tweed	525 F
Pantalon flanelle peignée	320 F
Pantalon cavalry twill	350 F

## Old England

12, bd des Capucines, Paris 9°  
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

## BMW-POZZI CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

les nouvelles 6 cylindres 754.91.64  
754.91.65  
755.62.29

IMPORTANTS ATeliers SPÉCIALISÉS

## FAITES VOUS UNAMI JOAILLIER A PARIS

**JACQUES TOUR**  
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

## NICOLL "le franglais" way of life.

Ce costume deux pièces en pied de poule noir et blanc est une exclusivité NICOLL. Le veston est droit à deux boutons : la fermeté médiane, les revers classiques. Il existe également en Prince de Galles. Deux versions qui conviendront tous ceux qui ont horreur du dandysme de pacotille.

1300 F



NICOLL  
29 RUE TRONCHET/PARIS 8°

سوق في الامارات